

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

ÉTUDE  
SUR LE  
JUGEMENT DES PRISES MARITIMES  
EN FRANCE

JUSQU'A LA SUPPRESSION DE L'OFFICE D'AMIRAL (1627)

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

*Sera présenté et soutenu le 15 Janvier 1908, à 1 heure*

PAR

AUGUSTE DUMAS

ARCHIVISTE DU DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE

---

*Président : M. ESMEIN, professeur.*  
*Suffragants { MM. THALLER, professeur.*  
*/ LESEUR, professeur.*

---

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

---

1908











THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

ÉTUDE  
SUR LE  
JUGEMENT DES PRISES MARITIMES  
EN FRANCE

JUSQU'A LA SUPPRESSION DE L'OFFICE D'AMIRAL (1627)

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

*Sera présenté et soutenu le 15 Janvier 1908, à 1 heure*

PAR

AUGUSTE DUMAS

ARCHIVISTE DU DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE

---

*Président : M. ESMEIN, professeur.*  
*Suffragants { MM. THALLER, professeur.*  
*LESEUR, professeur.*

---



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR  
11, Rue Victor-Cousin, 11

---

1908





*A MES PARENTS*



Digitized by the Internet Archive  
in 2026



## INTRODUCTION

Fondements juridiques de la course maritime du xiv<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle : 1<sup>o</sup> prises de représailles ; 2<sup>o</sup> prises de guerre.

Coup d'œil sur l'histoire de la course maritime : Représailles et guerres du xiii<sup>e</sup> siècle et du début du xiv<sup>e</sup>. — La guerre de Cent Ans : pirateries en temps de trêves, déprédations au détriment des Hanséates. — Guerres de la royauté contre les seigneurs rebelles au xv<sup>e</sup> siècle. — Lettres de représailles délivrées au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècle. — Les courses du xvi<sup>e</sup> siècle : guerres d'Italie, question d'Amérique, guerres de religion. — Efforts de Henri IV pour réprimer la piraterie.

Objet et sources de la présente étude.

« Toutes les côtes étaient en ce temps-là infestées de pirates : la mer éveille l'idée d'une vaste forêt de Bondy, où les voleurs seraient aussi nombreux que les voyageurs ». C'est en ces termes que M. le vicomte d'Avenel caractérise l'état de la mer au début du xvii<sup>e</sup> siècle (1). C'est aussi de la même manière que pourrait se résumer l'opinion de la plupart des auteurs pour tous les siècles précédents : la piraterie était au moyen âge le fléau de la navigation.

1. *Richelieu et la monarchie absolue*, t. III, p. 198.

Certes ce serait une tentative vaine que de chercher à prouver que la navigation commerciale était au moyen âge aussi sûre que de nos jours. La mer était alors sillonnée de nombreux navires armés en guerre : qu'ils aient été équipés par un Etat ou par des particuliers, on les appelait tous des « navires de guerre ». Trop souvent la « dampnable convoitise desordonnée » de ceux qui montaient ces vaisseaux était sans bornes : il est impossible de nier qu'ils aient causé beaucoup de maux aux navires marchands.

Mais c'est aussi une exagération véritable que de soutenir qu'il n'y avait alors sur la mer entre les différents peuples aucun ordre juridique, aucun état de droit. Sans s'attacher aux conceptions des théoriciens qui n'ont peut-être pas très grande valeur (1), le moindre examen des faits montre que, dès lors, la notion d'un droit international maritime était courante dans la pratique. Il y avait des lois de la mer qui étaient constamment invoquées : en 1406, des marchands hollandais se réclamaient devant le Parlement de Paris du principe de la liberté des mers (2) ; Louis XI, en 1475, écrivant au roi de Sicile, lui rappelait un usage de la guerre notoire et jusqu'alors observé dans les mers de l'Occi-

1. Voir pour ces théories les ouvrages de M. Nys et spécialement ses *Origines du droit international*.

2. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 4787, f. 439, 23 novembre 1406, les marchands se sont embarqués, « pour cuider gagner, pour ce que la mer est commune ».

dent (1). Ce droit international avait pour source la coutume, comme à cette époque la plupart des autres branches du droit, et, pour ne pas être écrit, il n'en existait pas moins.

En réalité, si alors les courses maritimes étaient fréquentes, c'est qu'elles avaient un fondement juridique. Sans doute, parmi les navires de guerre, beaucoup, abusant de leur droit de faire des prises, commettaient des déprédations illicites, des actes de piraterie ; mais, pour la plupart, ils n'étaient pas absolument sans droit de courir la mer en armes. Le titre qui leur servait de justification était de deux sortes : ce pouvait être le droit de marque ou de représailles, ou bien le droit de guerre. Il y avait deux catégories de prises : des prises de représailles et des prises de guerre :

1° Le droit de marque ou de représailles était le droit de faire des prises, soit en vue d'éviter un dommage imminent, soit pour s'indemniser d'un dommage déjà éprouvé. Il s'exerçait dans deux circonstances :

a) Quand un navire était attaqué par un vaisseau armé en guerre, il avait le droit de se défendre et de le capturer s'il était le plus fort. Pour cela il n'était pas besoin qu'il eût des lettres de marque. Il y avait là une manifestation du droit de légitime défense (2).

1. Lettre du 31 janvier 1474-5 : «... Usum belli notorie et inconcusse hoc usque in hoc occidentali freto servatum... »  
Pièce justificative n° 4.

2. *Guidon de la mer*, Chap. XI (PARDESSUS, *Collection des lois*



b) Le droit de représailles était surtout le droit, quand on avait été lésé par un étranger, de reprendre par la force son bien, ou l'équivalent de son bien, sur les concitoyens de cet étranger. Dès le xiv<sup>e</sup> siècle, pour y recourir, on devait s'être muni auparavant d'une autorisation de son gouvernement : il fallait avoir obtenu de son prince des lettres de marque ou de représailles (1).

2° Le droit de faire des prises de guerre dérivait pour les marins d'un Etat d'une guerre internationale ou civile, où ils étaient impliqués directement, ou bien où étaient engagés les sujets d'une nation amie.

a) De l'état de guerre entre deux puissances résultait d'abord pour tous les sujets de chacune d'elles le droit de courre sus à tous les sujets de l'autre et de prendre leurs biens. Ce droit de capture s'étendait aussi aux amis et alliés de l'ennemi, c'est-à-dire non seulement, comme on le verra (2), à ceux qui étaient liés avec lui par un traité d'alliance offensive ou défensive, mais encore à ceux qui lui prêtaient un secours plus ou moins direct.

b) Dans les guerres civiles, chaque parti faisait des prises non seulement sur les adhérents de l'autre, mais

*maritimes*, II, p. 442). L'art. 1<sup>er</sup> prévoit le cas où un navire marchand est attaqué par des ennemis ou des pirates et fait des prises.

1. MAS-LATRIE, *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1865-1866, p. 530.

2. Chapitre II, § 2.

encore sur les sujets des princes étrangers qui se montraient bienveillants pour son adversaire (1).

c) Enfin les sujets d'un Etat pouvaient avoir le droit de faire des prises de guerre, sans que celui-ci fût impliqué dans aucune guerre : il était admis qu'ils pouvaient attaquer les ressortissants d'une puissance en guerre avec une nation ayant avec leur pays des liens d'amitié et d'alliance particulièrement étroits (2).

\*  
\*\*

Un rapide coup d'œil jeté sur l'histoire fera mieux comprendre quelles ont été les causes qui, du jour où la France put être considérée comme un Etat maritime jusqu'au début du xvii<sup>e</sup> siècle, ont rendu les courses si nombreuses. On verra que, si parfois les haines entre peuples ont dépassé ce que leur permettait la coutume, beaucoup de faits néanmoins s'expliquent par les principes qui viennent d'être posés.

I. — xii<sup>e</sup> SIÈCLE ET DÉBUT DU xiv<sup>e</sup>. — Au xiii<sup>e</sup> siècle et au début du xiv<sup>e</sup>, nous voyons à peu près également des prises de représailles et des prises de guerre. Il faut étudier à part la Méditerranée et l'Océan.

1<sup>o</sup> Dans la Méditerranée, en dehors de quelques guerres où intervint le roi de France, se faisaient surtout des

1. Voir plus bas l'exemple des marins des Cinq Ports sous saint Louis et les guerres de religion.

2. Exemple des Français venant en aide à leurs alliés d'Ecosse attaqués par le roi d'Angleterre.

prises de représailles. Il y avait une situation qui amenait l'exercice à peu près permanent du droit de marque contre les sujets des républiques italiennes ou des princes ibériques. Cet état de choses tenait à deux causes principales :

a) Certains gouvernements étaient trop faibles pour se faire obéir et ne pouvaient faire réparer les torts que leurs sujets ou leurs agents avaient commis contre les étrangers. Partout aussi la procédure judiciaire était fort longue : si l'inconvénient était déjà grave pour les nationaux, qui à la rigueur pouvaient attendre, la lenteur de la justice équivalait à un véritable déni de justice pour les étrangers, qui ne pouvaient rester dans le pays jusqu'à ce que leur procès fût terminé. Il s'ensuivait que les particuliers lésés finissaient par se faire délivrer par leur prince des lettres de représailles contre les ressortissants de l'Etat qui avait refusé ou tardé de faire droit à leurs réclamations : peu importait que cet Etat eût ou non fait preuve de mauvaise volonté.

b) L'habitude d'exécuter sur les étrangers résidant dans un pays les condamnations pécuniaires prononcées contre leurs compatriotes était une autre occasion de marque. Ceux, dont les biens avaient été saisis au nom de ce principe de la solidarité des nationaux d'un même Etat en matière de dettes, considéraient l'acte accompli contre eux comme une violation du droit et obtenaient de leur gouvernement des lettres de représailles (1).

1. MAS-LATRIE, *op. cit.* ; BOUTARIC, *Actes du Parlement de*



A ces lettres de marque, quel que fût le motif de leur délivrance, le gouvernement, contre qui elles avaient été concédées, répondait généralement par d'autres lettres de marque. C'était ainsi la course maritime en pleine paix, et, parfois dans certaines régions, autorisée d'une manière constante.

2° Durant la même période les courses maritimes dans l'Océan et la Manche avaient d'autres causes. Il faut étudier surtout les rapports entre la France et l'Angleterre.

Jusqu'au règne de Philippe le Bel, le point de vue juridique est assez obscur à débrouiller. Des guerres franco-anglaises donnèrent aux corsaires occasion de faire des prises sous Philippe-Auguste, Louis VIII et Louis IX. Puis ce fut une longue paix de 1259 à 1294, pendant laquelle l'histoire signale quelques pirateries. Notamment en 1266 les marins des Cinq Ports, faisant cause commune avec les barons révoltés contre Henri III, pillèrent les navires normands. Leurs déprédations étaient-elles dénuées de tout fondement de droit ? Dans une guerre civile, ainsi qu'il a été dit, on considérait comme ennemis tous ceux qui se montraient bienveillants pour le parti adverse : le roi de France s'étant déclaré pour le roi anglais lorsqu'on lui avait demandé son arbitrage, les gens des Cinq Ports n'étaient-ils pas en droit de capturer les navires de ses sujets ? (1).

Paris, Table v. *Marca* ; BRISSAUD, *Histoire du droit français*, textes cités à la page 1198, n. 3.

1. LA RONCIÈRE, *Histoire de la marine française*, I, p. 302-322.

Dès le règne de Philippe le Bel, on commence à y voir plus clair. Il faut même constater jusqu'au début de la guerre de Cent Ans deux courants différents chez les peuples et chez les hommes d'Etat : tandis que les sujets procédaient volontiers aux représailles sans la permission de leur prince, les hommes politiques cherchaient plutôt à restreindre le droit de prise.

A partir de 1289, la rivalité commerciale entre Gascons et Normands amena une série de pirateries, qui dégénérèrent bientôt en un véritable état de représailles : il est fort probable que toutes les prises ne furent pas justifiées par des lettres de marque. De là sortit spontanément une grande guerre entre la France et l'Angleterre, qui fut déclarée officiellement en 1294 (1). Les prises faites durant la guerre étaient évidemment légitimes. Mais en était-il de même de celles qui avaient été faites avant la déclaration ? Ce ne fut pas l'avis du pape Boniface VIII, dont la sentence arbitrale du 30 juin 1298 mit fin à l'état de guerre : le souverain pontife décida qu'elles devraient être restituées de part et d'autre (2).

Cependant, malgré cette décision, la paix entre les

1. LA RONCIÈRE, I, p. 349-357.

2. RYMER, *Fœdera* (1816), I, II, p. 895. — Cette guerre fut suivie par des guerres franco-flamandes de 1299 à 1316, dont les effets se firent sentir surtout sur les peuples marchands qui ne prenaient pas part aux hostilités : navires génois,

gens de Normandie et de Gascogne ne se rétablit pas. L'état de représailles, qui avait amené la guerre, se perpétua durant tout le premier quart du xiv<sup>e</sup> siècle, sans que peut-être il y ait toujours eu délivrance de lettres de marque. Vainement les rois de France et d'Angleterre, alors dans une période d'entente cordiale, conclurent en 1318 une trêve de quarante ans spéciale aux marins des deux provinces : les pirateries continuaient en 1320 (1).

Les excès furent tels qu'ils amenèrent une réaction curieuse. Dans la nouvelle guerre qui éclata entre la France et l'Angleterre en 1323, il y eut une tentative pour supprimer même les prises de guerre. Le 4 août 1324, le roi Edouard II interdit à ses sujets de saisir les navires français qui ne se livreraient pas à des actes bellicieux : *non gravantibus non gravandis*. C'était le principe du respect sur mer de la propriété privée des ennemis inoffensifs, principe qui, même de nos jours, n'est pas entré dans le droit des gens. Mais, Charles le Bel n'ayant pas répondu à ces avances, des deux côtés on fit des prises sur les navires marchands. Cependant, la paix une fois rétablie, les deux rois donnèrent une

anglais, espagnols ou autres pris, parce qu'ils portaient des marchandises, et particulièrement des vivres, à destination de Flandre malgré la prohibition du roi de France. LA RONCIÈRE, I, p. 364-380 ; *Nouvelle revue historique de droit*, 1905, p. 320.

1. LA RONCIÈRE, I, p. 379, n. 3.

satisfaction rétrospective au nouveau principe : en 1329 ils décidèrent que toutes les prises faites depuis cinq ans de part et d'autre seraient restituées (1).

La sentence arbitrale de 1298 et cette conduite montrent qu'il y avait, à la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle et au début du <sup>xiv</sup><sup>e</sup>, une tendance à limiter le droit de prise dans les relations entre la France et l'Angleterre. Mais on vient de voir aussi qu'une animosité entre les peuples, comme celle qui existait entre Normands et Gascons, était plus forte que les désirs pacifiques des gouvernements. Quelques années après, éclatait la guerre de Cent Ans, pendant laquelle le droit de prise devait être exercé dans toute sa rigueur.

II. — ÉPOQUE DE LA GUERRE DE CENT ANS. — Durant la plus grande partie des <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, la guerre entre la France et l'Angleterre allait servir de titre aux déprédations de la plupart des corsaires du Ponant. Au point de vue du droit maritime, il est intéressant d'étudier dans cette longue guerre : 1° la manière dont elle commença ; 2° l'effet des trêves qui la suspendirent à diverses reprises ; 3° sa prolongation de 1453 à 1492 ; 4° son contre-coup sur les peuples qui n'y étaient pas impliqués directement.

1° Comme dans beaucoup de conflits entre les deux pays, les hostilités commencèrent avant la déclaration

1. LA RONCIÈRE, I, p. 380 ; RYMER (1745), II, II, p. 107 ; *Nouvelle revue historique de droit*, 1905, p. 322, n. 1.



officielle, avant la lettre de défi qu'Edouard III envoya à Philippe de Valois le 19 octobre 1337 (1) : dès le 2 juillet 1335, le roi d'Angleterre se plaignait que des Normands avaient déprédé des navires anglais à la faveur de la guerre qui avait éclaté entre l'Angleterre et l'Ecosse (2). Plusieurs mouvements de flottes et plusieurs courses eurent lieu dans les années 1336 et 1337 (3). Ces opérations de guerre en 1335-1337 avaient cependant une raison juridique : les Français prenaient fait et cause pour leurs alliés d'Ecosse attaqués par le roi d'Angleterre.

2° La guerre de Cent Ans fut assez souvent interrompue par des trêves. En 1360 fut même signée une véritable paix, le traité de Brétigny, qui démembrait la France au profit du souverain anglais. La paix ou la trêve était publiée à son de trompe dans tous les ports où s'armaient les navires de guerre, afin de les avertir qu'ils eussent à cesser leurs courses. Mais cette proclamation ne suffisait pas pour mettre fin aux désirs de gain des corsaires ou à leur haine contre l'ennemi héréditaire ; de plus beaucoup de marins pouvaient n'avoir pas connaissance du rétablissement des relations pacifi-

1. FROISSART (éd. Luce), t. I, p. CCXII.

2. Voir plus bas, page 39, n. 2, un résumé du procès entre les Anglais déprédés et les corsaires devant les baillis de Rouen et du pays de Caux.

3. Sur les opérations antérieures à la déclaration de guerre : LA RONCIÈRE, *Histoire de la marine française*, I, p. 387.

ques. Il arrivait ainsi que les hostilités continuassent sur mer malgré leur suspension officielle. La suite de cette étude montrera qu'on ne peut nier la bonne volonté des gouvernements pour arrêter les déprédations : l'institution des conservateurs de la paix ou des trêves, chargés de faire restituer les biens pris, en est une preuve. Mais la justice ne pouvait pas donner satisfaction à toutes les réclamations qui lui étaient adressées par les victimes des pirates, particulièrement quand elle ne retrouvait pas l'auteur du dommage : les marchands déprédés se faisaient alors délivrer des lettres de marque. Il s'en suivait que les prises, faites en temps de trêve, n'étant plus valables comme prises de guerre, redevenaient légitimes comme prises de représailles (1).

3° On considère d'ordinaire comme marquant la fin de la guerre de Cent Ans l'année 1453, où les Anglais perdirent toutes leurs possessions en France à l'exception de Calais. En réalité, aucune paix ni même aucune trêve ne fut conclue entre les deux puissances belligérantes avant le règne de Louis XI. Les Anglais, occupés

1. Ces lettres de marque délivrées en temps de trêve étaient tellement multipliées, qu'à chaque renouvellement de la trêve les deux gouvernements s'engageaient à annuler celles qui avaient été accordées et à n'en plus donner à l'avenir. Une clause de ce genre se retrouve dans toutes les trêves de cette période : sa répétition même montre qu'elle n'était pas observée. Voir notamment dans RYMER, *Fœdera* (éd. 1740), IV, I, p. 34, les appointements du 14 août 1402.

par la guerre des Deux Roses, cessèrent de faire des expéditions sur le continent ; mais les hostilités, et particulièrement la guerre de course, continuèrent sur mer. Cependant, si, d'une façon générale, les prises faites sur les Anglais restaient légitimes, afin de gagner les Bordelais qui regrettaient le débouché que l'Angleterre fournissait à leurs vins, Charles VII et Louis XI firent délivrer des sauf-conduits à des navires anglais pour venir faire le commerce à Bordeaux (1).

Les courses ne furent pas plus qu'auparavant arrêtées par les trêves qui furent conclues entre la France et l'Angleterre sous les règnes de Louis XI et de Charles VIII (2). Les Anglais étaient alors considérés comme les anciens ennemis du royaume de France : il y avait entre les deux nations tant de haine qu'il eût semblé plus facile de réconcilier le loup et l'agneau que le peuple anglais et le peuple français (3). Aussi pendant ces

1. *Archives historiques de la Gironde*, t. IX, p. 447 : « ... quod nos et admirallus noster quolibet anno in regno nostro solummodo octuaginta salvos conductos non armatos, computando quamlibet navem non armatam pro uno salvo conductu, dare possemus volueramus et consenseramus. Quas quidem ordinationes nostras publicare mandaveramus et omnes inimicos habentes salvos conductos ab aliis quam a nobis aut admiraldo nostro capiendos seu de prisia esse declaraveramus ».

2. Notamment les trêves du 9 août 1475 et du 7 janvier 1486 (RYMER, *Fœdera* [éd. 1740], V, II, p. 66, 169).

3. BOERIUS, *Decisiones burdegalenses* n° CLXXVIII : « Et Angli

trêves fallait-il, comme par le passé, délivrer des lettres de marque.

Une paix définitive ne fut conclue que par le traité d'Etaples (3 novembre 1492). C'est cette paix qui juridiquement termina la guerre de Cent Ans. Elle ne fut pas d'ailleurs plus efficace que les trêves, qui l'avaient précédée, pour mettre fin à la haine des deux peuples : la piraterie continua. Cinq ans après, les deux rois durent conclure un traité pour organiser des juridictions de prises et prendre des mesures préventives : ce fut le traité du 24 mai 1497, complété par celui du 14 juillet 1498 (1).

4° Les effets de la guerre franco-anglaise se faisaient aussi sentir sur les sujets des tierces puissances. Chacun des belligérants arrêta les navires des peuples qui lui paraissaient suspects d'amitié pour son adversaire, notamment les navires qui allaient faire le commerce en pays ennemi et ceux qui avaient à leur bord des marchandises ennemies. Les Hanséates particulièrement eurent beaucoup à se plaindre des corsaires des deux pays : on pourrait avec leurs doléances faire une étude des précédents de la réglementation actuelle des droits

qui sunt antiqui hostes regni Francie, ita quod tanto livore atque odio Anglorum gens Francos omnes habet ut lupum quis ovi facilius quam Francis Anglum conciliet ».

1. ISAMBERT, *Anciennes lois françaises*, XI, p. 283. — *Ordonnances*, XX, p. 587; XXI, p. 58.



et des devoirs des neutres dans une guerre maritime (1).

*Autres causes de courses maritimes au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècles.* — A côté de cette longue guerre entre la France et l'Angleterre, il y eut d'autres guerres, au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècles, qui donnèrent aux écumeurs de mer occasion de faire des prises. On peut citer les luttes de Louis XI contre Charles le Téméraire ou contre le duc de Bretagne, véritables guerres civiles au point de vue juridique : les navires et les marchandises des sujets de ces deux seigneurs en révolte contre leur roi étaient confisquables comme appartenant à des rebelles (2).

Durant ces deux siècles, les corsaires faisaient aussi, surtout dans la Méditerranée, des prises de représailles pour les mêmes motifs qu'au xiii<sup>e</sup> siècle. Les bonnes relations ne cessaient pas pour cela d'exister entre les gouvernements : il s'agissait seulement de donner à un particulier le moyen d'obtenir réparation d'un tort

1. Chapitre II, § 2. — Déclarations du 14 août 1489 (*Ordonnances* XX, p. 185), du 14 juin 1490 (*Ordonnances* XX, p. 241). — *Recesse und andere Akten der Hansetage* : Lettres de Charles V de 1375, de Charles VI de 1383 (III, p. 59, 141) ; plaintes des Anglais contre les Hanséates en 1388 (III, p. 408).

2. Pièce justificative n<sup>o</sup> 4. — Trêve entre Louis XI et Charles le Téméraire du 13 septembre 1475 (DUMONT, *Corps diplomatique*, I, p. 506). — Cependant des saufs conduits furent accordés à des navires bretons. Lettre de Charles VIII aux habitants d'Harfleur, 6 juillet 1488 (FRÉVILLE, *Mémoire sur le commerce de Rouen*, II, p. 401). Voir aussi le procès de Bastondu pièce justificative n<sup>o</sup> 5.

subi par lui ; c'étaient des affaires où la politique n'avait rien à voir. Ainsi, dans le même temps que la France était en état de guerre avec l'Angleterre, elle se trouvait en état de représailles avec plusieurs villes d'Italie, le roi de Sicile, le roi d'Aragon, le roi de Portugal, les Provençaux, les Hollandais, et même avec son allié le plus fidèle, le roi de Castille, même avec les Génois qui lui fournissaient des archers et des navires de guerre (1).

III. — XVI<sup>e</sup> SIÈCLE. — Lorsqu'on arrive au XVI<sup>e</sup> siècle on constate un redoublement de la piraterie ; mais, comme dans les siècles précédents, il y a place pour des considérations juridiques. Quatre événements principaux légitimèrent à cette époque des prises maritimes de guerre ou de représailles : les guerres d'Italie, la découverte de l'Amérique, les guerres de religion, le conflit entre l'Espagne et l'Angleterre.

1<sup>o</sup> Sous le nom de guerres d'Italie, la lutte entre le roi de France et les princes d'Autriche et d'Espagne dura, interrompue de temps à autre par des traités de paix ou de trêve, jusqu'au traité de Cateau-Cambrésis (1559). A la faveur des hostilités, les navires français armés en guerre pouvaient faire des prises sur les Espagnols, les Hollandais, les Impériaux, et aussi sur les Anglais quand leur roi embrassait le parti de l'Autriche.

1. LENAIN, *Table alphabétique*, t. IX, p. 163 v<sup>o</sup>, donne une liste de lettres de marque accordées au XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècle par le Parlement.

2° Si les courses maritimes continuaient, comme autrefois, durant les périodes de paix ou de trêve, il y avait, au xvr<sup>e</sup> siècle, une raison nouvelle qui les rendait plus nombreuses : c'était la question d'Amérique. Les Espagnols et les Portugais prétendaient que les mers des Indes occidentales faisaient partie de leur domaine par droit de découverte : aussi ils déclaraient s'y réserver le droit exclusif de navigation : tout navire étranger saisi dans ces parages, même en temps de paix, était de bonne prise comme se livrant à un commerce prohibé. Le gouvernement français admettait parfois ces prétentions et faisait défense à ses sujets d'aller aux Indes sous peine de confiscation de leur navire (1). Mais, d'autres fois, il se montrait moins accommodant et réclamait sa part dans les terres nouvellement découvertes : « Je voudrais bien voir, disait François I<sup>er</sup>, la clause du testament d'Adam qui m'exclut du partage du monde ». Pour répondre aux confiscations opérées par les découvreurs de l'Amérique, des lettres de marque étaient délivrées aux Français qui en avaient été victimes : ils pouvaient s'indemniser de leurs pertes sur les navires portugais ou espagnols, soit dans le nouveau monde, soit dans l'ancien (2). Ces déprédations ne prirent pas fin avec la paix de Cateau-Cambrésis, qui ne réglait pas

1. Notamment François I<sup>er</sup> en 1538. FREVILLE, *op. cit.*, II, p. 437.

2. Sur les vicissitudes de la politique française. LA RONCIÈRE, *Histoire de la marine française*, t. III, p. 290-305.

Dumas

la situation de l'Amérique. Naturellement les abus provenant de cette pratique étaient grands : des navires étaient constamment arrêtés en mer, sous prétexte qu'ils étaient Portugais ou Espagnols ; comme d'ordinaire aussi il avait été répondu aux lettres de marque par des lettres de contre-marque (1).

3° Les guerres de religion amenèrent de nouvelles causes de courses maritimes. Les navires des réformés étaient confisquables comme appartenant à des sujets rebelles. Par contre, Jeanne de Navarre, mère du futur Henri IV, et les autres chefs du parti huguenot délivrèrent des commissions pour courre sus « aux ennemys et adversaires de la religion refformée et cause generale » (2). Conformément au droit d'alors, les protestants s'en prenaient aux papistes de toute nationalité, Espagnols, Portugais, Flamands, Vénitiens, Italiens : dès 1571, on voyait journellement arriver dans les ports

1. Aux Etats d'Orléans de 1560-1 la noblesse réclama l'abolition des lettres de marque et de contre-marque ; une action diplomatique lui paraissait bien préférable pour mettre fin aux pirateries. Nys, *Origines du droit international*, p. 75. — Consulter aussi sur les flibusteries du Nouveau Monde la correspondance de Fourquevaux, ambassadeur en Espagne sous Charles IX, publiée par Mgr Douais en deux parties : *Lettre de Charles IX à M. de Fourquevaux*, *Dépêches de M. de Fourquevaux*.

2. *Archives historiques du Poitou*, VII, p. 193. — Voir plus bas p. 149.



occupés par les réformés des navires chargés de prises faites sur les sujets du roi catholique (1). La guerre civile aboutit à une guerre internationale entre la France et l'Espagne, lorsque Philippe II autant pour réagir contre l'attitude des protestants à l'égard de ses sujets que pour défendre l'Eglise romaine, intervint dans les troubles et soutint à main armée les Ligueurs insurgés contre le roi de France.

4° Dans le même temps que les guerres de religion déchiraient la France, avait lieu une grande lutte entre l'Espagne et l'Angleterre. Un état de représailles précéda l'état de guerre entre les deux pays. C'est le conflit qui aboutit pour l'Espagne au désastre de l'*Invincible Armada*. Dans cette lutte, les Anglais saisissaient souvent des navires français au lieu de navires espagnols. Le gouvernement français, pour donner satisfaction à ses nationaux victimes de déprédations, leur accordait des lettres de représailles contre les sujets de la reine Elisabeth. La conséquence fut que la reine d'Angleterre

1. Charles IX écrit le 22 février 1571 à son ambassadeur à Madrid que l'ambassadeur d'Espagne à Paris lui a dit « que les preuves de icelles pirateries estoyent très mal aisées à faire pour ce que l'on gectoit à fondz toutes les personnes que l'on retrouvoit dedans lesdictz vaisseaulx, mais que l'on veioit journellement arriver en mer, portz et havres navires chargez de deppouilles et prises faictes sur les subjectz dudict roy ». *Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaux*, p. 334. Voir encore page 342.

se crut en devoir de délivrer des lettres de contre-marque contre les Français (1). Cet état de choses ne nuisait pas d'ailleurs aux bonnes relations entre les deux gouvernements, surtout après l'avènement de Henri IV ; ils négocièrent longuement pour arrêter ces pirateries : un accord fut conclu en 1599 pour que chaque prince nommât une commission spéciale chargée de faire restituer les biens pris (2).

IV. — DÉBUT DU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE. — Nous arrivons ainsi au début du XVII<sup>e</sup> siècle. La convention conclue avec l'Angleterre ne semble pas avoir donné des résultats très satisfaisants. La paix de Vervins de 1598, qui termina en Europe la guerre avec l'Espagne, eut encore moins d'effets : l'éternelle question d'Amérique restait en suspens ; encore en 1611, il était courant de dire « qu'il n'y a paix entre les roys en cette region et que le roy d'Espagne n'est reconnu pour roy des Indes (3) » ;

1. Bibl. Nat. Ms. Duchesne 43 f. 179. « Extraict des cahiers de M<sup>rs</sup> des Estats de Bretagne :... se plaignent les Estats que le Roy avoit [delivré] lettres de représailles a beaucoup de particuliers sur les Anglois et Hibernois, lesquels a cause de cela faisoient beaucoup de mal aux marchands de Bretagne ; supplient les revoquer. — 1587 ». — En 1576 : « Le Roy promet escrire à la Royne d'Angleterre sur la plainte que luy faisoient les Estats des pirates anglois ».

2. RYMER, *Fœdera* (éd. 1740), t. VII, I, p. 210. — Voir à ce sujet : *Correspondance de Salignac-Fénelon* ; LAFFLEUR DE KERMAINGANT, *L'ambassade de France en Angleterre sous Henri IV*.

3. FOURNIER, *Hydrographie* (éd. 1667), p. 256. La reine

les prises qui s'y faisaient sur ses sujets demeuraient légitimes comme prises de guerre ; il n'était même plus besoin, comme autrefois, d'être pourvu de lettres de marque.

Le gouvernement français fit cependant alors de sérieux efforts pour mettre un terme aux courses maritimes. La paix sur mer étant impossible avec l'Espagne, Henri IV, pour éviter les causes de conflit, interdit aux marins français d'aller faire le commerce dans ce royaume sous peine de confiscation de leur navire (1). En même temps, comme la cause principale du mal était la grande facilité avec laquelle on avait jusqu'alors délivré des lettres de marque, le gouvernement n'en concéda plus, quelques torts qu'aient eu à subir ses ressortissants. Mais, si cette mesure diminuait le nombre des pirates français, il n'y avait pas un pirate anglais ou espagnol de moins : l'exemple généreux donné par la

régente allègue ce motif pour demander au roi d'Angleterre, Jacques I<sup>er</sup>, de reconnaître la validité d'une prise, faite aux Indes par un navire dieppois sur les Espagnols et amenée dans un port anglais.

1. Arch. Nat. E 10<sup>a</sup> f. 214. Arrêt du Conseil du 16 février 1606 ; parmi les vus : «... sentence dudit juge de l'admirauté du vingt neufiesme novembre mil six cens quatre par laquelle, entre autres choses, les marchandises y mentionnées appartenans audit demandeur auroient esté déclarées acquises et confisquées au Roy, pour avoir contre les defenses de sa Majesté traffiqué en Hespaigne ».

France ne fut pas suivi par les autres puissances (1). Il semble bien que, peu après, le Conseil du roi dut de nouveau se décider à accorder des lettres de représailles ; sinon, les marins français se seraient fait justice eux-mêmes sans demander la permission de leur prince.

Tel était à peu près l'état de la mer, quand le cardinal de Richelieu se fit nommer grand maître, chef et surintendant de la navigation et commerce de France. Elle était, si l'on veut, infestée par la piraterie, mais c'était une piraterie ayant une base légale.



Ainsi l'historien, qui cherche à débrouiller l'écheveau juridique, vérifie chaque jour, comme le jurisconsulte, cette phrase célèbre : « Il faut expliquer l'histoire par les lois, et les lois par l'histoire ». C'est l'étude des anciennes lois de la mer, qui servira de guide à l'historien de la course maritime, de même que le juriste, qui voudra connaître le pourquoi de toutes les règles admises

1. Les marchands victimes des déprédations des étrangers se plaignent d'être ainsi laissés sans défense : une remontrance au roi de l'amiral Charles de Montmorency de Damville (1596-1612) se fait l'écho de ces plaintes : « Quelques preuves qu'ils viennent donner en vostre Conseil de la verité de leurs pertes et des injustices estrangères, on ne leur concède jamais aulcunes lettres de marque, ni aulcun moien de satisfaction, ce que aulcun aultre prince ne refuse a son subject ». Bibl. Nat. ms. Dupuy 318 f. 173.



par le droit des gens sur la matière des prises, devra s'éclairer par les faits passés.

Faire une étude d'ensemble de l'ancien droit de la guerre maritime, ce serait une chose désirable. Mais l'entreprise serait trop au-dessus des forces de l'auteur du présent travail. Il a préféré se limiter à un sujet plus restreint.

Malgré tous les excès commis, la notion d'une loi internationale de la mer a, comme on l'a vu, existé de bonne heure ; mais elle ne se serait pas beaucoup développée, si l'observation du droit n'avait eu d'autre garantie que la bonne volonté des corsaires. C'est surtout l'action des gouvernements qui a contribué à rendre de plus en plus nette la distinction entre les prises licites et les déprédations illégitimes. Les différents Etats, pressés par les réclamations de leurs voisins, craignant la délivrance de lettres de représailles contre leurs sujets, ont dû de bonne heure se préoccuper de faire rendre justice aux marins et aux marchands dont les biens avaient été saisis sans droit. De là, des recours judiciaires ou administratifs, ouverts aux victimes des pirates pour se faire restituer leurs navires ou leurs marchandises.

Ce sont ces recours que nous nous proposons d'étudier dans l'ancienne France. Nous verrons quelles ont été, du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> au commencement du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, les différentes juridictions compétentes aux divers degrés. C'est seulement autant que cela sera nécessaire pour comprendre le rôle qu'elles ont joué qu'il sera question de

la réglementation proprement dite de la course maritime.

La principale de ces juridictions fut celle de l'amiral et de ses lieutenants. C'est sur elle qu'il faudra insister. Pour éclairer les commencements de la justice de l'amiral, il faudra rechercher les débuts de cette charge. La question des origines résolue, nous étudierons l'organisation de l'amirauté, ses conflits de compétence avec les autres juges, sa procédure, en nous plaçant spécialement au point de vue du jugement des prises maritimes.

Les lieutenants de l'amiral nous apparaîtront comme ayant été plutôt au-dessous de leur tâche. Il nous faudra alors voir les moyens qui restaient aux individus victimes des pirateries pour obtenir réparation : appel au Parlement, recours au Conseil du roi, à des commissions extraordinaires nationales ou internationales. On pourra constater que l'ancienne France a essayé pour juger les prises maritimes toutes les organisations examinées par les théoriciens modernes : tribunaux judiciaires, commissions à caractère administratif, conseils politiques, même arbitrage international.

Trop souvent, ceux qui étaient chargés de faire observer le droit maritime par les corsaires furent impuissants à faire rendre une exacte justice aux réclamants. Beaucoup de crimes, commis contrairement aux lois de la mer, échappèrent à toute répression. Cependant, si au xvii<sup>e</sup> siècle l'ordre a fini par prévaloir, ce résultat avait été préparé, pendant les siècles précédents, par les tribu-

naux qui avaient eu à connaître des prises : toutes ces juridictions, que nous allons passer en revue, si imparfaites fussent-elles, avaient contribué à la formation de la conscience juridique des gens de mer.

\*  
\*\*

La principale source que nous ayons utilisée, ce sont les registres du Parlement de Paris conservés aux archives nationales (1). On sait que la compétence de l'ancien Parlement était universelle ; et on verra son rôle dans les affaires de prises. Beaucoup de questions seraient facilement renouvelées par les arrêts de cette cour. Ce n'est plus le droit abstrait des écrits des jurisconsultes ou des textes législatifs. Les procès portés devant le Parlement nous montrent un droit vivant dans les plaidoiries des avocats, dans les moyens invoqués par les parties à l'appui de leur cause. C'est là surtout que l'on trouverait des documents pour étudier ce droit international de l'ancien temps qui est si peu connu. Aussi, c'est là que nous avons plus particulièrement puisé.

Malheureusement, les instruments de recherche dans ces milliers de registres sont insuffisants : on est souvent réduit à les feuilleter page par page.

Cependant nous avons trouvé un guide très utile dans la collection formée au XVIII<sup>e</sup> siècle par le conseiller au Parlement Lenain. C'est un recueil d'extraits avec

1. Arch. Nat. série X<sup>1A</sup>, Parlement civil.

une table alphabétique et une table méthodique. Les copies de Lenain sont souvent fautives et incomplètes, et ne dispensent pas de recourir au texte ; mais elles, donnent au moins des dates d'arrêts (1).

Nous avons pu retrouver d'autres arrêts grâce aux ouvrages érudits de M. Aubert sur le Parlement de Paris (2). Les notes constituent une vraie table des matières des archives du Parlement ; ce qui rend ces travaux précieux de deux manières, et par les résultats qu'ils apportent, et par les recherches qu'ils permettent de faire.

En dehors des archives du Parlement, nous avons aussi mis à contribution celles de la Table de Marbre de Paris, qui malheureusement ne sont pas antérieures à la deuxième moitié du xvi<sup>e</sup> siècle (3).

Peut-être avons-nous été téméraire en nous lançant dans un sujet encore peu exploré. En dehors de la savante *Histoire de la marine française* de M. de la Ron-

1. Cette collection est conservée à la bibliothèque de la Chambre des députés. Nous adressons à cette occasion nos meilleurs remerciements à M. le bibliothécaire du Palais-Bourbon pour l'obligeance avec laquelle il a bien voulu la mettre à notre disposition. — La Bibliothèque nationale possède aussi une copie de la table alphabétique, ms. fr. 21309 et ss.

2. AUBERT, *Le Parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII, Histoire du Parlement de Paris*.

3. Arch. Nat. série-Z<sup>1d</sup>.



cière, les anciens auteurs nous ont été d'un faible secours (1). Ce qui nous a décidé à entreprendre cette étude, ce sont les recherches nouvelles que nous avons faites pour compléter le chapitre I<sup>er</sup> d'un article sur le *Conseil des prises sous l'Ancien régime*, auquel la *Nouvelle Revue historique de droit* avait bien voulu en 1905 faire un accueil favorable. On constatera que nous avons abandonné quelques-unes des idées que nous avons soutenues autrefois : une connaissance plus grande de la matière nous a montré qu'en certains points nous nous étions trompé ; nous avons jugé trop vite et avec des documents insuffisants.

Nous n'avons pas d'ailleurs aujourd'hui non plus la prétention de faire une œuvre définitive, puisque nous n'avons pas vu tous les textes : ce n'est qu'après une exploration méthodique des archives des Parlements de province qu'une telle ambition serait permise. Nous souhaiterions seulement que notre travail fût de quelque utilité pour ceux qui viendront après nous. Puisse-t-il n'être pas trop indigne de l'Ecole dont nous avons reçu les enseignements !

*Périgueux, 8 décembre 1907.*

1. Nous n'avons pas cru devoir dresser une bibliographie, parce qu'il n'y'a aucun ouvrage se rapportant directement à notre sujet. Pour les livres qui s'y rattachent indirectement, voir la *Topo-bibliographie* de M. l'abbé U. CHEVALIER aux mots Amiral, Marine.

## CHAPITRE PREMIER

### ORIGINES DU JUGEMENT DES PRISES MARITIMES ET DE LA JURIDICTION DE L'AMIRAL

- § 1. *Commencements du jugement des prises.* — Hypothèses sur le xiii<sup>e</sup> siècle. — Recours ouverts au début du xiv<sup>e</sup> siècle aux victimes des corsaires ; recours par la voie diplomatique et recours judiciaire : 1<sup>o</sup> le roi ; 2<sup>o</sup> le Parlement ; 3<sup>o</sup> les baillis et sénéchaux ; 4<sup>o</sup> les seigneurs justiciers. — Caractère accusatoire de la procédure et exceptions.
- § 2. — *Origine de la charge d'amiral.* — Les amiraux des croisades. — Les amiraux de Philippe le Bel et de ses fils : caractère temporaire de l'office, pluralité de titulaires, contrats conclus par les amiraux avec le roi, leur subordination à l'égard du connétable. — L'amirauté au début de la guerre de Cent Ans : un seul titulaire, son importance croissante, reconnaissance de l'indépendance de l'amiral vis-à-vis du connétable en 1342. — Droit de l'amiral sur le dixième des prises maritimes.
- § 3. *Développement de la juridiction de l'amiral en matière de prises.* — Sous Philippe le Bel et ses fils, l'amiral est soumis à la juridiction ordinaire et à la juridiction du connétable. — Du droit de correction de l'amiral sur les « soudoiers » de la

mer sort son droit de connaître des prises maritimes. — Organisation de la justice de l'amirauté en Normandie avant 1350 ; la Table de Marbre. — Origine de la procédure inquisitoire en matière de prise : surveillance de la perception du dixième ; défense des intérêts des armateurs de navires, des gens de l'équipage et des marchands déprédés. — Conflits de compétence avec les baillis et seigneurs ; appel au Parlement. — Ordonnance du 7 décembre 1373.

#### § I. COMMENCEMENTS DU JUGEMENT DES PRISES.

Ce n'est qu'à partir de 1204 que le domaine royal s'est étendu jusqu'à la mer. Ce n'est donc qu'après l'annexion de la Normandie par Philippe-Auguste qu'il peut être question d'une marine française et de corsaires français.

Les débuts de cette histoire sont fort obscurs. L'œuvre de synthèse tentée par M. de la Roncière mérite toute notre admiration : le savant historien a pu réunir quelques faits sur les exploits des corsaires sous Philippe-Auguste et sous saint Louis ; mais on sait peu de choses sur les institutions maritimes d'alors.

Ce que l'on ignore absolument, ce sont les recours qu'avaient les victimes de ces écumeurs de mer, quand ils commettaient des excès. D'après ce qu'on voit sous Philippe le Bel, il est à croire que, dès lors, elles pouvaient s'adresser au roi, source de toute justice dans le royaume, à ses officiers de justice ordinaires, notam-

ment aux baillis et sénéchaux, qui avaient reçu délégation de sa puissance, aux seigneurs hauts-justiciers de qui dépendaient les corsaires. Rien ne prouve que la sauvegarde du roi ou des grands seigneurs, qui était exercée avec tant de sérieux à l'intérieur, n'eût aucun effet quand il s'agissait d'actes accomplis en mer : une prise faite sur un ami constituait le délit de bris de paix ou de trêve, délit qui rentrait dans la compétence de la haute justice.

Il ne faut pas oublier, quand on parle du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, que, dès cette époque, il y avait dans la Méditerranée une réglementation très savante de la course maritime : c'est celle qu'on trouve dans le *Consulat de la mer*, compilation d'anciennes coutumes. Il y a là sur les conditions de validité des prises des dispositions, qui feront loi, dans le Ponant même, pendant des siècles et sur lesquelles les ordonnances françaises du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles constitueront un recul. Mais ce texte reste muet sur les juridictions compétentes et sur la procédure qui y était suivie : doit-on en conclure qu'il n'y avait aucun juge pour appliquer une réglementation aussi avancée ? Il existait dans la Méditerranée des usages déjà très développés : est-on autorisé à tirer de là cette conclusion que dans l'Océan tout était livré à l'anarchie ? De ce que parfois les documents manquent pour étudier certaines questions, il ne faut pas déduire qu'autrefois rien n'avait été fait pour les résoudre.

En tous cas, pour sortir du domaine des hypothè-

ses, plaçons-nous à la fin du xiii<sup>e</sup> et au commencement du xiv<sup>e</sup> siècle où nous avons des textes.

Nous voyons d'abord des souverains étrangers se plaindre directement au roi de France des prises qui ont été faites indûment au détriment de leurs sujets : ils lui envoient des ambassadeurs ou lui écrivent des lettres. C'est ce que nous appellerions aujourd'hui la réclamation par la voie diplomatique. Mais c'est aussi un recours judiciaire. Le roi représente son royaume à l'égard de l'étranger, en même temps qu'il en est le grand justicier. Si on a à se plaindre d'une injustice commise par un de ses sujets ou de ses agents, on peut toujours s'adresser à lui pour faire réparer le tort (1).

Le roi pouvait faire examiner ces sortes d'affaires par son conseil. Mais, le plus souvent, il préférait les traiter dans sa cour de Parlement à qui il renvoyait toutes les demandes sur lesquelles il ne voulait pas statuer seul. Le souverain étranger réclamant était alors invité à faire présenter ses raisons devant la cour, comme s'il se fût agi d'un procès ordinaire (2).

1. RYMER, *Fœdera* (éd. 1816), II, I, p. 40, 20 mars 1308. Lettre d'Edouard II à Philippe le Bel pour des marchands anglais pillés par des pirates normands : il prie le roi de France que « veritatem inquiri et prefatis mercatoribus nostris inde fieri jubeatis celeris justitiae complementum ». — Voir encore I, II, p. 959.

2. RYMER, *op. cit.*, p. 156. 6 novembre 1312. Lettre du roi



Le gouvernement français ne faisait d'ailleurs aucune difficulté, le cas échéant, pour reconnaître ses torts. Si les déprédations avaient été commises par un agent du roi, par exemple par un amiral de la mer, le roi se déclarait responsable de sa conduite et acceptait de payer des dommages et intérêts aux propriétaires des navires indûment capturés (1).

A côté de ces réclamations transmises par la voie diplomatique, les étrangers lésés pouvaient aussi obtenir justice, sans passer par l'intermédiaire de leur gouver-

d'Angleterre à l'évêque d'Exeter : « Gentes nostrae, quae pro negotiis nostris ad dominum regem Franciae nuper destinaverimus, nobis dederunt intelligi quod, in instanti parlamento ejusdem regis Parisius, tractanda sunt negotia surprisarum, ac etiam excessuum, inobedientiarum et defectuum, nobis et ministris nostris in ducatu Aquitaniae per ipsum regem Franciae et gentes suas impostorum. Super quibus coram episcopo Ambianensi, comiti Boloniae et eorum collegis ac aliis dicti domini regis commissariis diversi processus sunt habiti, nobis quam plurimum praejudiciales. Contra quos, ex intimatione ipsius regis et consilii sui dictis gentibus nostris facta, rationes et defensiones nostras haberemus proponere in parlamento praedicto. . . ». *Supprisa* désigne une prise : il s'agit peut-être ici de prises terrestres ; le texte peut cependant être appliqué par analogie aux prises maritimes.

1. Philippe le Long avait ainsi promis de payer 2.000 livres sterling à des marchands anglais pour les indemniser de la capture de leur navire et de son chargement (RYMER, *op. cit.*, p. 517, Lettre d'Edouard II à Charles IV du 19 avril 1323).

nement : ils n'avaient qu'à porter leur plainte au roi, à son Parlement, à ses officiers de justice.

Se plaindre au roi d'une injustice, c'était le plus souvent en fait saisir sa cour de Parlement, puisque les requêtes adressées au roi y étaient d'ordinaire renvoyées. Le Parlement n'avait pas d'individualité propre : il représentait le roi rendant la justice ; ses arrêts expédiés en forme de lettres royaux étaient théoriquement émanés du roi.

Aussi il ne faut pas s'étonner de la compétence universelle de cette cour : elle était aussi étendue que celle du roi, c'est-à-dire qu'elle pouvait connaître de toutes les demandes en réparation d'une injustice. On la voit juger des affaires civiles, criminelles, féodales, administratives. Quoi d'extraordinaire à ce qu'elle juge aussi les procès de prises maritimes ! Ainsi voyons-nous en 1306 le Parlement débouter des Génois de la demande introduite par eux contre deux corsaires français, qui avaient pris leur navire parce qu'il était chargé pour le compte des Flamands alors en guerre avec le roi de France (1).

Au-dessous du Parlement, le roi avait, pour rendre la justice et faire régner l'ordre, ses baillis et ses sénéchaux. La spécialisation des fonctions n'existait pas encore : ces officiers avaient dans leur circonscription une entière délégation de la puissance royale. Ceux qui

1. BEUGNOT, *Olim*, III<sup>e</sup> p. 496.

Dumas

résidaient sur le bord de la mer avaient naturellement la police du littoral.

Aussi, étant sur les lieux, ils sont chargés de toutes les enquêtes relatives aux affaires de prise qui sont jugées au conseil du roi ou à son Parlement. Une fois que l'arrêt a été rendu, c'est à eux qu'en incombe l'exécution ; notamment en cas de prise faite à tort, ils ont à faire délivrer les prisonniers, à faire restituer les navires et les biens (1).

Le rôle du bailli peut aussi être plus important. Au lieu d'aller jusqu'au roi, le réclamant à la faculté de s'adresser directement au bailli. Alors un véritable procès s'engage devant l'officier royal entre celui qui a été déprédé et le corsaire ; et il n'apparaît pas qu'on ait considéré que ce fût un procès différent des autres af-

1. DELISLE, *Actes normands de la Chambre des Comptes*, p. 168, 21 décembre 1337. Mandement du roi au bailli de Cotentin de délivrer « deux prisonniers, appelés Henri et Guillaume, Alemans, lesquieus avoient esté prins en la coste de la mer en ta baillie avecques trente autres personnes, Alemans et Flamans, que tu avois retenus a Coustances prisonniers ; et avecques ce nous baillas une informacion que tu nous envoias faite par toi ou de ton mandement seur le port et l'estat desdictes personnes, laquelle informacion nous feismes voir par nostre conseil ; laquelle veue, ordenasmes et comandasmes dès lors que tous les prisonniers dessus dis, tant les deux comme les trente, avecques leur nef [et tous] leurs biens leur fussent rendus... ».

faïres que les baillis avaient à juger. Ainsi dès 1278 nous voyons le roi de France promettre au roi d'Angleterre que le bailli de Rouen fera prompte justice à des marchands anglais pillés par des gens de cette ville (1).

Cette compétence du bailli en matière de prises existe encore au début de la guerre de Cent Ans. Lorsque, avant la déclaration officielle de la guerre, des Normands et des Ecossais ont pillé des navires anglais, c'est devant les baillis de Rouen et du pays de Caux qu'est portée la demande des Anglais contre les écumeurs de mer. L'affaire est jugée comme un procès ordinaire : parmi les pièces qu'invoquent les demandeurs est une lettre du roi d'Angleterre aux baillis ; ceux-ci n'en font ni plus ni moins de cas qu'un acte émané d'un particulier produit dans une procédure (2).

1. Dimanche avant Noël 1278. RYMER, *Fædera* (éd. 1816), I, II, p.

2. Edouard III à Jean, duc de Normandie, 2 juillet 1335. RYMER *Fædera* (1816), II, II, p. 313 : « Omnia mercimonia et bona predicta recenter, post roberiam predictam sic factam, per ballivos vestros de Rowan et de Caux in eodem ducatu Normannie ibidem ad sectam mercatorum predictorum, petentium eadem mercimonia et bona ab ipsis taliter ablata eis restitui, arestata fuerunt ». Après l'arrêt mis sur les biens à la demande des réclamants, commencent les plaidoiries ; les défenseurs soutiennent la licéité de la capture : « Quodque prefatus Johannes de Sancta Agatha et alii malefactores predicti pretendebant guerram inter nos et illos de Scotia motam fuisse ipsosque omnia bona hominum de regno nostro, que durante

Il est permis encore de supposer qu'au début du xiv<sup>e</sup> siècle les affaires de prises rentraient dans la compétence des seigneurs hauts-justiciers, lorsque les corsaires étaient domiciliés dans leur juridiction ou qu'ils y ramenaient leur butin. Jusqu'au xvii<sup>e</sup> siècle des seigneurs prétendront au jugement des prises. Ils ont l'air d'empiéter sur les droits de l'amiral. En réalité ils ne font que défendre leur justice contre l'amiral, qui a commencé à les évincer à partir de la deuxième moitié du xiv<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il réclama la connaissance exclusive des causes maritimes comme un droit de son office. Aussi ne faut-il pas s'étonner que du temps de Charles V des seigneurs invoquent contre l'amiral leur

guerra illa adquirere seu depredari possent, posse licite retinere ». Les baillis rendent une sentence interlocutoire : « Prefati ballivi vestri certam diem tunc futurum dictis partibus super dicto negotio assignarunt, ut interim de sufferentia (quam prefati mercatores nostri asseruerunt inter nos et illos de Scotia mota fuisse) certiorati, ulterius dictis partibus de premissis facerent justitiam exhiberi ». Le roi d'Angleterre affirme l'existence de la trêve dans une lettre aux baillis : « Eisdem baillivis vestris per litteras nostras significaverimus quod tempore, quo dicti mercatores pretendebant roberiam illam sic factam esse, quedam sufferentia... per nos concessa fuit et in locis ubi decuit proclamata... ». Cependant, malgré cela, la sentence des baillis fut en faveur des corsaires : la lettre du roi d'Angleterre est muette sur les motifs qui les ont décidés.



possession immémoriale : en effet elle remontait aussi loin que toutes les justices seigneuriales.

Et cela est conforme aux principes de la féodalité. Le littoral de la mer n'était pas soumis à un régime spécial. Celui qui avait le droit de justice sur les terres voisines de la mer avait aussi la connaissance de tous les procès qui prenaient naissance sur le rivage et dans les ports, sauf l'appel au roi suzerain supérieur. Comme riverain de la mer, il pouvait percevoir des droits sur les marchandises débarquées dans ses terres ; le varech et autres choses que la mer apporte sur le rivage lui appartenaient. Il pouvait appliquer à son usage les épaves et autres objets naufragés qui arrivaient dans ses terres, pourvu que le propriétaire ne se présentât pas dans l'an et jour ; en tout cas c'était lui qui avait compétence pour connaître des difficultés soulevées à ce propos. — Les prises amenées par les corsaires n'étaient-elles pas aussi des choses gagnées sur la mer dont la connaissance lui revenait ? N'avait-il pas le droit de percevoir sur elles un profit comme sur toute autre marchandise ? C'est tout au plus si échappaient à sa juridiction les prises faites par des navires armés et avitaillés aux frais du roi ou de ses officiers (1).

1. Archives nationales X<sup>1A</sup> 24 f° 272. Arrêt du Parlement de Paris du 21 juillet 1375. Le comte d'Eu et sa femme sont actionnés par l'amiral de France, qui prétend avoir le droit exclusif de juger les prises maritimes sur toutes les côtes de France. Ils répondent : « Licet ad causam hereditagiorum suo-

Ainsi, au début de la guerre de Cent Ans, la compétence en matière de prises maritimes revenait aux juges

rum dicti sui comitatus Augi ac in eodem comitatu et tam super terris quam super portibus maris stantibus et situatis et etiam ad causam terrarum ac portus maris quos tenebant et habebant in castellania Sancti Walerici, ipsi essent et fuissent in possessione et saisina habendi in et super dictis locis jurisdictionem ac justitiam altam, mediam et bassam et cognitionem omnium causarum et querelarum, que ibidem evenerant et acciderant, hoc dumtaxat excepto quod ad nos pertinebat ad causam nostre superioritatis et regie majestatis una cum ressorto dictarum jurisdictionum et justitiarum ; habendi insuper proficua et emolumenta in premissis tanquam acquisita de mercaturis, que venerant et veniebant in dictis portibus, trevagiis, pontagnagiis, passagiis constumis, forefactoris, emendis ordinariis et extraordinariis, juxta casuum exigentiam ; in possessione etiam et saisina habendi omnes lagans, weies, et omnes espavas, que venerant et veniebant aut reperiebantur in dictis portibus et terris ipsorum conjugum . . . , eadem ad usus suos applicandi ac cognitionem de premissis, in casu quo res predictae non essent recognite per aliquos, quibus spectarent vel pertinerent, infra annum et diem a tempore, quo in dictis portibus et terris reperte fuissent vel invente, et, si infra annum et diem predictos venissent illi ad quos spectarent, reddendi bona et res hujusmodi eisdem, dum tamen sufficienter dicerent et monstrassent ea ad se pertinere debere ; et insuper in possessione et saisina, quotiescumque aliqui marinarii vel escumatores maris, subjecti conjugum predictorum, aut alii, in escumatura iverant, seu aliqua bona super inimicis nostris ceperant, aut descendere voluerant, vel descenderant, in portibus

ordinaires. L'ère des juridictions à compétence spéciale commençait à peine. Toute espèce de juges, sauf les juges d'Eglise, avait droit de connaître de toute espèce de procès.

L'assimilation entre les affaires d' « écumerie » et les causes ordinaires était alors complète. Plus tard on exigera que toute prise soit jugée : même quand le propriétaire s'abstiendra de réclamer, même quand il ne contestera pas que son capteur ait agi légitimement par droit de guerre ou de représailles, l'autorité recherchera d'office si les prises ramenées au port sont ou non valides ; peu à peu on en arrivera à une procédure inquisitoriale. Même aujourd'hui il est enseigné par tous les auteurs de droit des gens que le capteur n'acquiert la propriété des effets saisis qu'en vertu d'un jugement déclarant le navire ou sa cargaison de bonne prise.

Au contraire, à l'époque où nous sommes, il n'apparaît pas qu'il y ait un jugement obligatoire des prises : au cas où personne ne réclame, l'autorité n'en vérifie pas d'office la validité. Le capteur devient propriétaire par le seul fait de la capture d'un bien appartenant à un ennemi : c'est à celui qui prétend que son mode d'ac-

*supradictis seu alibi in terris conjugum predictorum, recipiendi et tenendi ipsos pacificos ibidem, capiendique et percipiendi soli et in solidum decimam aut aliud jus tale quale decebat super dictis mercibus ac denariatis, in casu tamen quo dicte naves non essent sumptibus nostris et per officarios nostros armate et victualibus minute... »*

quérir n'a pas été régulier de le prouver. Le marchand déprédé est demandeur, comme dans toutes les circonstances où quelqu'un revendique son bien comme se trouvant sans droit dans les mains d'autrui. En principe la procédure est purement accusatoire.

Mais il y a des circonstances où des accrocs sont donnés à la procédure ordinaire ; d'autres fois aussi le jugement des prises n'a plus le caractère judiciaire. La politique a toujours joué un grand rôle dans ces affaires qui intéressent à un si haut degré les relations extérieures. Le roi, après une réclamation par la voie diplomatique, ou à la suite d'un traité de paix ou de trêve, ou même spontanément, donne l'ordre à ses baillis, ou autres agents, de rechercher d'office les prises qui ont été faites sur les nationaux de certains pays et de les relâcher sans « figure de procès » (1). Dès cette époque, à côté des juges ordinaires, existent aussi des commissions internationales chargées de réprimer les infractions aux trêves ou à la paix existant entre deux pays : ces commissions

1. Sentence arbitrale du pape Boniface VIII en date du 30 juin 1298 (RYMER, *Fœdera* (1816), I, II, p. 895). Cette sentence mit fin à la guerre entre Philippe le Bel et l'Angleterre. Le pape ordonne la restitution des effets pris avant la déclaration de guerre : chacun des deux rois devra y procéder aussitôt qu'il en sera requis par l'autre ou son ambassadeur. Le roi de France dut faire exécuter cet article par ses baillis. Cf. les mandements adressés par Edouard I<sup>er</sup> à ses officiers (*op. cit.*, p. 913).

procèdent par voie d'enquête et statuent en dehors des formes judiciaires (1).

## § 2. ORIGINES DE LA CHARGE D'AMIRAL.

Dans tout le cours du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle on voit grandir un officier qui deviendra le surveillant principal de la course maritime : c'est l'amiral de France. Pour bien comprendre son rôle dans les matières de prises, il est nécessaire de dire quelque chose sur l'origine de cette charge (2).

Le terme d'amiral, avant de désigner exclusivement le chef d'une armée navale, s'appliqua longtemps à toute espèce de commandement (3). Au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, quand on voulut désigner le commandant d'une flotte, on l'appela l'amiral de la mer ; et cette expression se conserva jusqu'à la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle.

Le roi de France n'eut d'abord d'amiral de la mer qu'à l'occasion des croisades, parce que c'était à ce moment-là seulement qu'il réunissait une flotte. On en voit un lors de la première croisade de Louis IX : le saint roi tient à ce que les navires qu'il frète à l'étranger pour le

1. Ces commissions sont étudiées plus longuement au Chapitre VI.

2. ROSENZWEIG, *Etude sur l'office d'amiral*.

3. Voir à ce mot les dictionnaires de LITTRÉ et de GODEFROY.



voyage d'outre-mer soient sous le commandement de son amiral (1). En 1270 au moment de l'expédition de Tunis l'amiral qui dirige la flotte française est ce Florent de Varennes que les anciens auteurs considèrent comme le premier amiral de France (2). Et, lorsque en 1272 Philippe le Hardi se propose de renouveler la croisade de son père, il pense à instituer un amiral qui commandera l'armée navale (3).

Ces premiers amiraux ont tous un caractère temporaire. En dehors des circonstances où le roi réunit une flotte composée de navires nolisés, il n'y a pas d'amiral, parce qu'il n'y a pas d'armée navale.

Philippe le Bel est le premier qui ait cherché à constituer une marine royale (4). Ayant à lutter contre l'Angleterre, il chercha à porter la guerre dans son île. En mai 1295 Jean d'Harcourt et Mathieu de Montmorency reçoivent des pouvoirs très étendus pour commander

1. ROSENZWEIG, *op. cit*, p. 4. Propositions des envoyés de Saint-Louis aux Génois en 1246 : « Et quod obedient domino regi et admirando ipsius in omnibus quamdiu erunt in servicio domini regis ».

2. *Histoire de Saint-Louis*, par LA CHAISE, t. II, p. 328, 636, 663 ; LAFAILLE, *Preuves des annales de Toulouse*, Vol. I, p. 50.

3. DU CANGE (éd. Henschel), I, p. 230, col. 3 : « Item licebit nobis... in tempore passagii generalis... instituere admiralum qui habeat jura admiraldie ».

4. JOURDAIN, *La marine militaire de la France sous Philippe le Bel* ; LA RONCIÈRE, *Histoire de la marine française*, t. I.

au nom du roi toute son armée et toute sa « navie » (1). Ce sont de véritables lieutenants généraux, chefs suprêmes des forces de terre et de mer, ayant pouvoir de faire tout ce que le roi pourrait faire s'il était sur les lieux. Ces grands seigneurs, s'étant montrés assez peu disciplinés, furent destitués avant la fin de 1295 (2).

Philippe le Bel préfère désormais avoir recours pour commander sa flotte à des gens de moins haute naissance : ils portent dans les comptes royaux le titre d'amiral de la mer. Ces fonctions furent exercées en 1295-1296 par un simple chevalier, Othon de Toucy, et par un réfugié bayonnais Michel du Mans (3). Après la mort d'Othon de Toucy, tandis que Michel du Mans gardait son commandement, le roi de France fit appel à un étranger, le Génois Benedetto Zaccaria, ancien amiral du

1. Voir les lettres d'institution de Jean d'Harcourt et de Mathieu de Montmorency : DUCHESNE, *Histoire de la maison de Montmorency*, p. 183 ; BOUTARIC apud *Notices et Extraits*, t. XX, 2<sup>e</sup> partie, p. 419.

2. LA RONCIÈRE, I, p. 345.

3. LA RONCIÈRE, I, p. 353. — Sur le titre d'amiral d'Othon de Toucy : DUCANGE, v<sup>o</sup> Amir : « Othon de Tuocy, miles et admiratus galearum domini regis » (Charte de Robert d'Artois, 17 octobre 1296) » ; LANGLOIS, *Inventaire d'anciens comptes royaux dressés par Robert Mignon*, n<sup>o</sup> 2312, 2325. — Quant à Michel du Mans, voir Bibl. Nat. ms. Clairambault 825, f. 48 : « In guerra ducatus Aquitanie dictus Michael fuit admiratus domini regis predicti (Philippe le Bel) in fluvio Burdegalensi.... ».

roi de Castille, qui resta à son service de 1296 à 1300 ; cet aventurier jouissait d'une confiance toute spéciale auprès de Philippe IV : dans un acte de 1297 on le voit décoré du titre d'amiral général de la flotte royale (1).

Après la guerre d'Angleterre, Philippe le Bel continua à entretenir une marine et ses trois fils firent de même. Alors plusieurs exerçaient la charge d'amiral en tel nombre que les affaires le requéraient. Amiral ne désignait pas le commandant suprême de la flotte, mais le chef d'une escadre de quelques navires (2). Ces amiraux ne sont pas de grands personnages : on trouve parmi eux : encore un étranger, un sergent d'armes du roi, un armateur de Toulon, des chevaliers de petite naissance. Les uns opèrent contre les Flamands révol-

1. Sur la carrière de Zaccaria : LA RONCIÈRE, I, p. 362. — Une lettre de Philippe le Bel l'appelle « generalis navigii regis admiratus », DUCANGE, V<sup>o</sup> Amir.

2. ROSENZWEIG, p. 5. — PETIT, *Essai de restitution des plus anciens mémoires de la Chambre des comptes*, p. 29, n<sup>o</sup> 179 pour 1308-1311 : « C'est ce qui s'est trouvé à la chambre sur l'estat des admiraux et de monseigneur Thibaut de Cepoy, lors à la besogne de Romanie pour monseigneur de Valois ». Le manuscrit dont la rubrique est ainsi rapportée a été perdu lors de l'incendie de 1737. — Lettre d'Edouard II à Charles le Bel du 20 janvier 1323. RYMER (1816), II, I, p. 502. Béranger Blanc est qualifié par le roi d'Angleterre de « custos seu admirallus quarumdam navium ». En 1322, le même Béranger Blanc est appelé par le roi de France « admiralium nostrum maris » (*Ordonnances*, I, p. 811).

tés, tandis que d'autres sont employés aux guerres de Guyenne. Enfin le gouvernement songe toujours à l'Orient : il y a presque constamment une « entreprise de Romanie » en préparation et un amiral en est chargé (1).

Le titre d'amiral était resté un titre temporaire. Il n'y avait d'amiral qu'aussi longtemps qu'il existait une armée navale. Une fois que les « galées » du roi étaient désarmées et remisées au port, une fois que les navires des particuliers mis en réquisition étaient rendus à leurs propriétaires, il n'y avait plus d'armée navale : l'amiral rendait alors à la Chambre des comptes le compte de ses recettes et de ses dépenses et cessait d'exercer son office (2).

Les fonctions de ces anciens amiraux sont considérées comme un office, quoique étant essentiellement

1. Voir, pour les amiraux ayant opéré en Flandre, LA ROXCIÈRE, I, p. 364, en Guyenne, p. 381, pour ceux de l'expédition de Romanie, p. 210-243.

2. Ainsi le 19 février 1319-1320, après la guerre de Flandre Bérenger Blanc rend ses comptes « *ut videatur status ejus quantum ad ea que recepit toto tempore quo fuit admiralus* ». (LANGLOIS, *Inventaire...* n° 2571, p. 331). Cette expression montre qu'il avait cessé d'être amiral au moment où il rendait ses comptes. Cependant le même Bérenger Blanc est encore qualifié d'amiral les années suivantes, quand il prend de nouveau le commandement d'une flotte. Voir une note précédente.

temporaires. Mais, comme la plupart sont des aventuriers, quelques-uns même des étrangers, ils recherchent beaucoup plus le profit pécuniaire que l'honneur de servir le roi. Leurs rapports avec le roi ne sont pas réglés par un acte unilatéral de l'autorité royale : ils concluent avec lui pour la durée de l'armement un véritable contrat qui leur laisse une large part des bénéfices que procure la course maritime (1).

Quelles étaient au juste les clauses de ces contrats ? Nous n'en avons aucun exemple concret. On peut les deviner d'après les comptes inventoriés par Robert Mignon. D'un côté, l'amiral recevait du roi une somme pour la nourriture et les gages de ses mariniers, la construction et la réparation des navires ; il avait une part des prises qu'il faisait. En retour, il s'occupait de tout ce qui concernait le recrutement des hommes de l'équipage, qui étaient ses gens et non ceux du roi ; il faisait construire des navires ; il était tenu de rendre compte de toutes ses prises, son droit retenu. — En résumé l'amiral était un véritable entrepreneur de la marine tout autant qu'un chef militaire. La flotte étant une source de profits par les prises qu'elle faisait, il était naturel qu'elle fût, comme les impôts, l'objet d'un marché (2).

1. LANGLOIS, *Inventaire*... n° 2571, p. 331 : « Et per conventiones factas cum dicto admiraldo... ».

2. LANGLOIS, *Inventaire*, n° 2571. — En juillet 1321, Philippe le Long fait donation à Bérenger Blanc d'une maison à



Ces amiraux étaient de trop petits personnages pour qu'on leur laissât le commandement suprême de leur flotte sans autre supérieur que le roi. Il était nécessaire qu'ils fussent surveillés d'assez près. Le commandement en chef des forces de terre et de mer appartenait au connétable (1).

Les auteurs qui se sont occupés de la charge d'amiral ont discuté longuement pour savoir à quelle époque cette charge fut érigée en titre d'office. Cette question paraît bien oiseuse. On ne faisait pas au xiv<sup>e</sup> siècle la distinction, qui fut inventée plus tard par les juristes, entre l'office dont le titulaire est inamovible et la commission qui est essentiellement révocable. Au xiv<sup>e</sup> siècle tous les officiers royaux ne tenant pas leur charge comme un fief peuvent être révoqués au gré du roi ; inversement l'amiral, quoique ayant des fonctions éminemment temporaires, exerce un office (2).

laquelle sont rattachés des fiefs, des censives et une justice pour l'indemniser des avances qu'il a dû faire : « quod nos tenemur eidem in diversis pecunie quantitativibus pro vadiis per ipsum et gentes suas circa predicta negotia deservitis » (Arch. Nat. JJ 60 f<sup>o</sup> 89 v<sup>o</sup>).

1. Lettre d'Edouard II à Philippe le Long, RYMER, *Fœdera* (1740), II, I, p. 159. Le 10 septembre 1318, le roi d'Angleterre dit s'être adressé au connétable « prout ad ipsum ratione superioris custodie admiralli... per dominum Ludovicum tunc regem Francie et Navarre... sibi commisse pertinet in hac parte ». — Encore RYMER (1816), II, p. 502, 517.

2. LANGLOIS, *Inventaire* n<sup>o</sup> 2312. Pour 1296 : « Computus

Cependant, dès le temps de Philippe le Bel et de ses fils, la charge d'amiral tend à devenir permanente, parce que les circonstances obligent le roi à avoir presque continuellement une flotte en armes. Quand le prince est content des services du commandant de sa flotte, il le rétablit dans ses fonctions à chaque nouvel armement. C'est ainsi que Bérenger Blanc exerça presque sans interruption l'office d'amiral de 1315 jusqu'à sa mort en 1323. Mais il serait vain de chercher à préciser davantage et de se demander à quelle date l'amirauté a été érigée en titre d'office.

La guerre de Cent Ans allait augmenter l'importance de la charge d'amiral. En 1336, lorsque la guerre avec l'Angleterre sembla imminente, Philippe de Valois fit venir dans la Manche Hue Quiéret, qu'il avait en 1334 nommé amiral pour préparer une expédition de Romanie (1). Il devait armer une flotte considérable destinée à ravager les côtes d'Angleterre et à y porter des troupes au besoin. A Quiéret fut adjoint un maître des comptes Nicolas Béhuchet.

Quiéret paraît bien investi de son office à titre permanent. Quand il n'est pas à la mer, il est remplacé par un « capitaine de cheste presente armée de la mer », dont le nom indique assez le caractère essentiel-

domini Othonis de Touciaco admiraldi maris de expensis quas fecit ratione *officii sui* ».

1. LA RONCIÈRE, I, p. 237.

lement temporaire (1). — Quiéret semble aussi seul à porter le titre d'amiral. Philippe VI ayant été obligé de renoncer à ses projets de croisade, il n'y a plus d'amiral chargé de la préparation du passage d'outre-mer. Pour la lutte contre les Anglais le roi n'a pas cru nécessaire de multiplier les amiraux. Les différents chefs d'escadre sont des « capitaines de la présente armée de la mer » : tel est le titre que porte Béhuchet dont plusieurs auteurs ont voulu faire un véritable amiral (2).

C'est Quiéret, assisté de Béhuchet, qui équipa cette flotte magnifique qui fut détruite si lamentablement à la journée de l'Ecluse (24 juin 1340). Pour un si grand effort il faut déjà à la marine une organisation savante. Il y a dès lors un vice-amiral, un lieutenant à la mer, un prévôt de l'armée de la mer chargé de la correction des marinières indisciplinés. L'amiral devient aussi un

1. LA RONCIÈRE, I. p. 394. — Bibl. Nat. ms. De Camps 83 f. 311 « Gens d'armes qui servirent à Douay sous le gouvernement de M<sup>e</sup> Hue Kieret, chevalier et conseiller du Roy, son amiral en la mer et capitaine en ladite ville » du 28 octobre 1339 au 6 décembre. Ainsi en 1339 Quiéret, tout en exerçant un commandement à terre, conserve son titre d'amiral : on peut être amiral sans commander une armée navale ; l'amiral n'est plus comme auparavant le commandant temporaire d'une flotte.

2. Bibl. Nat. fr. 26.749. Dossier Behuchet, pièce 10, 27 juin 1338 : « Nicolas Behuchet, conseiller du Roy nostre sire et capitaine de ceste presente armée de la mer... ».

agent administratif et a des commis dans les principaux ports (1).

Aussi l'amiral du roi commence-t-il à être un grand personnage. On l'appelle « Monseigneur l'amiral » (2). Il figure le 27 décembre 1336 parmi les « grands du royaume », qui furent présents au traité d'alliance conclu à Paris entre Philippe de Valois et le roi de Castille (3).

Cependant Quiéret reste subordonné au connétable de France, qui avait été établi « capitaine general desseur et devant touz autres » de l'armée de la mer (4).

Après le désastre de l'Ecluse, l'amirauté continua à grandir en importance. Quiéret et Béhuchet étaient morts ayant fait vaillamment leur devoir. Après une période d'interim l'office d'amiral fut confié le 8 mars

1. LA RONCIÈRE, I, p. 394.

2. DELISLE, *Actes normands de la Chambre des comptes*, p. 190.

3. Bibl. Nat. ms. De Camps 83 f. 155.

4. Bibl. Nat. ms. Bréquigny 71 f. 16. Lettres de Philippe de Valois du 7 décembre 1335 : « ...y celui avons fait et establi, faisons et establissons capitaine general desseur et devant touz autres, pour nous et en nostre nom, de l'armée que nous entendons à faire en la mer en cest prochain esté. Et donnons par la teneur de ces lettres a nostredit cousin plain pover et commandement especial et avec ce le commettons de faire ordener, tout aussi comme nous ferions, se presens y estions, ladite armée... et de punir les malfaiteurs et de pardonner meffais appartenans à ladite armée ».

1340-1 à un seigneur de haute naissance, Louis d'Espagne, comte de Thalemont (1). Et celui-ci, pour montrer que sa fonction le mettait parmi les premiers officiers du royaume, s'intitula amiral de France, à l'instar du connétable qui portait le titre de connétable de France (2). Bientôt d'ailleurs l'amirauté acquit sa complète autonomie : l'ordonnance de février 1341-2 (3) dit que le connétable n'a « nul droit sur les soudoiers de la mer ». Connétable et amiral sont désormais placés sur le même pied, sauf la préséance purement honorifique du premier ; ces deux officiers sont complètement indépendants l'un de l'autre en ce qui concerne le commandement et l'administration (4).

1. Bibl. Nat. n. acq. fr. 9241 f. 9.

2. Bibl. Nat. fr. 27.549, dossier Espagne.

3. *Ordonnances*, II, p. 156.

4. Dans la période d'anarchie qui marqua la captivité du roi Jean, l'office d'amiral resta vacant quelque temps. Le connétable de Fiennes, agissant comme lieutenant du roi en Picardie, a établi certaines personnes pour gouverner le fait et office d'amiral dans cette province : « Robers, sires de Fiennes, connestables de France, lieutenans du Roy nostre sire et de monseigneur le regent le royaume es païs de Picardie, de Vermendois et de Biauvoisis, a nostre bien amé le senescal de le conte de Pontieu ou a son lieutenant, salut. Comme nous, ou lieu de nous et comme lieutenans de nosdis seigneurs, eussions commis, institué et establi chertaine ou chertaines personnes a gouverner le fait et office d'amiral, tant en exercion de justice, comme a recevoir les pourfis et



Désormais il n'apparaît plus que l'amiral soit lié au roi par une convention analogue à celles que concluent

emolumens appartenans audit office pour cause du disme qui esqueut ou pooit esqueir du fait de la mer, pour mettre, tourner et convertir au fait des guerres de nosdis seigneurs, et nous avons entendu que vous, ou aucuns autres de par vous, sous ombre d'aucunes lettres de don, que vous dites par monseigneur le regent estre ottroyées a monseigneur le conte de Pontieu sur le fait dudit disme, vous efforchies, voles et estes efforchiés a aucuns desdis commis et yceuls aves justichié et contraint a vous rendre et restituer, au nom de mondit seigneur de Pontieu, tout ce que par euls a esté cueilly et levé dudit disme, nonobstant que le cose par euls levée ait esté mise au profit desdites guerres, et aussi ce n'appartient en aucune manière à rendre à nosdis commis, mais à nous, se faire le convenoit. Pour quoy nous vous prions et neantmoins mandons que nosdis commis d'auls contraindre ne justichier vous vous chesses, et, se aucune cose aves du leur prins, levé, saisi ou arrêté, vous leur mettes ou faites mettre au delivre, sur quanques vous vous poes meffaire envers nosdis seigneurs et envers nous, en nous envoiant copie desdites lettres soubs seel autentique ; et baillies a nos gens ; par quoy, ycelles veues, nous en puissions ordener en la manière que raison donra et que nous nous puissions garder de mesprendre ; ensement tout ce qui est esqueu dudit disme avant la date ou presentation de nosdites lettres laissies lever, goir et exploitier nosdis commis, par quoy nostre fait au nom de nosdis seigneurs n'en soit arrieres. Che faites si que deffaut n'y ait et que nous n'en aions cause de nous complaindrent (*sic*), car il nous en desplairoit. Donné soubs nostre seel le vii<sup>e</sup> jour d'aoust l'an mil ccc chinquante et neuf. Par monseigneur le lieutenant : R. Baillet » Bibl. Nat. Picardie, 299, pièce 117.

encore les aventuriers étrangers que le roi attache à son service. Mais il reste quelque chose du passé. L'amiral continue à lever, en vertu de l'usage, le droit sur les prises maritimes, qu'il percevait jadis en vertu d'un traité avec le roi. Ce droit est expressément réservé dans les « convenances », qui sont faites avec les Génois et autres marins qui viennent servir le roi de France (1). De même le connétable réclame un droit sur le butin fait par tous les gens d'armes qui servent à l'ost (2).

Le droit de l'amiral était fixé, dès 1359, au dixième des prises. Ce n'était pas alors un profit qui lui était donné pour son avantage particulier. Il devait le « convertir au fait des guerres » du roi. C'était la principale ressource du budget de la marine d'alors : c'était avec cela surtout que l'amiral faisait « frait et estoremens des vaisseaulx » (3).

Malgré tout, ces droits, prélevés par le connétable,

1. Arch. Nat. P 2291, f. 427. Accord conclu avec des Génois qui viennent servir le roi de France entre 1345 et 1350 : « Item il doivent payer le droit de l'amiral et du clerc des arbalestriers ».

2. MOLINIER, *Chronique normande*, p. 220. Mémoire du connétable d'Eu du 2 février 1341. Ce mémoire atteste aussi le droit de l'amiral sur le « soudoiers de la mer » pour les années précédentes.

3. Voir la lettre de Robert de Fiennes citée ci-dessus. Voir plus bas les prétentions de sire de Cayeu sur le dixième des prises.

l'amiral ou d'autres officiers, parurent excessifs aux Etats généraux qui se réunirent durant le règne du roi Jean. L'ordonnance de décembre 1355 montre que beaucoup de particuliers « se aventureroient volontiers a grever noz ennemis en corps et en biens et de ce se refraignent aucunes fois, pour ce que nos lieutenans, connestables, admiraux, maistres des arbalestriers, tresoriers des guerres demandent et reclament aucuns droits, parts et portions es gaignes ou es pilles faites sur noz ennemis ». Le but de la guerre étant de nuire à l'ennemi par tous les moyens possibles, encourager le pillage des biens de l'ennemi paraît la meilleure façon de l'atteindre. On veut exciter tous les sujets du roi à y prendre part ; et pour cela on veut que chacun « puisse prendre, gagner et piller sur les ennemis du royaume et que tout ce qu'il pourra prendre, piller ou gaingner soit tout sien et soit tournés et convertiz du tout à son prouffit particulier ». Ainsi l'intérêt privé de chacun étant d'accord avec l'intérêt du roi, il pourra être fait aux Anglais bonne guerre.

Aussi l'ordonnance rendue après la tenue des Etats défend à tous officiers, même au connétable et à l'amiral, de réclamer quoi que ce soit du butin, « se ainsy n'est que euls ou leurs genz soient a la besoigne ». Ils doivent se contenter « de leurs gaiges moderez et raisonnables » (1).

1. Ordonnance du 28 décembre 1355 (art. 23), *Ordonnances*, III, p. 53.

Mais, en ce qui concernait l'amiral, cette disposition avait un grave inconvénient. Si on supprimait son droit sur les prises maritimes, avec quoi pourrait-il construire des vaisseaux et entretenir la marine en état de « grever » les Anglais jusque dans leur île ? Il est à présumer que c'est cette considération qui toucha les Etats généraux l'année suivante, lorsque le dauphin Charles les convoqua après la bataille de Poitiers. L'ordonnance de mars 1356-7, dans ses articles 35 et 36, renouvela les dispositions de l'article 23 de l'ordonnance de décembre 1355 ; mais elle réserva formellement « le droit de l'amiral sur le fait de la mer ». De la sorte cet officier percevait son droit sur les prises maritimes, non-seulement quand lui ou ses gens avaient été à la besogne, mais encore quand la prise avait été faite par un particulier armé à ses propres frais ou aux frais d'un seigneur (1).

Ce droit au dixième des prises restera jusqu'au bout une des prérogatives les plus importantes de la charge d'amiral, même lorsque cet officier l'aura fait tourner à

1. Ordonnance de mars 1356-7 (*Ordonnances* III, p. 139) : « sauf le droit de l'amiral sur le fait de la mer ». — Malgré tout, des seigneurs contestèrent longtemps encore le droit de l'amiral. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 4789 f. 75. Le 17 mars 1440-1 le sire de Cayeu « quant à la cause de l'admiral dit qu'il n'a aucun droit en ladite fosse de Cayeu ; et quant au droit de x<sup>e</sup> que l'a quant il est present en personne à la prise ou qu'il ait fait frait et estoremens des vaisseaulx et non autrement ».

son profit particulier. Il a fallu y insister parce que c'est par là principalement qu'il est arrivé au jugement des prises maritimes : le souci qu'il a eu d'assurer la rentrée de son dixième l'a conduit à exercer une surveillance très étroite sur la course. Et cette idée que le jugement des prises par l'amiral aurait été institué pour lui permettre de veiller à la perception de son dixième persistera longtemps après le moyen âge : Valin rapporte en plein XVIII<sup>e</sup> siècle que, lorsque le duc de Penthièvre renonça au dixième, beaucoup d'armateurs s'imaginèrent qu'ils n'auraient plus besoin de faire juger leurs prises (1).

§ 3. DÉVELOPPEMENT DE LA JURIDICTION DE L'AMIRAL  
EN MATIÈRE DE PRISES.

Durant le cours du XIV<sup>e</sup> siècle, le jugement des prises maritimes, qui était encore au début de la guerre de Cent Ans de la compétence des juridictions ordinaires, entra dans les attributions de l'amiral et de ses lieutenants. Ce développement de la juridiction de l'amiral fut parallèle au développement de son autorité qui vient d'être étudié.

Les aventuriers, à qui Philippe le Bel et ses fils aimaient confier le commandement de leurs flottes, n'a-

1. VALIN, *Traité des prises*, t. I, p. 176.



vaient aucune qualité pour juger les prises. Pillant souvent à tort ou à travers ennemis et amis du roi, ils ne pouvaient guère être chargés de connaître des excès des corsaires.

Comme tous les autres gens de mer, ils étaient soumis à la juridiction ordinaire : ainsi en 1306 le Parlement ordonne à deux commis de l'amiral Grimaldi de restituer à des marchands espagnols des effets de prise qu'ils retiennent indûment ; en même temps il réserve aux marchands le droit d'agir contre l'amiral pour leurs dommages et intérêts (1).

A côté de ce recours à la justice ordinaire, les victimes des pillages de l'amiral pouvaient aussi recourir à son supérieur hiérarchique, le connétable. Le connétable, chargé de maintenir la discipline parmi les gens de guerre, avait aussi le pouvoir de les punir s'ils commettaient quelque méfait. Il était donc naturellement amené à connaître des réclamations que les particuliers adressaient contre les « soudoiers », notamment en cas de pillage. Ainsi on voit pendant le règne de Philippe le Long le connétable sur la plainte du roi d'Angleterre faire une enquête sur des marchandises prises par l'amiral et décider qu'elles doivent être rendues (2).

1. « Salvo jure dictorum mercatorum contra Renarium de Grimaldis militem, admiraldum nostrum, prout ratio suadebit » *Olim*, éd. Beugnot, III<sup>1</sup>, p. 174.

2. RYMER *Fœdera* (1743) II, I, p. 159. Edouard II à Philippe le Long, 10 septembre 1318. — Voir éd., 1816 p. 455, 502, 517.

Mais l'amiral devait bientôt lui aussi acquérir un droit de justice : il y arriva dès les premières années de la guerre de Cent Ans. En effet, quand son office fut devenu permanent, il fut vis-à-vis de ses gens dans une situation analogue à celle que le connétable occupait à son égard.

Il avait fallu donner aux maîtres des différents navires le droit de punir les actes d'indiscipline des marins de leur équipage, parce que sans cela il n'y aurait pas eu de navigation en mer possible. Et de même l'autorité de l'amiral eut pour sanction un droit de correction sur les mariniers de tous grades qui dépendaient de lui : dans les cas importants les capitaines des nefes ne pouvaient pas punir eux mêmes et devaient lui renvoyer les délinquants (1).

C'est de ce droit de correction que sortit toute la jus-

1. Arch. Nat. P 2291, f. 467, 23 avril 1338. Contrat entre Pierre de Damas et les gens du conseil du roi. Pierre de Damas ira quérir entre Narbonne et Béziers 400 mariniers pour les mettre en deux galées, que les gens du roi lui fourniront toutes garnies d'armures : « Et aura la cognoissance et la correction et punicion de tous lesditz mariniers et de tous les autres qui seront esdites galées, excepté de condempacion de mort, laquelle cognoissance appartient à l'amiraut de la mer ». — L'ordonnance de la flotte de 1338, qui régleme le pillage, dispose que les maîtres des navires doivent envoyer à l'amiral ceux qui leur désobéissent ou lui donner leurs noms par écrit (ADAM MURMUTH, Edition Maunde Thompson, *Appendix*, p. 260).

tice de l'amirauté, dans le même temps que se développait celle de la connétablie. L'amiral en vint à connaître de tous les procès contre les « soudoiers de la mer » en matière personnelle. Le fait de ne pas exécuter ses obligations, de causer un dommage injuste à autrui fut considéré comme un méfait relevant du droit de punir : de là, l'origine de la compétence civile de l'amiral.

Le demandeur contre un marin défendeur pouvait en effet avoir avantage à s'adresser au chef hiérarchique de son adversaire plutôt qu'au juge ordinaire : au début, du moins, la plainte devait être examinée militairement ; la procédure était rapide et peu coûteuse. C'était souvent aussi le seul moyen d'obtenir la comparution du défendeur, qui aurait fait défaut devant les juges ordinaires.

Rien n'empêchait d'ailleurs le particulier lésé de porter ensuite sa demande devant le bailli, au cas où l'amiral, faisant preuve de partialité, refusait de lui donner satisfaction. Il n'y avait pas eu devant l'amiral de véritable procès et sa décision n'avait pas autorité de chose jugée (1).

Et les matières, qui devaient plus spécialement faire

1. Aujourd'hui encore des particuliers, créanciers d'officiers, se font payer plus facilement en adressant une plainte au colonel de leur débiteur, qu'en faisant un procès devant les tribunaux. Si l'autorité militaire accueillait de telles demandes avec moins de réserve, il pourrait y avoir là l'origine d'une juridiction d'exception pour les officiers défendeurs.

l'objet de ces recours à l'amiral, étaient naturellement les affaires de prises. Si un navire était arrêté indûment en mer par un capitaine de la marine royale, avant de saisir le bailli il était plus simple de demander d'abord à l'amiral de faire réparer le tort commis.

Rapidement le droit de correction de l'amiral ne fut pas limité à ses subordonnés immédiats, à ceux qui faisaient partie des flottes du roi. Dès que l'amiral cessa d'être un aventurier chargé de commander une escadre de quelques navires pendant la durée de leur armement, son autorité devint plus stable et ressembla de plus en plus à celle du connétable. Le connétable avait droit de correction sur tous les gens de guerre, même sur ceux qui s'étaient armés à leurs frais et « grevaient » les ennemis du roi pour leur propre compte ; de même, l'amiral acquit le droit de punir tous les hommes de guerre qui commettaient quelque méfait en mer, même les pirates opérant à leur profit personnel : son droit était même mieux établi que celui du connétable, puisqu'il pouvait percevoir le dixième des prises faites en mer par toute espèce de gens (1).

1. Il faut comparer à ce sujet les art. 11 et 23 de l'ordonnance du 28 décembre 1355. Alors que le connétable perd le droit d'exiger une part du butin fait par les gens de guerre non armés par lui (art. 23), il conserve sur eux son droit de juridiction (art. 11) : l'ordonnance le lui reconnaît à l'égard de ceux qui « presentement seront à la guerre », sans faire de distinction entre ceux qui sont armés par lui et les autres. —

La compétence de l'amiral s'étendit encore plus loin. Sur mer il était souvent difficile de distinguer le navire de guerre du navire de commerce. A une époque de guerre continuelle contre l'Anglais, le marin paisible devenait facilement un corsaire, s'il avait à se défendre contre un ennemi ou si, rencontrant un navire suspect, il croyait l'occasion favorable pour l'attaquer. Il était prudent pour un navire marchand d'être armé.

De là, la compétence de l'amiral embrassa tous les méfaits commis par les gens de mer, de quelque condition qu'ils fussent ; et, pour les mêmes raisons que tout à l'heure, à cette compétence en matière pénale s'unit une compétence civile pour toutes les causes maritimes, quand les gens de mer étaient défendeurs (1).

Il y avait eu des abus. Il était légitime que le connétable et l'amiral connussent des procès en matière personnelle contre les gens de guerre défendeurs puisqu'ils avaient sur eux le droit de correction. Mais ces gens, lorsqu'ils étaient demandeurs, s'habituèrent à ajourner leurs adversaires qui n'étaient pas à la guerre devant le connétable ou l'amiral. L'art. 11 de l'ordonnance de 1355 a simplement pour objet de mettre fin à ces pratiques : il interdit au connétable et à l'amiral de connaître des procès où les gens de guerre sont demandeurs contre des particuliers. Il réserve expressément la compétence du connétable pour le cas où ils sont défendeurs ; il ne dit rien de la juridiction de l'amiral en ce cas ; mais il n'y avait pas de raison de traiter l'amiral autrement que le connétable : l'omission de l'amiral est un simple oubli.

1. C'est ainsi que, lorsque des privilèges sont accordés à



Ainsi toutes les affaires de prises, même quand le corsaire n'était pas armé par le roi ou l'amiral, dépendirent désormais de la juridiction de l'amiral, sans que le réclamant ait perdu le droit de s'adresser aux juges ordinaires.

De la sorte s'organisa, au début de la guerre de Cent Ans, toute une justice dont l'amiral fut le chef. Les principes du droit administratif d'alors ne s'opposaient pas à ce qu'un officier, délégué par le roi pour l'exercice d'une portion de la puissance publique, subdélégât à son tour tout ou partie de ses fonctions à des lieutenants. L'amiral fit comme tous les autres agents du roi, comme le connétable, comme les baillis : il y eut dans les différents ports des vice-amiraux ou

des marchands étrangers, l'amiral est nommé parmi les officiers royaux qui en sont conservateurs. En 1341, dans les privilèges qui sont concédés aux marchands portugais faisant commerce à Harfleur, l'amiral reçoit mission, conjointement avec le vice-amiral, le bailli de Caux, le vicomte de Montierviller et le prévôt d'Harfleur de faire ôter tous empêchements qui y seraient mis. Le rôle particulier de l'amiral était de faire rendre justice aux marchands lorsqu'ils étaient victimes d'un tort de la part des gens de mer, particulièrement quand ils étaient déprédés par des pirates. On peut noter que les officiers ordinaires conservent toute leur compétence : les Portugais qui n'auront pas pu obtenir justice de l'amiral pourront porter leur plainte au bailli de Caux ou au vicomte de Montierviller (FRÉVILLE, *Mémoire sur le commerce de Rouen*, t. II, p. 111).

des lieutenants de l'amiral, investis à la fois d'attributions judiciaires et d'attributions administratives.

Ce fut en Normandie, la province « amirale » de la monarchie française, que se trouva le plus tôt organisée cette juridiction. Dès 1341, il y a un vice-amiral à Honfleur ; en 1345, malgré l'opposition de l'archevêque de Rouen, l'amiral Pierre Flotte établit un lieutenant à Dieppe pour connaître des procès et affaires de la mer (1). L'article 22 d'une ordonnance du 5 avril 1350-1, confirmant les privilèges des Normands, reconnut dans la province la compétence de l'amiral et de ses lieutenants ; seulement les appels devaient être portés non pas au Parlement, mais à l'Echiquier de Rouen qui commençait à se poser en cour souveraine (2).

L'amiral se réservait la haute surveillance de cette justice. Il était toujours loisible de s'adresser directement à lui dans les cas importants ; il est à présumer aussi que dans les affaires graves ses lieutenants particuliers durent prendre l'habitude d'en référer à leur chef. C'est probablement de là que sortit la juridiction de l'amirauté à la Table de Marbre du Palais à Paris, dont l'origine est très obscure. L'amiral, quand il n'était pas retenu par ses occupations militaires, résidait de préférence à Paris auprès du roi (3). Et, lorsqu'il n'était

1. LA RONCIÈRE, II, p. 44.

2. *Ordonnances*, II, p. 408.

3. LA RONCIÈRE, II, p. 47, n. 4. Bérenger Blanc avait un hôtel à Paris dès 1319.

pas dans cette ville, il y laissait un lieutenant général qui avait de lui entière délégation pour recevoir les recours en matière judiciaire.

D'ailleurs en même temps s'organisait la juridiction de la connétablie, qui put servir de modèle à l'amirauté. Le connétable et les maréchaux avaient aussi à Paris un lieutenant pour connaître des affaires judiciaires de leur compétence. Ce lieutenant s'accoutuma à tenir ses audiences au Palais de justice dans la salle d'honneur où était la Table de Marbre (1). L'amiral, quand il rendait la justice, ou son lieutenant général, durent choisir le même lieu, où s'établit également le lieutenant du grand-maître des eaux et forêts.

Ainsi en 1375 l'amiral pouvait, dans un procès contre le comte d'Eu, dire, avec quelque apparence de raison, qu'il jouissait de la juridiction maritime depuis un tel temps que sa possession devait être considérée comme immémoriale (2).

1. Le connétable siégeait à la Table de Marbre dès 1356. BEAUFORT, *Recueil concernant les maréchaux*. — A cette époque la juridiction de l'amiral existait déjà, ainsi qu'il résulte des ordonnances de 1355 et de février 1356-7. — ISAMBERT IV, p. 857, donne une ordonnance de cette époque indiquant la compétence de la connétablie : elle connaissait des contestations relatives aux prisonniers de guerre, rançons, butin. — L'ordonnance de 1373 est le premier texte qui fasse mention expresse d'un lieutenant de l'amiral à la Table de Marbre.

2. Arch. Nat. X<sup>1</sup><sup>A</sup> 24, f° 272. 31 juillet 1375 : « pacifice et

De ce qui précède, il résulte que l'amiral avait acquis en matière de prises une juridiction concurrente et analogue à celle des juges ordinaires : il n'y avait de jugement qu'au cas où le propriétaire du navire saisi contestait la validité de la capture. Mais bientôt le caractère de la procédure va changer. Au lieu d'attendre une plainte pour vérifier la validité de la prise, l'amiral procédera d'office à l'examen de toutes les prises qui seront ramenées dans les ports du royaume. Plusieurs raisons ont dû l'amener à adopter cette procédure inquisitoriale :

1° La plus importante fut, sans doute, son intérêt propre. S'étant fait reconnaître le droit au dixième, il lui fallut veiller à ce que ce droit fût réellement perçu par ses receveurs. Et l'une des mesures les plus efficaces fut d'obliger les preneurs à faire la déclaration de leurs prises aux lieutenants d'amirauté et à ne procéder au partage qu'en la présence de ceux-ci. A cette occasion le lieutenant de l'amiral avait à rendre une déclaration sur la validité de la prise.

2° En dehors des droits de l'amiral, il faut aussi sauvegarder les intérêts des « seigneurs et gens d'autre estat qui ont mis sus les navires a grands despens ». Trop souvent les mariniers de l'équipage, lorsqu'ils font une capture d'importance, « pillent et rompent les coffres » en

*quiete per tantum temporis spatium de cujus contrario hominum memoria non extiterit ».*

pleine mer. Ils soustraient ainsi de nombreux effets au partage qu'ils devraient faire avec leurs armateurs : ceux-ci, étant « excessivement fraudez », sont découragés de mettre leurs capitaux dans des entreprises de course. Il s'ensuit que les navires des corsaires sont mal pourvus de ce qui leur serait nécessaire et se font prendre honteusement (1). — Il y avait là un autre motif de faire intervenir l'amirauté dans le partage des prises, de la charger de faire une enquête pour rechercher s'il n'y avait pas eu pillage.

3° Les équipages des navires de guerre sont des gens violents. « Et si advient par faute de justice souvent de grandes questions, noyses entre les preneurs », notamment à propos de la répartition du butin. L'amirauté est amenée à intervenir pour apaiser ces disputes.

4° La procédure purement accusatoire était insuffisante pour protéger les intérêts des marchands arrêtés indûment par les pirates. Si aucun réclamant ne se présentait, point de procès ; et par suite le preneur jouissait paisiblement de la prise. Des cas scandaleux s'étaient ainsi produits : des capteurs afin d'éviter une réclamation avaient déposé leurs prisonniers sur une côte lointaine ou même les avaient jetés à la mer. Il était du devoir de l'amiral, dont la mission était de réprimer

1. Ordonnance du 7 décembre 1373 (*Ordonnances*, VIII, p<sup>re</sup> 640), art. 3, 9.



les méfaits des gens de mer, de faire d'office une information sur toutes les prises (1).

Bien avant l'ordonnance de 1373, il y avait un « usage anciennement ordonné » — pas toujours respecté, il est vrai, — qui voulait que les preneurs ne s'attribuassent rien du produit de leur prise avant la vérification de l'amirauté (2). En principe le corsaire de retour devait faire une déclaration au lieutenant de l'amiral du lieu ; celui-ci faisait une enquête sur la provenance des effets pris et sur les circonstances de la capture ; c'est encore en sa présence que s'opérait le partage.

Cet usage ne paraît pas antérieur au début de la guerre de Cent Ans. Il n'a pu commencer à exister que lorsque l'amiral eut autorité sur les gens de mer non incorporés dans la marine royale et surtout lorsqu'il perçut sur eux le dixième. Il ne se développa qu'à mesure que l'amiral envoya dans les différents ports des lieutenants pour le représenter et là seulement où il en avait. L'ordonnance du 7 décembre 1373 en fut pour ainsi dire la codification.

Les premiers résultats de la procédure d'enquête n'ont d'ailleurs pas été très satisfaisants. Ce n'était pas bien prudent d'associer le jugement des prises à la perception du dixième : l'amiral était juge et partie. Les gens de l'amiral vivant au milieu des corsaires par-

1. Ordonnance de 1373, art. 4, 7.

2. Art. 9, 10.

tageaient toutes leurs passions. Aussi il arrive trop souvent que ces lieutenants « sont gens de légère façon, qui, pour complaire aux preneurs, par corruption de dons ou par la convoitise du dixième dudit admiral plus grand, ont aucunes fois déclaré des choses estre de prinse qui ne l'estoient pas » (1).

Sans doute, la justice ordinaire avait conservé sa compétence : quand le réclamant voyait que l'enquête commencée par l'amirauté allait tourner à son désavantage, il lui restait la faculté de s'adresser au bailli : souvent, encore à l'époque de l'ordonnance de 1373, des procès de prises commencés devant l'amiral se sont terminés devant cet officier. Mais c'était ouvrir un conflit de juridiction, parce que l'amiral prétendit de bonne heure avoir la connaissance exclusive des faits de la mer ; et l'on sait ce qu'était un conflit de juridiction au moyen âge (2).

Aussi ceux qui étaient lésés par les sentences de ces officiers d'amirauté si peu intègres n'avaient-ils de recours efficace qu'au roi, c'est-à-dire à sa cour de Parlement. Le Parlement était resté, comme au début du xiv<sup>e</sup> siècle, le juge ordinaire en cause d'appel ; représentant le roi dans sa fonction de justice, c'était lui qui tranchait les conflits de juridiction ou qui connaissait des recours pour mal jugé contre les officiers du roi ou leurs lieutenants.

1. Art. 13.

2. Cette question est étudiée au chapitre III, § 2.

En 1373 le jugement des prises maritimes est ce qu'il sera jusqu'au début du xvii<sup>e</sup> siècle ; en première instance le lieutenant de l'amirauté et en appel le Parlement ; à côté de cela, des conflits de juridiction avec les baillis, sénéchaux, seigneurs justiciers. — En outre, comme on le verra, la procédure est influencée par le principe que toute justice dérive du roi ; et ce principe s'applique d'autant plus que les affaires touchent à la politique.

Mais, avant d'entrer dans le détail de toutes ces questions, il est nécessaire de donner quelques indications sommaires sur la réglementation de la course maritime. Avant d'étudier l'organisation des tribunaux et leur procédure, il faut savoir quelles règles ils étaient chargés de faire appliquer.

## CHAPITRE II

### REGLEMENTATION DE LA COURSE MARITIME

Sources de cette réglementation : les ordonnances de 1373, 1517, 1543-4, 1584 ; les traités franco-anglais de 1497, 1498, 1518, 1525.

§ 1. *Mesures préparatoires du jugement des prises.* — 1<sup>o</sup> Avant le départ : lettres de marque et congé de l'amiral ; serment des gens de l'équipage ; caution. — 2<sup>o</sup> En mer : droit de visite ; obligation pour le corsaire de ramener les prisonniers et de prendre les papiers du bord ; prohibition du pillage

§ 2. *Navires et marchandises susceptibles de capture.* — 1<sup>o</sup> Prises de représailles. — 2<sup>o</sup> Prises de guerre : *a*) Biens de l'ennemi ; *b*) Biens des amis. Notion de l'amitié. Principe de la séparation des biens des amis de ceux des ennemis. Marchandises prohibées. Marchandises à destination de pays ennemi. Commerce entre les ennemis et les amis. — Saufs conduits.

L'objet principal de la réglementation de la course maritime fut d'empêcher que les corsaires, sous prétexte de « grever » les ennemis du roi de France, ne fissent des torts considérables à ses amis et à ses alliés.

Tant que les procès de prises furent jugés, comme les affaires ordinaires, d'après la procédure accusatoire, il n'apparaît pas qu'il y eut une réglementation préventive de la course maritime. Des usages analogues à ceux que constate le *Consulat de la mer* devaient sans doute inspirer la jurisprudence des baillis ou du Parlement, quand il s'agissait de déterminer les navires et effets susceptibles de capture ; de plus, des dommages et intérêts pouvaient être accordés aux victimes des corsaires, des peines criminelles pouvaient être prononcées contre les pirates dont les excès étaient trop considérables. Mais il ne semble pas que l'on ait pensé à exiger à l'avance des garanties de ceux qui voulaient « gagner » sur les ennemis du royaume : on s'en tenait aux mesures répressives.

C'est seulement pour les prises faites en temps de paix, pour les prises de représailles, que s'introduisit de bonne heure une réglementation préventive. Déjà du temps de Philippe le Bel un particulier ne peut user du droit de marque, sauf le cas de légitime défense, qu'après y avoir été autorisé par la puissance publique. Des traités furent conclus à ce sujet par le roi de France avec divers princes dès la première moitié du xiv<sup>e</sup> siècle.

Une réglementation plus complète, s'étendant aux prises de guerre aussi bien qu'à celles de représailles, s'élabora dans le cours de la première partie de la guerre de Cent Ans, en même temps que se développait la juridiction de l'amiral. A mesure que se constituait une organisation, si imparfaite fût-elle, pour faire la police



de la mer, il s'établit sur ces matières des coutumes, que vinrent ensuite confirmer des ordonnances royales. Nous avons vu comment on était arrivé à un jugement préalable à toute contestation, à l'enquête d'office : il fallut prendre des mesures pour qu'aucune prise ne fût soustraite au jugement de l'amirauté.

Ces usages furent codifiés pour la première fois dans l'ordonnance du 7 décembre 1373 (1). Cette ordonnance fut préparée avec beaucoup de soin : pour faire

1. *Ordonnance*, VIII, p. 640. — Les anciens auteurs dataient cette ordonnance du 7 décembre 1400. PARDESSUS (*Collection de lois maritimes*, IV, p. 224), a montré qu'elle devait être attribuée à l'année 1373. A la Bibliothèque nationale une copie du xv<sup>e</sup> siècle (n. acq. fr. 10251) lui donne la date du 6 décembre 1373. — Cette ordonnance n'est pas la première qui ait été rendue sur le fait de la mer. En 1338 l'ordonnance de la flotte règle la discipline des mariniers servant sous les ordres de l'amiral : elle contient certaines dispositions sur les prises maritimes. (ADAM MURIMUTH, édition Maunde Thompson *Appendix*, p. 260). Il dut y avoir une ordonnance de Charles V de 1369, au moment où la guerre recommença entre la France et l'Angleterre : des corsaires dieppois y font allusion dans un procès devant le Parlement : « Necnon in dicto consilio fuisse ordinatum quod in casu quo super inimicos prefatos contingeret admiralem nostrum aut ejus gentes armorum aliquid acquirere, certa portione acquiritorum penes ipsum admiralem nostrum remanente, reliqua portio inter suas gentes armorum predictas distribueretur secundum qualitatem personarum et merita earundem » (Pièce justificative n<sup>o</sup> 1).

une législation en rapport avec les habitudes des gens de mer, on avait demandé l'avis des personnes compétentes « qui ont hanté ladite mer ».

Elle fut jusqu'au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle la base de la réglementation de la course maritime. Toutes celles qui vont suivre, notamment les grandes ordonnances de juillet 1517, de février 1543-4 et de mars 1584, en reproduiront les dispositions essentielles : quelquefois même elles se contenteront de les recopier en rajeunissant le style. En somme, c'est toujours la même ordonnance de la marine qui sera en vigueur pendant trois siècles. Ce seul fait suffirait à prouver que, durant toute cette période, les habitudes des corsaires ont très peu changé (1).

Cependant, si les principes essentiels restent les mêmes, à mesure qu'on avance, l'ordonnance s'allonge, entre dans plus de détails. Beaucoup de questions, que l'ordonnance de 1373 avait laissées de côté, sont traitées amplement dans les rédactions postérieures ; mais il semble aussi que les additions ne sont souvent que la confirmation d'usages antérieurs. Au moyen âge le

1. L'ordonnance de juillet 1517, donnée par ISAMBERT, XII, p. 137, est relative aux amirautés de Bretagne et de Guyenne ; il y eut aussi à la même date une ordonnance pour l'amirauté de France (Bibl. Nat. fr. 11969, fol. 187). — Voir les ordonnances de 1543-4 et de 1584 dans ISAMBERT, XII, p. 854, XIV, p. 556.

rôle du législateur était beaucoup plus de constater la loi que de la faire.

A côté de ces ordonnances, il faut tenir un grand compte des traités internationaux. La grande difficulté qu'eurent au xv<sup>e</sup> et au xvi<sup>e</sup> siècles les rois de France et d'Angleterre à réprimer la piraterie entre leurs sujets les amena à conclure des conventions sur cette matière, notamment les traités du 24 mai 1497, du 14 juillet 1498, du 4 octobre 1518, du 30 août 1525. Nombre de dispositions de ces traités ont passé dans les ordonnances de la marine (1).

Ces textes, joints aux coutumes non écrites, formaient un droit assez étendu de la course maritime. Nous nous proposons d'étudier sommairement deux points :

- 1<sup>o</sup> Mesures préparatoires du jugement des prises ;
- 2<sup>o</sup> Navires et marchandises susceptibles de capture.

#### § I. MESURES PRÉPARATOIRES DU JUGEMENT DES PRISES.

Dès le xiv<sup>e</sup> siècle, nous voyons les corsaires soumis à une police préventive destinée à assurer que toute prise sera soumise à l'amirauté pour être jugée. Cette police comporte des mesures : 1<sup>o</sup> avant leur départ ; 2<sup>o</sup> en mer.

1. Les traités de 1497 et de 1498 sont reproduits dans les *Ordonnances*, XX, p. 587 et XXI, p. 58. Ceux de 1518 et de 1525 se trouvent dans RYMER, *Fœdera* (1745), VI, I, p. 157, VI, II, p. 30.

1° *Avant le départ.*

Les marines des Etats étant trop faibles pour faire la police de la haute mer, le mieux, pour prévenir les excès des corsaires, était d'assurer une exacte police dans les ports où ils s'embarquaient, de ne les laisser partir que sous certaines conditions.

Ce furent les navires armés en guerre pour exercer le droit de marque qui furent les premiers soumis à une réglementation.

Quand des Français avaient à se plaindre d'une injustice commise à leur détriment par des étrangers, ils n'allaient pas à l'origine demander à leur souverain l'autorisation de s'indemniser du dommage sur les compatriotes du délinquant. A une époque, où la guerre privée existait encore dans l'intérieur des Etats, on ne pouvait empêcher les particuliers de s'armer pour tirer vengeance du tort qui leur avait été causé par un étranger. Et un exemple célèbre de ces représailles spontanées, c'est la lutte qui éclata en 1292 entre les marins normands et les marins gascons à la suite d'une querelle à la fontaine de Kymenois, près de la pointe Saint-Mathieu : de là sortit la guerre entre la France et l'Angleterre qui aboutit au traité de Montreuil-sur-Mer en 1298 (1).

1. LA RONCIÈRE, I, p. 324. — Il semble bien d'ailleurs que des lettres de marque furent plus tard délivrées contre les

Mais, dès cette époque, le droit de représailles s'exerçait d'ordinaire dans des formes plus juridiques.

Au cas où l'auteur du dommage avait des biens en France, au cas où des gens de sa nation y résidaient, la victime avait avantage à s'adresser au bailli du lieu pour que cet officier fît saisir les biens ou arrêter les étrangers solidaires de la dette de leur compatriote.

Le Français, lésé dans ses droits par un étranger, pouvait aussi se plaindre à son roi, source de toute justice. Le roi de France entamait des négociations diplomatiques, pour que réparation fût accordée à son sujet ; s'il ne pouvait rien obtenir, il lui concédait des lettres de marque l'autorisant à s'indemniser sur tous les compatriotes du délinquant, soit dans le royaume, soit au dehors, et tout particulièrement en mer. Le gouvernement ne procédait pas, sans avoir au préalable recherché si la réclamation était bien fondée ; il y avait lieu à un examen de la demande qui rentrait dans les attributions du Parlement, chargé de toutes les affaires contentieuses soumises au roi. Et ainsi, au début du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, les lettres de marque étaient concédées par cette cour de justice aussi bien que par le Conseil du roi.

Bayonnais. Philippe le Bel fit faire une enquête par le Parlement, à la suite de laquelle il adressa une plainte au roi d'Angleterre. Cette plainte commence par la phrase *Olim homines de Bayona*, dont le premier mot est l'origine du nom d'*Olim* donnée aux premiers registres du Parlement (*Olim*, II, p. 15).



Rapidement il devint de règle qu'on ne pouvait recourir au droit de représailles qu'après s'être muni au préalable de lettres de marque. Celui qui se vengeait directement du tort qui lui avait été causé, sans s'être plaint auparavant au roi, s'exposait à des poursuites criminelles pour le cas où il n'aurait pas eu un motif sérieux.

L'usage du droit de marque, même contrôlé par l'autorité souveraine, amena des abus. Il n'était pas rare que les étrangers, contre qui les représailles étaient exercées, n'obtinssent à leur tour de leur gouvernement des lettres de contre-marque, auxquelles il était répondu par de nouvelles lettres de marque.

Pour éviter ces résultats dès le début du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, le Parlement se montrait fort circonspect dans l'octroi de ces lettres. Il exigeait que la partie lésée commençât par réclamer auprès du prince étranger. Ce n'est qu'au cas de déni de justice que la cour entamait la procédure : une enquête était faite, les dommages éprouvés étaient évalués par le serment du demandeur ; alors seulement le Parlement déclarait par arrêt qu'il y avait lieu d'accorder une lettre de marque jusqu'à concurrence de telle somme contre les nationaux de tel pays.

La lettre obtenue n'était pas immédiatement exécutoire. Auparavant des lettres, dites rogatoires ou réquisitoires, étaient envoyées au souverain étranger, le sommant d'avoir à donner la réparation demandée ou d'avoir à craindre des représailles. Après un délai suffi-

sant, une et quelquefois deux nouvelles sommations étaient adressées. C'est alors seulement que la lettre de marque pouvait être mise en vigueur.

Généralement cette procédure avait lieu par défaut. Mais ceux contre qui les lettres devaient être délivrées pouvaient contester les dires du demandeur ; ils pouvaient nier l'existence du prétendu tort subi par lui ou bien seulement soutenir que l'indemnité réclamée était exagérée. Même les lettres une fois accordées, ils pouvaient plaider au Parlement pour les faire annuler ou faire diminuer la somme déclarée (1).

Cette procédure, adoptée par le Parlement, parut si simple pour éviter les abus qu'elle fut confirmée par plusieurs conventions diplomatiques conclues par le roi de France. Notamment un traité entre la France et l'Aragon (novembre 1333-février 1334) exigea la constatation et l'évaluation du dommage par les cours des rois et la sommation par la voie diplomatique pour faire apparaître le déni de justice (2).

On trouva bientôt nécessaire de réunir entre les mains du pouvoir central des questions qui touchaient de si près à la politique extérieure. La concession de ces

1. AUBERT, *Le Parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII, sa compétence*, p. 106-108. — Voir sur les lettres de marque les ouvrages cités dans l'introduction, p. 18.

2. CHAMPOLLION-FIGEAC, *Documents historiques inédits*, t. II, p. 175.

lettres fut considérée comme un droit de la souveraineté. D'une part, dès le 11 décembre 1347, des lettres patentes révoquaient une marque donnée par le bailli de Mâcon, par la raison que seuls le Parlement ou le roi étaient en droit d'en accorder (1). D'autre part, quand le droit de guerre privée disparut, on dénia aux seigneurs hauts justiciers le droit de marque parce que « cestuy fait de donner marque selon sa nature et condition est semblable à guerre » (2).

Ainsi c'était au xv<sup>e</sup> siècle un principe que seuls le roi ou sa cour de Parlement pouvaient octroyer des lettres de marque (3). Bientôt ce droit fut retiré aussi au Parlement. A mesure que cette cour devenait de moins en moins docile, la royauté en venait à lui contester le droit de connaître des matières touchant à la politique, ce qu'on appelait alors les affaires d'Etat. Une ordonnance de septembre 1484 décida qu'à l'avenir les lettres de représailles seraient accordées par le Conseil du roi seul. Ce système dura tant qu'il fut délivré des lettres de marque (4).

Ainsi il fut vite admis que, pour faire des prises de

1. Tables de Lenain, v<sup>e</sup> Marque.

2. NYS, *Origines du droit international*, p. 70. Cette opinion est de Christine de Pisan.

3. Lettres du 13 juin 1443, *Ordonnances*, XIII, p. 367.

4. LA RONCIÈRE, II, p. 162 ; CHOPIN, *Œuvres*, t. II, p. 377 ; LA ROCHE-FLAVIN, *des Parlements de France*, t. III, liv. XII, p. 807, Arch. Nat., X<sup>1A</sup> 8594, f<sup>o</sup> 93.

représailles, il fallait une permission de l'autorité. Mais en était-il de même pour les prises de guerre ? L'état de guerre n'était-il pas suffisant pour donner aux sujets du roi le droit de courre sus aux navires ennemis sans autre autorisation spéciale ?

L'ordonnance de 1373 (art. 3) exige que tous ceux qui voudront armer des navires à leurs propres dépens pour faire la guerre aux ennemis du royaume aient à se pourvoir d'un congé de l'amiral ou de son lieutenant. Un article analogue se trouve dans les autres ordonnances de la marine. Il semble à première vue que ce congé est le titre donnant droit de faire valablement des prises sur l'ennemi.

Mais, si on examine le texte de plus près, le but du congé n'est pas au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle ce qu'il sera plus tard. Il a surtout pour objet d'empêcher les corsaires d'équiper des navires trop faibles : avant de laisser sortir le navire, les gens de l'amiral devront s'assurer « que ce soit navire suffisant et propre et qu'il soit convenablement pourveu de gens de guerre, harnois et artillerie et de tout ce qui est nécessaire pour ladite guerre ». Au cas où le navire ne sera pas suffisamment armé, ils lui feront « mettre a prix raisonnable ce qui defaudra ».

En effet, souvent des navires « honteusement ont esté prins parce qu'ils estoyent remplis de gens de neant sans habillemens ». De tels faits, s'ils se renouvelaient, seraient au « decroissement de l'honneur de nostre guerre ». Voilà pourquoi on veut que l'amiral puisse

s'assurer que le navire est capable de « détruire le fait de guerre de nos ennemis ». Le congé a exclusivement un but militaire ; ce n'est pas une mesure préventive contre les excès des corsaires.

Dans le cours du xv<sup>e</sup> siècle, les idées changèrent. On vit dans le congé ce que devait y voir Charondas au xvi<sup>e</sup>, un moyen de connaître les armateurs des navires « et la cause de leur voyage et que, sous prétexte d'icelui, ils ne commettent larcins et pilleries et deviennent corsaires et pirates pour piller les amis et alliez de la France » (1). Aussi on exigea le congé de tous les navires, aussi bien des navires de guerre que des navires marchands. Il n'y avait plus là, au moment de l'ordonnance de 1517, une formalité particulière aux navires armés pour aller en course (2).

Et cela se comprend. Il était le plus souvent impossible de faire une distinction entre le navire de commerce et le navire de guerre. La mer était tellement fréquentée par les pirates qu'il fallait que tous fussent pourvus de moyens de défense : les vaisseaux de la Hanse qui se livraient au commerce pacifique étaient garnis d'armes, d'armures, d'artillerie et de poudres (3). L'ordonnance

1. CHARONDAS, sur *Code Henri* (éd. 1604), f. 610.

2. L'art. 2 de l'ordonnance de 1517 reproduit l'art. 3 de 1373. Les art. 20, 22 sont des additions qui étendent l'obligation du congé à tous les navires et particulièrement aux navires allant à voyage lointain.

3. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 59, f. 333 v<sup>r</sup>, Arrêt du Parlement resti-



de 1584 (art. 60) disposait même que l'amirauté ne devait laisser sortir aucun navire, « soit pour guerre ou marchandise », sans avoir auparavant vérifié s'il était suffisamment armé ; il y avait un armement minimum obligatoire selon le tonnage du navire : par exemple, le navire de 110 à 120 tonnes devait avoir « deux cardinales ou autres pièces tirant boulet de bastarde, quatre passe volants du nouveau calibre ».

Sans doute, au moment où l'on demandait le congé à l'amirauté, on devait spécifier si c'était pour « marchander » ou pour courir sus aux ennemis ou aux pirates (1). Mais, si un navire marchand était attaqué

tuant à des marchands de la Hanse trois navires « cum certa quantitate armorum seu armaturarum pro tuitione ipsorum vasorum ac gentium et rerum in eis existentium », 21 juillet 1413. — Voir encore un navire hanséatique armé, Pièce justificative, n° 8.

1. DOUAIS, *Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaux*, p. 59 15 novembre 1566 : « Au demeurant quant à ce qui concerne le faict du jeune Montluc, je vous advise que, après luy avoir par plusieurs foyz reffusé de sortir en mer, je me suis laissé vaincre à la remonstrance qu'il me fait fere des grandes despenses qu'il avoit employées en son esquipage et que son intention n'estoit que de l'employer au faict de la marchandise dont son père et aultres ses plus proches parens me donnoient toute seureté ; mais ce fut avec expresse deffense de n'offenser, invahir, ny molester les pays et subgects dudit sieur roy d'Espagne et de celluy de Portugal... » Malgré tout le jeune Montluc a fait des pillages en l'île Madère. Il s'en excuse (p. 66).

par un écumeur de mer, il lui était permis de se défendre : les prises, qu'il faisait, lui appartenaient par droit de bonne guerre. Le *Guidon de la mer* montre aussi qu'il existait un autre cas très fréquent, celui où des navires de commerce allaient « de leur bonne volonté assaillir quelques navires, soit qu'ils fussent pillars ou non » : s'ils étaient susceptibles de capture, la prise était bonne (1). Ainsi il n'était pas nécessaire, pour que la prise fût valable, qu'elle eût été faite par un navire ayant une commission spéciale pour armer en course.

Le congé n'était donc pas le titre qui autorisait les

en disant « qu'il a esté provocqué par les habitans qui ont tiré coups de canon sur luy et sur ses vaisseaulx passans la auprès ». Si les faits sont exacts, ses prises sont valables, bien qu'il n'ait pas reçu de congé pour faire la guerre.

1. *Guidon de la mer*, chapitre XI (PARDESSUS, *Collection de lois maritimes*, II, p. 412). L'art. 1 prévoit le cas où le navire est attaqué par des ennemis ou des pirates et fait des prises : une fois le dixième de l'amiral levé, le partage se fera entre les bourgeois, les avitailleurs et l'équipage. L'art. 2 prévoit le cas où le navire est assaillant : les assureurs n'ont pas de part à la prise pas plus qu'ils n'en auraient eu en la perte. D'ailleurs en principe un navire marchand ne doit pas assaillir les ennemis ou les pirates : « Le maistre et mariniers n'ayant rien à la marchandise ne doivent hazarder le bien d'autrui au combat ; s'ils le font, en sont responsables en leurs corps et biens ; doivent suivre leur droite route, éviter les dangers, si la nécessité ne les contraint ».

navigateurs à faire des prises ; l'état de guerre suffisait. On n'y voyait certainement pas une délégation de la puissance publique donnant aux particuliers le droit de faire la guerre. C'était seulement une formalité, dont le but était de s'assurer que les navires quittant le port étaient en règle avec les ordonnances et les usages de la marine (1).

L'amirauté ne délivrait cette pièce qu'après que le navire, au moins s'il s'agissait d'un vaisseau ayant déclaré vouloir faire la guerre ou aller à voyage lointain, avait donné certaines garanties qu'il ne déprédait pas les amis et les alliés (2). — Reste à voir quelles

1. En temps de paix, le congé pouvait être refusé à un navire dont l'armement était trop considérable : *Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaux*, p. 337, 22 février 1571 : Le roi a dit à l'ambassadeur d'Espagne qu'il commanderait à l'amiral et aux officiers de l'amirauté « de ne laisser sortir aucun navire armé de ceste sorte et sans doner bonne et suffisante caution comme il appartient ». — Il ajoute : « Il n'est permis à aucun de mes ministres, officiers ou subjectz armer durant la paix en guerre de ceste façon sans mon congé ou commandement ». — Dans certaines circonstances le roi se réservait le droit de délivrer ou de refuser les congés.

2. Arrêt du Conseil du 24 mars 1600. Arch. Nat. E 2<sup>b</sup> f. 153. « Sur la remontrance faicte au Roy par le sieur comte de Colligny, amiral de Guyenne, que par les ordonnances des Roys ses predecesseurs les cappitaines des navires marchans et autres, qui entreprenent voiajes loingtains en mer, sont tenuz de prendre les congez et passeportz de l'admiral de

étaient ces garanties, auxquelles devaient pourvoir les officiers de l'amiral.

1° La meilleure mesure préventive, en l'absence d'une police plus efficace, avait paru être le serment de ne point méfaire, prêté avant le départ. C'est ainsi que l'ordonnance de 1373 (art. 2 et 3) prescrivait aux lieutenants de l'amiral de faire jurer aux maîtres des navires et à leurs quatre compagnons de quartier de ne pas dommer aux sujets du roi ou de ses alliés, d'amener leurs prises à terre, d'en donner connaissance à l'amirauté, de lui livrer les délinquants. Ils étaient responsables du désordre commis par leurs hommes, « attendu que les faits de la mer ne sont point semblables à ceux de la terre et que, quand aucun y meffet, ses compagnons le peuvent savoir et après son meffet ne se peut absenter tant qu'il

France, des visadmiraulx ou leurs lieutenans, promettre et jurer aussy de ne rien entreprendre contre les subjectz naturels de sa Majesté, ny contre les amis et alliez de ceste couronne, comme ung moyen propre pour rendre la navigation et traffic par mer plus libre et asseuré et pour recognoistre par la visitation qui se faict de la charge estant dans les vaisseaux, au mesme temps que les congez sont octroyés, s'il y a des marchandises de contrebande, pour en empecher la sortye, ce qui a toujours esté observé es portz et havres qui sont soubz la charge de l'admiral de France... » L'arrêt du Conseil exige le congé en Guyenne de « tous les maistres de navires s'embarquant pour faire voyages estrangers et de long cours »,

soit tourné à terre ». — Le traité du 14 juillet 1498 exigeait même le serment de tout homme de l'équipage.

2° Cette caution juratoire était une garantie insuffisante. On y ajouta une caution, consistant à fournir des pleiges ou des fidéjusseurs, qui s'engageaient à payer les dommages et intérêts auxquels seraient condamnés les corsaires. Dès 1456, les Etats de Languedoc, las des excès des pirates, demandèrent au roi « d'ordonner que nul ne soit si hardy d'armer aucune fuste sans bailler pleige de satisfaire tous dommages et intérêts qui a l'occasion d'icelle pourroient advenir audit pays » (1), et cet article fut accordé par le roi. Il dut y avoir pour le Ponant une ordonnance analogue du xv<sup>e</sup> siècle : car il y est fait allusion dans un procès de 1491 (2). En tout cas, le traité franco-anglais du 14 juillet 1498 disposait que tout navire français devait, avant de partir, fournir une caution de la valeur du navire et de ses agrès et victuailles, garantissant qu'il n'attaquerait pas les alliés du roi (3).

Mais à la théorie il faut opposer la pratique. En fait toutes ces mesures n'étaient souvent pas respectées. A la fin du xv<sup>e</sup> siècle un corsaire de la Rochelle, à qui on reprochait de ne pas s'être pourvu d'une commission de l'amiral et de n'avoir pas baillé de caution, ne craignait

1. ISAMBERT, IX, p. 302.

2. Voir le procès de Bastondu, Pièce justificative n° 5.

3. RYMER, *Fœdera* (1745), V, IV, p. 427.



pas de répondre pour sa défense : « A ce qu'on ne peut aller en armes sur mer sans le congé du Roy ou de l'admiral, etc..., dit qu'il n'y eût ladite supposition. Et est capitaine de navires passé a xv ans. Et s'il n'y aloit que ceux qui baillent caucion a l'admiral et au Roy, il n'y en iroit la xx<sup>e</sup> partie de ceux qui y vont et qui sont bien nécessaires.... » (1).

Faire respecter les ordonnances à la lettre eût été souvent décourager les corsaires dont le roi avait besoin pour ses guerres. C'eût été aussi tenter une œuvre vaine : les pirates dominaient fréquemment les ports de mer et il était, en beaucoup d'endroits, impossible aux officiers de l'amirauté de se faire obéir. Il en fut ainsi durant tout le xvi<sup>e</sup> siècle. L'ordonnance de 1584 (article 31), pour couper court à tous les abus, établit la peine de la confiscation du navire et des marchandises au cas de défaut de congé. Mais rien n'y fit : encore dans la première partie du xvii<sup>e</sup> siècle, défenses réitérées de sortir des ports sans congé furent faites par les amiraux ou les grands maîtres de la navigation (2).

D'ailleurs le congé était souvent une garantie illusoire. Il arrivait que l'amirauté, soit par complaisance, soit par importunité, délivrât des congés sans que les navires eussent été visités, sans qu'il eût été satisfait à toutes les prescriptions des ordonnances. On laissait

1. Pièce justificative, n<sup>o</sup> 5.

2. VALIN, *Nouveau commentaire de l'ordonnance de la marine*, I, p. 276, 277.

ainsi sortir des vaisseaux trop bien armés qui « sous ombre de marchandise » exerçaient « la piraticque » (1).

2° *En mer.*

Les formalités que nous venons de voir avaient pour objet de garantir la bonne conduite du corsaire, une fois qu'il était en mer.

Supposons un corsaire cherchant « l'aventure de profiter sur l'ennemy ». Ce n'était pas en découvrant un navire « a vue » qu'il pouvait savoir s'il était ami ou ennemi : en effet la plupart des navires amis et alliés étaient de même construction que ceux des ennemis, les navires amis pouvaient contenir des marchandises appartenant aux ennemis ou des marchandises prohibées. Il était nécessaire que le corsaire pût visiter les navires qu'il rencontrait pour vérifier leur nationalité ou la nature de leur cargaison. Il avait pour cela le droit de visite.

Comment s'exerçait ce droit ? Au xvi<sup>e</sup> siècle l'usage s'était établi d'inviter le navire rencontré à s'arrêter par un coup de canon tiré à blanc. C'était le coup d'assurance ou de semonce, dont parle l'ordonnance de 1584 (art. 64-65). En cas que le capitaine du navire semoncé amenât « libéralement »

1. Cahier des Rouennais pour les Etats de Blois de 1576. FREVILLE, *Mémoire sur le commerce de Rouen*, II, p. 490. — Cahier des Bretons, Bibl. Nat. ms, Duchesne, 43 f. 179.

ses voiles et montrât ses chartes parties et reconnaissances, le corsaire devait le laisser aller en paix, sans lui rien « robber », s'il ne découvrait rien de suspect. Mais, si le vaisseau semoncé résistait ou prenait la fuite, il pouvait être contraint par la force ; et, s'il y avait combat, quelle que fût sa nationalité, il était de bonne prise (1).

Le navire une fois arrêté, le corsaire examinait ses papiers, interrogeait les gens de l'équipage. Il pouvait aussi être instruit de la nationalité du navire par d'autres circonstances : les mariniers avaient poussé le cri de Saint-Georges, le vaisseau portait la croix rouge d'Angleterre (2). Si de cet examen le corsaire concluait qu'il avait affaire à un navire sujet à confiscation, il l'emmenait avec lui. Il devait, dès lors jusqu'à son arrivée au port, se conformer à tout un ensemble de prescriptions, dont le but était de préparer l'instruction, le jugement et le partage de la prise.

Les ordonnances de la marine obligeaient le corsaire à produire des témoins de la prise : les prisonniers et les papiers du bord :

1° L'ordonnance de 1373 (art. 4) voulait déjà que les

1: L'amiral Louis de Bourbon écrit en 1485 au roi qui lui ordonnait de rendre des galères vénitiennes : « La loy de la mer est : quant on ne veult amener et que on se combat, on confisque tout » (Bib. Nat. N. acq. fr. 1232, f. 199).

2. Voir pièce justificative, n° 4.

corsaires amenassent des prisonniers (1), dont l'interrogatoire au moment du retour éclairerait l'amirauté sur la nationalité du navire et les circonstances de la prise. Au xvi<sup>e</sup> siècle il suffisait que le corsaire amenât « pour le moins deux ou trois des plus apparens » des prisonniers (2).

2<sup>o</sup> Dès le xiv<sup>e</sup> siècle les papiers des navires pris, notamment les chartes parties, jouaient un grand rôle dans les procès de prises : ils étaient invoqués tantôt par les corsaires, tantôt par les réclamants (3). Mais, jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle les ordonnances ne faisaient pas une obligation aux corsaires de les rapporter pour le jugement. L'ordonnance de 1517 (art. 4) prescrit que la charte partie fût rapportée seulement au cas où on n'avait pu faire de prisonniers. L'ordonnance de 1543-4 (art. 43) fut plus exigeante : en toutes circonstances, aussitôt après la capture, les preneurs devaient faire dili-

1. Cette disposition avait alors un autre intérêt que celui qui est indiqué au texte : l'amiral avait droit au dixième des prisonniers, comme de tous les autres effets de la prise. Il y avait ceci de curieux que, lorsqu'on faisait un prisonnier sur terre, il n'y avait pas lieu de faire vérifier par l'autorité la validité de la capture, tandis que cette vérification était nécessaire, quand il s'agissait d'un prisonnier fait en mer.

2. Traité du 14 juillet 1498, Ordonnance de 1517, art. 2, Ordonnance de 1543-4, art. 20.

3. Par le corsaire, pièce justificative n<sup>o</sup> 2 ; par le réclamant, pièce n<sup>o</sup> 4.

gence de recouvrer la charte partie et autres lettres concernant le chargement.

Mais, pour garantir le respect de ces règles, il n'y avait que le serment prêté au départ par l'équipage du corsaire. C'était souvent peu de chose. Aussi des pirates, afin de se soustraire à toute réclamation de la part de ceux qu'ils avaient indûment déprédés, n'hésitaient pas à jeter à la mer les gens de l'équipage de la prise, à les débarquer dans une île inhabitée, ou sur une côte lointaine : la lecture des ordonnances suffit à montrer que des crimes sans nombre ont été commis afin de supprimer des témoins gênants. Si le navire était de peu de valeur, le pirate le coulait à fond, après avoir fait passer sur son bord les marchandises les plus précieuses ; ou bien, s'il était de prix, on en ôtait les armes et les enseignes, afin qu'il ne pût être reconnu. Et ainsi dans des ports peu fréquentés arrivaient des navires chargés de marchandises de provenance inconnue que les capitaines s'empressaient de vendre parfois avec la connivence des officiers du lieu (1).

Des peines criminelles furent portées pour punir ces excès ; mais, pour que la répression fût efficace, il aurait fallu que le crime fût connu. Les ordonnances de 1543-4 (art. 19) et de 1584 (art. 32) essayèrent de faire

1. Ordonnance de 1373, art. 7 ; Ordonnance du 14 juin 1490 (*Ordonnances*, XX, p. 241) ; Ordonnance du 15 septembre 1607 (Pièce justificative n° 10) ; Bibl. Nat. ms. Duchesne 43, f° 71 ; *Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaux*, p. 334.



quelque chose : l'amiral fut autorisé à mettre dans chaque navire un homme habillé à sa devise, « pour en ses mains mettre les chartes parties et autres enseignemens trouvez ez mains des prisonniers..... et du tout faire rapport ». Dans quelle mesure l'amiral usa-t-il de cette faculté ? On ne le sait. En tous cas, il lui aurait été difficile d'avoir un homme à lui sur tous les navires qui se livraient à la course maritime.

D'après les ordonnances, non seulement les preneurs avaient à rapporter tout ce qui pouvait servir d'enseignement sur les circonstances de la capture ; mais ils devaient encore ramener leur prise (navire et marchandises) intacte, afin que chacun des intéressés eût la part qui lui revenait. Ils ne pouvaient rien s'approprier avant le jugement de l'amirauté (1). Il leur était interdit notamment de piller et de rompre les coffres : celui qui enfreignait cette défense devait perdre sa part du butin, de même que l'on exclut du partage l'héritier qui recèle des effets de la succession (ordonnance de 1373 art. 9-10). Pour éviter le pillage, l'ordonnance de 1517 (art. 3) prescrivait aux maître et compagnons de quartier de faire inventorier le navire incontinent après la prise.

1. Il arrivait aussi que le corsaire préférât mettre à rançon le navire pris, plutôt que de l'emmener avec lui *Guidon de la mer*, VI, 1 (PARDESSUS, *Collection de lois maritimes*, II, p. 397). — Je n'ai pas trouvé d'autres renseignements sur les rançons pour la période qui fait l'objet de cette étude.

Mais, en dépit de ces règles si sages, encore au xvi<sup>e</sup> siècle, des équipages rompaient en mer « les coffres, balles, bougettes, malles, tonneaux et autres vaisseaux pour prendre et piller ce qu'ils pouvoient des biens de la prise ». On en voyait même avant leur départ se prêter entre eux en présence d'un prêtre « un serment solennel sur le pain, sur le vin et le sel avec autres abusives cérémonies » ; ils s'engageaient à ne pas révéler les auteurs de ces vols à la justice ou à leurs armateurs ; « ains les butinoient entre eux ». Avant que le navire corsaire ne rentrât à son port d'attache, les matelots faisaient descendre dans de petites barques tous les biens qu'ils pouvaient soustraire au partage avec leurs bourgeois et avitailleurs ; dans de nombreux ports des bateliers venaient à leur rencontre (1).

Il y avait là une tendance trop naturelle de la part des matelots du corsaire pour que l'usage ne vînt pas apporter quelque tempérament à la prohibition absolue du pillage. Il était bien difficile d'arrêter un équipage dans l'ivresse de la victoire. Aussi l'ordonnance de 1543-4 (art. 27) leur abandonna la « dépouille des habillemens et bastons » des mariniers et gens de guerre ennemis avec tout l'or et l'argent trouvés sur eux jusqu'à la somme de dix écus : les marins preneurs devaient avoir aussi les coffres appartenant personnelle-

1. Ordonnance de 1543-4, art. 24-26 ; Ordonnance de 1584, art. 42.

ment aux gens de l'équipage de la prise, sauf les effets de grande valeur.

Le corsaire devait revenir avec ses prises à son port de départ.

§ 2. NAVIRES ET MARCHANDISES SUSCEPTIBLES DE  
CAPTURE.

La réglementation de la course maritime concernait aussi les cas où il y avait lieu à bonne prise du navire et de sa cargaison. Dans ces matières l'usage a eu toujours plus de place que la loi écrite : ce n'est que dans les ordonnances du xvi<sup>e</sup> siècle que l'on trouve quelques dispositions à ce sujet. C'est d'ailleurs une question extrêmement obscure : souvent même c'étaient les circonstances politiques, beaucoup plus qu'une règle fixe, qui décidaient si un navire était ou non sujet à capture. On voit ainsi combien était délicat le rôle des tribunaux de prises.

Il est nécessaire de distinguer les prises de repréailles des prises de guerre : les droits des corsaires n'avaient pas dans les deux cas la même étendue. Cette distinction va de soi : dans le premier cas il s'agissait simplement de procurer à un particulier une indemnité pour le tort qui lui avait été causé ; dans le second, il fallait « détruire le fait de guerre de l'ennemi » par tous les moyens possibles.

1° *Prises de représailles.*

En cas de représailles, le droit de capture du corsaire était limité par les lettres de marque qui lui avaient été délivrées.

1° Il ne pouvait arrêter que des navires et des biens appartenant aux sujets de l'Etat contre qui elles avaient été accordées et jamais les effets des autres nations.

2° Il n'avait droit de saisir des biens que jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle la marque lui avait été adjugée. Il devait, au premier port où il abordait, après avoir fait vérifier la validité de ses prises par l'autorité compétente, les faire vendre : le produit de la vente, déduction faite du dixième de l'amiral et autres droits, était inscrit au dos des lettres de marque qui n'étaient plus valables que pour le restant de la somme. Si les biens saisis s'élevaient au delà de la somme pour laquelle avait été accordée la lettre, le surplus était restitué à leur propriétaire.

D'ailleurs, celui contre qui étaient exercées les représailles avait toujours la faculté de prouver que les lettres avaient été obtenues par « faux donner à entendre ». En pareil cas, les lettres étaient révoquées et, si l'impétrant les avait déjà mises à exécution, il devait être condamné au quadruple. On pouvait aussi, en tout état de cause faire diminuer la somme déclarée (1).

1. *Guidon de la mer* (PARDESSUS, *Collection de lois maritimes*,

Le droit de marque reçut d'autres limitations que celles qui venaient des termes restrictifs des lettres. Dès le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, il ne s'étendait plus aux personnes, et les biens de certaines personnes y échappaient.

1° Tandis que, en cas de guerre maritime, les personnes trouvées sur les navires arrêtés étaient prisonnières de guerre et n'étaient relâchées qu'après avoir payé une rançon au capteur, les représailles ne portaient pas sur les personnes, elles ne donnaient que le droit de saisir les marchandises. Cela peut paraître singulier alors que la contrainte par corps existait pour toute espèce de dette et que les représailles n'étaient qu'une manière d'obtenir le paiement d'une dette. Cependant, c'était au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle une jurisprudence bien établie, qu'en matière de marque on ne pouvait procéder par prise de corps : en vertu de ce principe le Parlement fit mettre hors de prison des Aragonais en 1387-8 ; en 1397, des sujets de l'évêque d'Utrecht (1).

Sur quels arguments se fondait cette jurisprudence ? On estimait déjà que le droit de marque était un droit odieux et contraire au droit commun, qu'il fallait le limiter autant que possible. D'ailleurs, les lettres bien qu'accordées contre tel prince, ses sujets et leurs biens,

II, p. 411). — AUBERT, *Le Parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII. Sa compétence*, p. 106-108. — LA RONCIÈRE, II, p. 160.

1. Lenain, Table alphabétique, t. IX, p. 163, v° Marque 2 janvier 1387. — GALLUS, *Questions* 334, 339.



ne parlaient pas en termes exprès des corps des sujets : on ne devait pas en étendre le texte puisqu'il s'agissait d'un droit exceptionnel ; et cela, on l'admettait surtout quand les individus arrêtés n'étaient pas ceux qui avaient donné lieu à la concession des lettres (1).

2° Certains individus étaient soustraits au droit de marque non seulement pour leurs personnes mais encore pour leurs biens. C'étaient d'abord les clercs et les écoliers des Universités : une décrétale de Grégoire X au concile de Lyon frappait d'excommunication ceux qui délivraient des lettres de représailles contre les clercs et leurs biens. Les jurisconsultes avaient aussi fait admettre, par application d'une novelle de l'empereur Frédéric Barberousse de 1158, que les livres des étudiants ne

1. GALLUS, *Question* 359. Les sujets de l'évêque d'Utrecht furent relâchés par arrêt du Parlement ; la partie qui obtint l'arrêt avait dit : « quod licet esset marca dictis mercatoribus adjudicata contra dictum episcopum du Traict et ejus subditos et eorum bona, tamen non debebant corpora dictorum subditorum in carceribus detineri, viso quod non erant illi qui dederant causam dicto episcopo, sed alii, licet subditi du Traict. Item marca est odiosa et contra jus commune. » Dans une autre affaire (*Question* 334) le Parlement décide : « quod liberarentur dicti prisionarii quoad eorum personas ; sed eorum bona manerent in arresto ; cujus ratio additur quia per arrestum antedictum non fuerat marcha concessa quoad corpus expresse et, licet dictum fuerat contra episcopum et ejus bona, contra ejus subditos et eorum bona, non comprehenduntur corpora ».

pouvaient être saisis sous prétexte de représailles. Dans l'intérêt du commerce, on y avait également soustrait les marchands suivant les foires. Certains étrangers en avaient été exemptés par des privilèges spéciaux (1).

## 2° Prises de guerre.

La question des prises de guerre est beaucoup plus complexe. De tout temps, les effets de la guerre n'ont pas été limités aux deux belligérants. Ils se sont aussi étendus à ceux qui n'étaient pas impliqués dans la guerre.

Au moyen âge, quand une puissance était en guerre, les autres peuples se rangeaient pour elle en deux catégories : d'une part ses ennemis, comprenant son adversaire et ceux qui lui venaient en aide plus ou moins directement, d'autre part ses amis et ses alliés, c'est-à-dire ceux avec qui elle n'était pas en hostilité. Il n'était pas alors question de neutralité (2).

1. JACOBUS A CANIBUS, *de represaliis* (*Tractatus illustrium... jurisconsultorum*. Venise, 1584, t. XII, p. 275-278). — CHOPIN, *Du domaine*, III, 25, 3.

2. Ces questions délicates ont été réglées de bonne heure dans la Méditerranée par le *Consulat de la mer*. Jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle des principes analogues à ceux qui inspirent le chapitre CCXXXI [276] de ce célèbre document (PARDESSUS, *Collection de lois maritimes*, t. II, p. 303) furent suivis avec des atténuations très considérables par la royauté française et par les juridictions qui ont eu à connaître des prises maritimes. Cela ne prouve pas que ce texte ait été connu en France. En tout cas je n'y ai

I. BIENS DE L'ENNEMI. — Le principe était que tout ce qui appartenait à l'ennemi, personnes et biens, était de bonne prise en quelque lieu qu'on le trouvât.

Il y avait là une survivance du droit romain, qui déclarait *res nullius* les choses de l'ennemi. Mais, déjà au xiv<sup>e</sup> siècle, se faisaient jour des notions qui se rapprochaient davantage des idées actuelles sur le fondement de la course maritime. Si, comme on l'a vu précédemment, les ordonnances de 1355 et de 1356-7 encourageaient les sujets du roi à « gagner » sur les ennemis, ce n'était pas tant pour qu'ils s'enrichissent par le pillage, c'était plutôt parce qu'il y avait là un moyen de « grever » l'ennemi, de lui faire une bonne guerre qui anéantirait sa puissance. Aussi, ceux qui partaient en armes sur mer devaient « estre en suffisant estat pour bien faire leur devoir », et ce devoir ne consistait pas à « piller sur marchands », mais à « détruire le fait de guerre des ennemis ». C'était de cette manière que les « nobles et vaillans... desiroient et s'efforçoient acquérir honneur et renommée » (1). La course maritime n'était pas une fin en soi ; c'était avant tout un moyen de guerre.

Et ainsi, pendant toute la durée de la guerre, ce qui jamais trouvé d'allusion. Le *Consulat de la mer*, qui est loin d'ailleurs de régler tous les cas que présentait la pratique, n'est probablement que l'expression d'un usage général à toutes les nations maritimes de l'Occident.

1. Ordonnance de 1373, art. 3.

appartenait à l'ennemi était de bonne prise : en haute mer, sur le territoire de chacun des deux belligérants et dans leurs ports.

Les marchandises ennemies étaient encore saisissables à bord d'un navire ami (1). Le droit de la guerre autorisait cette capture, pourvu que le capteur payât au navire ami le fret dû pour le transport des marchandises saisies (2).

Quelquefois même, la confiscation fut étendue non seulement aux marchandises appartenant aux ennemis, mais encore aux marchandises en provenance du pays ennemi amenées dans le royaume. Il fallait, pour cela, une mesure spéciale, comme celle que prit Philippe le Bel lors de sa guerre avec l'Angleterre, quand il prohiba l'importation des choses achetées en pays ennemi (3).

1. Pièce justificative n° 6 : « Les parties oyés, ordonna le lieutenant de l'admiral audit lieu de la Hogue que ce qui appartenoit aux Espaignaulx leur seroit rendu, mais ce qui appartenoit aux autres marchans d'Angleterre et ennemis du Roy seroit confisqué, sauf le droit de l'admiral ».

2. Lettre de Louis XI. Pièce justificative n° 4.

3. Bibl. Nat. Chartes de Colbert 47, 28 août 1296. Philippe le Bel au comte de Flandre sur la plainte de marchands de Lubeck : « Nobis est expositum graviter conquerendo quod vos quasdam mercaturas suas, quas in regno Scotie emerant, et eas ad partes Flandrie venales adduxerant, tanquam vobis commissas, occasione guerre et prohibitionis nostre de mercaturis ab inimicis nostris in regno nostro non adducendis facte, cepis-

Le corsaire pouvait-il saisir un navire ennemi réfugié dans un port ami ? Il semble que le droit des gens l'admettait en principe. Mais s'il y avait paix ou trêve entre l'ami et l'ennemi, le souverain ami avait droit de prendre les navires ennemis qui étaient dans ses ports sous sa sauvegarde : un acte d'hostilité commis dans le port ami constituait une violation de cette sauvegarde ; et, au cas où l'Etat dont dépendait le corsaire refusait d'accorder la satisfaction due, c'est-à-dire la restitution de la prise, il pouvait légitimement être délivré contre lui des lettres de marque (1).

Le droit de confiscation des biens de l'ennemi durait autant que la guerre. Il prenait fin avec le rétablissement de la paix ou était suspendu durant les trêves. Cependant, les navires de guerre pouvaient ne pas être prévenus immédiatement de la conclusion du traité de paix ou de trêve : il avait fallu leur donner un délai. Au moment de la guerre de Cent Ans, une ancienne coutume décidait que ceux, qui étaient en mer au moment de la publication du traité, restaient en dehors de la paix ou de la trêve pendant les quarante jours qui en suivaient la publication : durant ce temps les prises qu'ils faisaient continuaient à être valables (2).

*tis et capta indebite detinetis, licet ipsi mercatores parati sint probare competenter mercaturas ipsas in regno Scotie comparasse... ».*

1. Pièce justificative n° 2.

2. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 17 f° 97, Arrêt du Parlement du 17 avril



La trêve ou la paix avait pour effet de rétablir les relations commerciales entre les deux belligérants. Cependant, il n'était permis de commercer que de « marchandises loïsibles et non défendues, comme sont armures, artillerie et autres choses semblables et invaisibles » (1).

II. BIENS DES AMIS. — Les peuples avec qui le belligérant n'était pas en hostilité étaient ses amis ou ses alliés. L'idée de neutralité n'existait pour ainsi dire pas : quand deux Etats étaient en relations, leurs rapports étaient bienveillants ou non, ils étaient amis ou ennemis (2).

1361. Le Parlement donne raison à des corsaires qui avaient dit pour leur défense : « quod super facto guerre fuerat et erat certa ordinatio ab antiquo tempore facta super formis tractatum et treugarum inter principes quod illi, qui sunt in mari, tam ex una parte quam ex altera, tempore quo treuge vel tractatus fiunt, [remanent] extra treugas et tractatus hujusmodi usque ad finem quadragesime diei a publicatione ipsarum subsequentis ; et in hoc est justa causa propter ignorantias quas quilibet potest habere in mari de hiis que fiunt in terra ; et, si forsan aliqualis casus in mari contigerit hoc pendente inter partes, pars que vicerit, quecunque sit, excusata est ; et si aliquid conquestum seu captum fuerit, sive sint prisonarii, sive mercature aut bona, ad victorem spectant et remanent tanquam in facto bone guerre ».

1. Exemple trêves du 18 juin 1389. RYMER, *Fœdera* (1745), III, IV, p. 41.

2. Archives du Nord B 533. Le 21 avril 1404 le duc de

Ainsi, être l'allié d'une puissance étrangère, cela équivalait à peu près à être en paix avec elle. L'alliance ou l'amitié était l'état normal des relations internationales : « aussi la falloit-il presumer, qui ne monstreroit guerre indiete et ouverte » (1).

Cette conception était assez large pour être susceptible de nuances : l'alliance était plus ou moins étroite.

Il y avait une amitié qui ne différait guère de ce que nous appelons aujourd'hui la neutralité. Ainsi, le roi des Romains, lors de la guerre de Cent Ans, était considéré comme l'allié des deux belligérants : dans les trêves, où chacun des deux Etats mentionnait ses amis qui devaient y être compris, on trouve ce prince nommé tant de la part du roi de France que de celle du roi d'Angleterre (2). De même, les peuples commerçants, comme les Hanséates, invoquaient leur qualité d'amis aussi bien à l'égard de la France qu'à l'égard de l'Angleterre.

Bourgogne, Philippe le Hardi, avait confié à des ambassadeurs le soin de négocier avec le roi d'Angleterre, afin que la Flandre restât « neutrale » pendant les guerres entre la France et l'Angleterre. Cette expression est exceptionnelle : les ordonnances de 1543-4 et de 1584 parlent d'amis et de confédérés, non de neutres.

1. Pièce justificative n° 6. — Voir encore une définition de l'alliance dans la pièce n° 2. L'alliance consiste en ce que : « subjecti nostri et subjecti dicti fratris nostri in bona pace et tranquillitate simul vixerant et conversati fuerant ».

2. Trêves de 1392. RYMER, *Fœdera*, 1745, III, IV, p. 78.

Mais il y avait des Etats qui étaient les amis d'un seul des belligérants. Leur situation se rapprochait de ce que nous appelons proprement aujourd'hui l'alliance. Ils prenaient part à la guerre et étaient considérés comme des ennemis par l'adversaire. Quand on concluait une paix ou une trêve, il était d'usage de les y comprendre, en sorte que les hostilités étaient suspendues en même temps entre les deux belligérants et leurs alliés respectifs (1).

Par là s'expliquent les différences que l'on voit dans le traitement fait aux alliés :

En principe, les alliés étaient traités comme les régnicoles : leurs personnes et leurs biens échappaient à toute capture. La mer étant commune, ils avaient le droit de chercher à y « gagner » par le commerce, sans être inquiétés par les belligérants (2).

Aussi, lorsque des corsaires arrêtaient un navire contenant à la fois des effets appartenant à des amis et

1. Pièce justificative n° 2 : le roi de France a demandé à être compris dans une trêve entre le roi de Castille, son allié, et le roi de Portugal, allié du roi d'Angleterre.

2. Le principe de la communauté des mers n'était pas admis par les Anglais au xiv<sup>e</sup> siècle. TERRIER DE LORAY, *L'amiral Jean de Vienne*, p. 67. « La mer est del ligeans du roye, come de son corone d'Angleterre ». Les amiraux anglais étaient dans leurs lettres patentes préposés à la garde des côtes de Normandie, Gascogne, Aquitaine, Picardie, qui étaient regardées comme les bornes de leur gouvernement.

d'autres appartenant à des ennemis, les alliés ne manquaient pas de soutenir qu'il fallait séparer les biens des amis de ceux des ennemis, afin que ceux des premiers fussent restitués à leurs propriétaires (1). Et, en prin-

1. Arch. Nat. X<sup>1a</sup> 4787, f. 439. 23 novembre 1406. Procès entre des marchands allemands et hollandais, d'une part, et des écumeurs de mer, d'autre : « Dient lesdiz procureur du Roy et Alemans que les Hollendois sont alliez au Roy et au royaume, dient que en miquaresme derrien passé lesdiz Hollendois se mirent sur mer pbur aller marchander a Norece ; et avoient plusieurs marchandises, comme cire, guesdes et autres, et s'estoient partis iij vaisseaux d'armes du Crotoy pour cuider gagner, pour ce que la mer est commune ; et advint que lesdiz escumeurs virent et apperceurent lesdiz Hollendois qui estoient plus près d'Angleterre que deça. Si les chacèrent et de fait les prirent, cuidans, comme ilz disoient, que fussent Anglois et les amenèrent au havre du Crotoy, ou lesdiz marchans ont plusieurs fois requis à avoir leurs marchandises, que les aultres avoient departies entre eulx et n'en voldrent rien faire. Et pour ce par vertu de certaines lettres ont esté adjornez a comparoir personnellement ceans... — Dient lesdiz escumeurs que, pour la guerre qui est entre les François et les Anglois, courent chascun jour par la mer plusieurs gens d'armes ; dient que lesdiz vaisseaux de Hollendois estoient aux Anglois et chevauchioient sur leur coste ; et puisque ilz estoient a eulx ou leurs aliez, il loisoit trop bien a ceulx qui proposent de les arrester ; et pour ce que on fait bien justice ceans aux estrangiers y font la poursuite lesdiz demandeurs. Et, combien qu'ilz deissent premierement qu'ilz estoient Hollendois, toutes fois ilz confessèrent depuis que c'estoient vrais Anglois. — Repliquent lès Hollendois que lès vaisseaulx estoient de Hollande et

cipe, cette manière de voir fut admise en France, jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, par le gouvernement et par les tribunaux de prises (1).

De même, les biens d'amis qui avaient été capturés par des ennemis devaient leur être restitués s'ils étaient repris. Cependant, ceux qui avaient fait la rescousse restaient en possession des denrées ainsi acquises, si l'ennemi les avait gardées un certain temps : au commencement du xv<sup>e</sup> siècle on exigeait, pour restituer les marchandises, que l'ennemi ne les eût pas tenues plus de

ce estoit tout notoire au havre du Crotoy ; et pour ce est tout notoire et vray que c'est pillage ce qui a esté pris ; et dient que *confederati* doivent joir de pareils privileges que regnicoles ; et, puisque lesdiz Hollendois sont alliez, leur doivent estre renduz leurs biens. Et a ce que partie a dit qu'ilz ont confessé que ilz estoient Anglois, dient non sont ; mais bien est vray que ilz marchandent avec les Anglois : et avoient pris lesdiz Hollendois aucuns Anglois qui furent amenez au Crotoy ; et quant ceulx du Crotoy virent qu'il y avoit des Anglois, vouldrent gecter en mer ceulx de Hollande, afin que ilz eussent tout comme des Anglois ; et depuis ont delivré les corps, mais ilz ont retenu les biens et se devoient separer les biens des Anglois de ceulx des Hollendois .. — Duppliquèrent ceulx du Crotoy que bien et justement lesdiz biens ont esté prins ; et que, toutes fois que aucun est trouvez avec les ennemis du royaume, de raison escripte, se on prant les ennemis, on peut *licite* pranre ceulx qui sont avec eulx, ce qui est ou cas present, combien qu'il ne scevent pas que partie soient Hollendois ou Anglois... ».

1. Pièce justificative n<sup>o</sup> 6. Décision du lieutenant de l'amirauté de la Hougrue, en 1492.

l'espace de trois marées, c'est-à-dire 36 heures (1). Au xvi<sup>e</sup> siècle, l'ordonnance de 1584 (art. 61), moins favorable aux amis, disposa que le navire recoué ne serait rendu à ses propriétaires que s'il était resté entre les mains de l'ennemi moins de 24 heures ; cependant les Parlements de Rouen et de Bordeaux, ayant refusé de vérifier cet article, restituaient toujours le navire repris, pourvu qu'on payât un droit de rescousse fixé à un tiers de sa valeur (2).

Tels étaient les droits des alliés. Mais ils avaient aussi des devoirs. S'ils voulaient être traités en amis, il ne fallait pas que d'une manière quelconque ils aidassent l'ennemi ; sinon ils devaient être considérés comme enne-

1. Archives de Rouen AA 1 (*Inventaire sommaire*, p. 9). 12 août 1408. Réclamation faite par le duc de Bourgogne et les bourgmestres de Bruges au sujet de denrées appartenant à des bourgeois de Bruges trouvées à bord d'un navire capturé sur les Anglais par Jacques Celestre : « Pour ce que lesdits Englois ne les avoient pas tenues par l'espace de iij marées, requeroient que l'en les fist rendre aux dis marchans ; sur quoy l'en eust fait venir ledit Celestre, qui eut dit et monstré lettres testimoniaux du lieutenant de l'amiral comme les Englois confessèrent devant ledit lieutenant de l'amiral que ilz avoient tenu a Calays lesdictes denrées par l'espace de six jours et, ainsi que l'en les menoit en Engleterre, furent pris sur lesdits Englois par le ballenier dudit Jaquet nommé l'Esgle. Celestre dit qu'il a acquis les denrées par bon fait de guerre... »

2. GUENOIS, *Nouvelle conférence des ordonnances*, I, p. 215 (éd. 1642). CLEIRAC. *Us et coutumes de la mer*, p. 468.



mis ; leurs navires et leurs marchandises étaient de bonne prise. C'étaient surtout les sujets des Etats qui prétendaient être les amis des deux belligérants qui étaient suspects : ils s'exposaient à être accusés par chacun d'eux de trop de bienveillance pour son adversaire. Il n'y avait pas de règle fixe qui établît d'une façon certaine la portée de ces restrictions à la liberté commerciale des alliés : tout dépendait de la situation politique.

Il y avait d'abord des marchandises dont le commerce était interdit en tout temps et par tous les Etats. C'étaient les vivres et les munitions de guerre. D'une part, même en temps de paix, il était défendu de faire sortir du territoire des blés et des grains, parce que cela faisait partie de la politique annonaire de tous les gouvernements ; il était également interdit d'en exporter des armes et des munitions de guerre, parce qu'elles pouvaient être destinées à des ennemis éventuels. D'autre part, en temps de guerre, c'était, pour un allié, un grave manquement à l'amitié que de porter à l'ennemi de ces marchandises dont l'exportation était prohibée, parce qu'elles pouvaient servir à le fortifier. Ainsi, les amis qui faisaient le commerce de telles choses s'exposaient à la saisie de leurs navires dans deux cas : 1° s'ils les exportaient hors du royaume ; 2° s'ils les apportaient en pays ennemi (1).

1. 27 mars 1383. Les Hanséates ont le droit de « per mare et terram in Flandriam et alias regni nostri partes venire, esse, quiescere, morari, redire, mercari, mercaturas et alia non

Quelle était la sanction de cette défense ? Il semble bien que ce fut toujours la confiscation du navire et de sa cargaison. L'ordonnance de 1543-4 (art. 42) portait bien une règle plus équitable : la marchandise prohibée, quand elle était portée en pays ennemi, ne devait pas être confisquée purement et simplement : le prix en devait être remboursé au propriétaire, après estimation faite par l'amirauté. Mais il est permis de douter que cette disposition ait jamais été observée par les tribunaux de prises : en 1566, on voit une sentence confisquant non seulement la marchandise de contrebande, mais encore le vaisseau et sa cargaison (1).

prohibita bona abinde extrahere, secum in eorum patriam ducere ». — Archives du Nord, B 599, 18 mai 1525. Sauf conduit de l'empereur Charles-Quint, autorisant des marchands français à lever dans les Pays-Bas toutes les marchandises qu'ils voudront, excepté du blé, de l'avoine et d'autres grains, de l'artillerie, de la poudre, des boulets et autres munitions, du cuivre, des harnais, des arbalètes et autres choses pouvant servir à l'usage de la guerre, *marchandises de tout temps prohibées*.

1. DOUAIS, *Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaulx*, p. 43. 26 juillet 1566 : « Quant est de la prinse qui a esté adjudgée a Gilles le Fer par les ordonnances de l'admiraulté, que le duc d'Albe trouve si estrange, il ne doibt point trouver cela nouveau, puisque eulx mesmes le pratiquent a l'endroit de mes subjects et qu'ayant esté prins ung navire vallant cinquante ou soixante mil livres, il y a trois ou quatre ans, pour y avoir trouvé dedans je ne sçay combien de rames qu'ung pillotte y

La méfiance des belligérants s'étendait souvent plus loin. Les relations commerciales entre amis et ennemis pouvaient leur sembler suspectes, même en dehors du commerce des marchandises prohibées.

Au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, on en vint à interdire aux amis d'importer en pays ennemi, même des marchandises licites. Au plus fort de la guerre de Cent Ans, on alla jusqu'à défendre aux alliés de faire du commerce en pays ennemi soit pour l'importation soit pour l'exportation (1). — D'autres prétentions furent encore dans

avoit gectées, qu'ils disoient estre marchandises de contrebande, ilz ne confiscèrent pas seulement les rames, mais le vaisseau et toutes les marchandises et n'a jamais esté possible d'en avoir raison ». — CLEIRAC, *Us et coutumes de la mer*, p. 432.

1. *Hansisches Urkundenbuch*, II, p. 12. Lettres de Philippe le Bel, 6 novembre 1302, à tous ses officiers de justice : « Cum nos civibus Coloniensibus dilectis nostris licentiam concesserimus quod ipsi infra regnum nostrum suas possint mercaturas licitas exercere de maneria consueta, mandamus vobis et vestrum singulis quatinus ipsos contra licentiam nostram predictam circa hec nullatenus molestetis, proviso tamen quod de mercaturis ipsis, sub pena amissionis earum nichil ad inimicos nostros Flandrie portetur ». — *Recesse und andere Akten der Hansetage, 1256-1430*, III, p. 59. En 1375 Charles V écrit au grand maître de l'ordre teutonique que les corsaires français laisseront les Hanséates « super mare et alibi libere transire, dummodo nulla intersit fraus vel malicia, quod cum dictis nostris adversariis in mercaturis et aliis participant quoquo

le même temps émises par les corsaires. Avoir à son bord des ennemis ou des marchandises leur appartenant, c'était défendre leurs personnes et leurs biens, c'était plus grave que de leur porter des armes ou des vivres (1). Aussi, on soutint, tant devant les amirautes que devant les Parlements, que « toutes fois que aucun est trouvez avec les ennemis du royaume, de raison escripte, si on prent les ennemis, on puet *licite* pranre ceulx qui sont avec eulx » (2). Quiconque « s'accompagnoit avec les ennemis » devait être traité comme eux. Il est bien à croire que parfois cette manière de voir fut admise par les tribunaux.

Un pareil régime, appliqué par les deux belligé-

modo ». L'interdiction de commercer avec l'ennemi est complète, aussi bien, semble-t-il, le commerce d'importation que d'exportation. — Autre exemple d'interdiction du commerce d'importation : Archives du Nord, B 516. Mandement du comte de Flandre du 31 juillet 1382, rappelant une ordonnance du roi de France.

1. En 1388 les Anglais se plaignent à ceux de la Hanse « quod adherent et favent inimicis regis et regni tam Gallicis quam Scotis et Flandrensibus eisdem arma, victualia et omnimoda subsidia cum suo navigio-deferentes, ymmo, quod deterius est, ipsorum inimicorum bona et etiam ipsos inimicos in suis navibus protegentes et defendentes » (*Recesse und andere Akten der Hansetage*, III, p. 408). Il est probable que les Hanseates ont reçu des reproches semblables du roi de France.

2. Voir p. 109 n. 1. Encore Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 4787 f. 516 plaidoiries sur une affaire analogue.

rants, gênait considérablement le commerce de ceux qui se disaient les amis de chacun d'eux. Aussi, au xv<sup>e</sup> siècle, les Hanséates cessaient de venir en France : leurs navires et leurs marchandises étaient de bonne prise sous couleur qu'ils « aloient et frequentoient marchandaument avec les Anglois... , ou qu'ils avoient avec eulx auscunes denrées auxdits Anglois appartenans ». Le roi Louis XI, lorsque la lutte avec l'Angleterre fut devenue moins vive, se montra un peu plus libéral que ses prédécesseurs : il reconnut que « pour faire le faict et exercice de leur marchandise leur est nécessité aler frequenter et marchander en plusieurs autres royaumes ». Une ordonnance d'avril 1464 autorisa les gens de la Hanse à « marchander » tant au royaume d'Angleterre, que autre part : ils furent autorisés à porter des marchandises non prohibées en pays ennemi et à en rapporter. Toutefois, il leur était interdit, sous peine de confiscation, de charger leurs marchandises sur des navires ennemis. S'ils transportaient sur leurs propres vaisseaux des effets appartenant à l'ennemi, ces biens restaient sujets à capture, mais sans que « cette chose leur puisse être imputée a faute ». C'était, sauf au cas où les marchandises amies étaient chargées à bord de navires ennemis, la reconnaissance du vieux principe de la séparation des choses ennemies d'avec les biens de l'ennemi (1).

1. *Ordonnances*, XVI, p. 199.

Au xvi<sup>e</sup> siècle, les amis en relations commerciales avec les ennemis furent traités plus durement par les ordonnances de 1543-4 et de 1584. On voulut empêcher certaines pratiques et intelligences entre les amis et les ennemis ; lors des prises faites par des sujets du roi, des alliés leur avaient suscité des procès « voulans dire que les biens prins en guerre leur appartenoient souz ombre de quelque part et portion qu'ilz avoient avec les ennemis ». Aussi l'art. 42 de l'ordonnance de 1543-4, pour éviter ces chicanes prescrivit de **confisquer** non seulement les marchandises d'ami trouvées à bord de navire ennemi, mais encore le navire d'ami chargé en tout ou partie de marchandises ennemies : dès qu'il y avait quelque chose d'ennemi, le tout devait être déclaré de bonne prise, comme si le tout appartenait aux ennemis. C'était ce qu'on appelle le principe de l'infec-tion hostile (1).

Sur un autre point l'ordonnance de 1543-4 confirmait l'ordonnance de 1464 : les amis et alliés étaient autorisés à porter des marchandises en pays ennemi, « pourveu que ce ne soient munitions de guerre dont ils vousissent fortifier nos ennemis ». On ne revenait pas entièrement au régime rigoureux du temps de la guerre de Cent Ans.

SAUFS-CONDUITS. — Ce système était tempéré par

1. Cette règle fut confirmé par une ordonnance de Henri II du 11 avril 1550, Archives du Nord, B 602.



l'usage fort répandu de délivrer des saufs-conduits à certains navires qu'on voulait faire échapper à la capture. Ces documents étaient accordés par le roi ou par l'amiral.

Le sauf-conduit était utile même pour les navires non sujets à bonne prise. C'était pour eux une garantie de plus : l'infacteur de sauf-conduit était puni d'une peine capitale ; il n'était pas ouï en procès ordinaire, on lui faisait comme à un criminel son procès extraordinaire. ment (1). Si le sauf-conduit avait été délivré par le roi, le crime était encore plus grave : il y avait lèse-majesté (2).

Des saufs-conduits pouvaient être concédés à des navires ennemis aussi bien qu'à des navires amis :

1° Le droit de confiscation de la propriété ennemie a parfois paru excessif et des tempéraments furent introduits grâce au sauf-conduit.

a) Il pouvait y avoir des raisons politiques venant des circonstances. Ainsi, après la conquête de la Guyenne

1. Pièce justificative n° 5 : « Il est infacteur de sauf conduit et *sic* devroit estre puny de peine capital et ne devroit estre oy en procès ordinaire, mais lui devroit on faire son procès extraordinairement ».

2. M. de la Roncière rapporte que les officiers d'un navire anglais, à qui avaient été exhibés des saufs conduits de leur roi, se jetèrent à genoux pour les baiser (t. II, p. 162). Les corsaires français avaient-ils autant de respect pour ceux qui venaient de leur prince ?

en 1453, Charles VII, pour se concilier les Bordelais qui étaient accoutumés à faire le commerce avec l'Angleterre, accorda des saufs-conduits à des navires anglais pour venir à Bordeaux ; et cette pratique fut continuée par Louis XI et Charles VIII (1). — Les révoltes des seigneurs contre Louis XI et son fils auraient autorisé les corsaires français à capturer les navires des sujets de ces vassaux comme appartenant à des rebelles ; mais si les biens des Bourguignons restèrent de bonne prise, des saufs-conduits furent accordés aux Bretons : sans doute il répugnait au gouvernement, malgré l'égarement passager du duc de Bretagne, de confisquer les biens de marins qui avaient fait vaillamment leur devoir dans la lutte contre l'Anglais (2).

b) En temps de trêve, vu la difficulté qu'on avait à assurer la suspension des hostilités, il était bon pour les navires ennemis de se munir d'un sauf-conduit. Les corsaires ne pouvaient plus prétendre qu'ils ne connaissaient pas les trêves.

c) Certains navires ennemis paraissaient de trop peu d'importance pour qu'on leur appliquât rigoureusement le droit de prise. Leur capture n'aurait pas porté une grave atteinte au « fait de guerre » de l'ennemi. C'étaient les barques des pêcheurs. Dès le 14 août 1406,

1. *Archives historiques de la Gironde*, IX, p. 450 ; *Lettres de Louis XI* (éd. Vaesen), t. VII, p. 216 ; FRÉVILLE, *Mémoire sur le commerce maritime de Rouen*, II, p. 401.

2. Procès de Bastondu. Pièce justificative n° 5.

Charles VI permit à tous les pêcheurs de France, Flandre et Angleterre de pêcher librement sur mer pour gagner leur vie (1). L'art. 49 de l'ordonnance de 1543-4 autorisa l'amiral à accorder aux ennemis des trêves pêcheresses sous condition de réciprocité ; au cas où des pourparlers pour la conclusion de ces trêves ne pouvaient pas s'engager, l'amiral avait la faculté d'accorder des saufs-conduits individuels pour la pêche, moyennant caution de la part des bénéficiaires.

2° Le régime applicable aux alliés était, on l'a vu, beaucoup trop imprécis et prêtait à des discussions sans fin. Un navire ne savait jamais s'il n'était pas par quelque côté sujet à capture. On pouvait aussi contester sa nationalité, sa destination. S'il avait eu la précaution de se munir d'un sauf-conduit, toutes ces chicanes étaient évitées, puisque le sauf-conduit suffisait par lui-même pour le faire échapper à la capture.

Mais on avait surtout intérêt à se munir d'un sauf-conduit, quand on voulait se livrer à un commerce considéré par les belligérants comme suspect : notamment quand on voulait importer des marchandises en pays ennemi. A certaines époques, le droit strict déclarait en pareil cas le navire ami de bonne prise ; mais la politique y amenait des tempéraments : des saufs-conduits étaient accordés aux amis qu'on voulait particulièrement ménager (2).

1. Archives du Nord, B 541.

2. Lettre de Louis XI du 31 janvier 1474-5. Pièce justificative n° 4.

## CHAPITRE III

### ORGANISATION DES SIÈGES D'AMIRAUTÉ. LEUR COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE PRISES MARITIMES

- § 1. *Organisation de l'amirauté de France.* — Personnel des sièges. — L'amirauté juridiction royale. — Nomination des officiers d'amirauté ; leur dépendance vis-à-vis des gens de mer. — La Table de Marbre du Palais.
- § 2. *Compétence de l'amirauté en face des juges ordinaires.* — 1<sup>o</sup> Conflits avec les juges royaux ; 2<sup>o</sup> conflits avec les seigneurs justiciers. — Recrudescence de ces luttes au moment des guerres de religion.
- § 3. *Les trois amirautés provinciales.* — 1<sup>o</sup> Amirauté de Guyenne : le lieutenant de l'amiral de Guyenne à la Table de Marbre ; rôle de l'amirauté de Guyenne dans les guerres de religion. — 2<sup>o</sup> Amirauté de Bretagne : exercice de la juridiction de l'amirauté par les juges ordinaires ; luttes de l'amiral avec le gouverneur. — 3<sup>o</sup> Amirauté de Provence ou de Levant : l'amiral gouverneur d'abord juge souverain, puis soumis à l'appel au Parlement. Le lieutenant général des galères.

A partir de la deuxième moitié du xiv<sup>e</sup> siècle, c'étaient les tribunaux dépendant de l'amiral qui étaient en prin-

cipe chargés de l'application des règles qui viennent d'être étudiées. Leur mission était double : 1° veiller à ce que les mesures de police préventive eussent été respectées par les corsaires ; 2° vérifier si les prises avaient été faites conformément aux principes qui permettaient de reconnaître les ennemis des amis.

Avant de rechercher quelle était la procédure que suivaient ces juridictions pour apprécier à ces deux points de vue les faits qui leur étaient soumis, il est nécessaire de connaître leur organisation : Quel était leur caractère ? Juridiction royale ou juridiction indépendante du roi ? Y avait-il plusieurs degrés ? Comment étaient recrutés ces juges qui examinaient des questions aussi délicates ?

L'organisation des sièges d'amirauté connue, il faudra se demander quelles étaient les limites de leur compétence. L'historique qui a été fait précédemment a montré que les lieutenants de l'amiral s'étaient juxtaposés aux juridictions existantes (baillis et sénéchaux, seigneurs justiciers), mais d'abord sans les exclure. Arrivèrent-ils par la suite à les éliminer complètement ? Nous serons ainsi amené à étudier les conflits de compétence de l'amirauté avec les juges ordinaires.

De plus, il n'a été question jusqu'à présent que d'un amiral, l'amiral de France, qui avait au début du *xv*<sup>e</sup> siècle dans son domaine toutes les côtes relevant alors directement du roi, c'est-à-dire : le littoral de Picardie, de Normandie, de Poitou et d'Aunis. A partir de la se-

conde moitié du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, de nouvelles provinces maritimes (Guyenne, Provence, Bretagne) furent réunies à la couronne. Ces provinces avaient eu sous leurs ducs ou leurs comtes des amiraux particuliers. Elles voulurent les conserver après leur annexion, parce que avoir une amirauté particulière était un de ces privilèges auxquels elles tenaient par-dessus tout. Quels furent les résultats de cette multiplicité d'amirautés pour l'organisation de la justice maritime ?

Tels sont les objets que nous nous proposons d'étudier dans le présent chapitre.

#### § I. ORGANISATION DE L'AMIRAUTÉ DE FRANCE.

Au moment où fut rédigée l'ordonnance de 1373, l'amiral de France avait déjà depuis longtemps dans les principaux ports des lieutenants particuliers, qui en son nom rendaient la justice et exerçaient la police de la mer. En même temps, il avait à la Table de Marbre du Palais à Paris un lieutenant général pour connaître des affaires les plus importantes qui étaient renvoyées à sa personne (1).

Cette organisation subsista en se perfectionnant jusqu'à la fin de l'ancien régime. L'évolution fut analogue à celle que subirent les tribunaux des bailliages et des sé-

1. LA RONCIÈRE, II, p. 47, n. 3, donne les noms des principaux lieutenants de l'amiral au début du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle sous l'amiral Renaud de Trie.



néchaussées : au lieu que le bailli ou le sénéchal n'avait en principe qu'un siège de justice présidé par son lieutenant (1), l'amiral en avait un dans chaque ville maritime avec un siège général à Paris. Mais, de même que dans les tribunaux ordinaires, dans les amirautés les gens de loi chassèrent les hommes d'épée.

Le personnel des sièges d'amirauté ne se borna pas au lieutenant de l'amiral. Dès la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, cet officier, comme les lieutenants des baillis et sénéchaux prenait pour rendre son jugement l'avis de prud'hommes, c'est-à-dire de personnes notables du lieu expertes au fait de la mer : rien que le fait pour un lieutenant de l'amiral d'avoir manqué à cet usage le rendait suspect de mal jugé et justifiait un appel de sa sentence devant le Parlement (2). Ces prud'hommes s'élevèrent peu à peu au rang d'assesseurs permanents et devinrent de véritables juges avec voix délibérative.

En même temps s'organisa, comme dans les tribunaux ordinaires, un ministère public. Le roi n'ayant guère d'intérêts à défendre devant les sièges d'amirauté

1. Cela n'est d'ailleurs plus exact au xvi<sup>e</sup> siècle : il y a des baillis et sénéchaux qui ont plusieurs sièges de justice. Ainsi le sénéchal du Périgord a son siège principal à Périgueux et des sièges secondaires à Sarlat et à Bergerac.

2. Arch. Nat. X<sup>1a</sup> 46 f. 220 v. Arrêt du 13 juillet 1399. Un plaideur reproche à Guillaume de la Hogue, vice-amiral et lieutenant de l'amiral à Rouen, d'avoir statué « non habita prudentium deliberatione sicut de consuetudine tenebatur ».

n'y institua pas des avocats et des procureurs comme devant les lieutenants des baillis et sénéchaux. Mais l'amiral avait au contraire de nombreux droits à surveiller, notamment le profit des amendes et le dixième des prises : aussi, dès l'année 1371, on voit à côté du lieutenant de l'amiral un receveur de ses droits, chargé de la perception des produits pécuniaires et aussi de la vente et de la liquidation des prises (1). Il est possible que ce personnage ait dès lors exercé l'office de ministère public. En tout cas, à la fin du x<sup>v</sup> siècle, il y avait dans chaque siège d'amirauté un « receveur et procureur de l'amiral » qui jouait le même rôle que le procureur du roi devant les justices ordinaires (2).

Ainsi, au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècles, l'organisation de la justice maritime fut laissée au gré de l'amiral. Il fixait le nombre des sièges et des offices dans chaque siège ; il nommait et révoquait les officiers. C'était tellement sa

1. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 22 f. 239 v. Arrêt du 27 septembre 1371. Il est question de Pierre Gabian receveur de l'amiral qui a fait vendre une prise. Il est à noter que ce personnage n'avait pas de caractère officiel, son sceau ne donnait pas à un acte le caractère authentique : « ... litteras vero seu cedula Petri Gabiani predicti non valere, nec eidem ut private scripture ac sigillo privato et non autentico sigillate fidem aliquam adhiberi debere ».

2. Pièce justificative n° 5. Le procureur de l'amiral est « tenu et obligé *ex debito officii* de se rendre partie... contre tous infracteurs de sauf conduit ».

justice que le produit des amendes et des autres droits était pour lui, alors que, dans les bailliages et sénéchaussées, il était pour le roi (1).

Mais, si l'amiral était le chef de la justice maritime, il n'avait de cour ou de juridiction que parce qu'il était officier du roi : sa justice était dérivée de celle du prince. Déjà en 1313, alors que les sièges d'amirauté n'existaient pas encore, la mer était considérée par les légistes de la couronne comme appartenant au roi (2). De plus en plus tous les droits de la souveraineté qui pouvaient exister sur la mer furent considérés comme des droits régaliens. Aussi c'était au roi seul qu'appartenait la création de l'amiral. Sans doute l'amiral était en possession et saisine du droit de connaître par ses officiers des faits de la mer ; mais au-dessus de lui il y avait le roi qui était en possession et saisine du droit de le maintenir dans ses prérogatives. L'amiral exerçait ses fonctions sous la sauvegarde royale (3).

1. Ordonnance de 1373 art. 15 ; FONTANON, *Ordonnances*, III, p. 26, mémoire d'environ 1480 sur les droits de l'amiral. Il faut faire exception pour la Table de Marbre où le produit des amendes était partagé entre le roi et l'amiral.

2. Denis GODEFROY, *Histoire des connestables etc...*, *Admiraux*, p. 35. Accord entre le procureur du roi en la sénéchaussée de Saintonge et le procureur du couvent de N.-D. de la Grâce de Dieu : « Et sic illud quod mare (quod est regis) gratis dimittit ipso domino regi accrescit et accrescere debet ».

3. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 24 f° 272. Arrêt du 21 juillet 1375. Pro-

L'amirauté était donc une juridiction royale tout autant que les bailliages et les sénéchaussées. Et de même que les lieutenants des baillis et sénéchaux finirent par être nommés par le roi, il vint un moment où les officiers de l'amiral furent pourvus par lettres royaux. La réforme fut faite au plus tard en 1543-4 : l'art. 3 de l'ordonnance de février disait que c'était le roi qui devait pourvoir aux offices d'amirauté.

L'amiral conserva le droit de recevoir le serment des

cès entre l'amiral Jean de Vienne et le comte d'Eu. L'amiral dit avoir été troublé, « licet dictus admirallus, ad causam officii sui antedicti in nostra salva gardia speciali existens, fuisset et esset in possessione et saisina habendi et exercendi solus et in solidum per se et suos locum tenentes ac officarios omnem jurisdictionem et justiciam, cognitionem et cohercionem et punitionem omnium prisiarum seu captionum ac contractuum et delictorum in et supra mare per quascumque gentes... factorum perpetratorum et commissorum... » Quant au roi, il est dit : « Nosque essemus et fuissemus... in possessione et saisina tenendi, custodiendi et manutenendi dictum admirallum et suos predecessores ad causam dicti officii admirallatus in juribus possessionibus et saisinis predictis ». Et d'ailleurs l'amirauté est une juridiction royale : « Ad nos solum et in solidum jure et ratione superioritatis nostre et nulli alii competeat et competit admiralli creatio et institutio ; dicto vero admirallo pro nobis et jure nostro competeat et competit omnimoda juridicio et administratio et guerre dispositio in mari et in litoribus ac portibus maris ac dicte decime et aliorum jurium perceptio ; erantque predicta jura regalia que nulli alii a nobis competeant ».

nouveaux officiers et de les instituer en leurs « estats et offices ». Ils devaient lui communiquer leurs lettres de provision et prendre ses lettres d'attache (1). On lui reconnut encore un droit de présentation : il nommait au roi les sujets qui lui paraissaient capables (2).

Les juges d'amirauté étaient dès lors véritablement des juges royaux : leurs lettres de provision étaient vérifiées dans les Parlements (3). Désormais, le procureur de l'amiral fut remplacé par un procureur du roi ; on cessa de dire « lieutenant de l'amiral » pour employer l'expression « lieutenant d'amirauté » (4).

La portée de la réforme ne fut pas considérable et ne donna pas à la royauté plus d'influence dans la justice maritime. Les charges d'amirauté s'achetaient de plus en plus comme tous les offices de judicature, malgré toutes les ordonnances qui cherchaient à empêcher la vénalité. La vénalité entraîna l'inamovibilité et l'hérédité (5). Ainsi, dans des matières qui intéressaient de si

1. Déclaration du 14 juillet 1582.

2. Ordonnances de 1554, 1584 (art. 5).

3. LENAIN, *Copies de registres du conseil*, t. XXII, XXV, XXVI, 12 juillet 1552, 26 août 1556, 27 juillet 1557.

4. Voir aussi ordonnance d'avril 1554-5. FONTANON, *Ordonnances*, t. III, p. 26.

5. LALOURCÉ et DUVAL, *Recueil de pièces authentiques sur les Etats Généraux*, I, p. 298, 375. Aux Etats généraux d'Orléans de 1560-1 on avait demandé la suppression des amirautés comme de toutes les juridictions extraordinaires ; la demande

près la politique, la royauté avait moins d'influence après avoir rendu obligatoire la provision par lettres royaux qu'auparavant.

Quel fut l'effet du mode de recrutement des officiers d'amirauté, sur leur façon de rendre la justice, particulièrement dans les affaires de prises ?

Nous avons déjà vu qu'au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, alors que l'amiral avait entièrement ses lieutenants dans sa main, les réclamants ne pouvaient guère avoir de confiance dans l'impartialité de ces juges ; il en fut de même pendant tout le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. Tenant leur place de l'amiral, ces officiers avaient trop d'intérêt à « faire bon » son dixième, si, comme il est à croire, ils avaient eux aussi leur part dans les bénéfices de la course maritime. Vis-à-vis des corsaires ils avaient des « faveurs », se laissaient corrompre par les « dons a eux faits par les preneurs » (1).

Et d'ailleurs leur aurait-il été facile de garder toute la sérénité de la justice dans un tel milieu ? Beaucoup de ports sont dominés par les pirates, qui y règnent en maîtres et dont la « dampnable convoitise desordonnée » n'a point de limites. L'étranger, qui se présente pour réclamer des prises, s'expose à un mauvais parti : un héraut d'armes vénitien envoyé à Honfleur en 1485 y est assassiné par le fils d'un maître de navire ; un second

échoua, parce qu'il aurait fallu « rembourser ou récompenser les officiers ».

1. Ordonnance de 1373, Préambule et art. 13.



émissaire doit se barricader dans une hôtellerie (1). On comprend combien la vie doit être dure pour le juge qui cherche à faire son devoir : un vice-amiral de Bretagne en 1491 va jusqu'à menacer le juge de Nantes (2). Il est à peu près impossible aux officiers de l'amirauté de se faire obéir. Si les ordonnances de la marine sont si peu respectées, cela tient parfois à la partialité des officiers d'amirauté, mais souvent aussi aux difficultés qu'ils éprouvent (3).

Ainsi l'amirauté n'inspire aux étrangers qu'une médiocre confiance. Ils accusent les officiers de défendre les intérêts des corsaires, en mettant à leur service tous les moyens dilatoires que fournit la procédure (4). Beaucoup récusent cette juridiction, dont le chef a une part dans les prises (5).

Le spectacle est-il changé au xvr<sup>e</sup> siècle, quand les officiers furent pourvus par lettres royaux ? Les juges des

1. LA RONCIÈRE, II, p. 415.

2. Pièce justificative n° 6.

3. Traité franco-anglais du 4 octobre 1518. RYMER (1745), VI, I, p. 157 : « Cum eadem statuta et ordinationes propter utriusque regni subditorum insolentiam iudicumque, quibus eorundem statutorum executio commissa est, tunc injuriam tunc difficultatem... quasi abolita existimentur... »

4. Pièce justificative n° 1 : « ... locum tenente et receptore nostri admiralli prefati nitentibus eosdem actores in pluribus involvere processibus ».

5. Pièce justificative n° 2 : Les Portugais recusent l'amiral « qui partem de predictis bonis et mercantiis habuerat ».

viles maritimes partagent toutes les passions, tous les préjugés des corsaires qu'ils voient tous les jours et rendent difficilement justice à un étranger qu'ils haïssent. Souvent aussi ils participent au butin (1). On en voit qui forcent des marchands étrangers à faire certaines déclarations en les menaçant de mort (2). Ils sont véritablement à la « posté » des pillards.

La royauté ne peut rien sur des officiers qui ont acheté leur charge. Elle déplore seulement la malice des temps « qui les a faict avoir autre vollunté que de obeyr et suivre son intention » (3). L'indépendance des juges à l'égard du pouvoir central ne fait que consacrer leur dépendance à l'égard des justiciables.

Il était donc peu aisé d'établir dans les ports des juges qui fussent véritablement impartiaux entre les corsaires et leurs victimes. Sans doute, cela explique en grande partie l'utilité qu'il y avait à maintenir à Paris un tribunal maritime, qui ne fût pas dominé par les gens de mer. Ce fut la Table de Marbre du Palais où siégeait le lieutenant général de l'amiral.

Dès 1373, il était recommandé aux lieutenants parti-

1. TEULET, *Correspondance diplomatique de Bertrand de Salignac de la Mothe-Fénelon*, t. I, p. 233. Dépêche du 8 mars 1569. Anglais et Irlandais qui ne peuvent avoir justice des pirateries des Bretons.

2. Pièce justificative n° 9.

3. *Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaux*, p. 185, 29 juillet 1568 ; encore p. 336.

culiers, établis dans les ports, de renvoyer à ce siège toutes les matières de grand prix, lorsqu'ils verraient qu'ils ne pourraient « pas estre bien obeys ou recouvrer du conseil pour faire leur jugement ». A Paris le lieutenant à la Table de Marbre était à l'abri de toute influence des corsaires ; et, si un cas difficile se présentait, il pouvait trouver des jurisconsultes dont l'avis l'éclairait (1).

Tel fut au début le rôle exclusif de la Table de Marbre ; ce n'était pas un siège d'appel par rapport aux autres sièges d'amirauté, c'était simplement le lieu où l'amiral avait son principal lieutenant, à qui les autres pouvaient en référer quand une affaire les embarrassait.

La Table de Marbre conserva toujours compétence en première instance pour les matières importantes. Spécialement les peuples marchands que le roi désirait favoriser, notamment les Hanséates, obtinrent le privilège de faire juger en première instance par la Table de Marbre tous les procès de prises les intéressant (2).

1. Ordonnance de 1373, art. 14 répété dans les autres ordonnances.

2. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 53, f. 279. Arrêt du 12 septembre 1406. A propos d'une prise faite sur des marchands de Bruges et amenée à Harfleur : « Nos litteras concessimus per quas et ex causis in eisdem contentis dictam causam coram dicto admiraldo aut ejus locum tenente apud tabulam marmoream palatii nostri Parisius remitti mandassemus ». — Les Hanséates, par

On eut à éviter des abus ; il ne fallait pas que des marins fussent obligés de venir plaider à Paris loin de leur port pour peu de chose : aussi on décida que les officiers de ce siège général ne pourraient évoquer à eux les affaires portées devant les sièges particuliers que si elles excédaient la valeur de mille écus, c'est-à-dire 3.000 livres (ordonnance de 1584, art. 10).

Mais la Table de Marbre devint également une juridiction d'appel. Il paraissait logique qu'un plaideur mécontent de la sentence d'un lieutenant particulier pût en appeler pour mal jugé à son chef hiérarchique, à l'amiral. Pratiquement l'appel à l'amiral était l'appel à son lieutenant général à la Table de Marbre : c'était le lieutenant en qui il avait mis plus spécialement sa confiance, en le chargeant des affaires de grand prix. Et ainsi on peut citer dès 1399 un appel à la Table de Marbre.

Mais ces appels rencontrèrent au début l'hostilité du Parlement. Cette cour souveraine voyait avec défaveur d'autres juridictions qu'elle prétendre au droit de recevoir des appels de tribunaux inférieurs, réclamer un ressort. Elle ne faisait que suivre une tradition ancienne qui interdisait aux gentilshommes et aux ecclésiastiques de créer des « juges d'appeaux » sans l'autorisation du roi (1). Il était à craindre que ces juges d'appeaux ne

lettres patentes du 10 août 1489, obtinrent le privilège de faire juger toutes les prises faites sur eux par la Table de Marbre (*Ordonnances* XX, p. 185).

1. BOUTARIC, *Traité des droits seigneuriaux*, p. 502. LANGLOIS, Dumas

cherchassent à acquérir la souveraineté et n'échappassent au contrôle du Parlement.

Si aucun seigneur ne pouvait, en disposant de sa justice, se créer un ressort, *a fortiori* la même règle devait-elle être admise pour les officiers du roi et surtout pour ceux qui, comme le connétable, l'amiral et le grand maître des eaux et forêts, avaient des lieutenants particuliers épars dans toute la France et un lieutenant général à la Table de Marbre du Palais. Avoir un ressort, c'était un droit de la souveraineté qui ne pouvait appartenir à des officiers qui tenaient tous leurs pouvoirs du roi ; et pas plus qu'on ne pouvait appeler d'un garennier au grand maître des eaux et forêts, on ne pouvait appeler d'un lieutenant particulier de l'amiral à l'amiral lui-même (1). Et ainsi le Parlement à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle annulait impitoyablement tous les appels d'un officier de l'amiral à la Table de Marbre (2).

*Philippe le Hardi*, p. 275-277 ; ISAMBERT, IV, p. 357. Mandement de Philippe de Valois du 1<sup>er</sup> juillet 1328.

1. Arch. Nat. X<sup>1</sup><sup>A</sup> 1473 f. 24. 22 décembre 1385. Le procureur du roi dit au Parlement que « nuls, de quelque autorité il soit, ne puet dire qu'il ait ressort, se il n'a titre : se doit estre dampné ce que dit est que le garannier ait justice sous le ressort du maistre : car c'est droit de souveraineté qui ne li compète, ne doit competer ; et dit que le connestable, les mareschaux et l'admiral n'ont point de ressort ; n'en doit avoir ledit maistre et requiert que ce soit dampné par la court ».

2. Arch. Nat. X<sup>1</sup><sup>A</sup> 46, f. 220, v. Arrêt du 19 juillet 1399 : « Declaravit et declarat per arrestum dicta curia nostra quid-

Cependant la tendance, qu'avaient les plaideurs à faire reviser les jugements des lieutenants particuliers de l'amiral par son lieutenant général, était si grande que le droit de la Table de Marbre de connaître des causes d'appel finit par être reconnu. A la fin du xv<sup>e</sup> siècle, dans un mémoire concernant les droits et prééminences de l'amiral de France, rédigé environ vers 1480, la procédure de ces appels est réglementée en détail, ce qui prouve qu'ils étaient fréquents et ne souffraient plus aucune difficulté (1). Les ordonnances du xvi<sup>e</sup> siècle ne firent que reproduire ces dispositions et consacrèrent ainsi la compétence de la Table de Marbre au second degré.

Le résultat ne fut guère à l'avantage des plaideurs. Le Parlement, restant le juge souverain de toutes les causes maritimes, continua à connaître des appels portés contre les sentences de la Table de Marbre ; et ainsi, au lieu de deux degrés de juridiction, il y en eut trois.

La complication ne s'arrêta pas là. À partir du xvi<sup>e</sup> siècle, il y eut dans le domaine de l'amiral de France deux Parlements : le Parlement de Paris et le Parlement de Rouen, ce dernier dérivé de l'Echiquier de Normandie.

quid factum et processum extitit per dictum admirallum vel ejus locum tenentem ad dictam mensam marmoream occasione dicte appellationis coram eo relevate nullum et nullius valoris fuisse ac illud in quantum opus est annullavit et annullat ».

1. FONTANON, *Ordonnances*, III, p. 29. C'est le manuscrit cité par VIOLLET, *Histoire des institutions*, t. II, p. 447.



Les Normands obtinrent d'avoir leur Table de Marbre, comme ils avaient leur Parlement : il aurait d'ailleurs été bizarre que les habitants d'une province maritime, pouvant faire trancher en dernier ressort leurs procès civils sur les lieux, fussent obligés d'aller à Paris pour la terminaison des causes venant du fait de la mer. Il y avait ainsi, dès 1516-7, une juridiction d'amirauté à la Table de Marbre du Palais royal à Rouen, ayant mêmes droits et mêmes prérogatives que celle qui était établie à Paris (1).

§ 2 COMPÉTENCE DE L'AMIRAUTÉ EN FACE DES JUGES  
ORDINAIRES.

La compétence de l'amirauté, embrassant toutes les causes maritimes, comprenait naturellement les affaires de prises, qui au début semblent avoir occupé presque toute l'activité judiciaire de l'amiral. Et elle s'étendait non seulement aux prises de guerre, mais aussi aux prises de représailles (2).

1. FRÉVILLE, *Mémoire sur le commerce de Rouen*, II, p. 424. Requête des Rouennais au roi du 13 mars 1516-7 pour lui demander la confirmation de cette juridiction. — On verra aussi que dans les autres provinces, qui avaient leur Parlement, les jugements des sièges particuliers échappaient à la Table de Marbre de Paris et étaient portés directement au Parlement local.

2. *Guidon de la mer*, chapitre XI. — VALIN, *Nouveau Commentaire*, I, p. 77.

Mais, comme l'amiral n'avait juridiction que sur la mer et ses rivages, il s'en suivait qu'il ne pouvait connaître que des prises maritimes. Le butin fait sur terre, les prisonniers capturés par les hommes de pied ou de cheval pouvaient donner lieu à des contestations : l'amiral ou ses officiers n'avaient aucune qualité pour en prendre connaissance (1).

1. La question se posa dès le xiv<sup>e</sup> siècle devant le parlement de Paris. Dans un procès plaidé le 2 janvier 1385-6, l'amiral soutient (X<sup>ta</sup> 1473 f. 25) : « Sur ce que Jehan de la Haye et ses compagnons firent avant hier leur demande contre le procureur du Roy, nostre sire, pour cause de certains prisonniers anglois, l'admiral de France, qu'il a de la cognoissance des debas qui aviennent en la mer, voires supposé que ceux qui font les debas ont un pié en l'eau et l'autre pié en terre, dit que les Anglois ont esté prins en la mer, au moins leurs vaisseaux et harnois et de toutes choses ainsy prinses l'admiral a la vraye disme et sont ceux qui ont esté prins vrais Anglois, et supposé que leurs corps fussent sus terre, quant ils furent prins, encor estoient leurs biens en la mer et avoient *animum revertendi et censebantur ibi esse*. Conclut l'admiral que la cause soit renvoyée par devant son lieutenant, sinon qu'il soit dit et déclaré ladite disme appartenir audit admiral et a ycelle rendre et bailler soient condampnez ceux qui les biens detiennent; et demande despens contre la Haye et ses compagnons ». Le Parlement ne donna pas gain de cause à l'amiral. — Gallus dit (question 49) que le renvoi ne fut pas fait à l'amirauté « quia erat dubium an factum seu captio Anglicorum in causa deducta fuerit facta in terra vel mari, una parte dicente unum, altera aliud ».

Mais cette compétence de l'amirauté ainsi déterminée était-elle exclusive de celle de toute autre juridiction ? Le droit, qu'avait l'amiral de recevoir les plaintes contre les corsaires et de vérifier d'office les prises maritimes, mettait-il au néant le droit, qui avait appartenu jusqu'alors aux juges ordinaires et aux seigneurs justiciers de juger les litiges relatifs aux matières de prises ?

La question est assez délicate à résoudre pour la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. Il faut étudier séparément les conflits de l'amiral avec les juges royaux et ses luttes avec les seigneurs.

Il y a, pour la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, des textes qui montrent des procès commencés devant le lieutenant de l'amiral et ensuite continués devant le bailli (1). Il semble bien qu'il n'y a là rien d'anormal. On a vu comment, d'après nous, s'était développée la juridiction de l'amiral : c'était surtout un recours adressé

1. Dans un procès entre des écumeurs de mer et des marchands de Brabant qu'ils avaient déprédés, il fut dit au Parlement de Paris le 5 avril 1384 (<sup>X</sup><sup>1A</sup> 1472, f. 68, v) : « Les escumeurs dient que le procès a esté commancé en Normandie devant l'admiral de la mer ou ses commis ; requiert le procureur de l'admiral (devant le Parlement) la cause estre renvoyée en Normandie devant l'admiral. Dit a esté que la cause ne sera pas renvoyée, mais demourra en la court de ceans. . . Les marchans de Brebant dient... que la cause fu premierement commise au dit M<sup>e</sup> Jehan [Pastourel, commis de l'amiral] et depuis au bailli de Rouan... ».

à un supérieur hiérarchique, qui, ayant droit de punir ses subordonnés, était en état d'accorder la satisfaction demandée. Celui qui portait sa plainte devant l'amiral pouvait, s'il le voulait, saisir la justice ordinaire ; s'il ne le faisait pas, c'est qu'il pensait par cette voie obtenir plus facilement son dû. Mais, au cas où l'amiral avait rejeté son recours, au cas où les procédés employés par les lieutenants de cet officier faisaient prévoir une issue défavorable, il n'était pas trop tard pour saisir la justice ordinaire : ce qui avait été fait devant l'amirauté n'avait pas déduit en justice le droit du demandeur, la sentence du lieutenant de l'amiral n'avait pas autorité de chose jugée ; et aucun principe ne s'opposait à ce que le procès recommençât devant le bailli.

La compétence du bailli s'imposait d'ailleurs au cas très fréquent où s'élevait un litige entre les lieutenants de l'amiral et les officiers de seigneurs justiciers, notamment quand, des deux côtés, on prétendait avoir droit au jugement des prises et à la perception du dixième. A la fin du xiv<sup>e</sup> et au commencement du xv<sup>e</sup> siècle, le juge naturel en première instance de ces différends était le bailli. Cet officier jugeait aussi le procès de prise, cause du conflit de juridiction. Il y avait là un autre motif pour qu'une affaire commencée devant le lieutenant de l'amiral continuât devant le bailli (1).

1. Ainsi au début du xv<sup>e</sup> siècle les gens de l'amiral et ceux de la dame de Saint-Valéry et du sire de Cayeu se disputent

Mais l'amiral et ses gens n'admirent pas longtemps que d'autres qu'eux pussent connaître des cas avenant

la connaissance des prises amenées dans la fosse de Cayeu. Plaidoiries au Parlement le 17 mars 1410-1 (Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 4789, f° 75) : « L'admiral propose en sa cause et dit que, a cause de son office d'admiral, a la cognoissance des cas avenans sur la mer, comme des prises et naufrages, et ly competent toutes espaves et si a le x<sup>e</sup> des prises sur les ennemiz ; et se aucuns vaisseaux abordent en la fosse de Cayeu par prise, naufrage ou autrement et que la prise fust juste, si il a sesdis droiz. — Dit que une hourque applicua a Cayeu garnie de moult de biens ; et, pour ce que l'en disoit que s'estoient biens mal acquis ou mal prins, furent arrestez de par lui et mis en sa garde ; et, nonobstant sa main, Saint-Valery et Cayeu prirent lesdis biens, en enfraignant sa main, dont fu faite information ; et furent les biens mis en la main du Roy et furent les parties adjournées ceans ou fit sa diligence de poursuivre la cause ; mais *finaliter* fu pourveu aux adjournez en personne et aux prisonniers ; et fut la cause renvoyée devant le bailli d'Amiens, devant qui en juin derrien firent leur requeste Saint-Valery et Cayeu en requerant a leur proufit la delivrance desdis biens contre l'admiral... ». Le sire de Cayeu raconte les choses à peu près de la même manière : « Dit que l'année passée arriva une hourque qui estoit amblée et demoura aucuns des pirates et fu tout miz en sa main *ad conservationem quorum pertineret* ; et, pour ce que redoubtoit de la chose, vindrent a son ayde des gens de la dame de Saint-Valery ; survindrent les gens de l'admiral en si grant nombre que chascun en prenoit sa part ; et pour ce fu accordée que la nef seroit menée en la conté de Pontieu ; mais en alant fu tournée et menée au Crotoy, ou eut grant rebellion, dont fu portée ceans (au Parlement), ou fu dit et appointié que la cause

sur la mer. A une époque où la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire n'existait point, il pouvait paraître singulier que l'amiral, ayant le droit de police sur la mer, n'y eût pas aussi le droit exclusif de juridiction. Aussi dès 1371, voit-on à Dieppe un lieutenant de l'amiral annuler une sentence du bailli du lieu, qui avait à la requête de marchands déprédés par des corsaires dieppois fait mettre arrêt sur une prise (1).

Ces prétentions à la connaissance exclusive des matières de prises furent longues à triompher complètement. Au début, la royauté et le Parlement ne s'y montrèrent pas très favorables. A la fin du xiv<sup>e</sup> siècle encore, quand le Conseil du roi ou le Parlement étaient saisis d'une requête de réclamants en matière de prises, c'étaient les baillis, plutôt que les gens de l'amiral, qui étaient chargés de toutes les formalités à accomplir sur les lieux : la prise était mise par le bailli en la main du roi ; c'était le juge ordinaire qui faisait l'enquête, qui

seroit renvoyée devant ledit bailli qui en cognoistroit par main souveraine, et seroient tous lesdis biens mis en la main du Roy *vendendis non servandis* et seroient restabliz ceulx qui prins estoient. Or cogneu et commença a cognoistre ledit bailli et a esté contrain Cayeu et Saint-Valery a restablir ; mais l'admiral n'a rien volu restablir... ».

1. Pièce justificative n° 1 : « Procuraverunt (les corsaires) *ex parte admirallis nostri dicto ballivo inhiberi ne de hujusmodi arresto cognoscere quovismodo se intromitteret ac ipsum arrestum locum tenens admirallis nostri predicti adnollaverat...* ».



pourvoyait à l'exécution de l'arrêt (1). Et également au début du xv<sup>e</sup> siècle les baillis, sénéchaux, prévôts et autres officiers royaux recevaient dans des traités de trêve compétence pour la répression des pirateries au cas de négligence des lieutenants de l'amiral (2) : ils avaient alors un droit de prévention.

Il y a un autre cas, où pendant les xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles s'est manifestée la compétence des juges ordinaires, mais sans que l'amiral pût avoir à s'en plaindre. Là où l'amiral n'avait pas établi de lieutenants, les affaires de prises étaient jugées par les officiers royaux du lieu (3). Et ce pouvaient être des officiers de toute sorte. En 1360-1 le comte de Saint-Pol, lieutenant du roi en Flandre, jugeait les prises faites sur les Anglais en violation du traité de Brétigny (4). En Guyenne, après la conquête, l'amirauté n'ayant pu être immédiatement organisée, des prises furent jugées par le maréchal de Xaintrailles chargé du gouvernement de la province, ou par le sénéchal de Guyenne (5).

1. Arch. Nat. K 53 n° 40. 16 juillet 1381. Mandement du roi aux bailli de Caux, capitaine de Harfleur et vicomte de Montier villier de mettre en sa main les effets d'une prise amenée à Harfleur.

2. RYMER, *Fœdera* (1745), IV, I, p. 47. Trêves du 27 juin 1403 : « in eorum absentia seu negligentia ».

3. Voir la note précédente.

4. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 17 f° 97. Arrêt du Parlement en appel du 17 avril 1361.

5. *Archives historiques de la Gironde*, IX, p. 449, 470.

Dans le courant du xv<sup>e</sup> siècle, l'amiral finit par faire prévaloir comme un principe que seuls ses lieutenants avaient droit de juger les prises maritimes en première instance. Il obtint alors des ordonnances en sa faveur. Les conflits sans fin entre les justices avaient des inconvénients graves : ils « énervaient » la juridiction de l'amiral et lui ôtaient toute autorité. A une époque où les juges étaient rémunérés d'après le nombre de procès dont ils avaient à connaître, la lutte pour la compétence était la lutte pour la vie : aussi les choses ne se passaient pas toujours pacifiquement. Les officiers des justices rivales se faisaient entre eux des procès ; ils se mettaient réciproquement en prison eux et leurs sergents (1). Ces inconvénients, déjà graves pour des affaires ordinaires, étaient portés à leur plus haut degré dans les matières de prises qui ont toujours exigé la célérité : les réclamants venus de l'étranger voyaient leur affaire s'éterniser, sans savoir à qui demander justice ; et les corsaires obligés de plaider pour obtenir la délivrance de leurs prises étaient interrompus dans leurs courses.

Aussi la royauté dut estimer que le mieux était encore

1. Bibl. Nat. ms. Joly de Fleury 1719 f. 169. Déclaration du 24 février 1534-5. Les officiers royaux et ceux des seigneurs ayant leurs terres près la mer « inquiètent les officiers de nostredit cousin (l'amiral) tant par procès, emprisonnement de leurs personnes et de ses sergents et autres voies collorées de justice, disant qu'ils sont ordinaires des lieux ».

de reconnaître que la compétence de l'amiral était exclusive de celle de tous autres juges, malgré le peu de garanties que donnaient ses lieutenants. Le principe fut plusieurs fois proclamé à la fin du xv<sup>e</sup> siècle et dans le cours du siècle suivant : lettres patentes du 14 juillet 1490, du 15 juillet 1508, édit du 27 août 1512, déclaration du 24 février 1534-5. Le nombre même des édits et déclarations qui confirment les droits et privilèges de l'amirauté suffit à prouver combien ces privilèges étaient peu respectés (1).

La lutte de l'amiral avec les seigneurs justiciers fut encore plus vive. Elle commença à peu près en même temps que la juridiction de l'amiral et dura jusqu'à la suppression de la charge.

Les prétentions de l'amiral se fondaient sur ce que les droits, qu'il avait sur la mer, étaient des droits régaliens et que seul il avait le droit de les exercer en qualité d'officier du roi. Comme le dira en 1535 un procureur général au Parlement, « la seigneurie de la mer appartenait au roi par le droit de sa couronne, qui étoit du tout incommunicable à tous seigneurs inférieurs ; car en quelque sorte que les premiers rois aient distribué les terres aux seigneurs pour les tenir en hommage d'eux, si est-ce qu'ils se sont réservé toute puissance et souveraineté sur la mer » (2).

1. *Ordonnances*, XXI, p. 370, note ; p. 484. — Voir note ci-dessus.

2. CHOPIN, *Commentaire de la coutume d'Anjou*, I, 51, *Œuvres* (éd. 1663), p. 517.

Mais ces prétentions ne pouvaient pas triompher aussi vite que l'auraient voulu les légistes. Enlever le droit de justice sur la mer aux seigneurs hauts justiciers qui l'avaient eu pendant des siècles, c'était une véritable expropriation, c'était leur enlever la source de profit qu'ils tiraient du dixième des prises ou des amendes. Aussi, au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, l'amiral avait beau soutenir que, les droits d'amirauté étant droits régaliens, les seigneurs étaient incapables d'en avoir une possession et une saisine régulières ; le Parlement consentait néanmoins à admettre les gentilshommes à faire la preuve de leur possession (1). Tout ce qu'obtint l'a-

1. L'amirauté de Jean de Vienne fut marquée par un procès avec le comte et la comtesse d'Eu, où furent développés tous les principes qui domineront la question jusqu'au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle. Dans ce procès intervint un arrêt du Parlement du 21 juillet 1375 (X<sup>1A</sup> 24 f. 272). Le procureur général et l'amiral soutiennent que les droits d'amirauté et notamment le droit de connaître des prises maritimes sont des droits régaliens : « Erantque predicta jura jura regalia que nulli alii a nobis competeabant... ; dicti vero conjuges non erant capaces possessionis in contrarium per ipsos proposita et allegata, nec unquam fuerant aut erant in dictis partibus aliqui comites, barones aut alii nobiles, qui talibus possessionibus, juribus usi fuissent vel uterentur, ad talem possessionem proponendi non erant aut sunt admittendi conjuges antedicti sed dicti procurator noster et admirallus erunt et sunt admittendi... ». — Cependant le Parlement reconnut le droit pour le comte d'Eu et sa femme de faire la preuve de leur possession : « Per arres-

miral, c'est que nul ne pourrait réclamer connaissance des faits de la mer s'il n'avait un titre, qui le plus souvent était la possession immémoriale.

Et ainsi dans les affaires de prises se présentaient avec les barons les mêmes conflits de compétence qu'avec les juges royaux. Les inconvénients qui résultaient de cet état de choses étaient semblables, si ce n'est pires. Les officiers de l'amiral et ceux des seigneurs, voulant mettre en leur main une prise, allaient jusqu'à de véritables luttes où il y avait « grant rebellion ». C'étaient les gens de justice eux-mêmes qui faisaient le pillage qu'ils étaient chargés d'empêcher ; et « chascun en prenoit sa part » (1). En même temps se poursuivait la lutte juridique avec procès sans fin et emprisonnement des officiers de la juridiction rivale.

La royauté chercha à mettre ordre à cet état de choses. Comme les procès entre l'amiral et les seigneurs à propos de la justice ne finissaient jamais, il fallait

tum ejusdem curie dictum fuit quod dicti conjuges erant et sunt admittendi ad eorum possessionem et saisinum proponendum per modum per quem ipsam proposuerunt ». — L'affaire du comte d'Eu fut terminée par un accord du 30 août 1377 (FONTANON, *Ord.*, t. III, p. 9) par lequel le comte abandonnait, moyennant une compensation pécuniaire, ses prétentions au dixième des prises et à la connaissance des causes maritimes. — Voir d'autres extraits de l'arrêt plus haut, p. 41 et p.

1. Voir page 139, note 1, plaidoiries dans un procès entre l'amiral et le sire de Cayeu.

bien que, pendant l'instance, les affaires de prises fussent jugées : la « seureté et le bien du royaume » souffraient de toutes ces lenteurs. Une ordonnance du 2 octobre 1480, considérant que les droits d'amirauté étaient droits royaux, décida que, pendant le procès, l'amiral en jouirait par mesure de provision jusqu'à ce que la sentence fût rendue (1). Cela revenait à peu près, les procès étant interminables, à exproprier les seigneurs : l'amiral acquit de la sorte la connaissance de presque toutes les affaires maritimes.

Mais toutes les ordonnances rendues en faveur de l'amirauté contre les juges ordinaires ou contre les seigneurs restèrent inefficaces. L'anarchie régna dans la justice maritime au xvi<sup>e</sup> siècle, comme aux siècles précédents. Pendant le règne de François I<sup>er</sup> l'amiral eut à disputer le jugement des prises aux officiers royaux et aux gentilshommes ayant leurs terres près de la mer (2). Ce fut encore pire quand commencèrent les guerres de religion : juges ordinaires et seigneurs, profitant de l'affaiblissement du pouvoir central, s'efforcèrent de regagner le terrain perdu. L'amiral de Coligny, ayant embrassé le parti de la réforme, était en état de rebellion contre la couronne, et légitimement on put lui désobéir ; ses successeurs, employés au fait des guerres du roi, n'eurent pas le temps de s'occuper de leurs fonctions. Et ainsi, à la faveur des troubles,

1. *Ordonnances*, XVIII, p. 583.

2. Déclaration du 24 février 1534-5.



les officiers royaux invoquaient leur qualité d'ordinaires des lieux ; les seigneurs hauts justiciers se prétendaient amiraux en leurs terres : quelques actes d'usurpation leur donnaient une possession qu'ils disaient immémoriale.

Cela suffit à expliquer la recrudescence de la piraterie qu'on remarque à cette époque.

L'amiral chercha à rentrer dans ses droits : édits et déclarations furent multipliés par la royauté pour faire défense aux ordinaires et aux seigneurs de les usurper : 13 janvier 1574, 12 février 1576, août 1582 (1). La fréquence même de ces ordonnances en montre le peu d'effet. Encore du temps de Henri IV en Guyenne l'amiral fut obligé d'obtenir un arrêt du Conseil pour faire respecter ses privilèges par certains seigneurs (2).

### § 3. LES TROIS AMIRAUTÉS PROVINCIALES.

Les conflits de juridiction, qui viennent d'être étudiés, étaient plus que suffisants pour favoriser les excès des corsaires par l'affaiblissement de l'autorité. Mais ce n'était pas tout. A partir du xv<sup>e</sup> siècle, la police et la justice maritimes, au lieu d'être concentrées

1. *Ordonnances royaux sur le fait de l'admirauté* publiées en 1587, à la bibliothèque Sainte Geneviève.

2. Arch. Nat. E 6<sup>a</sup> f° 257. Arrêt du 16 mars 1604. FOURNIER, *Hydrographie*, p. 252.

entre les mains d'un seul amiral, furent partagées entre quatre amirautés en lutte l'une avec l'autre.

L'amiral de France, au milieu du xv<sup>e</sup> siècle, avait la police de toutes les côtes, qui relevaient alors directement de la couronne, c'est-à-dire des côtes de Normandie, Picardie, Poitou, Aunis, Saintonge et Languedoc (1). Mais, à partir de cette époque, de nouvelles provinces maritimes furent réunies au domaine royal, chacune fort jalouse de ses privilèges et désireuse d'avoir un amiral qui fût à elle. De là, à côté de l'amirauté de France, apparurent les amirautés de Guyenne, de Provence et de Bretagne. Certaines même sortirent de leur province et empiétèrent sur le domaine de l'amiral de France.

L'amiral de France essaya de faire disparaître ces amirautés rivales. D'abord il tenta de se les subordonner (2) ; puis, lorsqu'il eut échoué, il obtint de cumuler avec sa charge une ou plusieurs amirautés locales : on verra le peu de succès qu'eut sa tentative. L'unité n'était pas rétablie dans l'administration de la marine, lorsque le cardinal de Richelieu fit supprimer l'office d'amiral par édit de janvier 1627.

Ces quatre amiraux ne vivaient pas en bons termes les uns avec les autres et leurs différends avaient un contre-coup dans les matières de prises. Le dixième,

1. VIOLLET, *Histoire des institutions*, II, p. 447.

2 LA RONCIÈRE, II, p. 439, Voir le chapitre intitulé « les quatre amirautés ».

qui joua toujours un grand rôle dans le jugement de ces sortes d'affaires, était âprement disputé. Que décider si un navire équipé par l'amiral de Guyenne ramenait ses prises dans le ressort de l'amirauté de France ? Si le corsaire était parti d'une amirauté et arrivait avec des prises dans une autre, à qui revenait le droit au dixième et partant le jugement de la prise ? La question était importante : la chose jugée par une amirauté ne l'était pas pour l'autre.

Aussi, pour éviter ces luttes, qui n'étaient pas faites pour donner aux capitaines des navires de guerre le respect de la justice, les ordonnances décidèrent qu'il fallait rentrer au port d'où on était parti. Exception était faite pour le cas où la tempête, ou bien la crainte de l'ennemi, obligerait les maîtres et conducteurs de navires à se réfugier dans un autre port : en pareille circonstance, le dixième était toujours attribué à l'amiral du port de départ, mais la prise était jugée sur les lieux (1).

Il convient maintenant d'étudier spécialement chacune de ces trois amirautés provinciales. On verra aussi qu'au xvi<sup>e</sup> siècle l'anarchie y régnait.

I. AMIRAUTÉ DE GUYENNE (2). — La Guyenne fut réunie au domaine de la couronne après l'expulsion

1. BERNIER, *Procès-verbaux du Conseil de régence de Charles VIII*, p. 226. — Ordonnance de 1543-4, art. 28-29.

2. BORDENAVE, *Notice sur l'amirauté de Guyenne dans les Actes de l'Académie de Bordeaux*, 1880.

des Anglais (1453). L'amiral de France n'y établit pas immédiatement des lieutenants ; mais son autorité y fut reconnue, puisque ses saufs-conduits furent tenus pour valables par les Grands Jours institués à Bordeaux presque de suite après l'annexion (1).

Mais, Louis XI ayant donné la Guyenne en apanage à son frère Charles, le nouveau duc, pour mieux marquer son indépendance, créa un amiral spécial à sa province. Après la mort mystérieuse de ce prince en 1472, l'amiral de France, duc de Bourbon, s'empressa d'affirmer sa juridiction sur la Guyenne, en nommant un lieutenant général ayant autorité depuis la côte de Bretagne jusqu'à celle d'Espagne (20 novembre 1472), c'est-à-dire non seulement sur le duché de Guyenne, mais sur des pays qui, comme le Poitou, la Saintonge, relevaient depuis longtemps de l'amiral de France (2).

Mais le roi, ayant intérêt à ménager l'amiral et le vice-amiral nommés par le feu duc, les maintint dans leurs charges en accordant un dédommagement pécuniaire au duc de Bourbon (19 février 1472-3).

Non seulement cet amiral provincial et ses successeurs eurent autorité en Guyenne ; mais leur juridiction fut aussi étendue que celle que l'amiral Louis de Bourbon avait donnée à son lieutenant général en

1. *Archives historiques de la Gironde*, IX, p. 422.

2. Bibl. Nat. ms. Clairambault 825 f. 62.

1472 : leur amirauté s'exerça depuis la côte de Bretagne jusqu'à celle d'Espagne.

Et ainsi le domaine de l'amiral de Guyenne était partagé entre deux Parlements : celui de Paris et celui de Bordeaux. Il lui fallait faire enregistrer ses lettres de provision dans les deux cours. Ses lieutenants particuliers établis en Saintonge, Aunis, Poitou et au gouvernement de la Rochelle ressortissaient au Parlement de Paris ; les autres à celui de Bordeaux.

Le Parlement de Paris craignit que l'amiral de Guyenne n'établît un lieutenant général unique pour toute sa circonscription, dont les appels auraient pu lui échapper. Aussi ordonna-t-il le 15 décembre 1522 au sieur de la Trémoille de commettre un lieutenant général à la Table de Marbre du Palais à Paris pour connaître des appels de ses lieutenants particuliers (1). Désormais, en enregistrant les provisions de l'amiral de Guyenne, la cour le fit « sans approbation du siège de l'amiral de Guyenne ailleurs qu'à la Table de Marbre » (2). Et ainsi, dans le ressort du Parlement de Paris, le siège général de l'amirauté à la Table de Marbre du Palais devint commun à l'amirauté de France et à l'amirauté de Guyenne.

1. DU TILLET, *Recueil des rois*, p. 280.

2. Lenain, Registre 32, f° 127 v°. Enregistrement des lettres du roi de Navarre nommé amiral de Guyenne, 18 janvier 1529-30.

Il ne semble pas par contre qu'il fût créé une Table de Marbre pour les sièges particuliers du ressort de Bordeaux. Dans ce Parlement il n'y eut que deux degrés de juridiction.

Les guerres de religion devaient pour un temps donner plus d'autonomie à l'amirauté de Guyenne. Des congés furent octroyés par Henri de Navarre, lors amiral de Guyenne, pour faire la guerre « aux ennemis de la religion crestienne et réformée et de la cause commune et generalle » ; d'autres furent délivrés par la reine Jeanne de Navarre (1). Les prises étaient jugées en première instance par les sièges particuliers où dominaient les protestants. Mais où porter l'appel ? On ne pouvait songer à la Table de Marbre de Paris ni au Parlement de Bordeaux, qui étaient entre les mains des catholiques. Le juge en seconde instance fut le con-

1. Archives de la Charente-Inférieure, B 174, 28 janvier 1570 Le conseil de la reine de Navarre « a declaré que suivant les congés cy-devant octroyés, tant par Sa Majesté que par Messigneurs les princes de Navarre et de Condé, au capitaine Sore et autres capitaines de la marine pour faire la guerre contre les ennemis de la religion crestienne et reformée et de la cause commune et generalle, que encores que les Venitiens et Italiens ne soient specifiez et nommez par lesdictz congez que touteffois elle et mesdictz seigneurs les princes entendent lesdictz Venitiens et Italiens estre ennemys de ladicte religion reformée et cause generalle, comme les Espagnols, Portugois, Flamans et aultres tenans le party de la religion romaine... ».



seil du parti, puis une chambre d'amirauté spéciale créée à la Rochelle (1). Cette juridiction disparaissait à chaque édit de pacification, pour renaître sitôt la guerre recommencée. Supprimée par Henri IV en 1591, elle reparut lors des soulèvements des protestants sous Louis XIII (2).

Ces suppressions à la paix de la juridiction d'appel pouvaient soulever des questions délicates. Qu'arrivait-il, si, une prise étant déjà jugée en première instance, le tribunal du second degré était supprimé, pendant la durée de la procédure d'appel, avant l'arrêt définitif ? Il nous semblerait que les prises faites pendant une guerre civile par le parti rebelle sur le parti du pouvoir régulier ne devraient pas être jugées après la conclusion de la paix par les tribunaux du gouvernement légal. Et cependant, par sentence du 21 janvier 1572, la Table de Marbre reçut un appel interjeté contre une sentence de l'amirauté de la Rochelle, qui avait déclaré de bonne prise un navire capturé par les protestants sur les catholiques. Cet appel, porté d'abord devant les juges établis par la reine de Navarre, n'avait pu suivre son cours après la paix de Saint-Germain en 1570 (3).

1. *Nouvelle revue historique de droit*, 1905, p. 499, note 2.

2. Bibl. Nat., portefeuilles de Fontanieu 725, f. 105, 112. Archives de la Charente-Inférieure B 176, 180, 181, 182, 183.

3. Voir l'avant-dernière note.

Les tentatives, faites lors des guerres de religion pour créer un siège général d'amirauté à la Rochelle, échouèrent donc. L'amirauté de Guyenne disparut bientôt elle-même. Déjà, avant la guerre civile, quelques amiraux de France avaient réussi à obtenir l'amirauté de Guyenne. Après le rétablissement de la paix, les deux amirautés eurent quelque temps des titulaires différents. Enfin le duc de Montmorency, déjà amiral de France et de Bretagne, se fit nommer en 1612 amiral de Guyenne : il obtint un édit du 23 décembre 1615 qui réunissait à perpétuité les deux amirautés de France et de Guyenne (1). Cette réunion ne semble avoir fait aucune difficulté.

Ainsi, lors de la suppression de l'office d'amiral en 1627, l'union de toutes les côtes du Ponant sous un même chef paraissait faite. Mais elle n'était que théorique : car en Bretagne l'autorité du duc de Montmorency était bien incertaine.

II. AMIRAUTÉ DE BRETAGNE (2). — La Bretagne avait eu, du temps de ses ducs, son amiral particulier, au moins depuis 1350. Elle le conserva après le mariage de Charles VIII et d'Anne de Bretagne.

1. Bibl. Nat., ms. Moreau 1337, f. 216, 221.

2. DU CREST DE VILLENEUVE, *Essai historique sur la défense des privilèges de la Bretagne concernant l'amirauté*, Bull. arch. de l'association bretonne, 3<sup>e</sup> série, t. XVI, 1897, p. 287.

Il y eut rapidement des tentatives de centralisation maritime. L'amiral de France fut amiral de Bretagne en 1495-1496 ; en 1517, la Trémoille cumula les amirautés de Bretagne et de Guyenne ; même Brion réunit un moment les trois amirautés du Ponant de 1532-3 à 1543.

Brion étant mort, l'amirauté de Guyenne fut donnée au roi de Navarre, gouverneur de la province, tandis que Claude d'Annebault était investi des charges d'amiral de France et de Bretagne (1).

Il semblait alors que les deux amirautés de France et de Bretagne étaient définitivement confondues en une seule. Au cumul de fait s'ajoutait la situation juridique nouvelle créée par l'édit de 1532, qui avait proclamé l'union du duché de Bretagne à la couronne, « pour avec le royaume faire une mesme chose ». Claude d'Annebault obtint une déclaration du 15 avril 1544, proclamant « que ledit office d'amiral pour sa qualité doit suivre ladite union » : désormais l'amirauté de Bretagne devait être « réduite et confuse sous le principal chef qui est ladite amirauté de France ». Le mot de Bretagne était inutile dans les provisions : en vertu de son titre même, l'amiral de France avait autorité sur les côtes de la province (2).

Cependant les amiraux successeurs d'Annebault

1. Bibl. Nat., ms. Dupuy 318, f° 179.

2. GODEFROY, *Admiraux*, p. 54.

crurent plus prudent de s'intituler amiraux de France et de Bretagne. Cela ne suffit point à calmer les susceptibilités de la plus indépendante des provinces de la monarchie française ; et bientôt l'amiral de France et de Bretagne n'eut dans l'ancienne Armorique qu'une autorité purement nominale et tout particulièrement en ce qui concernait la course maritime.

Et d'abord l'amiral n'osa jamais instituer dans la province des lieutenants pour rendre la justice en son nom. Les affaires de prises y furent jugées, comme elles l'étaient en France au début du xiv<sup>e</sup> siècle, par les juges ordinaires, c'est-à-dire par les sénéchaux royaux. Les Bretons auraient considéré cet établissement comme une atteinte à leurs privilèges, parce que ç'aurait été des officiers relevant d'un supérieur étranger au pays. La cour de Rennes, gardienne des libertés bretonnes, en enregistrant les provisions de l'amiral mettait comme condition qu'il ne pourrait créer dans la province de sièges d'amirauté (1).

Evidemment on ne souffrait pas davantage que la Table de Marbre de Paris cherchât à s'immiscer dans les prises amenées en Bretagne : les appels des juges ordinaires étaient portés directement au Parlement local (2). Cependant la Table de Marbre cherchait parfois

1. Dom MORICE, *Preuves*, III, col. 1551, pour 1592 ; IV, col. 1639, pour 1596.

2. GODEFROY, *Admiraux*, p. 57.

à faire prévaloir sa juridiction en annulant des sentences rendues par des juges bretons ; mais ses jugements n'étaient pas exécutés dans la province (1). C'est en vain que le lieutenant général s'intitulait lieutenant général de l'amirauté de France, Guyenne et Bretagne (2).

Mais ce ne fut pas tout : on contesta aussi à l'amiral le droit de délivrer des congés et de percevoir le dixième des prises.

Dès 1548, c'est-à-dire quatre ans seulement après la déclaration de 1544, une lettre du roi Henri II prescrit au gouverneur de la province de donner ordre « à ses sujets de Bretagne de s'armer et équiper en guerre pour courre sus aux Anglois sur mer et que des prises qu'ils feront n'en sera payé aucun dixme ny aucun droit ». Le roi a sans doute eu « égard a la passion des Bretons qui voient de bien meilleur œil leurs propres gouverneurs que les officiers généraux de la province ». Que restait-il dans ces conditions à l'amiral ? Il n'avait pas de droit de juridiction, ne percevait pas de dixième qui lui permît d'équiper des navires et ce n'était pas lui, mais le gouverneur, qui délivrait les congés (3).

Les guerres de religion facilitèrent encore les

1. Exemples de : 1586, Bibl. Nat. ms. Joly de Fleury 1719, f° 93, v° ; 1624, *Nouvelle revue historique de droit*, 1903, p. 657.

2. *Nouvelle revue historique de droit*, 1903, p. 336, n. 3.

3. Bibl. Nat. ms. Clairambault 825, f° 103. Mémoire de la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, qui prétend que l'original de la lettre se trouve au Trésor des Chartes du duché de Penthièvre.

usurpations du gouverneur. L'amiral de France et de Bretagne, Coligny, en embrassant le parti de la religion réformée et en luttant à main armée contre le roi, se rendait coupable du crime de lèse-majesté qui devait entraîner sa destitution. En attendant qu'il pût être jugé par le Parlement, le gouvernement royal chercha à lui ôter, autant qu'il put, les fonctions de son office, particulièrement la garde des côtes : les gouverneurs de province en furent provisoirement chargés, et entre autres celui de Bretagne. Mais, tandis que, la paix une fois rétablie, les gouverneurs des autres provinces cessèrent d'exercer les droits d'amirauté, en Bretagne, le lieutenant général prétendit les conserver comme étant dépendants de sa charge (1).

C'est en vain que les successeurs de Coligny cherchèrent à rétablir leur autorité dans la province. Ils avaient à lutter contre l'entêtement breton. Malgré leurs réclamations, ils ne purent empêcher le gouverneur de délivrer des congés : on voit alors des capitaines, pour se mettre à couvert à tout événement, demander une commission à la fois à l'amiral et au gouverneur (2). Quant au dixième, l'amiral n'arrivait pas à le percevoir.

Un accord intervint momentanément le 10 février

1. GODEFROY, *Admiraux*, p. 53. — Bibl. Nat., ms. Dupuy 318, f° 177, v°.

2. En 1575 : Bibl. Nat., ms. Duchesne 43, f° 38.



et le 5 avril 1584. Il rétablissait à peu près ce qui paraît avoir été le *statu quo* au moment où la Bretagne avait son amiral particulier. Défense était faite à l'amiral d'établir dans la province des officiers d'amirauté ; il obtenait seulement une satisfaction platonique : les juges ordinaires, qui continuaient à exercer la justice en matière maritime, devaient tenir un registre à part pour les faits en dépendant ; de plus, quand ils statuaient sur une affaire de cette nature, ils devaient ajouter à leur qualité celle de « lieutenant de l'amiral au siège de... ». Naturellement les appels continuaient à ressortir au Parlement de Rennes. Le seul avantage effectif qu'avait l'amiral, c'était de pouvoir percevoir le dixième et les droits sur les naufrages ; il pouvait instituer dans le pays un receveur (1).

Cet accord, ratifié par le roi, ne devait être exécuté que pendant le temps que le duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne, resterait en fonctions. Il ne dura pas aussi longtemps. Dès le 17 août 1588 une déclaration abolit ces articles « comme chose n'ayant eu lieu » (2).

Les prétentions du gouverneur furent encore confirmées par les lettres de provision du duc de Vendôme, le 26 avril 1598, puis par une déclaration du 6 avril 1609. Alors s'engagea entre l'amiral de France et le gouver-

1. Dom MORICE, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire de Bretagne*, t. III, col. 1473, 1478.

2. Dom MORICE, III, col. 1487.

neur un procès qui devait se poursuivre pendant tout le xvii<sup>e</sup> siècle. L'amiral de Damville s'opposa à l'effet de la déclaration de 1609.

Une telle affaire ne pouvait jamais être jugée au fond parce qu'elle touchait trop aux susceptibilités des Bretons. Le Conseil du roi, par arrêt du 3 octobre 1611, décida qu'en attendant la solution du litige le duc de Damville jouirait par provision en Bretagne des « droits, autorités et preeminences appartenans à l'office d'amiral de France ». Le Parlement de Rennes ayant refusé d'enregistrer cet arrêt, un nouvel arrêt du 26 juin 1613 évoqua au Conseil tous les procès concernant les faits de marine où l'amirauté de France serait partie intervenante ou principale. Cet arrêt fut confirmé par un autre du 30 janvier 1625 (1).

Finalement une sorte de *modus vivendi* semble s'être établi. L'amiral fut admis à délivrer des congés en Bretagne ; mais ils devaient être enregistrés par les juges bretons : l'enregistrement fait à la Table de Marbre était sans valeur (2).

1. GODEFROY, *Admiraux*, p. 52, 66. -- Bibl. Nat., ms. Duchesne 43, f<sup>o</sup> 141, 142.

2. Bibl. Nat., ms. Duchesne 43, f<sup>o</sup> 74. Arrêt du Parlement de Rennes du 17 octobre 1624 ordonnant l'enregistrement au greffe de la justice de Saint-Renan d'une commission de l'amiral : « La Cour, sans avoir esgard a la resgestrature faicte au greffe de la Table de Marbre du Palays à Paris, a renvoyé et renvoyé la requeste dudit Rusquen devant les juges de Saint-

III. AMIRAUTÉ DE PROVENCE OU DE LEVANT (1). —

L'anarchie existait aussi dans la Méditerranée ; mais de bonne heure l'amiral de France cessa de prétendre y exercer ses droits.

La Provence fut réunie à la couronne en 1481 après la mort du dernier comte, Charles d'Anjou, qui l'avait léguée à Louis XI. Le testament de ce prince suppliait le roi de maintenir le comté en ses privilèges et coutumes.

Le premier gouverneur, nommé par Louis XI, fut messire Palamède de Forbin. Ses lettres de provision lui donnaient des pouvoirs beaucoup plus étendus que ceux des autres gouverneurs : c'était un véritable vice-roi ayant tous les droits de régale et de souveraineté, à la réserve de celui de battre monnaie. Si les droits d'amirauté n'étaient point expressément compris, ils résultaient implicitement du droit qu'avait le nouveau gouverneur de prendre possession de tout le comté : évidemment cela embrassait la terre et la mer. C'est ainsi du moins que les Provençaux comprirent les

Renan, pour estre pourveu sur la registrature de ladicte commission, faire procès-verbal de ses navires, victailles, nombre et du nom de ses hommes et luy enjoindre de garder les ordonnances de l'admirauté pendant ses voyages et de faire son retour à Brest ou autre havre de cette province pour y faire juger ses prises et non ailleurs et de se faire bailler caution ou gages de la valeur de dix-huit mil livres ».

1. LA RONCIÈRE II, p. 448, GODEFROY, *Admiraux*, p. 43.

choses : l'amiral de France, Malet de Graville, fut éconduit par les municipalités du pays, quand il s'avisa de faire reconnaître par elles son autorité (1).

Palamède de Forbin et ses deux successeurs immédiats, qui avaient des pouvoirs aussi étendus que lui, purent ainsi exercer avec le gouvernement les fonctions d'amirauté. Ces dernières fonctions furent reconnues en termes formels au gouverneur René de Savoie dans les lettres patentes du 20 février 1514-5 comme ayant été une attribution de ses prédécesseurs.

Ces premiers gouverneurs de Provence ont même eu en matière maritime une autorité plus grande que l'amiral de France. Ils avaient « pleine et entière cognoissance des faits des mers du Levant et de toutes matières et différends de guerre..., sans que le Parlement de Provence pût recevoir les appellations ». Ainsi, au début du xvi<sup>e</sup> siècle, les affaires de prises étaient en Provence jugées souverainement par le gouverneur.

L'amirauté reçut bientôt dans les mers du Levant la même organisation que dans le Ponant. Sous Henri II, un édit de 1555 y créa des sièges particuliers sur le modèle de ceux qui avaient été établis dans l'amirauté de France. Néanmoins le gouverneur continua à juger lui-même les affaires importantes.

Déjà, quelque temps auparavant, l'ordonnance de 1535 sur la réformation de la justice en Provence avait

1. SPONT, *La marine française sous Charles VIII*, p. 66, n. 2.

soumis les sentences judiciaires du gouverneur dans les causes maritimes à l'appel au Parlement d'Aix. Mais, malgré cette ordonnance, les « amiraux du Levant, ayant gousté la douceur de la souveraineté en la justice, continuèrent à se soustraire à l'appel à la cour ». Il fallut une déclaration de septembre 1560, qui vint décider que l'amiral du Levant n'avait pas d'autre pouvoir en sa circonscription que l'amiral de France en la sienne.

A partir d'alors les sièges d'amirauté de la Méditerranée relevèrent du Parlement d'Aix, comme ceux du Ponant relevaient de leurs Parlements respectifs.

*Lieutenant général des galères.* — Si, depuis l'échec de Malet de Graville, l'amiral du Levant n'eut plus à redouter l'amiral de France, il eut par contre en face de lui un rival autrement redoutable : ce fut le général des galères.

Le roi Charles V avait déjà dans la Méditerranée des galères placées sous le commandement d'un vice-amiral et destinées à garder la côte contre les « Ethiopiens » Sarrasins et autres pirates (1). Cette escadre eut une durée éphémère. Au xv<sup>e</sup> siècle, elle fut reconstituée et Jacques Cœur, le premier, y employa des forçats. A la tête de ces galères on voit d'abord le neveu de Jacques Cœur, « capitaine des galères du roi », puis un lieutenant général dont les fonctions sont définies dans un mémoire de 1481 (2).

1. LA RONCIÈRE II, p. 32, 33, 38.

2. LA RONCIÈRE II, p. 277, 279, 383, 430.

Après la réunion de la Provence, ce général des galères eut à lutter contre le gouverneur qui se prétendit amiral de toutes les côtes du Levant. De nombreuses ordonnances cherchèrent à prévenir les conflits entre les deux officiers, sans cependant arriver à « purger tout doute et scrupule qui pourroit naistre au faict de la justice ».

La question se présentait pour le jugement des prises d'une manière spéciale. Le rôle principal des galères était de donner la chasse aux corsaires barbaresques, dont les incursions sur les côtes provençales étaient devenues fréquentes dès le règne de Louis XI. Ces Turcs ou autres mécréants se souciaient fort peu du droit des gens et ne s'arrêtaient pas à des formalités compliquées et minutieuses quand ils pillaient les navires marchands. Puisqu'ils étaient en dehors du droit international commun à tous les peuples chrétiens, était-on obligé de procéder à leur égard conformément à ce droit ?

Aussi le général des galères soutenait que les prises faites sur ces pirates devaient échapper au jugement des officiers d'amirauté. C'était lui qui devait statuer sur-le-champ. Au lieu de s'embarrasser de formalités minutieuses, la première chose qu'il faisait, après avoir capturé un navire barbaresque, c'était de faire trancher la tête au « reis » qui le commandait. Un supplice différé n'aurait jamais été aussi exemplaire.

Sans doute on procédait sommairement, mais on



se conduisait comme des gens civilisés. Le lieutenant général n'ordonnait cette exécution qu'après avoir vérifié que le « reis » avait commis auparavant sur les sujets du roi « infinies volleries ». On ne l'exécutait qu'après lui avoir lu les capitulations faites et jurées entre le dey d'Alger et la cour de France, « affin de le convaincre du violement d'icelles, au préjudice du respect qu'il doit à son prince et de la foy et liberté publique » (1).

Dans ces conditions quel jugement pouvaient avoir à rendre les officiers d'amirauté ? Leur faire vérifier la validité de la prise, après avoir fait couper la tête de celui qui pouvait se porter pour réclamant, aurait été une formalité ridicule.

L'amirauté aurait pu au moins intervenir dans la vente et la liquidation des prises faites par les galères. Mais tous les biens acquis par les galères appartenaient au roi, puisque c'était lui qui les équipait. Le butin faisant partie du domaine, toutes les opérations y relatives rentraient naturellement dans la compétence de la cour des comptes de Provence (déclaration du 31 mars 1554-5). Faire intervenir le lieutenant de l'amiral, ç'aurait été le rendre supérieur d'une cour souveraine, puisque cette chambre aurait travaillé en conséquence d'un jugement par lui rendu (2).

1. *Lettres missives de Henri IV*, V, p. 654, à M. de Brèves, 11 août 1602.

2. Affaires Etrangères, Mémoires et documents, France 824, f. 112, Mémoire du général des galères « pour esclaireir

Ainsi l'amirauté était complètement exclue de tout ce qui concernait les prises faites par les galères du roi.

le differend du jugement des prises » de 1621. « De nécessité absolue ledict jugement doibt appartenir audict sieur general, d'autant que, lorsqu'il a forcé un vaisseau ou contraint quelque autre d'amener ses voilles, il faut qu'au mesme instant il entre en congnoissance de cause pour le retenir ou relacher sur le champ, sy le cas y eschet ; autrement il n'y auroit que confusion et desordre. Joint que par les loix de la mer la première chose que l'on faict, ayant pris quelque vaisseau corsaire, c'est de faire trancher la teste au raiz qui le commande pour servir d'exemple et donner terreur aux autres, ce qui ne se pourroit faire, si le jugement desdites prises n'appartenoit pas absolument audict sieur general et à son lieutenant en son absence ». Il ajoute plus loin pour répondre aux prétentions du lieutenant de l'amirauté : « La Cour des comptes de Provence pretend que la procédure de la vente desdictes prises luy a esté attribuée par declaration du dernier mars m<sup>v</sup>cliiij, ce qui faict clairement veoir que les prétentions dudict lieutenant de l'admiraulté ne peuvent aucunement subsister ; autrement, il s'en suivroit cette autre absurdité qui n'est pas soustenable : car ce seroit rendre ledict lieutenant superieur d'une Cour souveraine, laquelle en ce cas travailleroit en consequence d'un jugement par luy rendu ».

## CHAPITRE IV

### INSTRUCTION ET JUGEMENT DES PRISES DEVANT LES AMIRAUTÉS

Distinction entre la procédure ordinaire et la procédure extraordinaire. — Obligation pour le corsaire de retour de faire la déclaration de ses prises à l'amirauté ; mise des biens pris dans la main du roi.

- § 1. *Procédure en l'absence de réclamants.* — Rôle du ministère public. — Interrogatoire des preneurs ; visite du navire. — Conditions auxquelles la prise était délivrée aux preneurs.
- § 2. *Procédure en présence de réclamants.* — Interrogatoire des prisonniers. — Citation des défendeurs. — Cautions demandées des parties au début de l'instance. — Preuves : 1<sup>o</sup> Preuves non écrites. 2<sup>o</sup> Preuves écrites : *a*) chartes parties, *b*) lettres certificatoires, *c*) saufs conduits. — Emploi de lettres royaux. — Jugement par provision et jugement définitif.

On vient de voir l'organisation de la justice de l'amirauté. Comment cette juridiction fonctionnait-elle (1) ?

1. Ce qui est dit dans le présent chapitre s'applique non seulement aux sièges d'amirauté, mais aussi aux juges qui en tenaient lieu, comme les juges royaux de Bretagne.

De quelle manière les affaires de prises étaient-elles instruites et jugées ?

Le rôle de l'amirauté était de rechercher : 1° si la prise était valable au point de vue du droit des gens ; 2° s'il n'avait pas été commis quelque acte délictueux. Et, le cas échéant, elle devait à la fois : 1° rendre un jugement sur la validité de la prise ; 2° punir les auteurs de méfaits et de contraventions aux ordonnances (1).

Le fait que la prise ne fût pas valable au point de vue de la loi internationale de la mer n'entraînait par lui-même pas une peine, pourvu qu'on se fût conformé aux ordonnances. Il obligeait seulement les capteurs à la restitution. L'action qui appartenait aux propriétaires du navire arrêté et de sa cargaison restait civile : aussi se transmettait-elle contre les héritiers des preneurs et leurs veuves communes en biens (2). Pareillement on suivait en principe la procédure ordinaire des matières civiles ; cependant, par certains côtés, cette procédure avait un caractère inquisitorial : car il fallait rechercher si quelque acte criminel n'avait pas été commis.

Mais couler à fond un navire, en noyer l'équipage, ou le débarquer dans une île inhabitée, rompre les

1. Au xvii<sup>e</sup> siècle, quand la distinction sera nettement établie entre le pirate et le corsaire, il y aura deux compétences différentes : l'amirauté pour les faits de piraterie, le conseil des prises pour juger les prises faites par les corsaires.

2. Pièce justificative n° 2. Parmi les défendeurs sont des enfants et des veuves de corsaires morts.

coffres avant d'avoir ramené la prise au port, arrêter un vaisseau muni d'un sauf-conduit du roi ou de l'amiral, c'étaient des actes qui entraînaient des peines capitales. En pareil cas, on procédait par la voie extraordinaire : le procureur de l'amiral (et plus tard celui du roi) devait se porter partie contre le coupable, le faire emprisonner (1).

Nous ne dirons rien de la procédure extraordinaire : c'était celle qui était en usage en matière pénale devant les bailliages et les sénéchaussées. Nous ne nous occuperons ici que des mesures d'instruction qui avaient pour but d'arriver au jugement sur la validité de la prise.

Le vœu, qui résultait des ordonnances et des conventions internationales, aurait été que les amirautes procédassent sommairement « sans plaid ni figure de procès ». Il est possible qu'on ait agi de la sorte dans la première moitié du xiv<sup>e</sup> siècle ; et c'est une des raisons qui auraient décidé les réclamants à s'adresser à l'amiral plutôt qu'aux juges ordinaires. Mais, d'assez bonne heure, les lieutenants de l'amiral, qui étaient des juges de profession, comme ceux des baillis et sénéchaux, prirent l'habitude d'agir comme tous les tribunaux, c'est-à-dire lentement : dès 1371, des réclamants reprochaient

1. Pièce justificative n<sup>o</sup> 5. « Il y a plus : car il est infracteur de sauf conduit et *sic* devrait estre puny de peine capital et ne devrait estre oy en procès ordinaire, mais luy devrait on faire son procès extraordinairement ».

au lieutenant de l'amiral à Dieppe de les engager dans des procédures sans fin (1). La procédure sans incidents eût été assez simple ; mais, de même que devant les autres juridictions, les incidents se présentaient sans nombre.

Normalement, comme on l'a vu, le capitaine du navire de guerre devait ramener ses prises au port d'où il était parti, ou, tout au moins, dans un port de la même province. Cette règle avait eu pour but de prévenir les conflits entre les divers amiraux : elle aurait dû aussi assurer davantage la surveillance de l'amirauté sur le navire, puisque tous les documents le concernant se trouvaient réunis au même endroit.

A son arrivée au port avec des prises, le capitaine devait faire une déclaration aux officiers de l'amiral. Cela résultait de l'art. 11 de l'ordonnance de 1373, qui obligeait les maîtres de navires à ramener toutes leurs prises à terre et à en donner connaissance à l'amirauté : en même temps ils devaient avertir l'autorité des méfaits commis par leurs hommes. Au xvr<sup>e</sup> siècle, on exigeait de tout navire venant d'un voyage au long cours un rapport sur chacune des circonstances de son voyage.

On sait déjà que ces prescriptions n'étaient pas toujours observées à la lettre. On a vu en mer des corsaires

1. Pièce justificative n° 1 « ... locum tenente et receptore nostri admiralli prefati nitentibus eosdem actores in pluribus involvere processibus omnimodo neglectis... »



chercher à faire disparaître les témoins de leurs prises ou bien recéler une partie des biens. Souvent la déclaration n'était pas faite ; ou, si elle était faite, elle était incomplète.

Une fois la prise ramenée au port, il était défendu d'en rien soustraire en dehors de la présence des officiers de l'amiral. L'art. 10 de l'ordonnance de 1373 interdisait de « rompre coffre, balle, pipe ou autre marchandise » ; l'art. 12 prescrivait que les « ventes, butins et departemens » seraient faits devant l'amiral ou son lieutenant. Aussi, dès lors, les lieutenants d'amirauté prirent-ils l'habitude de mettre la prise sous la main du roi, c'est-à-dire de la confier à un gardien sequestre pendant la durée de l'instance (1). L'ordonnance du 14 juin 1490, rendue en faveur des Hanséates, disposa que la prise serait gardée par gens solvables par le temps et espace de quarante jours, pour que les réclamants eussent le temps de se présenter au cas où il n'aurait pas été fait de prisonniers (2). Une ordonnance de 1607 porta le délai à deux mois (3).

Rien n'était en principe vendu avant le jugement.

1. Pièce justificative n° 4. Le lieutenant de l'amiral annule un arrêt mis sur les biens par le bailli, mais « dicta bona in prefata coga existentia ad manum nostram ponendo ». Cf. art. 6 de l'ordonnance de 1373, et trêves du 27 juin 1403. RYMER (1740), IV, I, p. 47.

2. *Ordonnances*, XX, p. 241.

3. Pièce justificative n° 10.

Cependant il y avait des choses qu'on ne pouvait garder longtemps : c'étaient les choses sujettes à dépérissement. L'amirauté pouvait en ordonner la vente immédiate et en faisait consigner le prix (1).

Cette mise sous sequestre servait à préparer l'ouverture de la procédure. Il n'était pas d'ailleurs nécessaire pour y pourvoir que les corsaires eussent fait la déclaration ; à défaut de déclaration, l'amirauté pouvait aussi mettre arrêt sur les biens, soit d'office, soit à la requête des réclamants. La procédure pouvait encore être entamée, sans que les biens eussent été mis sous la main de l'amiral : c'était un cas fréquent : les preneurs avaient dissipé les effets de la prise avant leur retour et les biens ne pouvaient pas être retrouvés ; l'instance débutait alors par une réquisition du ministère public ou une demande des réclamants.

Deux cas étaient à distinguer pour la marche de la procédure :

1° Les corsaires n'avaient pas ramené de prisonniers et, postérieurement à leur retour, il ne se présentait personne pour réclamer la prise.

2° Un procès contradictoire s'engageait entre les preneurs et les marchands qu'ils avaient déprédés.

1. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 4789 f° 75, 17 mars 1410-1. « ... et seroient tous les biens mis en la main du roy *vendendis non servandis* ». Il s'agit ici d'une décision prise par le Parlement ; mais en pareille circonstance le lieutenant de l'amiral devait agir de même.

§ I. PROCÉDURE EN L'ABSENCE DE RÉCLAMANTS.

Supposons le cas où il n'avait pas été fait de prisonniers et où, postérieurement au retour du navire de guerre à son port d'attache, personne n'était venu devant l'amirauté pour réclamer la prise. C'étaient des circonstances qui semblaient suspectes ; et les ordonnances étaient remplies de prescriptions relativement à ce cas.

Il est probable, bien que les textes législatifs soient muets à cet égard, que la procédure se déroulait entre le ministère public, demandeur, et les preneurs, défenseurs.

En effet, quand le ministère public était représenté par un receveur ou un procureur de l'amiral, son devoir était de veiller à ce que les droits de l'amiral fussent respectés. Qu'une prise ait été ramenée sans prisonniers, il y avait peut-être une fraude aux droits de l'amiral, puisque le dixième était dû sur les personnes comme sur les marchandises : il fallait donc rechercher s'il n'y avait pas eu une faute des preneurs. De plus, il était nécessaire que le receveur de l'amiral pût s'assurer qu'il n'y avait pas eu de pillage en vue de soustraire une partie des marchandises au dixième. De là, dérivait pour lui le devoir de requérir une information.

Mais, en défendant les droits de l'amiral, le receveur protégeait encore ceux des intéressés dans l'armement

Indirectement aussi il servait les intérêts des marchands déprédés : l'information pouvait amener la découverte de crimes commis contre leurs personnes.

Aussi, à la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, le procureur de l'amiral faisait véritablement office de ministère public : il agissait d'office, quand il soupçonnait une infraction aux ordonnances ; il se considérait comme ayant la garde des droits des sujets et des alliés du roi déprédés par les pirates (1). Au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, quand au procureur de l'amiral eut succédé un procureur du roi, cet officier agissait comme tous les procureurs du roi devant les tribunaux ordinaires.

Au cas où il n'avait pas été ramené de prisonniers, la première mesure d'instruction que prescrivait l'ordonnance de 1373, c'était un interrogatoire des preneurs (art. 6). Et pour que des contradictions fussent possibles, qui permettaient de découvrir les mensonges, chaque homme de l'équipage du navire de guerre devait être interrogé à part et en secret. Il y avait là quelque chose qui faisait partie de la procédure extraordinaire. L'absence de prisonniers était due trop souvent à un crime des preneurs : il était à craindre qu'ils n'eussent jeté les gens de la prise à la mer ou débarqués au loin. C'est ce qui explique le caractère de l'information (2).

Dans cet interrogatoire, les officiers de l'amirauté

1. Pièce justificative, n° 5.

2. L'art. 6 de l'ordonnance de 1373 ne semble pas nettement subordonner l'interrogatoire des preneurs à l'absence

questionnaient les mariniers sur les circonstances de la prise, sur le pays ou la côte où elle avait été faite. Ils demandaient surtout à voir la charte-partie : si la prise avait été faite valablement, les capteurs n'avaient eu aucune raison de ne pas conserver cette pièce ; s'ils ne pouvaient la présenter, c'était peut-être qu'ils l'avaient jetée à la mer parce qu'elle prouvait que le navire était ami.

Cette information était complétée par l'inspection de l'état de la prise. Si tout était en désordre et présentait les traces d'un pillage, c'était que les capteurs avaient enfreint gravement les ordonnances ; il y avait aussi danger que leur prise ne fût pas bonne. De plus, si les navires de la plupart des pays étaient plus ou moins conformes à quelques types de construction, qui étaient partout les mêmes, il y avait aussi certaines particularités nationales ou locales qui permettaient aux gens experts de reconnaître la nationalité du navire ; la nature de la cargaison en décelait aussi l'origine. Aussi dès 1373 il était enjoint aux officiers d'amirauté de voir et faire voir « les marchandises et les nefs par des gens congnoissans a ce ».

Cette instruction préalable pouvait amener la découverte de charges contre les preneurs et alors on en-

de prisonniers : sa rédaction peut au moins laisser un doute. Le doute ne subsiste plus si on lit les art. 4 de l'ordonnance de 1517 et 20 de l'ordonnance de 1543-4 qui sont calqués sur l'art. 6 de 1373, mais mieux rédigés.

trait véritablement dans la procédure extraordinaire, qui tendait à la punition des faits criminels. Sinon, l'affaire restait civile et le jugement intervenait immédiatement.

Ce jugement pouvait être de plusieurs sortes :

1° Si, après l'information faite par les officiers de l'amirauté, il y avait « vraie apparence » que les biens pris fussent à des ennemis, mainlevée du navire et de sa cargaison devait être accordée aux corsaires. Cependant une instruction faite en l'absence de prisonniers et de réclamants, n'étant pas contradictoire, ne donnait pas une entière certitude : il était toujours possible que les propriétaires des effets saisis vinssent se présenter plus tard et demander la restitution de leurs biens. Aussi, pour, le cas échéant, « en avoir recours » sur les capteurs, la délivrance ne devait leur être faite « qu'en prenant leurs noms et avec inventaire des biens ». Les ordonnances de 1517 (art. 4) et de 1543-4 (art. 21) exigèrent de plus que les preneurs fournissent une caution de la valeur de la prise.

2° Il pouvait arriver que l'enquête laissât soupçonner une faute de la part des preneurs, sans en donner la preuve certaine. En pareil cas, il devait être fait diligence de connaître la vérité, et, en attendant, la prise devait être mise en sûre garde aux dépens de la chose, ou même des preneurs, si les circonstances le demandaient. Au cas où finalement il restait impossible de savoir la vérité, personne ne venant réclamer les choses prises, on pou-



vait les délivrer aux corsaires « s'il n'y avait trop grand suspicion qu'elles fussent mal faites ». Mais il fallait que « ce fussent gens solvables, qu'avec ce ils baillassent bonne caution » ; et la délivrance n'avait lieu que « appréciation et loyal inventaire desdictes prises préalablement faictes ». Les corsaires étaient en quelque sorte constitués gardiens sequestres des effets pris, jusqu'au jour où des réclamants venaient se présenter.

## § 2. PROCÉDURE EN PRÉSENCE DE RÉCLAMANTS.

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE. — Si des prisonniers avaient été ramenés, l'information était plus facile. Leur interrogatoire donnait beaucoup plus de renseignements que les mesures qui ont été indiquées précédemment. Tout est déjà prévu sur ce point par l'ordonnance de 1373, que les ordonnances suivantes ont copiée à peu près textuellement. L'art. 4 fait un devoir aux officiers d'amirauté d'examiner les prisonniers « avant que nulle chose ne se descende ». On doit leur demander « le pays dont ils sont et a qui appartiennent les biens ». C'est par eux surtout qu'on apprendra si le navire et ceux qui étaient dedans sont de « nos subjects ou bienvueillans ». Les prisonniers peuvent aussi donner des indications sur les circonstances de la prise, dire notamment s'il y a eu pillage ou autre crime

commis par les gens de l'équipage du navire de guerre (1).

C'est à la suite de cet interrogatoire que les prisonniers pouvaient se porter demandeurs contre leurs capteurs, s'ils prétendaient que la prise fût mal faite. Evidemment les propriétaires d'un navire pris par des gens de guerre n'étaient pas obligés de se laisser faire prisonniers, pour être en droit de réclamer plus tard leurs biens. Quand on était attaqué par des pirates, on n'était pas sûr de s'en tirer avec la vie sauve : aussi fréquemment des marchands se réfugiaient dans « leur petit batel » et abandonnaient leur navire

1. Au début du xv<sup>e</sup> siècle l'usage de l'interrogatoire par les officiers de l'amiral n'était pas encore généralisé. Il semble qu'on n'y procédait pas dans certains ports, comme la Rochelle où cependant l'amiral avait un receveur. Il y avait un autre interrogatoire fait par un notaire public à la demande des preneurs : le procès-verbal notarié faisait foi en justice des aveux échappés aux prisonniers. Pièce justificative n° 2 : « Et postmodum predicti Quenaut, Darcon et Thesaurarii, predicti ballenerii domini, ad securius in dicto negotio procedendum et veritatem facti melius investigandum, ... predictos Anglicos per certum notarium publicum, in presentia multorum testium, ut in tali casu fieri consuetum erat, super predictis examinari fecerant.. ». Quand nous parlons au texte de l'introduction de la procédure d'office par l'ordonnance de 1373, il nous reste un doute sur la manière dont cette ordonnance était appliquée en fait au xiv<sup>e</sup> siècle. On pourrait supposer qu'elle était exécutée seulement en Normandie.

« pour la crainte des piteux et inhumains maux qui ont esté commis ». Les ordonnances contenaient toutes un article spécial, pour dire que les juges d'amirauté ne pouvaient leur faire un grief d'avoir ainsi délaissé leur navire : leur demande en restitution des biens était néanmoins recevable.

Supposons donc que les propriétaires des effiets pris aient introduit une demande devant l'amirauté, soit à la suite de leur interrogatoire s'ils avaient été faits prisonniers, soit comme l'auraient fait des plaideurs ordinaires s'ils étaient restés en liberté. Un procès s'engageait entre les réclamants et les corsaires ; et ce procès était jugé par le lieutenant de l'amiral comme tous les autres de sa compétence : la marche générale de la procédure était la même et des incidents analogues pouvaient surgir.

Au cas fréquent où les preneurs n'avaient fait aucune déclaration de leurs prises, le juge de l'amirauté était saisi seulement par la demande des étrangers déprédés. Il s'agissait de citer les corsaires à comparaître et de là de grandes difficultés. Les réclamants, le plus souvent, ne connaissaient ni le nom ni le domicile de ceux qui les avaient pillés. Où donc leur adresser une assignation pour comparaître en justice ? Les corsaires étaient en droit de ne pas tenir compte d'une citation irrégulière. Le traité franco-anglais du 14 juillet 1498 chercha à remédier à cet inconvénient dans la mesure du possible. Dans les ports les plus rapprochés de l'endroit

où le pillage avait été commis, les victimes du dommage pouvaient faire faire une proclamation à son de trompe par voie de héraut dans des formes analogues à celles de la publication des édits. Cette proclamation devait être renouvelée deux fois encore, à quinze jours d'intervalle ; et alors elle produisait les mêmes effets que si le défendeur avait été cité personnellement trois fois, ainsi que l'exigeait l'usage (1).

Quel que fût le mode de citation employé, il n'assurait pas la comparution des défendeurs. Devant l'amirauté, comme ailleurs, le défaut était un de ces nombreux moyens de « delaiier » qui de tout temps ont été à la disposition des plaideurs de mauvaise foi. Fréquemment des corsaires ne répondaient pas à la citation des demandeurs ; d'autres, après avoir commencé à comparaître, s'enfuyaient, quand ils étaient pressés de trop près par les réclamants et reprenaient leurs courses : ils obtenaient ainsi un délai et lassaient par là la patience de leurs adversaires ; si le jugement par défaut leur était défavorable, il leur restait la faculté d'y faire opposition.

Ce n'était pas non plus toujours par mauvaise foi que les preneurs agissaient ainsi. Les lenteurs de la justice les gênaient autant que les réclamants : ces hommes d'action avaient autre chose à faire que de passer leur temps avec les gens de loi. Tel corsaire du xv<sup>e</sup> siècle a

1. *Ordonnances* XXI, p. 58 ; RYMER, *Fœdera* (1740), V, IV, p. 127.

préféré payer une amende de quarante sols plutôt que de demeurer (1).

Pour remédier aux abus du défaut, l'édit d'août 1493 décida que l'opposition n'empêcherait pas l'exécution du jugement ; mais il fallait que le gagnant fournît une caution (2).

Malgré cet édit, il aurait été pour les réclamants plus avantageux de pouvoir forcer les corsaires à comparaître : les demandeurs essayèrent de faire mettre les biens de leurs adversaires sous la main de la justice ou encore de recourir à la contrainte par corps. Mais ces procédés étaient-ils légaux dans l'ancienne France ? « Selon droit commun, dit un corsaire devant le Parlement, on ne peut arrester les biens d'autrui, s'il n'y a obligation ou condamnation » (3) : dans les affaires civiles, il fallait un titre exécutoire ; et, tant que le jugement n'était pas rendu, les demandeurs n'en avaient pas. Cependant, en matière criminelle, l'emprisonnement ou la saisie devenaient légitimes. Si les preneurs s'étaient rendus coupables d'une infraction aux ordonnances, on pouvait procéder contre eux extraordinairement : pour les empêcher de fuir, on pouvait les appréhender au corps et arrêter leurs biens. En dehors de ce cas, les demandeurs devaient se résigner à tous les in-

1. Pièce justificative n° 5.

2. *Ordonnances* XXI, p. 371.

3. Pièce justificative n° 5.

convénients qui résultaient du défaut de leurs adversaires.

On voit aussi des réclamants tenter d'un autre moyen, pour empêcher les défendeurs, une fois qu'ils avaient comparu, de prendre la fuite. Ils demandaient que les preneurs fussent, dès le début de l'instance et avant toute autre chose, contraints de fournir une caution *de judicatum solvendo*, sous peine de perdre leur procès. Mais ils avaient beau obtenir des lettres royaux ; ils ne pouvaient pas les faire entériner par l'amirauté : exiger une caution du défendeur semblait trop contraire aux principes du droit (1).

Par contre, si les preneurs consentaient à comparaître, leur premier soin était de demander une caution des réclamants. En effet, ceux-ci étaient la plupart du temps des étrangers qui n'avaient pas de biens dans le royaume. Beaucoup de procès étaient intentés sans motifs sérieux par des sujets d'Etats amis qui servaient de prête-noms à des ennemis : une fois qu'ils avaient perdu leur cause, ils quittaient le pays ; et il était impossible de leur faire payer les frais du litige. Aussi, dès le xiv<sup>e</sup> siècle, on voit les réclamants fournir une caution *de stando juri* ou *de lite proseguenda* : ce n'était autre chose que notre caution moderne *judicatum solvi* que doit en principe donner tout étranger demandeur (2).

1. Pièce justificative n° 3.

2. Pièce justificative n° 1. Les marchands bretons plaident



Mais cette exigence avait, le plus souvent, pour résultat d'empêcher les étrangers déprédés de se faire rendre justice. C'était déjà pour eux une gêne considérable que de plaider loin de leur pays ; mais bailler caution leur était « chose impossible, parce qu'ils ne treuvent aucune fois gens qui aient cognoissance d'eulx ne qui les vueillent pleiger » (1). Quelques-uns se résignaient à tenir prison pendant la durée de l'instance ; mais c'était pour eux une gêne encore plus grande (2).

Aussi certains peuples, qui avaient toujours été considérés comme les amis du royaume, par exemple les Hanséates, obtinrent, sous le règne de Charles VIII, un privilège qui en fait les dispensait de fournir caution. En principe, ils restaient astreints à cette formalité ; mais, s'il leur était impossible de trouver des « pleiges » dans l'intérieur du royaume, on se contentait d'une caution juratoire : il suffisait qu'ils prêtassent serment de continuer le procès et, le cas échéant, d'en payer les frais. On exigeait aussi d'eux qu'ils fissent élection de domicile au lieu du tribunal (3).

devant l'amiral « offerendo cautionem de stando juri ». — Pièce justificative n° 3. La sentence de l'amiral porte « quod dicti actores cautionem usque ad ducentorum scutorum auri summam pro expensis dicti processus ipsis defensoribus traderent ».

1. Déclaration du 10 août 1489. *Ordonnances*, XX, p. 185.

2. Pièces justificatives n° 4 et n° 5.

3. Sentence de la Table de Marbre confirmée par arrêt du Parlement du 15 mai 1493. Pièce justificative, n° 7.

ADMINISTRATION DE LA PREUVE. — D'après ce qu'on vient de voir, la situation des réclamants était bien peu favorable : ils éprouvaient toutes sortes de difficultés seulement pour engager le procès ; durant toute l'instance, ils restaient à la merci des corsaires qui conservaient la liberté de fuir. Ils rencontraient encore d'autres obstacles à propos de l'administration de la preuve : car naturellement, selon la règle *onus probandi incumbit actori*, c'était au demandeur, c'est-à-dire au marchand déprédé, à faire la preuve de son droit.

En matière de prises, divers genres de preuve pouvaient être admis : preuve non écrite ou preuve écrite.

I. — La plus importante des preuves était celle qui résultait de l'aveu d'une des parties, des réclamants ou des preneurs, ou des gens de leur équipage. Les preneurs pouvaient invoquer les réponses faites par les prisonniers lors de leur interrogatoire, s'ils en pouvaient tirer avantage. Réciproquement, s'il était du devoir du lieutenant de l'amiral d'interroger les corsaires quand ils ne ramenaient pas de prisonniers, il était loisible aux réclamants de demander qu'il fût procédé à cet interrogatoire, s'ils pensaient que cela leur fût utile.

A côté de ces interrogatoires, les parties pouvaient aussi provoquer des enquêtes, si elles avaient à produire des témoins en leur faveur. Les plus importantes étaient celles qui se faisaient à l'étranger : ainsi les réclamants demandaient des enquêtes dans leur pays d'origine, pour pouvoir faire la preuve de leur natio-

nalité et de leur droit de propriété sur le navire et sa cargaison. Au xv<sup>e</sup> siècle, il était déjà d'usage, en pareil cas, d'envoyer des « commissions réquisitoires » aux juges des lieux. Mais souvent les corsaires n'y avaient pas confiance ; ils exigeaient que l'enquête fût faite par « commissaires propres de nostre royaume » : de là de très grands frais qui risquaient de rester à la charge des demandeurs, si leurs adversaires étaient insolvables ; et encore fallait-il, pour rassurer les commissaires allant à l'étranger, que les réclamants baillassent « caucion souffisante en nostre royaume de les mener et ramener seulement et indampnez » (1).

A côté de la preuve orale, la preuve par indices jouait aussi un certain rôle. Le fait qu'un navire capturé arborait la bannière d'Angleterre, qu'au moment de l'abordage les gens de l'équipage avaient poussé le cri de saint Georges, faisait présumer fortement de sa nationalité ; de même un navire arborant la croix blanche devait être français (2). Naturellement les deux parties, quand elles alléguaient de tels faits, devaient les prouver par des aveux ou des témoignages.

L'expertise du navire et de sa cargaison était également considérée, dès l'ordonnance de 1373, comme importante pour la découverte de la vérité. Nul doute que les parties n'eussent, comme le ministère public, le droit d'y faire procéder par des « gens à ce cognoissans ».

1. Déclaration du 10 août 1489. *Ordonnances*, XX,]p. 185.

2. Pièce justificative n° 1.

II. — Mais, dès le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, à côté des modes de preuve qui viennent d'être indiqués, la preuve écrite avait une très grande importance. Au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, on en était arrivé à n'admettre en faveur des réclamants que la preuve tirée des papiers trouvés à bord de la prise lors de la capture, alors que les corsaires conservaient plus de liberté. Les principales pièces qu'on utilisait étaient : des chartes parties, des lettres certificatoires, des saufs-conduits.

1° La charte partie est « le contrat de cargaison ou de frètement passé entre le maistre du navire et le marchand chargeur contenant la facture, ensemble ce a quoy chacun d'eux est réciproquement obligé » (1). Cet acte était rédigé en double sur une même feuille de parchemin qu'on partageait ensuite par le milieu. Cet instrument était la principale preuve écrite : il indiquait le lieu du chargement, la destination du navire ; on pouvait en tirer des renseignements sur la nationalité de l'équipage et des chargeurs ; en cas de pillage, on pouvait par là savoir les marchandises qui manquaient.

Au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, on ne songeait pas à faire grief à un navire marchand de ce qu'il ne présentât pas sa charte partie dès le moment de la prise : cette pièce pouvait être produite par les réclamants, seulement devant le lieutenant de l'amiral, lors du procès (2). Cette manière

1. CLEIRAC, *Us et coutumes de la mer*, (éd. de 1665), p. 420.

2. Pièce justificative n° 1. D'après les défenseurs les

de faire avait de graves inconvénients. On pouvait, après coup, fabriquer une charte partie mensongère, qu'on antidatait. Aussi, au xvi<sup>e</sup> siècle, tout navire naviguant sans charte partie était suspect : l'ordonnance de 1543-4 (art. 43) déclarait qu'en pareil cas le navire et sa cargaison seraient de bonne prise.

2° Les lettres certificatoires étaient des lettres qu'un gouvernement délivrait à ses sujets, par lesquelles il certifiait leur nationalité. Ce mode de preuve n'était pas, au xv<sup>e</sup> siècle, admis avec faveur par les amirautés.

Les marins de la Hanse teutonique naviguaient toujours avec des pièces de ce genre, par lesquelles ils espéraient faire « promptement apparoir qu'ils sont de ladite Hanse ». Mais les corsaires se méfiaient de ces peuples qui restaient en dehors des hostilités : ils craignaient que les villes hanséatiques ne délivrassent des certificats de complaisance à des ennemis invétérés du royaume. Aussi nombreux étaient les navires qui étaient arrêtés, bien que pourvus de lettres de la Hanse.

Ces actes, produits devant le lieutenant de l'amiral, n'étaient pas plus utiles. A une époque où les lettres émanées du roi de France, dont on demandait l'entérine-

demandeurs n'auraient parlé de leur charte-partie que devant le lieutenant de l'amiral et auraient même alors refusé de la montrer, quoiqu'ils en fussent plusieurs fois requis. — Il est encore question d'une charte-partie dans la pièce justificative n° 2 : les défenseurs prétendent l'invoquer en leur faveur comme indiquant la destination du navire.

ment en justice, pouvaient être contestées comme subreptices, il n'y avait rien d'étonnant à ce que les certifications d'un gouvernement étranger pussent aussi être arguées de faux devant l'amirauté. Il suffisait que le corsaire, à qui elles étaient opposées, en niât la validité, pour qu'elles perdissent toute force probante : les réclamants en étaient réduits à demander, pour faire une enquête sur ces lettres, l'envoi à l'étranger de commissaires dont le voyage amenait de très grands frais.

De la sorte, les lettres certificatoires devenaient complètement inutiles. Charles VIII, par faveur pour les Hanséates, leur accorda la déclaration du 14 août 1489. Si les défenseurs arguaient de faux les lettres certificatoires de la Hanse, ils étaient toujours reçus à faire la preuve, mais à leurs dépens : si donc il fallait envoyer des commissaires à l'étranger, ils devaient faire l'avance des frais. De plus, ils avaient à fournir avant toute chose une caution suffisante à leurs adversaires « tant du principal que de tous les dommages et intérêts que lesdictz subietz de la Hanse pourroient avoir à cause du retardement de l'expédition de la matière ». Enfin, pendant la durée de l'enquête, foi était ajoutée par provision aux certifications de la Hanse : par cela seul que des Hanséates en montraient, les prises devaient leur être restituées incontinent et sans figure de procès (1). Cette délivrance se faisait sous caution ; mais une caution juratoire pouvait suffire.

1. Déclaration du 14 août 1489. *Ordonnances*, XX, p. 185



Naturellement un tel privilège ne pouvait être accordé qu'à des amis, dont le gouvernement inspirait une confiance toute particulière. Aussi est-il douteux que les amirautés aient cōsenti longtemps à reconnaître tous ces effets aux lettres de la Hanse.

3° Il a déjà été question du sauf-conduit. On a vu que le navire qui en était muni avait une garantie sérieuse contre les saisies des corsaires. Mais, à cause même de ses effets, les gens de guerre considéraient le sauf-conduit comme de droit étroit ; et cet acte, qui aurait dû dispenser celui qui en était porteur de toute contestation, donnait aussi lieu à des discussions devant les tribunaux de prises.

Le sauf-conduit était naturellement un acte particulier au navire auquel il avait été délivré : il avait été accordé à ce navire et non à un autre. Il ne pouvait être transféré de l'un à l'autre par simple tradition ou par endossement. Aussi, pour que l'individualité du bénéficiaire fût déterminée d'une façon précise, cet acte contenait-il non seulement le nom du navire, mais encore son tonnage. Aussi des vaisseaux étaient arrêtés sous prétexte que leur sauf-conduit était destiné à des bâtiments de tonnage différent ; et les tribunaux qui avaient à connaître de l'affaire devaient faire jauger le navire pour vérifier si le sauf-conduit s'appliquait bien à lui (1).

1. Procès devant les Grands Jours de Bordeaux. *Archives historiques de la Gironde*, IX. Introduction et p. 422, 443.

A la fin du xv<sup>e</sup> siècle, on était très exigeant pour que le sauf-conduit fût preuve en faveur de celui à qui il avait été accordé. Comme pour la charte partie, on craignait des antidades. Des saufs-conduits étaient, paraît-il, délivrés avec la date ainsi que le nom et le signalement du navire en blanc : des navires ennemis pris, une fois ramenés au port, auraient parfois obtenu de ces blancs-seings d'officiers d'amirauté trop complaisants. Aussi les corsaires exigeaient que l'original ou le *vidimus* fût trouvé à bord du navire au moment de la visite : sinon il devait être considéré comme n'ayant pas de sauf-conduit, et était de bonne prise, si sa situation le rendait sujet à capture (1).

A propos du sauf-conduit, une question, qui nous paraîtrait singulière, fut soulevée en 1459 devant le sénéchal de Guyenne, puis devant les Grands Jours de Bordeaux. L'officier qui l'avait délivré était-il tenu à garantie ? On sait qu'au cas de vente, le vendeur est obligé de garantir l'acheteur évincé. A une époque, où on ne faisait pas de distinction entre le droit public et le droit privé, pourquoi celui qui avait accordé un privilège au nom de l'Etat ne serait-il pas garant, au cas où l'on contesterait la validité de l'acte, au cas où l'on prétendrait qu'il avait excédé ses pouvoirs ? Après la conquête de la Guyenne, le duc de Bourbon, lieutenant général en la province, avait délivré des saufs-conduits

1. Pièce justificative n° 5.

à des navires anglais : le procureur du roi soutint devant le sénéchal de Guyenne que ces actes étaient nuls, parce que seuls le roi ou l'amiral avaient pouvoir d'en accorder ; les bénéficiaires évincés de leurs saufs-conduits demandèrent la garantie du duc de Bourbon qui n'hésita pas à prendre fait et cause pour eux (1).

EMPLOI DE LETTRES ROYAUX. — On voit que cette procédure était assez fertile en incidents et fournissait de nombreux moyens de « delaier » à ceux qui en avaient besoin. Au xv<sup>e</sup> siècle, elle fut encore compliquée, comme celle de toutes les juridictions, par l'habitude que prirent les parties de ne rien faire sans s'être munies au préalable de lettres royaux. A cause des retards même dont était hérissée la procédure, les plaideurs croyaient obtenir une plus prompte justice en s'adressant directement au roi. Le Conseil du roi était encombré de requêtes et n'avait pas le loisir de les examiner toutes : aussi, ne pouvant connaître de l'affaire au fond, il délivrait au requérant des lettres patentes, par lesquelles il le renvoyait aux juges inférieurs en leur disant de lui donner satisfaction si les faits étaient conformes à son exposé (2). Des lettres semblables étaient aussi accordées par les requêtes du Palais ou les requêtes de l'hôtel.

On fit usage de ces lettres de chancellerie peut-être davantage devant l'amirauté qu'avant les bailliages et

1. *Archives historiques de la Gironde*, IX, p. 445.

2. Arch. Nat. E 2<sup>e</sup> f<sup>o</sup> 281. 4 décembre 1599 : « Le Roy en

sénéchaussées. Les étrangers demandeurs, ignorants de l'organisation judiciaire du royaume, ne sachant quel était le juge compétent, recouraient au roi qui les renvoyait devant l'amirauté. Si un traité existait entre le gouvernement des réclamants et la France, les lettres royaux prescrivaient au lieutenant de l'amiral de s'y conformer. Les défendeurs, voyant leurs adversaires user de ce procédé, ne restaient pas en retard : ils se munissaient de lettres ordonnant que le navire leur fût délivré par manière de provision sous bonne et suffisante caution (1).

Les deux parties venaient ainsi devant le lieutenant de l'amiral, chacune avec ses lettres, demandant l'entérinement des siennes et prétendant que celles de l'adversaire étaient subreptices. Le procès se déroulait

son Conseil a ordonné et ordonne que lettres patentes seront expédiées au suppliant adressantes au juge de l'admirauté estably au Havre de Grace, pour, s'il luy appert de ce que dessus, mesmes de la prinse desdits cuirs et autres biens appartenans audit sieur evesque de la Havane et que ladite prinse ait esté mal faicte par aucuns desdits habitans et capitaines du Havre de Grace ou autres subjectz de sa Majesté, il ait a les faire rendre audit suppliant, s'ilz sont encore en nature, sinon la juste valleur d'iceux selon l'estimation qu'il en fera faire par gens a ce cognaissans et a ce faire contraindre tous ceulx qu'il appartiendra par les voyes de justice en tel cas requises ». — Comparer avec la formule du préteur romain.

1. Pièce justificative n° 7.

absolument comme si ces lettres n'avaient pas été accordées : il n'y avait de plus qu'une vaine et coûteuse formalité.

Cependant il y avait un cas où les demandeurs n'auraient pas pu faire valoir leurs prétentions, sans les appuyer par des lettres de chancellerie. Il arrivait que des corsaires obtinssent de leurs victimes des sommes d'argent ou bien une promesse de les rembourser s'ils étaient obligés de rendre les marchandises. En vertu de la règle « Voies de nullité n'ont lieu en France », on ne pouvait invoquer de plein droit la nullité d'un acte fait sous l'empire de la violence : il fallait qu'il fût rescindé par la puissance royale pour cesser de produire effet (1).

LONGUEUR DE LA PROCÉDURE. — Cette étude suffit pour montrer que, sauf quelques particularités, il n'y avait point de différences essentielles entre les procès de prises et les procès civils ordinaires. C'étaient partout les mêmes longueurs qui rendaient dans l'ancienne France les affaires interminables. Des années s'écoulaient parfois avant que le jugement fût rendu. Un corsaire ayant un peu d'argent pouvait, avec les ressources infinies que lui fournissait le maquis de la procédure, « délaier » sans fin, de façon à lasser tôt ou tard son adversaire. Des étrangers, obligés de venir « par deçà » dans un pays dont ils ne connaissaient ni les usages, ni

1. Pièce justificative n° 8. — Autre exemple de promesse de remboursement : pièce justificative n° 6.

la langue, avaient déjà beaucoup de peine à obtenir justice d'officiers dominés par les gens de guerre. S'ils ne rencontraient pas d'hostilité chez leurs juges, la complication de la procédure, la multiplication des défauts et des appointements leur enlevaient tout espoir de recouvrer leurs biens ; « ains par la longueur des procès qu'on leur fait et les dilacions, frustracions qu'on donne auxdicts infracteurs..., après grandes depenses faictes en la poursuite desdits procès, [ils] sont contraincts de tout habandonner » (1).

Des tentatives furent faites pour remédier à cet état de choses. Si le procès devait durer trop longtemps, un jugement interlocutoire pouvait par mesure de provision délivrer sous caution la prise à celle des deux parties qui semblait devoir triompher en définitive. Cela n'avait peut-être pas beaucoup d'effet pour abréger la longueur des procès : au lieu de plaider sur le fond, on plaidait sur la provision ; chacune des parties, s'appuyant sur des lettres royaux, demandait que provision lui fût accordée (2).

Cette soi-disant simplification avait peut-être pour résultat le plus positif de mettre un moyen de chicane de plus aux mains des plaideurs mécontents. La délivrance par provision n'était accordée qu'en fournissant une caution solvable domiciliée dans l'intérieur

1. Déclaration du 10 août 1489.

2. Pièce justificative n° 7.



du royaume. Il y avait là, comme on sait, une grande gêne pour les marchands étrangers qui avaient de la peine à trouver des gens pour les cautionner. Si les réclamants pouvaient fournir les pleiges demandés, c'était pour leurs adversaires une nouvelle occasion de procès : ils contestaient la solvabilité des cautions qui leur étaient offertes (1). Pour éviter ces chicanes, la déclaration du 10 août 1489 se contentait pour les Hanséates d'une simple caution juratoire. Mais on pourrait citer des exemples où l'amirauté exigeait, malgré tout, la caution d'un fidéjusseur (2).

JUGEMENT. — Enfin arrivait, parfois après de nombreux appointements, la sentence définitive, c'est-à-dire la sentence qui statuait sur la bonne ou mauvaise prise du navire.

1° Peu de choses à dire sur la sentence de bonne prise. L'amirauté devait, pour la rendre, s'inspirer des principes généraux qui ont été indiqués précédemment : la prise était conforme au droit des gens, si elle avait été faite sur des ennemis du royaume ou sur des amis qui avaient manqué à leurs devoirs. En ce cas, les demandeurs perdants étaient condamnés aux dépens ; même parfois des dommages-intérêts pouvaient être accordés aux défendeurs, pour les indemniser des frais que leur avait causés le procès.

1. Pièce justificative n° 6.

2. *Ordonnance* XX, p. 185.

2° Au cas où les demandeurs obtenaient gain de cause, le jugement déclarant la prise non valide ordonnait la restitution du navire et des marchandises.

En principe la restitution devait se faire en nature. Mais, comme on l'a vu, les biens avaient été souvent dissipés avant l'ouverture du procès. D'autres fois, la main du roi, mise sur le navire pendant l'instance, n'avait pas été respectée ; on a vu des gardiens sequestres vendre eux-mêmes les effets qui leur avaient été confiés (1). Il était alors nécessaire d'accorder aux demandeurs une indemnité en argent.

Mais comment évaluer le montant des dommages-intérêts ? A une époque où les papiers du bord étaient fort mal tenus, on ne pouvait les prendre pour base d'estimation. D'ailleurs ils avaient pu disparaître. La seule chose possible était de s'en rapporter à la déclaration des demandeurs faite sous serment ; et cela était admis dès 1383 par l'amirauté (2). Les défen-

1. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 22, f. 239 v., Arrêt du Parlement du 27 septembre 1371. Le receveur de l'amiral, constitué gardien sequestre par le Parlement, a vendu les biens à deux marchands de Rouen.

2. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 31, f. 212 v., 18 avril 1383. Il est question d'une sentence du lieutenant de l'amiral « per quam dictus locum tenens, delato per ipsum juramento seu delatis juramentis dictis actoribus seu eorum procuratoribus super valore premissorum, videlicet pro dictis navi seu cogone, victualibus et apparatibus ejusdem usque ad summam duorum mille

deurs étaient en faute, ils avaient commis un acte de violence contraire au droit ; les demandeurs pouvaient user de tous les moyens de preuve, leur serment au besoin (1). Mais il ne fallait pas non plus que les réclaments pussent donner une estimation exagérée de leurs biens : aussi on leur fixait un maximum (2).

Une question se posait. Qui devait payer les dommages-intérêts ? Il y avait dans l'armement d'un navire de guerre trois sortes d'intéressés : 1° les bourgeois à qui appartenait le navire, 2° les avitailleurs qui le pourvoient de vivres et de munitions, 3° les marins et les gens de guerre.

Fallait-il faire répondre les bourgeois et les avitailleurs des déprédations commises par les gens de l'équipage sans leur participation ? On aurait détourné ainsi

librarum turonensium, pro dictis allecibus et aliis bonis in dicta navi seu cogone existentibus usque ad summam sex mille sexcentarum librarum turonensium, ac dicto juramento seu juramentis per dictos actores seu eorum procuratores usque ad dictas summas, in quantum quemlibet tangere poterat, prestito seu prestitis, dictos defensores, et eorum quemlibet in solidum, ad reddendum et restituendum.... condemnauerat ».

1. Pièce justificative n° 8 : « ...ac predictorum actorum sacramento, attenta violencia eisdem per dictos defensores illata, staretur ».

2. Arrêt du Parlement du 18 avril 1383 cité ci-dessus confirmant une sentence du lieutenant de l'amiral. — Pièce justificative n° 8. Sentence de la Table de Marbre.

beaucoup de sujets du roi « ayans nombre de navires et qui sont riches et puissans pour les armer et équiper... de ce faire pour les travaux et vexations de procès » où ils auraient été mis chaque jour. Les armemens en course, si utiles à la défense du royaume, auraient été découragés. Aussi on limita la responsabilité de ces personnes pour leur donner le cœur de « faire service en temps de guerre ». L'art. 44 de l'ordonnance de 1543-4 confirma une distinction déjà faite par la jurisprudence (1). Les armateurs ne pouvaient être condamnés à des dommages et intérêts que s'ils avaient été « presens, participans à faire lesdites depredations ou qu'après icelles depredations faites, ils se soient immiscez et aient pris part esdits bien depredés » ; et encore, en pareil cas, n'étaient-ils contraints de rendre que ce qu'ils avaient eu ou la juste valeur. Au contraire, s'ils n'avaient eu aucune part aux déprédations, ils ne répondaient pas des dommages causés par les gens de l'équipage.

Par contre, les gens de guerre et marins déprédateurs étaient responsables *in solidum*, et cela dès le xiv<sup>e</sup> siècle, des dommages qu'ils avaient causés. Cette solidarité était le résultat des principes du droit qui l'établissaient entre les coauteurs et complices d'un même crime ou délit pour le paiement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais.

1. Pièce justificative n° 8.

## CHAPITRE V

### JURIDICTIONS SUPÉRIEURES ET JURIDICTIONS EXTRAORDINAIRES

Caractère politique des juridictions supérieures. — Intervention des agents diplomatiques des puissances étrangères.

- § 1. *Le Parlement.* — Le Parlement juge d'appel des amiraux. — Bienveillance de la cour pour les étrangers. — Manière dont elle pouvait être saisie : 1<sup>o</sup> appel, 2<sup>o</sup> lettres de *committimus*, 3<sup>o</sup> prise à partie des officiers d'amirauté. — Provision faite aux demandeurs pour la durée de l'instance. — Mise des biens dans la main du roi. — Enquêtes ordonnées par la cour : enquêtes internationales. — Entérinement des lettres des souverains étrangers. — Jugements par provision. — Intervention moins fréquente du Parlement de Paris dans les affaires de prises à partir de la fin du xv<sup>e</sup> siècle : les Parlements de province.
- § 2. *Le Conseil du roi.* — Le Conseil ne décidait pas toujours comme juge. — Affaires renvoyées par le Conseil à d'autres juges et affaires sur lesquelles il statuait lui-même. — Commission du Conseil chargée de rapporter les affaires de prises.
- § 3. *Conservateurs de la paix ou des trêves et commissions extraordinaires.* — 1<sup>o</sup> Conservateurs de la paix : au xiii<sup>e</sup> siècle ; pendant la première partie de la guerre de Cent Ans ; l'amiral conservateur de la paix à partir de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle.

cle. Disparition des conservateurs de la paix ou des trêves au xvi<sup>e</sup> siècle. — 2<sup>o</sup> Commissions extraordinaires : réformateurs du xiv<sup>e</sup> et du xv<sup>e</sup> siècle ; commission envoyée à Bordeaux en 1459 ; commissions créées au xvi<sup>e</sup> siècle pour juger les déprédations commises sur les Anglais.

Les résultats donnés par la juridiction de l'amirauté étaient plutôt médiocres : grande dépendance des juges à l'égard des corsaires, grande complication de la procédure. Il y avait beaucoup trop de dénis de justice ou de retards à faire justice, qui auraient attiré sur les Français des lettres de marque ou de représailles.

Heureusement que les lieutenants de l'amiral n'étaient pas des juges souverains. Les particuliers lésés avaient la faculté de s'adresser au roi, soit directement, soit par l'intermédiaire de leur gouvernement. En effet, le roi était la source de toute justice dans son royaume et il répondait vis-à-vis des puissances étrangères des déprédations commises par ses sujets. C'est de là que sont sortis l'appel et les autres recours au roi, représenté par sa cour de Parlement et son Conseil.

Ce qui est à noter, c'est surtout le caractère politique que prennent les procès de prises devant les juridictions supérieures. Le moyen âge en a parfaitement conscience : « La matière est grande et elle concerne l'honneur du roi et du royaume, le bien de paix et de justice et de toute la chose publique » (1). Ces consi-

1. Pièce justificative n<sup>o</sup> 6.



dérations, qui touchent assez peu les officiers d'amirauté, sont parfaitement comprises par le Parlement et le Conseil du roi.

Le Parlement est, au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et encore au début du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, — pour employer des expressions modernes, qui naturellement ne sont pas très exactes — aussi bien un conseil d'Etat qu'une cour à caractère judiciaire. La royauté lui renvoie des affaires de la plus haute importance, capables d'amener des complications diplomatiques (1). Les causes jugées au Conseil du roi semblent alors rares ; et il ne paraît pas qu'il y ait de la part du prince, quand il retient une affaire, un manque de confiance dans le sens politique des conseillers du Parlement ; le Conseil examine surtout les procès qui doivent être tranchés rapidement.

A partir de la seconde moitié du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, le Conseil du roi connaît de plus en plus des faits de prises ; et ses empiétements sur la juridiction du Parlement ne font que se multiplier au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. De plus en plus les gouvernements étrangers insistent pour qu'il soit fait à leurs sujets déprédés une prompte justice, et le Parlement agit avec lenteur ; de plus en plus les conseillers de cette cour, tenus à l'écart de la politique extérieure, sont inaptes à juger les questions qui s'y rapportent. —

1. Pièce justificative n° 2. Le roi soumet au Parlement une affaire où le roi de Castille a menacé de délivrer des lettres de représailles contre les Français.

Cependant, au début du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, l'évolution, qui plus tard soustraira complètement ces affaires à la compétence des Parlements, n'est pas achevée : des procès de prises leur sont encore soumis.

L'intervention de la politique dans les juridictions supérieures était marquée nettement par le caractère qu'avaient parfois les réclamants. Ce n'étaient pas seulement des particuliers qui plaidaient devant le Parlement ou le Conseil du roi, mais aussi des agents diplomatiques.

Au moyen âge, ces représentants ne se bornaient pas à négocier auprès du roi ; ils soutenaient devant les tribunaux supérieurs les procès importants où leurs nationaux étaient engagés. Avant l'institution des ambassades permanentes, des « chevaucheurs » venaient parfois uniquement pour défendre les intérêts de leur souverain dans une affaire de prises : ainsi, au début du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, le roi de Castille envoya son familier Turribieu Fernandes pour porter ses lettres et suivre la procédure (1). Plus tard ce furent les ambassadeurs ordinaires qui plaidèrent pour leurs compatriotes.

Cette intervention d'envoyés de gouvernements étrangers ne changeait rien à la procédure du Parlement ou du Conseil. C'étaient des parties comme les autres, qui devaient suivre les mêmes errements. S'ils perdaient leur procès, ils pouvaient, le cas échéant, être

1. Pièce justificative n° 2.

condamnés à des dommages-intérêts (1). La réclamation par la voie diplomatique prenait ainsi la forme d'une action en justice : c'était là un des traits de la diplomatie du moyen âge.

Il nous faut examiner plus spécialement le rôle du Parlement et le rôle du Conseil. Nous serons ensuite amené à étudier les diverses juridictions extraordinaires que les besoins de la politique ont fait établir pour les affaires de prises : les conservateurs de la paix et les commissions extraordinaires.

#### § I. LE PARLEMENT.

Le Parlement était le juge d'appel de l'amirauté. Tant que la Table de Marbre n'eut pas de ressort, on appelait directement du lieutenant particulier de l'amiral à la cour. A partir d'une époque difficile à préciser, on admit l'appel au lieutenant général de l'amiral ; mais la Table de Marbre ne fut jamais non plus une juridiction souveraine : elle ressortissait, elle aussi, au Parlement. Et ainsi, que ce fût après une ou deux instances, le Parlement était de droit commun le juge souverain en matière de prises.

1. Arch. Nat X<sup>1</sup><sup>A</sup> 8629, f. 84. Lettres patentes du 6 avril 1571 renvoyant au Parlement de Paris tous les procès des prises faites sur les sujets du roi d'Espagne depuis la paix : « Et ledit ambassadeur (d'Espagne) sera tenu de satisfaire aux dommages et interestz de nosditz subjectz en tous cas et evenemens qu'il en fust condamné ».

Cette compétence s'explique naturellement. Le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle avait bien vu le développement des justices à compétence spéciale, mais aucune atteinte n'avait été portée au principe que toute justice dérivait du roi. Le Parlement était resté, en fait comme en droit, la cour du roi, chargée d'aider le prince dans l'acquittement de son devoir de justice : ses membres étaient « les seigneurs qui estoient du Conseil du roi en son Parlement » (1). Il n'y avait aucun baron, si haut placé qu'il fût, qui restât en dehors du contrôle du Parlement. De même aucune cour, pas même alors la Chambre des Comptes (2), aucun officier du roi ne pouvait échapper à l'appel au Parlement : cela aurait signifié qu'il y avait dans le royaume une justice indépendante du roi. Les sentences de l'amiral ou de ses lieutenants pouvaient être attaquées devant la plus haute cour de justice du royaume, comme on pouvait y interjeter appel de celles des baillis ou de leurs lieutenants.

Au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle d'ailleurs, les affaires de prises ne pouvaient pas trouver un meilleur juge que le Parlement. Les membres de la cour étaient pour le roi des hommes de confiance : beaucoup faisaient partie de son Conseil et

1. Arch. Nat. X<sup>1</sup><sup>1</sup> 4788, f<sup>o</sup> 164.

2. AUBERT, *Le Parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII. Sa compétence* p. 32, signale de nombreux appels de la Chambre des Comptes au Parlement. — La question mériterait d'être étudiée de très près.

étaient initiés aux grandes affaires ; nombre d'entre eux avaient rempli des fonctions diplomatiques (1). Le Parlement avait un personnel beaucoup plus capable que les lieutenants de l'amiral de se montrer équitable envers des étrangers.

D'ailleurs la cour n'eut jamais une entière indépendance à l'égard de la couronne : c'était naturel puisque c'était la cour du roi. Il y avait là un inconvénient grave pour les procès ordinaires ; c'était presque un avantage pour les affaires de prises. Le roi, ayant reçu une plainte d'un étranger déprédé, recommandait son affaire au Parlement, si la politique lui ordonnait de le ménager : il envoyait à la cour des lettres closes lui enjoignant d'expédier certains procès de manière que les réclamants « n'aient plus cause d'en revenir plaintifz devers » lui (2). Il arrivait ainsi à se faire obéir beaucoup mieux par le Parlement que par les officiers d'amirauté : si dans d'autres matières la cour faisait parfois preuve d'indépendance, elle ne résistait pas au prince dans des questions qui touchaient à l'honneur du royaume.

Ces motifs, joints à l'esprit d'équité des conseillers, expliquent l'accueil favorable que le Parlement a toujours fait aux étrangers. Sa réputation s'étendit

1. AUBERT. *Op. cit.*, p. 189, 191.

2. *Lettres de Charles VIII* (éd. Pelicier), t. II, p. 202. Lettre du 9 août 1488.

bientôt au loin. C'était, au début du xv<sup>e</sup> siècle, le miroir de justice de toute la chrétienté : il n'y avait pas de lieu sur la terre où le droit et l'équité fussent plus fidèlement observés (1). Aussi les corsaires trouvaient que leurs adversaires étaient beaucoup trop portés à faire sans raison appel au Parlement : « et pour ce que on fait bien justice ceans aux estrangiers y font la poursuite lesdiz demandeurs » (2).

Malgré tout, le Parlement restait une cour de justice ; et c'est cela qui, au xv<sup>e</sup> et au xvi<sup>e</sup> siècles, lui fit perdre du terrain vis-à-vis du Conseil du roi. En connaissant des litiges soulevés par les matières de prises, il restait soumis à toutes les règles de la procédure ordinaire. Sans doute, il les interprétait favorablement, quand des étrangers étaient en cause. Mais il n'y avait pas de différence essentielle entre sa procédure et celle qui a été exposée plus haut.

Une affaire de prise pouvait venir devant le Parlement : 1<sup>o</sup> par la voie de l'appel, 2<sup>o</sup> par celle des lettres

1. DESJARDINS, *Négociations de la France avec la Toscane*, I, p. 33. Lettre de la République de Florence au Parlement, 15 décembre 1403 : « Libenter de justitia loquimur cum illis quos esse scimus justitie speculum et totius christianitatis verique juris et equitatis certum et verissimum documentum. Ubi namque terrarum justitia fidelius et equitatis integritas ministratur ? »

2. Plaidoiries du 23 novembre 1406. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 4787, p. 439.



de *committimus*, 3° par celle de la prise à partie des juges inférieurs.

1° La voie normale était l'appel, interjeté après la sentence définitive ou un jugement interlocutoire du juge inférieur. Ce recours était sans doute souvent utile pour les réclamants, quand ils avaient eu affaire à des lieutenants de l'amiral favorables aux pirates. Mais il y avait là aussi pour leurs adversaires un nouveau moyen de « delaier » : en matière de piraterie, comme pour les procès ordinaires, des plaideurs appelaient au Parlement et ne faisaient « aucune poursuite de leurs appellations, esperans que, pour la multitude des procès affluans en ladite cour et longtenneté du pays ou la povreté indigence et impotence de leurs parties, leursdictes causes ne soient poursuivies, decidées ou déterminées... » (1). La déclaration du 7 août 1493 tâcha de remédier à cet inconvénient de l'appel. Il fut dit que désormais les jugements définitifs ou interlocutoires, rendus par l'amirauté au profit de marchands déprédés en mer, seraient exécutoires nonobstant appel. Toutefois les gagnants devaient bailler caution de restituer ce qui serait postérieurement ordonné par justice (2). Cette disposition fut confirmée par l'art. 37 de l'ordonnance de février 1543-4.

Pour éviter des longueurs, il était aussi admis, dès le début du xv<sup>e</sup> siècle, que, une fois la cour saisie par un

1. *Archives historiques de la Gironde*, IX, p. 255.

2. *Ordonnances*, XXI, p. 371, en note.

appel sur un incident, l'affaire devait y rester jusqu'à la sentence définitive, si elle était en état d'être jugée. C'était d'ailleurs le style notoire qui y était gardé pour toute espèce de litige. Naturellement l'amiral protestait contre cet empiètement du Parlement sur sa juridiction : il demandait que la cause lui fût renvoyée et obtenait même parfois des lettres royaux pour appuyer sa demande ; mais le Parlement refusait toujours de l'écouter (1). Cependant, quand l'habitude fut prise de juger par provision dans les procès maritimes, le Parlement rendait seulement un arrêt par provision et renvoyait pour le fond à l'amirauté (2). Beaucoup de

1. Arch. Nat. X<sup>1a</sup> 4792, f. 49 v, 25 janvier 1417-8. Plaidoires au Parlement : « L'admiral de France recite le contenu en ses impetrations et lettres royaux, desquelles il requiert l'enterinement a fin de renvoy. Les demandeurs et le procureur du Roy dient qu'on n'en doit point faire de renvoy, veu l'estat de la cause, qui a esté plaidoyée ceans ; et suite y a eu plusieurs appointemens donnés en ceste cause, desquelz recitent le contenu ; et dient que lesdis demandeurs, qui sont marchans estrangers et favorables, n'auroient jamais justice et pourroient lesdis defendeurs delaier et appeler de chascun appointement ; et n'en fera la court, qui est prenable de toutes causes, aucun renvoy, mesmement que partie ne le requiert point ; et ainsi, par le stile notoire gardé, la cause demourra ceans ». La cour décida (X<sup>1a</sup> 1480, f. 117, 4 février 1417 8) : « Il sera dit que, nonobstans les lettres impetrées par l'admiral, la cause demourra ceans et n'en sera fait aucun renvoy et sans prejudice de la jurisdiction et drois dudit admiral ».

2. Pièce justificative n. 7.

procès de prises allaient ainsi au Parlement. À côté des corsaires qui faisaient des appels frivoles, des étrangers ayant peu de confiance dans l'amirauté interjetaient appel du premier appointement pour faire juger leur cause par un tribunal dont ils connaissaient la bienveillance.

2° Les affaires arrivaient au Parlement, en dehors de la voie de l'appel, par le renvoi qui lui en était fait par des lettres royaux. Ces lettres de *committimus* étaient délivrées peut-être parfois par les requêtes du Palais ou les requêtes de l'hôtel, mais surtout par le Conseil du roi. Elles étaient accordées aux parties dont on faisait un peu trop traîner le procès en première instance. C'était encore par cette voie que le roi, ayant reçu une réclamation d'un prince étranger chargeait la cour de connaître d'une affaire, avant même que l'amirauté ait commencé la procédure (1). La cour était encore saisie par des lettres royaux, avant toute instance devant les juges du premier degré, au cas où la cause était disputée entre l'amiral et un seigneur haut justicier : le demandeur, ne sachant à quelle juridiction s'adresser, faisait la poursuite de ses biens devant le Parlement ; cette com-

1. Pièce justificative n° 1. Les demandeurs « a nobis litteras obtinuerant, per quas mandabatur eidem locum tenenti ut predictam causam cum partibus adjornatis ad nostram parlamenti curiam remitteret ». — Autres lettres de *committimus* dans la pièce n° 2. — Voir encore X<sup>14</sup> 59 f° 335 v. Arrêt du 21 juillet 1413.

pagnie, trop loin des lieux pour statuer elle-même, ne gardait pas toujours l'affaire par devers elle : au début du xv<sup>e</sup> siècle, elle la renvoyait encore devant le bailli ; plus tard, quand la compétence de l'amirauté fut plus sûrement établie, elle fit le renvoi devant le lieutenant de l'amiral (1).

Mais, en dehors de ces cas spéciaux, le Parlement ne pouvait connaître en première instance des procès de prises. Au début du xvii<sup>e</sup> siècle, on vit le Parlement de Rouen essayer d'obliger les capitaines des corsaires à faire leurs rapports devant lui et nommer des commissaires pour faire l'instruction des prises : un arrêt du

1. Des pirates se sont emparés de navires hanséatiques et les ont amenés à Saint-Valéry « Ubi dicti pirate et raptores, cum mercibus seu denariatis predictis, capti fuissent et arrestati, quo ad notitiam dictorum mercatorum deveniente, iidem mercatores seu procuratores certam in nostra curia Parlamenti ad finem, quod de premissis restitutio fieret eisdem, fecissent prosecutionem ; que quidem curia, auditis procuratore nostro generali pro nobis et dilecto consanguineo nostro Jacobo de Castellione milite, admiraldo Francie, dilecta consanguinea nostra Johanna de Droëis, domicella, domina Sancti Valerici, et aliis... ; cognitionem et provisionem super hujusmodi negotio et debato seu controversia dictarum partium ballivo nostro Ambianensi commisisset et remisisset, presertim pro expeditione et deliberatione dictorum bonorum illis ad quos pertineret facienda ». Arrêt du 21 juillet 1413 X<sup>1A</sup> 59, f. 335 v. Sur les différends de l'amiral avec le sire de Hayen et la dame de Saint-Valéry, voir p. 139 n. 1.

Conseil du 10 mars 1607 lui interdit de prendre connaissance de ces affaires autrement que par la voie de l'appel (1).

3° Les causes pouvaient aussi venir devant le Parlement par la voie de la prise à partie d'officiers d'amirauté. C'était là un moyen cher aux pirates qui voulaient faire traîner leur procès en longueur. On a vu la partialité des gens de l'amiral pour les corsaires, au moins dans les sièges particuliers. Cependant il y en avait quelques-uns qui tâchaient de faire leur devoir et ne se laissaient pas intimider par les menaces. Mais c'était pour eux dangereux : si un procureur de l'amiral se portait partie contre un pirate, il risquait de se faire appeler par son adversaire devant le Parlement : il était accusé de partialité pour les ennemis du roi et d'inimitié personnelle contre un de ses plus fidèles sujets (2). Sans doute, le Parlement devait admettre rarement le bien fondé de telles accusations ; mais le seul fait de la prise à partie suffisait pour retarder la procédure.

Quand l'affaire arrivait devant la cour, il y avait souvent déjà bien longtemps que le procès était commencé. Il avait fallu beaucoup de courage aux marchands déprédés pour venir jusque-là : ils avaient eu à lutter contre toutes les fuites et les délais em-

1. *Nouvelle revue historique de droit*, 1905, p. 333.

2. Procès de Bastondu. Pièce justificative n° 5.

ployés par leurs adversaires, afin de les amener à l'abandon des poursuites, ou au moins à une transaction (1). Ces réclamants étaient parfois réduits à la plus grande misère, quand tout ce qu'ils possédaient était sur le navire qu'on leur avait pris. Témoin en 1459 à Bordeaux 90 matelots anglais, arrêtés avec leur navire malgré un sauf-conduit : après avoir plaidé pendant sept mois, ils furent forcés pour ne pas mourir de faim de vendre tout ce qu'ils avaient même leurs vêtements, leurs chapeaux et leurs chemises ; plusieurs d'entre eux en étaient réduits à mendier leur pain dans les rues de la ville (2).

Il n'appartenait pas au Parlement de modifier une procédure qui amenait de tels résultats. Il fit cependant quelque chose pour les étrangers. Au xv<sup>e</sup> siècle, on le voit obliger les défendeurs à fournir aux demandeurs une provision en argent, afin que ceux-ci pussent vivre pendant l'instance et subvenir aux frais du procès. Les bénéficiaires de la provision devaient seule-

1. Pièce justificative n° 2 : des marchands portugais déprédés en 1405 obtinrent un arrêt du Parlement en 1417-8 ; nous ne garantissons pas que cet arrêt ait terminé l'affaire. — Arch. Nat. E 16<sup>b</sup>, f° 67. Arrêt du Conseil du 13 mars 1605. Un gentilhomme anglais Avery Phillipon a plaidé 16 ans sans succès pour ravoir son navire. De guerre lasse il s'adresse au Conseil du roi.

2. *Archives historiques de la Gironde*, IX, p. 457 : « suas vestes, capellos et camisia vendiderant ».



ment promettre de restituer en fin de cause la somme qui leur était allouée, au cas où ils perdraient leur procès. Ils se cautionnaient réciproquement pour le cas de remboursement, aucune autre garantie n'étant exigée d'eux (1).

La première question qui se posait, quand on saisisait le Parlement, était celle de la garde des biens. Au xiv<sup>e</sup> siècle et au début du xv<sup>e</sup>, les laisser dans la main de l'amiral, ce n'était pas très sûr avec le peu de confiance qu'on pouvait avoir dans ses officiers. Aussi les demandeurs avaient d'ordinaire pour premier soin de les faire mettre en la main du roi par un huissier du Parlement. Cependant il arrivait parfois que l'amiral en fût constitué gardien sequestre : il s'obligeait à les restituer par une promesse spéciale et était responsa-

1. Dans l'affaire, dont la pièce justificative n° 2 donne la sentence définitive, les défendeurs avaient été obligés de donner aux marchands portugais une provision de 600 livres pendant la durée de l'enquête « pro eorum victu et deductione in prosecutione presentis processus » (Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 56 f° 213. Arrêt du 22 décembre 1408). Cette provision fut augmentée à diverses reprises (*Journal de Nicolas de Baye*, II, p. 9, 10, 11). — Les défendeurs devaient bailler caution « tel qui pourront bailler de les restituer en fin de cause ». Ils « ont cautionné et cautionnent l'un l'autre pour la cause dessusdite et promettent restituer ladite somme en fin de cause, se mestier est, selon la forme dudit arrest ; et a ce ont obligé et obligent tous leurs biens meubles et immeubles » (X<sup>1A</sup> 4788, f° 211. 22 janvier 1408-9).

ble si les effets étaient dissipés (1). C'est ainsi que peu à peu on prit l'habitude de laisser les biens sous la garde de l'amirauté pendant l'instance devant le Parlement.

La procédure se déroulait ensuite selon le stile ordinaire de la cour. Les mêmes incidents que devant l'amirauté étaient possibles.

La cour recevait les informations, qui avaient été faites en première instance, sur un rôle de papier scellé du sceau du juge du premier degré. Ainsi, dès le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, le lieutenant de l'amirauté envoyait une copie des interrogatoires, qu'il avait faits, munie du sceau de l'amiral. Le Parlement examinait s'il fallait ou non re-

1. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 22, f° 239 v°. Arrêt du Parlement du 27 septembre 1371. Dans le procès entre des marchands bretons et des corsaires dieppois (voir Pièce justificative n° 1) : « Ante processum inter eosdem mercatores ac consortes et prefatos de Dieppa incoatum et inceptum, dicta bona que ad requestam eorumdem mercatorum et consortium per certum Parlamenti nostri hostiarium arrestata fuerant et impedita ac in manu nostra posita, ad preces dicti admiralli et alias ad ipsius instantiam et requestam, mediantibus certis promissionibus et obligationibus super hoc per eundem admirallum factis, de consensu eorumdem mercatorum et consortium vel procuratorum ipsorum expedita fuerant et arrestum ac impedimentum in eisdem bonis appositum penitus amotum per servientem predictum ». Le receveur de l'amiral a vendu les biens pendant l'instance. Voir d'autres citations de cet arrêt au chapitre VI §§ 1 et 2.

nouveler les dépositions, s'il fallait ou non faire un complément d'enquête (1).

Quand elle n'avait pas à se défier des juges des lieux, la cour pouvait les commettre pour la nouvelle information : des frais considérables étaient ainsi évités aux parties (2). Mais souvent la cour préférait faire l'enquête elle-même. Des commissaires pris parmi ses membres étaient « ordonnez pour oyr les parties » (3). Ces com-

1. Pièce justificative n° 1 : « Primitus jure facto an certe depositiones contente in certo papiri rotulo, sigillo dilecti admiralii nostri predicti sigillato, et alia confessio seu depositio coram ballivo de Augo facta contentaque in certa altera [carta], sigillo ballivi sigillata, a presenti reiterentur aut non ».

2. Lettres patentes du 6 avril 1371 renvoyant au Parlement de Paris tous les procès des prises faites sur les sujets du roi d'Espagne depuis la paix : « Pour le soulagement des parties nostredicte court de Parlement de Paris commettra sur les lieux des juges qu'elle advisera bon estre, pour informer et instruire les procès qui seront à instruire et, iceulx mis en estat de juger et rapportez par devers elle, estre procedé au jugement et execution d'iceulx, le tout avec bonne et sommaire justice » (Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 8629 f° 84).

3. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 1486, f° 740 v°, 23 juin 1473. Procès entre l'amiral de Bourbon et le maréchal Roault pour faire remettre certains effets de prises sous la main de justice. — Arrêt du 30 avril 1384 ordonnant une enquête dans un procès de prise entre des marchands de Bois-le-Duc et des corsaires français venu en appel de l'amiral : « Per judicium dicte curie dictum fuit quod per commissarios dicta curia deputandos pro parte

missaires étaient en nombre pair : la moitié d'entre eux représentait spécialement chacune des parties. Dès le début du xv<sup>e</sup> siècle, les frais de ces enquêtes étaient avancés par les défendeurs, au cas où ils avaient été contraints de fournir une provision aux réclamants.

Quelquefois ces enquêtes devaient avoir lieu en dehors du royaume. La cour, toujours équitable envers les étrangers, envoyait, au nom du roi, des lettres patentes au souverain des réclamants, pour l'inviter à désigner des commissaires qui se joindraient à ceux qu'elle avait nommés : l'enquête était ainsi faite par une véritable commission internationale. Un prince, ami du roi de France, voyant qu'on était prêt à rendre justice à ses sujets, ne devait faire aucune difficulté pour donner à la commission, quand elle venait dans ses Etats, les pouvoirs nécessaires pour faire comparaître des témoins devant elle (1).

ambarum partium fiet inquesta super dictis reprobationibus ab eadem curia admissis ». (Arch. Nat., X<sup>1A</sup> 34, f. 287).

1. Arch. Nat., X<sup>1A</sup> 56, f. 89, 29 avril 1409. Lettre au roi de Portugal pour l'inviter à nommer des commissaires qui se joindront aux commissaires nommés par le Parlement pour enquérir sur une prise faite sur des marchands portugais.

« Serenissimo principi Johanni, Dei gratia regi Portugalie, salutem et justicie disciplinam observare. Cum in certa causa, in nostra Parlamenti curia mota et pendente inter Turribium Fernandes armigerum ad nos ex parte serenissimi principis regis Castelle et Legionis, fratris nostri carissimi, missum ut litterarum suarum patentium portitorem, necnon

Cependant le Parlement, malgré toute sa bienveillance pour les réclamants, ne sortait pas des princi-

Martinum Petri, Ludovicum Märtini, Gonsalvum Johannis et Egidium Salvatorem, mercatores de regno vestro, procuratore nostro generali secum adjuncto, actores ex una parte, et dilectum et fidelem nostrum Guillelmum de Han militem, Petrum de Cuigy armigerum et plures alios burgenses et habitantes de Rupella et alios regnicolas nostros, defensores ex altera, ratione captionis duarum barquarum et navis unius, pluribus mercaturis et bonis aliis oneratarum, in tantum processum extiterit quod, ipsis partibus auditis, per eandem curiam nostram in factis contrariis et in inquesta fuerunt appunctate pro quibusquidam inquestis faciendis et prefate nostre curie ad judicandum referendis ;

« Nos per nostras alias litteras dilectos et fideles consiliarios nostros, magistros Johannem de Quatre Mares et Gaucherum Ponce, necnon senescallos de Bigorra et de Quercino et nonnullos alios justiciarios et officarios nostros vel duos ex ipsis et ipsorum quemlibet, adjuncto secum aliquo probro viro in regnis Castelle et Portugalie vel alibique, quo partes predictæ et earum quemlibet procedere voluerint, neutri earundem partium favorabili vel suspecto, commiseremus, prout hec et alia in eisdem aliis nostris litteris latius continentur ;

« Cumque partes predictæ, et quelibet earundem, plurium subditorum et incolarum vestrorum militum indigeant testimonio, prout asserunt, et rei publice expediat et intersit viam testimoniis aperire, ut perinde rerum gestarum veritas certius habeatur ;

« Serenitatem vestram in juris subsidium attente requirimus et rogamus, quatinus dictis commissariis nostris et eorum cuilibet aliquem ex subditis vestris probum et ydoneum ac suf-

pes inflexibles de sa procédure. Un souverain étranger pouvait avoir à se plaindre de faits de piraterie commis au détriment de ses sujets ou dans les ports de son royaume. Avant le développement des relations diplomatiques permanentes, ses protestations étaient envoyées au roi de France sous la forme de lettres patentes: ces lettres étaient communiquées à la cour, puisqu'elles servaient à éclairer un litige pendant devant elle, et les réclamants en demandaient l'entérinement, comme s'il se fût agi de lettres royaux émanées d'une chancellerie française.

Mais le Parlement, pas plus que l'amirauté, n'acceptait sans examen ces lettres venues du dehors. Il savait la facilité avec laquelle on se procurait en France des lettres royaux : beaucoup trop étaient subreptices. Ce qui se produisait dans le royaume pouvait aussi avoir

*ficientem, neutri earundem partium favorabilem vel suspectum, de ipsarum vel procuratorum earundem consensu, eligendum, vel in absentia partis, que comparere ad partes illac negligeret aut non curaret, in adjunctum vel socium, pro dictis inquestis faciendis, tradere et ministrare seu per gentes et justiciarios vel officiarios vestros tradi et ministrari faciat; et insuper subditos vestros, quibus partes prelibate et quelibet earundem indigebant et vos seu iudices et officiarios vestros requisierint, et in hac parte perhibituros testimonium veritatis, coram dictis commissariis adjournari facere et ad hoc, si opus fuerit, et coram eisdem commissariis comparendos compellere aut compelli facere velit per gentes et officiarios vestros sumptibus rationabilibus partium predictarum... »*



lieu dans d'autres pays. Qui prouvait que des lettres soi-disant émanées d'un prince ami n'avaient pas été obtenues de la complaisance d'un de ses officiers ? Aussi la cour considérait comme de son devoir de faire une enquête sur la vérité des faits qui y étaient exposés, exactement comme pour des lettres du roi de France (1).

Après plus ou moins d'incidents, l'affaire finissait par être en état d'être jugée. Le Parlement rendait son arrêt dans les mêmes conditions que le lieutenant d'amirauté, sa sentence. Le jugement pouvait être définitif ou seulement par provision.

Rien à dire de particulier, quand il s'agissait d'un arrêt définitif. Pour le cas où la cour statuait seulement par provision (ce qui devint la règle ordinaire à partir du xv<sup>e</sup> siècle), on remarque ici encore une preuve de la bienveillance particulière du Parlement pour les étrangers. Alors que la Table de Marbre n'accordait la restitution provisionnelle des effets pris aux demandeurs que moyennant la caution d'un pleige ou d'un fidéjusseur, la juridiction supérieure était plus favorable : elle se contentait d'une caution juratoire, au moins pour le navire et ses agrès, sinon pour la cargaison (2).

Telle était la manière dont le Parlement jugeait,

1. Pièce justificative n° 2.

2. Pièce justificative n° 7.

spécialement au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, les prises maritimes. Sa justice était bien supérieure à celle de l'amirauté. Cependant elle n'était pas exempte de défauts, et le plus grave était la lenteur. Cela tenait à la procédure elle-même et aussi au fait que, dès le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, la cour était encombrée d'affaires.

De là vient, qu'à partir du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, bien que le Parlement restât toujours de droit commun le juge souverain des affaires de prises, il y avait une tendance à les lui soustraire. La royauté, pour satisfaire les princes étrangers qui demandaient plus de promptitude, créait souvent des juridictions extraordinaires indépendantes du Parlement ; en même temps, les requêtes au Conseil du roi devenaient de plus en plus nombreuses.

A la même époque, le Parlement de Paris voyait aussi diminuer sa compétence territoriale. La création des Parlements de province lui enleva la connaissance de la plupart des affaires de course maritime : elles furent jugées plus près des lieux, peut-être avec moins d'impartialité. A peu près à chacune des quatre amirautés correspondit un ou deux ressorts de Parlement.

Dans le domaine de l'amirauté de France s'était constitué le Parlement de Normandie dérivé de l'Echiquier. On a vu que, dès 1350, les appels des lieutenants de l'amiral dans cette province devaient aller à l'Echiquier. Au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, il y avait une grande incertitude : tantôt le Parlement de Paris recevait

des appels normands, tantôt il les renvoyait à l'Echiquier (1). Après l'érection de l'Echiquier en Parlement en 1515, le Parlement de Paris ne garda dans la circonscription de l'amiral de France que les côtes de Boulenois et de Ponthieu.

L'amirauté de Bretagne coïncidait exactement avec le ressort de la cour de Rennes.

L'amirauté de Guyenne relevait du Parlement de Paris, pour le Poitou et l'Aunis, du Parlement de Bordeaux, pour la Saintonge, la Guyenne et le pays de Bayonne. Le Parlement de Bordeaux avait succédé aux Grands Jours, établis dans cette ville en 1459 après l'annexion : ces Grands Jours avaient eu, dès le début, à connaître d'affaires de prises très importantes dont il a déjà été plusieurs fois question (2).

L'amirauté de Levant se partageait entre les ressorts d'Aix et de Toulouse.

Ainsi, à partir du début du xvr<sup>e</sup> siècle, fort peu d'affaires de prises arrivaient à la cour de Paris. Elle n'avait cependant pas perdu sa réputation de bienveillance pour les étrangers. C'est à elle que le roi Charles IX eut recours, lorsqu'il eut tant de difficultés à se faire obéir en province. Malgré la paix de Cateau-Cambrésis, la course maritime continuait entre les marins

1. Pièce justificative n<sup>o</sup> 4 : appel du lieutenant de l'amiral à Dieppe reçu par le Parlement en 1371. — Arch. Nat. X<sup>1a</sup> 1473, f<sup>o</sup> 84 v<sup>o</sup> : renvoi d'une affaire à l'Echiquier, 27 mars 1386.

2. *Archives historiques de la Gironde*, t. IX. Introduction.

français et espagnols. Sur les réclamations de l'ambassadeur d'Espagne, le roi voulut assurer la répression de la piraterie et établir l'unité de jurisprudence en ces matières. Toutes les affaires de prises concernant les sujets du roi catholique furent renvoyées au Parlement de Paris par lettres patentes du 6 avril 1571 (1).

Le résultat fut ce qu'il fallait attendre. Les Parlements de province, notamment ceux de Bretagne et de Normandie, ne voulurent pas se laisser dessaisir. Ils prétendaient défendre les intérêts de leurs justiciables, disant que les corsaires ne pouvaient être contraints à aller plaider loin de chez eux. Ils continuèrent à connaître des affaires de prises dans leur ressort. La compétence du Parlement de Paris était simplement un moyen dilatoire offert à ceux qui voulaient retarder la solution de l'affaire : une fois que le Parlement local avait commencé sa procédure, ils demandaient tout à coup que le litige fût envoyé à Paris ; et tout était à recommencer (2).

Ce n'était donc pas sur les Parlements que le roi pouvait compter pour abréger les affaires de prises. La justice déléguée ne donnant pas toute satisfaction aux étrangers, la force des choses amena l'intervention de plus en plus fréquente de la justice retenue.

1. Arch. Nat. X<sup>1A</sup>, 8629, f. 84.

2. Pièce justificative n° 9.

§ 2. LE CONSEIL DU ROI.

La théorie de la justice retenue, qui fut toujours chère aux juristes autoritaires, devait fonctionner dans des litiges touchant aux relations internationales avec beaucoup plus de raison qu'en aucune autre matière. Quand des marchands étrangers se plaignaient de la partialité des lieutenants de l'amiral, de la lenteur des Parlements, le roi ne pouvait refuser la satisfaction qu'ils lui demandaient, en se retranchant derrière la décision de tribunaux qui tenaient de lui tous leurs pouvoirs médiatement ou immédiatement. Encore moins, de pareils motifs auraient pu être invoqués pour répondre aux réclamations des gouvernements amis.

On a déjà vu comment le roi intervenait dans l'administration de la justice par des lettres patentes ou des lettres closes. Son immixtion était encore plus marquée par le jugement d'affaires de prises à son Conseil. Dès le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, le Conseil du roi recevait des plaintes d'étrangers pour faits de piraterie et statuait lui-même sur le fond de l'affaire ; et de plus en plus il fut disposé à faire droit à de telles requêtes (1).

Le rôle du Conseil était le plus souvent celui d'un juge. Mais il ne se bornait pas là.

1. DELISLE, *Actes normands de la Chambre des comptes*, p. 168 : en 1337. Voir plus haut, p. 38 n. 1.

En effet, en ces matières on ne pouvait pas traiter tous les peuples de la même façon. Le degré d'amitié ou d'alliance qu'une nation étrangère avait pour la France influait sur la manière dont il était fait droit aux réclamations de ses ressortissants. Sans doute, on rendait à chacun ce qui lui était dû ; mais il y avait certains peuples à qui on accordait plus que leur dû : on supprimait pour eux les délais de la procédure, on dérogeait en leur faveur à des principes trop rigoureux du droit des gens. C'étaient là des questions délicates dont l'appréciation ne pouvait appartenir qu'au roi et à son Conseil : les amirautés et les Parlements n'avaient pas mission de s'occuper d'affaires de ce genre.

Ainsi, pendant la guerre de Cent Ans, les Ecossais étaient les meilleurs amis de la France. Si des pirates venaient à arrêter des navires leur appartenant, on ne les faisait pas passer par toutes les lenteurs de la procédure judiciaire, comme les Hanséates qui étaient souvent suspects de protéger le commerce anglais. Il n'y avait pas besoin d'un jugement : le roi donnait par un simple mandement l'ordre de leur faire mainlevée de ce qui leur appartenait (1).

Sous Louis XI, des amis du roi s'étaient livrés à un commerce dommageable pour le royaume avec des ennemis et des rebelles. Le Conseil, en tant que juge, leur

1. *Mandements et actes divers de Charles V (Documents inédits)*, p. 414 : 21 août 1371.



avait refusé toute réparation, parce que le droit des gens autorisait la capture de leurs navires et de leurs marchandises. Cependant le roi, pour montrer son affection à de « bons vrais et especiaux amis », accorda à titre gracieux la restitution et même s'engagea à payer des dommages-intérêts. En pareil cas, Louis XI ne manquait pas de faire un véritable cours de droit international au souverain étranger qu'il voulait ménager (1).

Dans d'autres circonstances, le Conseil intervenait simplement pour remédier aux résultats choquants qu'aurait eus l'application stricte des règles de la procédure. Sous le règne de Charles IX, un marchand d'Anvers avait appelé d'une sentence de l'amirauté déclarant son navire de bonne prise. Ayant négligé de relever son appel en temps utile, parce que les preneurs avaient feint de lui offrir un accord, il se voyait privé de tout recours. Par arrêt du 6 novembre 1563, le roi évoqua l'affaire à son Conseil pour lui venir en aide (2).

Aux époques de crise, le Conseil du roi était assailli de réclamations d'ambassadeurs étrangers. Notamment pendant les guerres de religion, le pouvoir central était incapable de se faire obéir en province et particulièrement des juges d'amirauté : il était impossible de faire respecter sur mer la paix de Cateau-Cam-

1. Pièce justificative n° 4. — Autres lettres analogues : Bibl. Nat. fr. 3882, f° 49, 59, 61, pour les Florentins et les Suisses ; fr. 3884 f° 9 v°, lat. 9782, pour les Aragonais.

2. Arch. Nat. Z<sup>1</sup><sup>d</sup> 1, f° 59.

brésis conclue avec l'Espagne. Pour montrer sa bonne volonté, le roi faisait juger à son Conseil privé les affaires des Espagnols déprédés par les protestants ou les flibustiers d'Amérique (1).

Les exemples précédents montrent que l'intervention du roi ou de son Conseil était d'ordinaire favorable aux réclamants ; mais parfois elle semble avoir eu pour résultat un déni de justice. Ainsi, Louis XI, recevant des souverains catholiques une demande d'indemnité en faveur de leurs sujets déprédés par des marins français pendant une trêve, eut pour premier soin de se faire donner un état des prises faites par les Espagnols au détriment des Français (2). Réparation ne fut en cette circonstance accordée aux Espagnols que lorsque leurs rois eurent donné satisfaction aux Français, au lieu que les amirautés et le Parlement rendaient la justice sans condition de réciprocité.

Mais le plus souvent l'attitude du Conseil du roi était plus bienveillante pour les amis ; il était surtout plus prompt que les juridictions ordinaires. Aussi était-il encombré de requêtes, dont beaucoup manquaient de fondement sérieux : il ne lui aurait pas été possible de les examiner toutes. Forcer les gens de guerre à venir plaider à Paris loin de leur port d'attache eût été d'ail-

1. *Dépêches de M. de Fourquevaux à Charles IX et Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaux*, édition Douais.

2. *Lettres de Louis XI* (éd. Vaesen), VII, p. 170, 21 septembre 1478, aux habitants d'Harfleur.

leurs les décourager de se livrer à la course, qui, malgré tous ses excès, était utile au bien du royaume : si la tendance des étrangers était de s'adresser au Conseil, l'intérêt des corsaires était que les affaires fussent jugées sur les lieux. Aussi fréquemment le Conseil du roi se refusait à statuer sur le fond de l'affaire : il délivrait aux requérants des lettres royaux les renvoyant à se pourvoir devant les juges de l'amirauté (1) ; d'autres, plus heureux, obtenaient de lui le dessaisissement du siège particulier d'amirauté au profit de la Table de Marbre ; il arrivait encore qu'il renvoyât la cause au Parlement ou à une commission extraordinaire (2). Il donnait parfois aussi une satisfaction immédiate au réclamant, en lui accordant par manière de provision la mainlevée de son navire ou de ses marchandises moyennant caution : pour le fond le demandeur devait agir devant le juge de l'amirauté (3).

Quand le Conseil examinait lui-même l'affaire sans en faire renvoi, son action ne s'exerçait pas toujours de la même manière : elle dépendait des circonstances :

Souvent il n'y avait pas un véritable jugement. Tantôt satisfaction était accordée sans débats contradictoires : un mandement royal (ou des lettres closes) était envoyé aux officiers du lieu pour leur ordonner

1. Arch. Nat. E 2<sup>a</sup>, f° 281, 5 décembre 1597 ; E 16<sup>b</sup>, 13 mars 1608.

2. Pièce justificative n° 2.

3. Pièce justificative n° 6. — E 1<sup>b</sup>, f° 127, 27 novembre 1591.

de restituer immédiatement la prise (1). Tantôt le Conseil essayait d'amener les parties à un accord, de les « appointer » : par là, tout en reconnaissant les droits des corsaires, on évitait d'appliquer trop rigoureusement les ordonnances à des amis qui s'étaient mis en faute (2).

Cependant, il y avait d'ordinaire un véritable procès ; et alors on se rapprochait beaucoup de la procédure du Parlement. Au xvi<sup>e</sup> siècle, c'était plutôt là que plaidaient les ambassadeurs étrangers : ils étaient reçus en audience par le Conseil et étaient écoutés comme des avocats qui défendent les intérêts de leur client (3).

1. DELISLE. *Mandements et actes divers de Charles V* (*Documents inédits*), p. 414. 21 août 1371.

2. DOUAIS, *Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaux*, p. 13. 23 février 1566 : « Au demourant, parce qu'il a esté naguères donné ung arrest en mon Conseil sur la prinse d'un navire faicte par aucuns de mes subgetz sur aucuns de ceulx du Roy Catholique..., je vous envoie memoyre ample du faict, comme il est passé, et coppie de l'ordonnance en vertu de laquelle il a esté jugé, affin que vous en puissiez respondre comme il appartient, et dire aussi qu'il m'a grandement despleu que la chose en soyt venue jusque-là, ayant faict tenter et essayer tous moyens de les appoincter, à quoy les Flamandz ne se sont jamais voullu laisser conduire, de sorte qu'il a esté forcé de le terminer par jugement ».

3. Audiences de l'ambassadeur d'Espagne au Conseil du roi sous Charles IX, *Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaux*, p. 342.

Il arriva que le Conseil du roi, au moins le Conseil privé, devint un peu trop procédurier, ne tint plus assez de compte des considérations politiques : ses membres étaient devenus des juges et n'étaient plus des hommes d'Etat. Sous François I<sup>er</sup> on peut citer un ambassadeur vénitien qui aurait préféré faire juger par le roi lui-même une affaire de prise l'intéressant : en vain il objecta que le Conseil privé n'était pas plus que des juges ordinaires à même de bien apprécier les contestations entre gouvernements ; il dut plaider devant lui et perdit son procès (1).

Le Conseil statuait parfois sans instruction préalable. Mais fréquemment l'affaire ne lui était pas apportée

1. TOMMASEO, *Relations des Ambassadeurs vénitiens (Documents inédits)*, t. I, p. 321. L'ambassadeur écrit en 1546 : « S. M. remit l'affaire à son Conseil privé, où justice devait m'être rendue en prouvant ce que je demandais et en montrant que Votre Sérénité avait fait de même en pareil cas. Je répliquai en vain que des juges ordinaires ne pouvaient jamais bien apprécier les contestations entre gouvernements... J'en conclusai que S. M. seulement pouvait être juge dans un tel différend... Je sollicitai l'audience du Conseil, je l'obtins le jour même ». Devant le Conseil, on objecta à l'ambassadeur « que ces deux vaisseaux apportaient des vivres aux ennemis de la France, que c'était un acte d'hostilité..., que les marchandises dont ils étaient chargés appartenaient à des Vénitiens établis à Londres depuis quatre ans, c'est-à-dire devenus citoyens anglais d'après les lois du pays et par conséquent ennemis de la France ».

en état d'être jugée : il fallait faire une information sur place. Le Conseil, participant à la plénitude de la puissance royale, pouvait déléguer les juges qu'il voulait : il ne semble pas avoir jamais eu beaucoup de confiance dans les juges d'amirauté. Au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle l'enquête était faite par les baillis (1) ; au début du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, les juges royaux étaient quelquefois encore préférés (2). Aux époques où le roi n'était pas sûr de l'obéissance de ses officiers en province, il envoyait sur les lieux des maîtres des requêtes (3).

Les affaires, sur lesquelles intervenait un arrêt du Conseil, n'étaient pas d'ailleurs le plus souvent examinées par le Conseil du roi tout entier. A partir du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, on commettait des commissaires pour « appoin-ter et sentencier jusqu'à sentence définitive exclusive-

1. DELISLE, *Actes normands de la Chambre des Comptes*, p. 168 pour 1337. — Arch. Nat. K 53, n° 10 pour 1381.

2. Arch. Nat. E 8<sup>e</sup>, f° 93. 16 juillet 1605 : « Le Roy en son Conseil a ordonné et ordonne que par le juge roial de ladite ville de Bayonne lesditz Martissans et Jehan de Hoirigoity père et filz seront ouïs et interrogés sur le faict de la prise dudit navire et les tesmoins ouïs par ledit juge de l'admirauté et autres que lesditz supplians pourront faire ouir ci-après sur ladite prise recolés en leurs depositions et, si besoin est, confrontés ausditz Hoirigoity, pour, ce faict et rapporté par devers ledit Conseil, estre ordonné ce que de raison ».

3. *Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaux*, p. 337, 22 février 1571. — Voir encore p. 75, 89.



ment, icelle sentence donnée et par eux prononcée estre rapportée au Conseil » (1).

Ce système se développa au xvi<sup>e</sup> siècle : la commission devint permanente.

Le traité du 14 juillet 1498 entre la France et l'Angleterre exigeait qu'il y eût toujours quelques conseillers d'Etat chargés spécialement de connaître des affaires de déprédations : ils devaient recevoir les requêtes des victimes des pirates et leur faciliter le recours au Conseil du roi. Cette disposition fut renouvelée par les traités du 4 octobre 1518 et du 30 août 1525 (2).

Il semble bien que, durant tout le xvi<sup>e</sup> siècle, il y eut ainsi une commission du Conseil pour les prises maritimes. Son existence n'est au moins pas douteuse pour l'époque de l'amiral de Joyeuse (1582-1587) et de ses successeurs. L'amiral de France avait été adjoint aux conseillers d'Etat qui la composaient.

En réalité, sauf quelques exceptions, c'était cette

1. BERNIER, *Procès-verbaux du conseil de régence de Charles VIII* (*Documents inédits*), p. 89.

2. RYMER (éd. 1740) V, IV, p. 127. « Et, quia opus est utriusque principis subditis alteri preces et libellos supplicatorios porrigere, ut inde rescripta principalia obtineant, provisum est pro commoditate subditorum in utriusque regis consilio certos consiliarios debere deputari, ad quos utriusque regis subditi sciant se in promptu aditum habere posse et a quibus sollicitatores de beneplacito principis possint certiores reddi ».  
— Encore : VI, I, p. 157 ; VI, II, p. 30.

commission qui jugeait les prises dont le Conseil était saisi. Officiellement son rôle se bornait à faire un rapport ; mais le plus souvent le Conseil ne faisait que confirmer son avis (1).

De quelque manière que les arrêts du Conseil eussent été rendus, ils n'étaient pas susceptibles d'appel, puisqu'il n'y avait point de juge supérieur au roi. Mais on admettait l'opposition de la part des intéressés qui n'avaient pas été entendus (2).

Ainsi le Conseil du roi, quoique restant toujours juge d'exception, avait acquis au xvi<sup>e</sup> siècle un très grand rôle dans le jugement des prises. Il tendit même, à un certain moment, à supplanter le Parlement pour recevoir les appels des amirautés : les traités franco-anglais de 1498, 1518 et 1525 supprimèrent en faveur des Anglais l'appel à cette cour et le remplacèrent par l'appel au Conseil. Mais ce système ne s'étendit pas et disparut peut-

1. *Nouvelle revue historique de droit*, 1905, p. 345. Mémoire adressé à l'ambassadeur de Hollande au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle. Ce mémoire dit qu'à cette époque « il y a toujours eu deux ou trois conseillers d'Etat commis pour avoir communication de toutes ces affaires et veoir les procédures avec les sieurs amiraux et en faire rapport au Conseil de Sa Majesté ».

2. « Les princes de Navarre et de Condé et autres de la religion nouvelle » font opposition à l'exécution d'un arrêt du Conseil rendu à la demande de l'ambassadeur d'Espagne au sujet des prises faites par des protestants sur les sujets du roi catholique (*Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaux*, p. 343, 8 avril 1571).

être même pour les Anglais. Avec la difficulté des communications, on ne pouvait obliger tous les plaideurs en cause d'appel à se rendre à Paris : il y avait des Parlements de province beaucoup plus près des villes maritimes.

§ 3. CONSERVATEURS DE LA PAIX ET COMMISSIONS  
EXTRAORDINAIRES.

Si le Conseil du roi ne put devenir le juge souverain unique, on tâcha d'avoir des juridictions plus près des lieux, capables de donner une justice expéditive et aussi de tenir compte de raisons d'ordre politique. Ce furent les conservateurs de la paix et les commissions extraordinaires.

1° *Conservateurs de la paix.*

Au moyen âge, quand deux princes mettaient fin par un traité de paix ou de trêve aux hostilités qui avaient éclaté entre eux, ils jugeaient utile de prendre des mesures pour que le traité fût respecté.

C'est à tort que l'on représente les guerres de l'ancien temps comme une querelle particulière entre deux gouvernements, leurs sujets n'y participant que malgré eux. Le contraire est la vérité : les sujets prenaient à cœur la cause de leurs seigneurs ; et, une fois que les deux gouvernements ennemis avaient rétabli entre eux les relations pacifiques, le plus difficile était d'amener

les peuples à vivre en paix. Sur terre, c'étaient des incursions ou des razzias ; sur mer, des courses, des pirateries, longtemps après la suspension officielle des hostilités.

Dès le début du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, apparaissent dans les trêves des personnes ayant pour mission de veiller à ce que les hostilités fussent effectivement suspendues. Des deux côtés on désignait un certain nombre de seigneurs ou de chevaliers, ordinairement en nombre égal pour chaque partie. Se réunissant ensemble, ils devaient « faire garder la souffrance et faire amender tout de plain et senz delai, se aucunes entreprisez, mesprise ou forfait estoient fait durant ladite souffrance ». Il est question de ces *dictatores et emendatores treuge* dans une trêve entre Philippe-Auguste et Jean sans Terre d'octobre 1206 ; et la plupart des autres trêves du siècle en font également mention (1).

Et ce n'est pas seulement en temps de trêves qu'étaient constitués de tels commissaires. En 1303, malgré la paix existant entre la France et l'Angleterre, des gens de Calais avaient déprédé en mer des gens des Cinq Ports, et réciproquement. Les deux rois envoyèrent à Calais : le roi de France, un chanoine et un chevalier, le roi d'Angleterre, le connétable du château de Douvres et un

1. Trêves d'octobre 1206, 18 septembre 1214, 3 février 1235-6, 7 avril 1243. DUMONT, *Corps universel du droit des gens*, I, I, p. 136, 151, 163, 389, 482. — Trêves du 1<sup>er</sup> février 1298, RYMER (1816), I, II, p. 883.

professeur de droit civil. Cette commission était chargée d'examiner les faits de piraterie ; les affaires évidentes devaient être jugées immédiatement. Les commissaires de chaque roi étant en nombre pair, le désaccord entre eux était possible ; en pareil cas, ils avaient à en référer aux deux rois pour que l'affaire fût tranchée par la voie diplomatique (1). Des commissions semblables furent fréquemment constituées dans la période d'entente cordiale qui marqua les rapports entre les rois de France et d'Angleterre de 1298 à 1323. C'est de cette manière que les deux gouvernements firent restituer les navires qui avaient été pris avant la déclaration officielle de la précédente guerre de 1294-1298 (2). Ce qui paraîtra plus extraordinaire encore, ce fut, après la guerre de 1323-1328, la nomination d'une commission pour faire rendre toutes les prises faites durant cette guerre, comme si on voulait en effacer le souvenir (3). Il y avait là un véritable arbitrage international : non seulement ces commissions jugeaient les cas dont elles étaient saisies par les particuliers, mais encore elles recherchaient d'office les infractions contre la paix.

Quelques années après commença la guerre de Cent Ans. Pendant toute cette période, les hostilités ne fu-

1. RYMER (1816), I, II, p. 961, 28 janvier 1304.

2. RYMER (1816), II, I, p. 122, 12 décembre 1310.

3. RYMER (1816), II, II, p. 768 ; CHAMPOLLION-FIGEAC, *Mélanges historiques (Documents inédits)*, t. II, p. 77. Lettre de Philippe de Valois au bailli de Lille. 13 juin 1329.

rent pas continuelles : il y eut de nombreuses trêves, et même en 1360 fut signée à Brétigny une véritable paix. Et ainsi l'organisation « des juges ou gardiens des trêves » alla se perfectionnant durant le xiv<sup>e</sup> et le xv<sup>e</sup> siècle.

Dans les diverses régions où s'était étendue la guerre chaque partie désignait un certain nombre de commissaires pour connaître des infractions à la trêve. C'étaient habituellement : les capitaines commandant les troupes dans le pays, les gouverneurs des places ou des provinces, les seigneurs du pays, les baillis et autres officiers royaux. En somme c'étaient les juges ordinaires qui recevaient mission de faire respecter la trêve ; et ils prêtaient à cet effet un serment spécial.

Les juges députés par chaque partie recevaient d'abord séparément les réclamations contre les infractions commises par leurs compatriotes. Sur leur refus d'accorder réparation, ils pouvaient être requis par les commissaires de l'autre partie de se réunir avec eux en un lieu déterminé à l'avance, pour « parlementer... et... faire sur ledit debat et descord tout ce que raison et bone foy demandent ». Ils devaient faire restituer tout ce qui était attenté de part et d'autre dans un délai très court, ordinairement de deux mois.

Si les juges locaux ne pouvaient pas s'entendre, au-dessus d'eux étaient constitués des juges supérieurs, « pour faire droiture et adrescier les mesprises à touz



ceulz qui se voudront plaindre de partie et d'autre » (1). Et, pour assurer l'exacte observation des trêves, il fut stipulé, dans le traité du 6 avril 1354 et dans les suivants, que ces juges supérieurs devraient faire réparer les infractions commises dans les quarante jours (ou dans les deux mois, selon les traités) : sinon, ils devaient se rendre, suivant les cas, à Paris ou à Londres pour servir d'otages (2).

Ces conservateurs des trêves — c'est ainsi qu'on les désigne, depuis la deuxième partie du xiv<sup>e</sup> siècle — connaissaient, jusqu'au règne de Charles VI, de « tous les biens, prises, robbés et pilés par mauxfaitours, ou arrestez par officiers des seigneuries sur mer ou par terre ». Il n'y avait pas alors de commissaires spéciaux pour le fait de la mer.

Leurs réunions étaient réglementées par une véritable procédure. Ils commençaient par jurer sur les saints Evangiles de faire réparer les attentats commis. Puis, les commissaires de chaque partie rendaient compte des réclamations dont ils avaient été saisis à l'encontre des sujets de l'autre. Ils faisaient alors comparaître devant eux les plaignants : ceux-ci leur remettaient leurs demandes par écrit et en attestaient la vérité par un serment, prêté en même temps qu'eux par deux des principaux marchands ou bourgeois de leur ville.

1. Trêves des 28 septembre 1347, 18 novembre 1348, 2 mai 1349. RYMER, *Fœdera* (1816), III, I, p. 137, 177, 184.

2. RYMER, *Fœdera* (1816), III, I, p. 277. — Voir aussi 23 mars 1357, 7 mai 1360. RYMER, III, I, p. 350, 486.

Les conservateurs avaient ensuite à faire toutes les diligences nécessaires pour rechercher où étaient les biens pris : ils avaient des pouvoirs suffisants pour contraindre par corps les contrevenants à la trêve. Si, au bout de quinze jours, on n'avait pas retrouvé les biens ou si on n'était pas arrivé à connaître les auteurs des attentats contre la trêve, les commissaires en référaient aux rois pour qu'ils prissent les mesures utiles. Ces commissions étaient autant des commissions internationales d'enquête que des commissions d'arbitrage (1).

A partir de Charles VI, l'amirauté ayant pris une grande importance, tant en France qu'en Angleterre, des commissaires spéciaux pour la mer furent désignés : les amiraux et vice-amiraux des deux royaumes furent chargés des fonctions de conservateurs des trêves pour tous les attentats commis en mer ou sur les côtes des deux pays. Ce sont les trêves de 1384 qui pour la première fois donnèrent cette mission aux amiraux (2).

En somme, cela équivalait à reconnaître la juridiction de l'amirauté, qui avait déjà reçu son statut de l'ordonnance de 1373. Les lieutenants particuliers étaient les délégués de l'amiral pour assurer le respect des trêves. Pratiquement ils ne pouvaient s'assembler avec les officiers analogues d'Angleterre. Quand il y avait lieu à une con-

1. Procès-verbal d'une réunion des commissaires à Marquise, 12 décembre 1376. RYMER, *Fœdera* (1816), III, I, p. 1086.

2. RYMER, *Fœdera* (1740), III, III, p. 173. — Trêves du 13 juin 1389. RYMER, *Fœdera* (1740), III, IV, p. 41.

férence, elle se tenait entre les amiraux des deux pays. Et dans ces réunions, comme dans les précédentes, les représentants de chaque Etat avaient pouvoir de requérir ceux de l'autre de faire réparer les infractions commises par leurs nationaux et de rechercher ensemble les coupables. Le jugement était exécuté en France par les lieutenants de l'amirauté. Au cas où les amiraux ne pouvaient s'accorder, ils renvoyaient l'affaire à une conférence entre les ambassadeurs des deux rois (1).

C'est ainsi que, de 1389 à 1415, les deux gouvernements de France et d'Angleterre, s'ils n'arrivèrent pas à conclure une paix définitive, furent en état de trêves. Ne pouvant s'entendre sur les questions qui les divisaient, ils s'efforçaient d'arrêter tout acte d'hostilité entre leurs sujets. Ils cherchaient notamment à réprimer les courses maritimes : de là, ces réunions fréquentes des amiraux des deux pays pour faire obtenir une prompte justice à ceux qui avaient été déprédés.

Le résultat semble avoir été assez médiocre : la guerre de course fut plus intense que jamais durant cette période de trêves. Les gouvernements d'ailleurs s'y prê-

1. RYMER (1740), IV, I, p. 34 : accord entre les ambassadeurs de France et d'Angleterre sur la réparation des attentats commis contre les trêves, 14 août 1402. — Bibl. Nat. fr. 27192, dossier Chatillon, pièce 38, 20 décembre 1409. Allocation de fonds à l'amiral de France pour lui permettre de se rendre à une conférence avec son collègue d'Angleterre. — Autres réunions en février et août 1410. RYMER (1740), IV, I, p. 167, 179.

taient : ils délivraient des lettres de marque à ceux de leurs sujets, à qui les commissaires n'avaient pu faire restituer leurs biens pris, parce que les capteurs étaient restés inconnus. On comprend que dans ces conditions la tâche des conservateurs des trêves devait être fort difficile (1).

En 1415, les hostilités recommencèrent officiellement, suspendues de temps à autre par des trêves dont l'amiral était toujours déclaré conservateur. Le même système que celui qui a été exposé se retrouve à peu près dans toutes ces trêves, notamment celles du 9 août 1475, et du 7 janvier 1486 (2).

Cependant, au cours du xv<sup>e</sup> siècle, l'institution se déforma. Auparavant, en cas de désaccord entre les conservateurs, on devait en référer aux Conseils des deux rois, pour que l'affaire fût tranchée par la voie diplomatique. A partir de 1475, les trêves permirent de saisir seulement le Conseil du prince de l'auteur du dommage : sans doute c'était lui seul qui était en état de donner satisfaction à la victime ; mais on arrivait au résultat bizarre de rendre le Conseil d'un roi en quelque sorte juge supérieur d'une commission internationale. Par contre, comme par le passé, si les conservateurs s'étaient entendus, leur sentence était sans appel.

1. A chaque renouvellement des trêves, on stipule qu'il ne sera plus délivré de lettres de marque, on annule celles qui ont été délivrées. Mais la preuve que l'article était peu respecté c'est qu'il reparait dans chaque trêve.

2. RYMER (1740), V, II, p. 66, 169.

Ce système, ainsi transformé, fut encore suivi après la paix d'Etaples dans les guerres nouvelles qui éclatèrent, au début du xvi<sup>e</sup> siècle entre la France et l'Angleterre. Il se voit dans les trêves du 19 mai 1528 (1).

Les conservateurs des trêves n'étaient pas d'ailleurs particuliers aux rapports entre la France et l'Angleterre : Louis XI et Charles le Téméraire en établirent ; en 1535-6 les rois de France et de Portugal délèguèrent des commissaires pour juger les dommages réciproques de la course maritime (2).

Mais, durant le xvi<sup>e</sup> siècle, l'institution tomba en décadence. Il n'en est pas fait mention dans les traités conclus entre la France et Charles Quint. Il n'en est pas non plus question dans les traités signés entre la France et l'Angleterre à partir du traité de paix du 17 juin 1544 (3).

C'était la tendance générale du xvi<sup>e</sup> siècle. Les princes,

1. Traité d'Etaples du 3 novembre 1492, trêves du 23 mars 1509 ; traité de paix du 7 août 1514 ; trêves du 19 mai 1528. RYMER (1740), V, IV, p. 53 ; VI, I, p. 10, 67 ; VI, II, p. 104.

2. Trêves du 13 septembre 1475, DUMONT, *Corps diplomatique* III, II, p. 506. — *Catalogue des actes de François I<sup>er</sup>*, t. III, p. 189.

3. Les trêves de Nice du 18 juin 1538 et de Vaucelles du 5 février 1555 (DUMONT, IV, II, p. 170 ; IV, III, p. 83), prévoyant les attentats possibles disent : « et en feront la réparation les officiers d'un costé et d'autre, chacun en droit soi, sans port ni dissimulation quelconque, a la première et simple plainte et requisition qui s'en fera ». Il n'est pas question de réunion de ces officiers.

de plus en plus jaloux de leur indépendance, n'aimaient pas une immixtion étrangère dans leurs affaires : il y eut, à cette époque, un recul sensible dans la pratique de l'arbitrage entre gouvernements. Pour réprimer la piraterie, on avait encore recours à des commissions extraordinaires ; mais elles n'étaient plus internationales, elles étaient purement nationales.

2° *Commissions extraordinaires.*

Ces commissions apparaissent dès le xiv<sup>e</sup> siècle. Pour accélérer les procès, la royauté donnait souvent une commission à un petit nombre de juges, ordinairement deux, pris parmi les conseillers du Parlement où les maîtres des requêtes de l'hôtel. Ces commissaires, appelés réformateurs, recevaient le pouvoir de statuer sans appel sur les litiges qui leur étaient soumis ; leurs décisions avaient même valeur qu'arrêts du Parlement (1). Ils allaient faire les enquêtes sur les lieux et pouvaient agir rapidement, parce qu'ils n'étaient chargés d'aucune autre affaire.

1. Pièce justificative n° 2. Dans cette affaire deux commissions ont été successivement constituées par le roi : la première composée de Robert de Braquemont et de Geoffroy de Pérouse, maîtres des requêtes, la seconde comprenant Simon de Nanterre et le même Geoffroy de Pérouse. Les deux derniers devaient statuer « per modum reformationis, si opus esset, appellationibus quibuscumque non obstantibus, volendo quod facta per eos valerent ac si per dictam curiam nostram parliamenti facta forent ».



Des réformateurs recevaient ainsi fréquemment, au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècles, mission de terminer telle ou telle affaire de prise, surtout celles dont l'instruction était compliquée. Même Charles V avait espéré par ce moyen débarrasser le Parlement de tous les procès maritimes donnant lieu à des incidents : toutes les causes touchant le fait de la mer « esquelles on ne seroit appoinctié en arrest », c'est-à-dire celles sur lesquelles le Parlement ne pouvait prononcer *de plano* sans jugement d'avant dire droit, devaient être renvoyées à deux maîtres des requêtes commis spécialement pour cet objet (1). Cette commission ne semble pas avoir fonctionné bien longtemps : après Charles V, on ne voit plus que des commissions créées pour une affaire déterminée.

Cette institution des réformateurs s'explique fort bien. C'était du roi que dérivait toute justice dans son royaume. Il avait sans doute délégué son pouvoir de justice à sa cour de Parlement ; mais, de même qu'il pouvait évoquer certaines affaires à sa personne, il pouvait en renvoyer d'autres à des juges sans appel. Cela se comprenait surtout quand il s'agissait d'étrangers déprédés : les matières de prises, l'application des traités ou des trêves touchaient aux relations extérieures, toutes affaires qui appartenaient plus spécialement au roi (2).

1. Arrêt du Parlement renvoyant une affaire à ces deux maîtres des requêtes, 7 mai 1371, X<sup>1A</sup> 22, f. 166.

2. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 4788, f. 161, v<sup>o</sup>, Lundi 15 septembre 1408. A propos des commissaires nommés pour l'affaire dont l'arrêt

Mais le Parlement acceptait difficilement cette théorie. Au xiv<sup>e</sup> et au début du xv<sup>e</sup> siècle, les corsaires mécontents faisaient appel du premier appointment venu des réformateurs, uniquement pour fatiguer leurs adversaires ignorants de la complication de la procédure française. La cour n'avait pas de peine à recevoir l'appel : d'ailleurs ceux qui recouraient à elle prenaient soin de se munir de lettres royaux renvoyant le procès au Parlement. Ainsi la prétendue simplification introduisait une complication de plus (1).

Mais, dans le cours du xv<sup>e</sup> siècle, le Parlement devint impuissant à faire triompher sa prétention d'être, en dehors du Conseil du roi, la seule cour souveraine du royaume. De plus en plus se développaient des commissions extraordinaires ayant pouvoir de trancher en dernier ressort les affaires qui leur étaient soumises ; en même temps naissaient, à côté du Parlement de Paris, les Parlements de province.

Les commissions extraordinaires dérivait des commissions de réformateurs ; mais, au lieu de comprendre deux membres seulement, elles en avaient davantage. Il ne semble pas qu'elles aient été instituées par défiance

définitif est rapporté aux pièces justificatives (Pièce n° 2) : « Et si a le Roy puissance d'ordonner aucuns juges en faveur d'estrangers dont l'en ne puisse appeller, mesme que si le Roy en son Conseil eussent jugié, *non fuisset appellatum* ; et si touche trêves dont appartient au Roy... »

1. Voir Pièce justificative n° 2.

pour les parlementaires ; si elles comprenaient surtout des maîtres des requêtes, on y faisait parfois aussi entrer des conseillers de divers Parlements.

Ces commissions avaient le même but que les Grands Jours, qui étaient fréquents à cette époque. On cherchait, en envoyant des commissaires dans les grandes villes maritimes, à rapprocher les juges des justiciables ; on voulait aussi rétablir l'ordre dans les régions où les amirautes et les juges ordinaires ne pouvaient se faire obéir. Beaucoup furent créées à la suite de traités de paix pour mettre fin aux courses maritimes ; on en instituait également dans les provinces nouvellement soumises.

Ainsi Charles VII, après l'annexion de la Guyenne, envoya à Bordeaux neuf commissaires pour juger toute une série de prises faites sur les Anglais en violation de saufs-conduits (1). Cette commission n'aboutit pas : plusieurs de ses membres furent récusés par le duc de Bourbon et le sénéchal de Guyenne, et les parties interjetèrent appel au Parlement. Il fallut renvoyer les affaires dont elle était saisie aux Grands Jours de Bordeaux constitués au même moment.

Plus tard on voit des commissions qui avaient plus d'autorité.

Quand la grande guerre du xiv<sup>e</sup> et du xv<sup>e</sup> siècle entre la France et l'Angleterre fut terminée à Etaples en 1492 par un traité définitif, les deux gouvernements voulurent

1. *Archives historiques de la Gironde*, IX, p. 259.

sérieusement mettre fin aux pirateries. Ils tâchèrent d'y remédier par le traité du 24 mai 1497, confirmé par celui du 14 juillet 1498 (1).

En vertu de ces accords, des juges spéciaux devaient être établis dans toutes les villes où il serait nécessaire, pourvu que ce ne fussent pas des villes dominées par les pirates. Ces juges n'étaient pas sans appel : il était toujours possible de demander la réformation de leurs sentences au Grand Conseil. Les amirautés étaient dessaisies en leur faveur de toutes les affaires pendantes devant elles au moment de la promulgation du traité. Quant aux litiges déjà portés devant les Parlements, ces cours en restaient saisies à condition de rendre l'arrêt définitif dans les six mois ; si l'affaire n'était pas terminée dans le délai, deux ou trois conseillers devaient être commis pour l'instruire et la mettre en état d'être jugée ; si, dans un nouveau délai de six mois, l'arrêt définitif n'était pas rendu, l'affaire devait être évoquée au Conseil du roi.

Les juges envoyés dans les ports étaient créés uniquement pour liquider le passé : la compétence de l'amirauté subsistait en première instance pour l'avenir. Mais désormais l'appel au Parlement était supprimé pour les procès des Anglais et remplacé par l'appel au Grand Conseil.

Une nouvelle guerre entre la France et l'Angleterre éclata sous Louis XII. Elle prit fin par le traité du 7 août

1. *Ordonnances* XX, p. 587 ; XXI, p. 58.

1514, qui confirma la compétence de l'amirauté et nomma l'amiral conservateur de la paix pour la mer (1). Mais, comme auparavant, les pirateries continuèrent malgré la paix, soit en vertu de lettres de représailles, soit aussi sans titre : on crut utile d'établir une nouvelle juridiction extraordinaire. Mais, au lieu d'instituer des juges dans un grand nombre de ports, le traité de Londres du 4 octobre 1518 créa une seule commission siégeant à Rouen, composée de l'amiral, du vice-amiral ou de leurs lieutenants, du premier président au Parlement de cette ville (2). Ces juges étaient compétents pour recevoir toutes les plaintes pour faits de piraterie : par cela même qu'ils étaient saisis d'une affaire, l'amirauté en était dessaisie. Ils devaient statuer dans les quarante jours. On ne pouvait se pourvoir contre leurs arrêts ailleurs qu'au Grand Conseil.

Cette juridiction semble avoir répondu aux espérances qu'on avait mises en elle. Ce système remplaça au xvi<sup>e</sup> siècle les conférences des conservateurs de la paix. De nouveaux accords avec l'Angleterre stipulèrent l'établissement à Rouen de commissions de ce genre pour suppléer à la négligence ou à la lenteur des amirautés. Il en fut créé une par le traité du 30 août 1525 ; une autre fonctionnait en 1577 ; Henri IV en établit une autre le 15 juillet 1599 (3). Ces commissions avaient

1. *Ordonnances* XXI, p. 554.

2. RYMER (1740), VI, I, p. 157.

3. RYMER *Fœdera* (1740), VI, II, p. 30 ; VI, IV, p. 173. ISAM-

pouvoir d'évoquer à elles toutes les plaintes des Anglais pour faits de piraterie, et leurs jugements avaient force d'arrêts comme s'ils étaient donnés en cours souveraines.

Ce système fonctionna aussi parfois pour les Espagnols ou les Portugais (1). Cependant ce sont surtout les Anglais qui ont bénéficié de ces commissions extraordinaires : au xvr<sup>e</sup> siècle l'intérêt de la politique française était de les ménager. Au contraire, avec la question d'Amérique et la rivalité de la maison de France et de la maison d'Autriche, le roi de France n'était guère porté en faveur des sujets de la péninsule ibérique : si quelquefois on leur accordait des juges extraordinaires, le plus souvent on les laissait s'adresser aux amirautés ou aux Parlements. Quand l'ambassadeur du roi catholique pressait trop le roi très chrétien, tout ce qu'il pouvait obtenir c'était une évocation générale des affaires intéressant ses compatriotes au Parlement de Paris (lettres patentes du 6 avril 1571) : ils y trouvaient sans doute des juges équitables, mais non expéditifs (2).

BERT, XV, p. 224 ; LAFFLEUR DE KERMAINGANT, *L'ambassade de France en Angleterre sous Henri IV*, p. 290.

1. *Ordonnances des rois de France, Règne de François I<sup>er</sup>*, I, p. 505. La déclaration du 12 décembre 1516, suspendant pour deux ans toutes les lettres de marque et de représailles délivrées contre les Espagnols, établit à Bayonne pour trois mois des juges devant lesquels peuvent se plaindre les sujets du roi d'Espagne.

2. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 8629, f. 84.



## CHAPITRE VI

### EXÉCUTION DES JUGEMENTS DE PRISES

- § 1. *Jugements de bonne prise.* — Effet suspensif de l'appel. — Intervention du lieutenant de l'amiral dans les opérations de l'exécution. — Vente. — Partage.
- § 2. *Jugements au profit des réclamants.* — Exécution du jugement contre les tiers détenteurs des biens pris. — Contrainte par corps contre le défendeur. — Jugements exécutoires sous caution. — Difficultés sans fin éprouvées par les réclamants.

Le jugement rendu, il fallait le faire exécuter. Cela ne présentait pas trop de difficultés quand il s'agissait d'un jugement de bonne prise ; mais on verra que, pour les jugements en faveur des réclamants, il y avait des difficultés sans nombre venant de la complication de la procédure.

Les lieutenants particuliers de l'amiral veillaient eux-mêmes à l'exécution de leurs sentences, quand elles n'avaient pas été frappées d'appel ou quand elles étaient

exécutoires nonobstant appel : d'ordinaire la prise avait été par eux mise sous la main de la justice et ils n'avaient qu'à la délivrer au gagnant. — Mais il n'en était plus de même pour les sentences de la Table de Marbre, les arrêts du Conseil ou du Parlement : ces tribunaux ne pouvaient pas procurer eux-mêmes l'exécution de leurs jugements, puisque ils ne siégeaient pas dans les lieux où se trouvaient les effets pris : ils devaient adresser l'exécutoire aux juges locaux : quelquefois c'étaient les lieutenants de l'amirauté, d'autres fois on préférait les juges ordinaires (1). — A l'exécution des jugements de prises participaient aussi les huissiers et sergents des diverses juridictions qui avaient connu du procès.

#### § I. JUGEMENTS DE BONNE PRISE.

L'édit d'août 1493, relatif à l'exécution immédiate nonobstant appel ou opposition, ne s'appliquait pas aux jugements de bonne prise rendus par les lieutenants de l'amiral. On a déjà vu que, pendant l'instance d'appel, les biens restaient dans la main du roi. Laisser les officiers d'amirauté remettre de suite la prise aux corsaires, dont ils étaient trop souvent les complices, ç'aurait été supprimer en fait l'effet de l'appel pour les réclamants. Aussi, au cas où le jugement était rendu en

1. En 1491-2, le gouverneur de la Rochelle. Pièce justificative n° 6.

l'avantage des preneurs, l'appel conservait son effet suspensif ordinaire.

Mais cette règle était parfois violée par les lieutenants de l'amiral : ils délivraient les biens avant que le jugement en dernier ressort fût intervenu. Dans quelques cas même, on peut se demander si l'amirauté n'a pas procédé à la vente et au partage sans avoir rendu un véritable jugement (1).

Quoi qu'il en soit, en cas de jugement de bonne prise, toutes les opérations relatives à l'exécution devaient se faire sous la surveillance de l'amirauté. Un grand nombre de personnes prenaient part au partage : amiral, équipage, bourgeois, avitailleurs ; il était nécessaire d'éviter entre elles les « questions et noyesses » qui se seraient produites si chacun avait pu « faire à sa volonté ». De là, dès 1373, l'obligation pour le lieutenant de l'amiral d'être présent aux « ventes, butins et départemens » (2).

1. Pièce justificative n° 2. Le texte n'est pas net : le partage est fait en présence du receveur de l'amiral puisque l'amiral reçoit son dixième. Y a-t-il eu auparavant un jugement ? Il est question d'un interrogatoire des prisonniers dont le procès verbal a été rédigé par un notaire : on ne dit pas s'il y avait un représentant de l'amiral ; j'inclinerais à croire que oui. — Pièce justificative n° 6. Fermentin, lieutenant de l'amiral à la Hougue, a l'air trop pressé de délivrer les biens aux preneurs. Les demandeurs vont jusqu'à contester qu'il y ait eu un véritable jugement.

2. Ordonnance de 1373, art. 12.

L'ordonnance de 1373 semble admettre que la délivrance de la prise soit faite aux preneurs en nature (article 6) : il n'y avait pas de trop grandes difficultés pour le partage, quand la cargaison se composait de marchandises de même espèce : tonneaux de vin, caisses de figues ou de raisins, pièces d'étoffes (1). Mais, quand il fallait partager des choses différentes, les difficultés étaient si grandes qu'il était préférable de vendre la prise et d'en répartir le prix entre les ayants droit.

La vente devait être faite par les officiers de l'amiral. Au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècles, il semble que ce soin incombait à son receveur.

La vente n'avait pas les effets d'une vente judiciaire : il n'y avait pas de décret qui purgeait la chose de tous droits réels. Les acheteurs pouvaient être évincés par le véritable propriétaire, c'est-à-dire par les réclamants, si ceux-ci arrivaient postérieurement à faire reconnaître leurs droits. L'amiral était tenu à garantie pour le cas d'éviction (2).

Y avait-il des formalités pour ces ventes de prises ?

1. Voir un partage d'objets de ce genre, Pièce justificative n° 2.

2. Arch. Nat. X<sup>1</sup><sup>a</sup> 22 f° 239 v°. Arrêt du Parlement du 27 septembre 1371 : «... dicta bona per dilectum ac fidelem admiralum nostrum et ipsius receptorem generalem, videlicet per Perrinum Gabiani, dicto Garino vendita fuerant pro certo pretio ; et eundem Garinum garantizare de premissis promiserat, se ad hec per certas litteras sigillo suo sigillatas eidem

Les ordonnances de la marine sont muettes à cet égard. Mais, au moins au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, il s'était établi certains usages. La vente devait notamment se faire aux enchères et au détail avec les solennités ordinaires des ventes judiciaires. Une vente en gros des marchandises, sans les faire descendre du navire, était interdite : elle aurait eu pour résultat de diminuer le produit total. Mais trop souvent, dans des ports peu fréquentés, ces règles étaient violées à la suite de connivences frauduleuses entre les officiers de l'amirauté et les adjudicataires (1).

La prise vendue ou délivrée en nature, il fallait en partager le produit.

Avant toute répartition, l'amiral prélevait son dixième sur le produit brut. En Provence, on percevait aussi un cinquième au profit du roi en vertu d'une déclaration du 9 novembre 1551 (2).

Garino expresse et specialiter quo supra nomine obligando ». Au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, l'art. 34 de l'ordonnance de 1543-4 réserve encore le recours des réclamants après la vente faite par l'amirauté : c'est une des utilités du compte que les officiers doivent tenir des ventes faites en leur siège.

1. Pièce justificative n° 9. En 1584, des marchands espagnols reprochent au sénéchal de Lannion d'avoir vendu les marchandises « en gros sans aucune solennité de justice, ainsy qu'il est requis ».

2. Archives des Affaires étrangères. Mémoires et documents France 879, f° 43.

Ces prélèvements opérés, restait à faire la répartition entre les divers ayants droit. Ils étaient nombreux : car de bonne heure les armements en course ont provoqué des sortes de sociétés pour en exploiter les profits et subvenir aux frais toujours onéreux. Dès l'époque de l'ordonnance de 1373, des « seigneurs et gens d'autre estat » mettaient sus des navires pour faire la guerre aux ennemis du royaume ; et les ordonnances du xvr<sup>e</sup> siècle encouragèrent les sujets du roi à armer des navires en les exonérant de toute responsabilité pour les dommages que les gens de l'équipage auraient commis à leur insu (1).

En somme, les ayants droit étaient de deux sortes : 1<sup>o</sup> les mariniers de l'équipage ; 2<sup>o</sup> ceux qui avaient mis sus le navire. — Jusqu'au xvr<sup>e</sup> siècle, les ordonnances sont muettes sur la question de la répartition : il semble cependant qu'il y avait déjà depuis longtemps des usages.

1. Le *Consulat de la mer*, chapitre CCXLIII [288] (PARDESSUS, *Collection de lois maritimes*, II, p. 234), fait aussi intervenir les marchands chargeurs. Il prévoit le cas où un navire marchand rencontre un ennemi : le maître doit demander aux marchands chargeurs s'ils veulent aller à l'abordage ; s'ils y consentent, la prise est répartie également : 1/3 à l'équipage, 1/3 au propriétaire du navire, 1/3 aux marchands. Si le maître du navire attaque à l'insu des marchands, après avoir consulté l'état major, il leur donne ce que bon lui semble, en tenant compte de la quantité de marchandises chargées par chacun et de leur mérite (!).



1° Au début du xv<sup>e</sup> siècle, l'équipage avait droit à la moitié du produit de la prise (1). Au xvi<sup>e</sup> siècle, à cause des frais de plus en plus considérables qu'occasionnaient les armements, la part de l'équipage fut réduite à un quart et demi, soit trois huitièmes (2).

Le maître du navire, c'est-à-dire le capitaine, partageait avec ses compagnons de quartier et les simples mariniers. Les règles et le mode de la répartition entre les gens de l'équipage nous sont inconnus. Il est probable qu'on devait tenir compte de la qualité et du mérite de chacun : si ceux qui avaient commis des actes de pillage perdaient leur part du butin, ceux qui s'étaient bien conduits devaient avoir une part supplémentaire.

Il arrivait aussi que des armateurs, voulant s'attacher un capitaine expert au fait de la mer, lui donnassent une part de propriété dans le navire ; il touchait alors deux parts dans la prise : l'une comme maître du navire, l'autre comme copropriétaire.

2° Au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècles, ceux qui mettaient sus le navire étaient seulement les propriétaires. C'étaient eux qui fournissaient le navire et pourvoyaient à son armement. Ils avaient droit à la moitié et partageaient entre eux proportionnellement à leur part de propriété dans le navire.

Mais, au xvi<sup>e</sup> siècle, il fallait beaucoup plus de personnes pour équiper un navire. On distinguait :

1. Pièce justificative n° 2 : sur 32 tonneaux de vin à répartir, 16 sont attribués aux mariniers et 16 aux propriétaires.

2. Ordonnance de 1543-4, art. 25,

a) Les bourgeois ou propriétaires du navire. Leur devoir était de remettre le navire en bon état, pourvu d'armes (boulets, piques, artillerie) et d'instruments nautiques (compas, horloge, sonde). En résumé, ils fournissaient ce qui dans l'armement était permanent.

b) Les avitailleurs, qui devaient munir le navire de victuailles, de poudres et de munitions. C'étaient eux qui prenaient la charge des dépenses courantes.

Ces personnes avaient à supporter de grands frais, et pourtant les gens de l'équipage étaient arrivés à ne leur laisser qu'un huitième du butin. Il s'ensuivait que les capitaux se détournaient des armements en course : les bourgeois et avitailleurs n'équipaient plus les grands et puissants navires qui auraient été nécessaires pour faire beaucoup de mal à l'ennemi.

Aussi l'ordonnance de 1543-4, pour encourager les armements, augmenta la part des bourgeois et des avitailleurs : elle donna aux premiers un quart et aux seconds un quart et demi (art. 25). — Ces dispositions ne semblent guère avoir été respectées : car l'art. 39 de l'ordonnance de 1584 renouvelle les doléances des armateurs de navires.

Les règles de la répartition pouvaient être compliquées par l'existence d'associations entre navires. Dès la fin du xv<sup>e</sup> siècle, on voit deux ou plusieurs navires conclure des conventions pour « abutiner l'un l'autre aux prises l'un de l'autre » (1). On promet-

1. Pièce justificative n° 6.

taut de se partager les prises faites en présence et en absence. Le mode de répartition était fixé par la convention ; à défaut de règle conventionnelle, le lieutenant de l'amirauté devait procéder lui-même au partage entre les divers navires associés.

Plusieurs navires pouvaient aussi prétendre avoir une part dans une prise, sans qu'il y ait eu d'accord entre eux : c'était au cas où ils avaient tous coopéré à la capture. Au xvi<sup>e</sup> siècle, il s'était développé à ce sujet certains abus : des navires réclamaient une part dans une prise, sous prétexte qu'ils l'avaient vu prendre ou qu'ils avaient entendu l'artillerie durant le combat ; et cependant ils n'avaient en rien contribué à la reddition de l'ennemi. Aussi l'ordonnance de 1584 (art. 62) décida que, pour demander une part dans une prise, il fallait avoir effectivement combattu et contribué à la capitulation du navire ennemi. La difficulté était de faire la preuve de ces faits : le témoignage des équipages des navires capteurs étant suspect, on s'en rapportait aux dépositions des prisonniers faites sous serment.

## § 2. JUGEMENTS EN FAVEUR DES RÉCLAMANTS.

Quand le tribunal compétent avait ordonné, soit par une sentence définitive, soit par provision, la restitution du navire pris ou des marchandises en faveur des réclamants, les gagnants faisaient exécuter ce jugement selon les règles ordinaires.

Si les biens étaient sous la main de la justice, ils obtenaient du juge une main levée : la prise leur était restituée en nature. Si, pendant l'instance, il avait fallu vendre des choses difficiles à conserver, le prix leur en était remis. En ce cas, aucune difficulté.

Mais souvent la chose n'avait pas été mise sous la main de la justice, ou encore elle n'y était plus. Cela pouvait tenir à différentes causes : les corsaires n'avaient pas déclaré la prise à l'amirauté ; le lieutenant de l'amiral avait été négligent à faire son devoir et n'avait pas mis arrêt sur la prise ; ou bien le juge d'amirauté avait été trop pressé de vendre, alors qu'il y avait une procédure engagée devant le Parlement ou le Conseil du roi. — Dans tous ces cas, l'exécution du jugement devenait plus difficile : les biens étaient cachés ou dissipés ; il fallait les retrouver. Pour cela le gagnant devait avoir recours aux sergents et aux huissiers.

Une question se pose. L'action des marchands déprédés était-elle réelle ou personnelle ?

Il faut mettre de côté le cas où la chose n'était pas retrouvée en nature. Des dommages-intérêts étaient dus aux réclamants par les preneurs. Mais il n'y avait là qu'une espèce de *condictio* remplaçant la revendication devenue impossible.

En tous cas, le demandeur, ayant obtenu un jugement ordonnant la restitution de ce qui avait été pris, pouvait faire rechercher les biens partout où ils se trouvaient. Qu'en fait cette recherche fût souvent dif-

ficile à faire, le droit des réclamants n'en existait pas moins. Leur action en restitution était une véritable revendication.

En conséquence, les aliénations qui avaient été faites des biens ne leur étaient pas opposables. Les tiers acquéreurs, que ce fût à titre gratuit ou à titre onéreux, étaient tenus de restituer les effets qu'ils avaient en main. Cela fut admis dès le xiv<sup>e</sup> siècle, alors qu'on faisait encore difficulté à donner l'action en revendication pour les meubles : la règle « meubles n'ont pas de suite » n'était pas applicable en pareille circonstance ; il y avait là une véritable demande de chose emblée, parce que la prise illicite était assimilable à un vol.

Même la vente faite par l'amirauté ne faisait pas obstacle à la revendication des biens entre les mains des acheteurs. Cette vente ne donnait pas à l'acquéreur plus de sécurité qu'une vente privée. Il pouvait être évincé, si son vendeur n'avait pas suffisamment de droits. Son recours en garantie contre l'amiral lui restait : il ne courait pas grand risque, puisque cet officier était solvable.

Et même, ce qui est contraire aux principes généraux, les demandeurs n'avaient pas besoin d'obtenir un jugement contre les tiers acquéreurs : ils pouvaient procéder contre eux par voie d'exécution. Le jugement, rendu contre les preneurs, était exécutoire contre tous les détenteurs des biens pris, même sans qu'ils eussent été mis en cause. Ces biens pouvaient

être arrêtés partout où ils se trouvaient par le sergent ou l'huissier commis : les oppositions à l'exécution faites par les acquéreurs n'étaient pas recevables (1).

1. Arch. Nat. X<sup>1a</sup> 22, f. 239 v. Arrêt du Parlement du 27 septembre 1371. Des marchands bretons, déprédés par des corsaires dieppois, avaient obtenu contre ceux-ci un arrêt du Parlement ordonnant la restitution de leurs biens (Pièce justificative n° 1). Un sergent à cheval du Chatelet de Paris avait été commis pour l'exécution de l'arrêt et avait retrouvé une partie des biens dans la maison de deux bourgeois de Rouen, Guérin Maréchal et Etienne Chatain. Ces deux bourgeois s'opposèrent à l'exécution par le sergent et l'affaire revint devant le Parlement. Les opposants dirent : « Pro parte dictorum opponentium, ac prout ipsos et ipsorum quemlibet tangebatur, propositum extitit quod dictum arrestum, virtute cujus inter cetera fiebat dicta executio contra ipsos, latum fuerat contra dictos de Dieppa et non contra opposentes predictos, qui in eodem arresto nullatenus comprehendebantur, sic quod de jure et ratione, usu ac stillo dicte nostre curie non poterat executionem demandari contra ipsos, qui etiam dictis mercatoribus et consortibus in aliquo non erant nec sunt obligati, sed erant totaliter extranei ; et si contra ipsos opposentes per viam actionis et petitionis procedi potuisset pro premissis, per viam tamen executionis procedi non debuerat nec potuerat... Dicebant etiam quod bona mobilia, ut erant dicta bona, in et super quibus fiebat executio predicta, sequalam seu prosecutionem non habebant ; sed... dicta etiam bona per dilectum ac fidelem admirallum nostrum et ipsius receptorem generalem, videlicet per Perrinum Gabiani, dicto Garino vendita fuerant pro certo pretio, et eundem Garinum garantizare de premissis promiserat, se ad hec per certas litteras sigillo suo



Malgré toutes les facilités données aux réclamants pour rechercher leurs marchandises, la procédure offrait toujours des moyens de « delaier ». Les tiers détenteurs, qui étaient souvent des complices des pirates, faisaient opposition à l'exécution. Sans doute cette opposition était annulée par la justice ; mais l'exécution était retardée jusqu'au jugement déclarant l'opposition

sigillatas eidem Garino expresse et specialiter nomine quo supra obligando... ». — Les marchands bretons, après avoir déclaré l'opposition des deux bourgeois non recevable, ajoutent : « quod promissiones et obligationes admiralli predicti ipsis prejudicare non poterant, ipseque admirallus nullum jus habuerat in dictis bonis, nec habebat ; sed ad ipsos mercatores et consortes spectabant virtute arresti antedicti ; et, si illa dictis opponentibus vendiderat, nullum tamen dominium vel possessionem ipsorum bonorum in ipsos transferre potuerat, cum aliquid seu aliquam non haberet. Poterantque ipsi opposcentes contra dictum admirallum vel Petrum Gabiani predictum agere ad interesse, si vellent, ut et fecerant, ipsos summando pro garandia cause presentis accipienda ; erant etiam bene solvendo pro premissis garantisandis admirallus ac Petrus sepedicti... » Le Parlement donna raison aux marchands bretons et annula l'opposition : « Per arrestum ejusdem curie dictum fuit quod... contra... dicti arresti executionem predictam iidem Garinus et Stephanus male se opposuerant conficieturque executio predicta ipsorum oppositione non obstante ». — Au x<sup>ve</sup> siècle, autre exemple d'exécution contre un tiers détenteur, le chanoine Beauveau, dans l'affaire de Guyon Leroy (Pièce justificative n° 6).

non recevable ; et, pendant ce temps, les biens pouvaient changer de main.

Un moyen pour éviter ces délais était la contrainte par corps contre le défendeur qui faisait difficulté de restituer les biens. On pouvait par là le forcer à dire où il les avait cachés, à donner les noms des tiers acquéreurs. Nous avons vu qu'on ne pouvait user de cette voie pour obliger le corsaire à comparaître, parce qu'au début de l'instance le demandeur manquait de titre exécutoire ; mais, une fois le jugement rendu, le gagnant en avait un (1).

Telles étaient les difficultés que rencontraient les demandeurs après une sentence définitive. S'il s'agissait d'un jugement par provision, c'était pire.

L'exécution d'un jugement par provision ne pouvait être poursuivie par les réclamants que s'ils fournissaient une caution aux défendeurs et aux acheteurs des biens. Les Hanséates obtinrent le privilège de pouvoir donner seulement une caution juratoire. Mais les autres étrangers ne furent pas autant favorisés : il leur fallait donner des « pleiges », domiciliés dans le royaume, solvables, faisant fait de marchandise. Beaucoup ne connaissaient pas de gens qui les voulussent pleiger ; et ceux qui trouvaient des cautions rencontraient d'autres difficultés. En effet, le défendeur, qui n'était pas

1. Pièce justificative n° 6 : Le corsaire Guyon Leroy adresse au Parlement une requête pour être élargi.

pressé de restituer, instituait un nouveau débat sur la suffisance des cautions ; il prétendait que les personnes qu'on lui offrait n'étaient pas solvables, que ce n'étaient pas de véritables marchands faisant le commerce pour leur compte, mais des facteurs, c'est-à-dire de simples commis ; nouveau procès devant le juge à qui avait été adressé l'exécutoire, avec appointements, écritures, plaidoiries ; au moment où la sentence allait être prononcée, le corsaire faisait défaut, puis faisait appel au Parlement : et devant le Parlement toute l'affaire était plaidée à nouveau.

Quand le moyen dilatoire donné par le procès sur les cautions était épuisé, un corsaire décidé à ne pas restituer savait en trouver un autre. Il entamait une instance pour faire préciser pour quelle part il était personnellement débiteur dans la restitution des biens pris, alors que tout le monde savait que les preneurs étaient débiteurs solidaires. On faisait des procès insoutenables uniquement pour gagner du temps.

Et ainsi les réclamants étaient proménés de tribunal en tribunal à cause des difficultés d'exécution des jugements qu'ils avaient obtenus. Toutes les juridictions, dont il a été question dans le cours de cette étude, étaient successivement saisies : amirauté, Parlement, Conseil du roi, commissions extraordinaires, juges royaux ; et, une fois qu'on avait terminé la série, on recommençait.

Beaucoup de marchands étrangers, dépouillés par des corsaires pouvaient faire cette réflexion que faisait

tristement un marchand espagnol en 1492 : « La partie qui a jugement pour elle ne pourroit vivre d'une caucion ou d'un acheteur, ne entretenir le cours de sa vie et marchandise, comme elle feroit de son argent ou de ses biens » (1).

Avoir obtenu un jugement, c'était peu de chose : il fallait le faire exécuter.

1. Pièce justificative n° 6.



## CONCLUSION

### TRANSFORMATION DU JUGEMENT DES PRISES SOUS L'AMIRAL HENRI DE MONTMORENCY

Résumé des inconvénients du mode de jugement des prises. — Jugement des prises par l'amiral, entouré de conseillers d'Etat, sous Montmorency. — Suppression de l'office d'amiral (janvier 1627).

L'étude qui vient d'être faite laissera peut-être dans l'esprit du lecteur l'impression d'une grande confusion ; mais y a-t-il seulement de la faute de l'auteur ? Etre trop clair, quand on expose des institutions de l'ancien régime, c'est risquer de dénaturer les institutions elles-mêmes ; et nous ne voudrions pas non plus qu'on nous fit ce reproche. L'historien est un peu comme ces étrangers qui s'y perdaient au milieu de toutes ces juridictions — amirautés, Parlements, Conseil du roi, commissions extraordinaires, — qui ne savaient à qui recourir quand le lieutenant de l'amiral était en conflit



avec les juges royaux et seigneuriaux, quand l'amirauté était livrée à l'anarchie.

Le mal venait de ce que l'on avait voulu considérer les procès de prises comme des litiges de même nature que les autres et qu'on les avait soumis à la procédure ordinaire : de là, souvent, l'oubli que ces affaires sont aussi des affaires politiques. Mais l'esprit procédurier faisait trop partie de la nature des gens du moyen âge, pour que les remèdes tentés fussent réellement efficaces : le Conseil privé du roi, lui-même, sous François I<sup>er</sup>, est accusé de statuer en juge, non en homme d'Etat.

Nous avons vu aussi quels reproches méritaient ces officiers d'amirauté trop dépendants des gens de guerre. Mais était-il possible d'établir dans les ports de mer des juges qui restassent complètement étrangers au milieu dans lequel ils vivaient ? Il y avait aussi dans les passions si vives de ces corsaires quelque chose de noble, quelque chose qui mérite notre respect : beaucoup croyaient que, en « gagnant » sur l'ennemi, ils travaillaient pour le service du roi ; ils arrêtaient sans doute aussi des amis, mais c'est parce que ces amis prêtaient secours à l'ennemi. Tout n'était pas de la mauvaise foi dans cette hostilité à l'égard des réclamants.

Le remède aurait été de faire juger les prises en dehors des milieux maritimes : c'est pour cela qu'avait été instituée la Table de Marbre, c'est à cela que ser-

vaient l'appel au Parlement, le recours au Conseil du roi. Mais, si on le pouvait pour les affaires importantes, pour les affaires susceptibles d'amener des complications diplomatiques, il y aurait eu une impossibilité absolue à faire juger toutes les prises loin des ports de mer. Il aurait fallu obliger les corsaires à suivre des procédures loin de leur lieu de résidence : quels frais, quelles longueurs, avec la difficulté des communications qui existait alors ! On aurait découragé beaucoup de personnes de la guerre maritime : si la royauté a toujours fait son possible pour faire rendre justice aux étrangers injustement déprédés, elle ne négligeait pas les armements en course.

Cependant la force des choses tendait à l'établissement d'un juge unique pour les affaires de prises. Il fallait que ce fût un juge s'inspirant de motifs d'ordre juridique, mais en même temps capable de comprendre les nécessités de la politique. Ce juge aurait pu être le Conseil du roi ; mais il était trop encombré d'affaires pour que toutes les prises lui fussent soumises. Ce fut une dérivation du Conseil du roi, qui prit un caractère spécial.

Nous avons vu qu'au xvi<sup>e</sup> siècle certains membres du Conseil étaient spécialement désignés pour instruire et rapporter les affaires de prises dont il était saisi. Cette commission recevait directement les requêtes des victimes des pirates et leur facilitait l'accès du Conseil. Dans le cours du siècle l'amiral de France y fut adjoint.

Jusqu'à l'amiral Henri de Montmorency (1624-1627), il ne semble pas que cette commission ait fait autre chose que de préparer des arrêts du Conseil. Mais Montmorency l'utilisa d'une autre manière : il en fit le conseil de l'amiral rendant la justice.

Malgré l'institution des lieutenants d'amirauté, malgré le développement des sièges particuliers, c'était toujours l'amiral qui était en théorie le juge des causes maritimes : les ordonnances, même celle de 1584, disaient « l'amiral ou son lieutenant ». Rien n'empêchait l'amiral de statuer lui-même ; et il est fort possible, quoique aucun texte ne permette de l'affirmer formellement, que, du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, l'amiral ait de temps à autre jugé en personne. Les lieutenants d'amirauté n'exerçaient qu'une justice déléguée ; il n'y avait aucun obstacle à ce qu'elle fût retenue par l'amiral. La commission du Conseil dont faisait partie l'amiral recevait souvent des requêtes, avant que la prise ait été instruite et jugée par les sièges particuliers. Montmorency trouva, en pareil cas, plus simple et plus compatible avec les prérogatives de sa charge de rendre un jugement en son nom propre, plutôt que de préparer un arrêt du Conseil. Et en son absence il se faisait suppléer par un des vice-amiraux.

C'est probablement la meilleure explication que l'on puisse donner de la transformation qu'on observe dans le jugement des prises maritimes au début du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. Désormais, au moins les affaires importantes furent

jugées en première instance par l'amiral en personne, assisté d'un conseil ayant simplement voix consultative ; les sièges particuliers d'amirauté ne gardèrent que l'instruction.

Il est assez difficile de préciser la date où eut lieu cette transformation. Nous voyons encore en 1600 (1) et en 1602 (2) des prises jugées en première instance par le lieutenant particulier de l'amirauté, dont il est fait appel à la Table de Marbre. En 1607, l'amiral de Damville fait reconnaître la compétence en première instance des officiers de l'amirauté par un arrêt du Conseil d'Etat (3). Mais en 1613 le vice-amiral de Bouteville, « ayant pouvoir de ce faire de M. l'amiral », juge la validité d'une prise faite par un corsaire nommé Jean Guérin, le lieutenant général de la Table de Marbre à Paris étant seulement chargé de l'exécution du jugement (4). En 1616 il est question d'un jugement de mainlevée rendu par le duc de Montmorency au profit d'André Prevost (5). La réforme semble avoir coïncidé

1. Arch. Nat. Z<sup>1d</sup> 5 f., 65.

2. Arch. Nat. Z<sup>1d</sup> 103<sup>e</sup>. 23 mai 1602.

3. *Nouvelle revue historique de droit*, 1905, p. 333, n. 1.

4. *Nouvelle revue historique de droit*, 1905, p. 336, n. 1.

5. Archives de la Charente-Inférieure B 176. A l'amirauté de la Rochelle les jugements de prise en 1616-1618 rendus par l'amiral de Montmorency sont nombreux : ils sont enregistrés par l'amirauté qui les fait exécuter et s'occupe du partage et de la vente de la prise.

avec l'année 1612, où Henri de Montmorency succéda à son oncle Charles de Damville dans l'office d'amiral de France et de Bretagne.

Montmorency eut d'ailleurs, pour agir de la sorte, une autorité que n'avaient pas eue ses prédécesseurs : le premier il se vit amiral de toutes les côtes du Ponant. En cette même année 1612, le maréchal de Châtillon lui abandonna sa charge d'amiral de Guyenne moyennant « une bonne récompense » (1). Réunissant sur sa tête les trois amirautés de la Manche et de l'Océan, quoique toujours très mal obéi en Bretagne, il essaya de mettre un peu d'ordre dans le chaos qui existait alors.

Son initiative fut approuvée par le gouvernement. Le 6 janvier 1624, un arrêt du Conseil confirma la nouvelle organisation. Le surintendant des finances, deux conseillers d'Etat et un secrétaire d'Etat reçurent mission de « considérer et examiner les affaires de la marine, qui leur seroient proposées par l'amiral ou ses officiers et de les décider avec ledit amiral » ; en pareil cas, l'amiral rendait une ordonnance en son nom propre. Mais, en même temps, les commissaires devaient recevoir « les mémoires des affaires que l'amiral jugeroit à propos d'être rapportées au conseil ». Ainsi, au choix de l'amiral et suivant les circonstances, la commission préparait sur l'affaire un arrêt du Conseil ou une ordonnance de l'a-

1. GODEFROY, *Admiraux*, p. 48.

miral : c'est le système qui fut suivi pour le jugement des prises jusqu'en 1669 (1).

La procédure était la suivante. Le capitaine du corsaire à son retour faisait un rapport au lieutenant de l'amirauté de l'endroit ou à celui qui en tenait lieu. Il arrivait aussi que le rapport fût fait directement à l'amiral, qui renvoyait pour l'instruction à un siège d'amirauté, souvent la Table de Marbre de Paris. Les officiers d'amirauté vérifiaient la sincérité du rapport par une enquête consistant dans l'interrogatoire des prisonniers, l'inventaire de la prise et l'examen des papiers trouvés à bord. L'amiral, assisté de la commission de conseillers d'Etat, jugeait alors la prise sur cette instruction.

Le jugement de l'amiral une fois rendu, le gagnant était renvoyé aux officiers de l'amirauté pour qu'il fût procédé à la délivrance des navire et marchandises. Ces officiers connaissaient de toutes les difficultés d'exécution ; ils faisaient vendre la prise et ordonnaient la distribution des deniers à qui de droit.

D'autres fois l'amiral, saisi d'une requête, ne statuait pas lui-même. Il renvoyait pour le jugement à un siège d'amirauté, souvent la Table de Marbre, en lui prescrivant de procéder à la délivrance suivant les ordon-

1. FOURNIER, *Hydrographie* (éd. 1667), p. 262. — Voir aussi le mémoire à l'ambassadeur de Hollande cité *Nouvelle revue historique de droit*, 1905, p. 345.



nances. Le siège d'amirauté entérinait les lettres de l'amiral après avoir examiné l'affaire (1).

Ce nouveau système se répandit dans tout le Ponant, même en Bretagne. Dans cette province, les juges ordinaires, qui étaient investis des fonctions et du titre de lieutenants de l'amiral, consentaient bien à ce que l'amiral jugeât les prises depuis qu'un arrêt du Conseil avait décidé que, pendant la durée du procès entre le duc de Montmorency et le gouverneur, l'amiral jouirait par provision des droits d'amirauté (2). Mais ils se refusaient absolument à reconnaître l'autorité de la Table de Marbre à Paris. Si l'amiral avait renvoyé pour l'exécution les parties devant ce siège, il était impossible à son lieutenant général de se faire obéir par les juges bretons, qui considéraient l'intervention de cette juridiction comme une atteinte aux privilèges de leur province.

En Provence, l'ancien état de choses subsista : les sièges particuliers d'amirauté restèrent en possession du jugement des prises. L'amiral gouverneur, le duc de Guise, semble avoir essayé de suivre l'exemple de son collègue des mers du Ponant. En 1625, on le voit

1. *Nouvelle revue historique de droit*, 1905, p. 657. Requête au lieutenant de la Table de Marbre de Paris pour obtenir délivrance d'une prise déclarée bonne par l'amiral. 31 décembre 1624.

2. Jugement du duc de Montmorency du 17 octobre 1624. Arch. Nat. Z<sup>1</sup><sup>d</sup> 6 f. 112 v°.

donner aux amirautes des ordres sur la manière de rendre les jugements ; peut-être même chercha-t-il à connaître lui-même des prises maritimes. Le Parlement de Provence trouva qu'il excédait ses droits : selon lui le pouvoir de l'amiral ne s'étendait que sur le commandement des armées navales ; la justice distributive et contentieuse restait en dehors de sa compétence. En 1626, des remontrances furent faites au roi par la cour, pour qu'il fût interdit à l'amiral de prendre connaissance des prises, de faire aucune ordonnance ou injonction aux officiers d'amirauté pour leur déclaration. Il semble bien que ces remontrances arrêtaient le duc de Guise dans ses prétentions (1).



Au mois d'octobre 1626, un édit créait, en faveur du cardinal de Richelieu, la charge de grand maître, chef et surintendant de la navigation et commerce de France. Le premier soin du nouveau grand maître fut d'acheter la démission du duc de Montmorency moyennant la somme de 120.000 livres ; et, au mois de janvier 1627, l'édit, qui abolissait la charge de connétable, supprimait aussi l'office d'amiral de France.

Le cardinal avait eu surtout pour but de réunir dans sa main toutes les affaires de la marine, sans avoir rien à redouter de la puissance d'amiraux de province.

1 *Nouvelle revue historique de droit*, 1905, p. 338, n. 1 et 2.

Il rencontra une certaine résistance en Bretagne et en Provence. En Bretagne, pour couper court à toute difficulté, il se fit nommer gouverneur. Dans le Levant, il lui fallut soutenir un procès avec le duc de Guise : ses lettres de provision de l'office de grand maître ne furent enregistrées par la cour d'Aix que le 27 août 1632 (1).

Richelieu ne fera que continuer pour le jugement des prises maritimes ce qui avait été inauguré par l'amiral de Montmorency. Les prises seront désormais jugées par un tribunal unique pour toute la France : ce sera un conseil composé d'hommes préparés par leurs fonctions antérieures à tenir compte des nécessités diplomatiques. Avec le cardinal, le jugement des prises ne sera plus affaire judiciaire, mais affaire gouvernementale.

Dans cette transformation qui fut tout à l'avantage des justiciables, il y a quelque chose de la vieille France qui s'en va : à la monarchie tempérée par les corps judiciaires succède la monarchie absolue.

1. Bibl. Nat. ms. Dapuy 382, f. 4. Le duc de Guise soutint à ce sujet une singulière théorie. Henri IV l'avait nommé en 1594 gouverneur de Provence et amiral du Levant pour prix de sa soumission. Le duc prétendit avoir été nommé à la suite d'un véritable contrat, ayant presque même force qu'un traité international : un édit du roi n'y pouvait déroger.

## PIÈCES JUSTIFICATIVES

### I

1370-1, 21 mars.

*Arrêt du Parlement ordonnant la restitution de marchandises, appartenant à des marchands bretons, prises par des corsaires dieppois sur une cogue flamande frétée par lesdits marchands (1).*

Fidélité des Bretons au roi de France. — Relations commerciales de la Bretagne avec la Flandre, la Normandie et la Picardie. — Charte partie. — Marchands attaqués par des corsaires abandonnant leur navire. — Conflit entre le bailli et le lieutenant de l'amiral. — Annulation par le lieutenant de l'amiral d'une sentence du bailli. — Mise des biens sous la main du roi. — Caution offerte par les demandeurs. — Lettres royaux renvoyant l'affaire au Parlement. — Serment déféré aux demandeurs pour l'évaluation de leurs dommages-intérêts. — Dépôts devant le bailli et le lieutenant de l'amiral envoyées au Parlement sur un rôle de papier

Lite mota in nostra parlamenti curia inter : Johanem Regnardi, Petrum Thorelli, Ricardum dictum Hellecuf, Her

**Noms des parties.**  
1<sup>o</sup> Marchands bretons demandeurs.

1. Arch. Nat. X<sup>1A</sup> 22, f. 219.

veyum de Aula, Alanum Clerici, Johanem Perroti, Johanem Mignoti, Danieleum dictum Bre et Rollandum Cavabenrii, mercatores ville de Monte Relaxo in Britannia, consortes in hac causa, in quantum quemlibet ipsorum tangere poterat, actores, ex parte una,

2<sup>o</sup> Marins dieppois  
défendeurs.

Et Guillebertum de Abrincis, magistrum barge « Domine nostre » de Dieppa, Simonem Varini, Robertum Cati, Henricum de Gardino, Robertum Dolleti, Rogerium Lontrelli, Johanem Ansell, Martinum Foville, Laurentum de Templo, Guillelmum Godardi, Matheum Vincentii, sociosque eorum ac complices, et quemlibet ipsorum in solidum, defensores, ex altera ;

**Prétentions des  
demandeurs.**

Les marchands bre-  
tons sont sujets du roi  
de France.

Super eo quod dicebant actores predicti villam de Monte Relaxo predictam semper fuisse et esse in et sub nostri et predecessorum nostrorum, regum Francie, obedientia et subjectione, carissimo consanguineo nostro duce Britanie mediante, qui immediatus ejusdem ville dinoscitur esse dominus, necnon burgenses ipsius ville et habitatores, et maxime ipsos actores, extitisse atque fore bonos et fideles gallicos subjectosque nostros ac totius nostri regni benivolos ; ipsam villam fore notabilem, bene firmatam, bonisque mercatoribus maritimis populatam, et in eadem portum maris valde bonum existere ; atque ibidem a tanto tempore, in cujus contrarium memoria homini non extabat, mercatores parvos ejusdem ville circumvicinos, pro rebus et mercaturis suis, videlicet blado, lardis, pinguedinibus, coriis melleque, quibus dicta Britanie patria multum habundat, venundandis, venire consueverant et illas emptas, tam tempore pacis quam guerre, pro pecuniis ex eisdem prumptius obtinendis, ad partes Flandrie, Picardie aut Normandie dumtaxat, non in Angliam, transfretare seu transferre ; necnon in prefata villa inter mercatores maritimos et magistros navium certam cartam partitam per A.B.C.D. signatam, mercaturas in grosso et conventiones inter partes initas continentem, coram tabellione

De tout temps ils ont  
été en relations com-  
merciales avec la Flan-  
dre, la Normandie et  
la Picardie.

dicti loci consueto [confectam esse], ejus carte tenores penes tabellionem, qui eam confecerat, magistros navium et mercatores, in navibus suas ponentes, remanebant, ac eidem carte, quotiens inter mercatores seu alios super rebus seu conventionibus contentis in eadem contingebat oriri questionem seu debatum coram quibuscumque iudicibus, tanquam instrumento publico fides absque alia probatione adhibebatur plenissima;

Dicebant etiam quod mense februarii anno Domini millesimo ccc<sup>mo</sup> sexagesimo nono certam coguam, nuncupatam coguam « Sancti Spiritus de Brusenberl », a Johanne dicto Wastefol Almano, pro se et suis sociis, ejusdem cogue magistro, fretaverant seu conduxerant ac quantitate vel summa mille nongentorum octoginta trium porcorum aut lardorum salsatorum, uniusque dolii atque caude et duarum rondellarum lardo jambotisque porcinis et carnibus bovinis salsatis plenarum, necnon quantitate duorum milium septies centum et novem coriorum, ac ducentarum septuaginta sex duodenarum tam vellinorum quam velloquinorum, decemque doliorum, duas pipas seu caudas, pro uno dolio computando, et viginti duarum rondellarum sepo seu pinguedine plenarum, ac etiam decem piparum melle plenarum necnon octoginta sex doliorum frumenti et duorum doliorum infustatorum frumento plenorum, quorum doliorum triginta octo ad magistrum diete cogue spectabant, residuum quoque ad ipsos actores, insuperque quantitate octies centum in pondere sepi in panibus ordinati dictam coguam in portu diete ville de Monte Relaxo oneraverant actores prelibati, pluresque archas et robas una cum pluribus aliis negotiis sibi necessariis ibidem apponendo, que omnia supradicta ad eosdem actores solum spectantia summam duodecim milium francorum valebant; et amplius de quibus omnibus mercaturis et bonis supradictis in grosso ac conventionibus, inter dictos actores et diete

En février 1369-70 ils ont frété pour le transport de leurs marchandises la cogue allemande du *Saint Esprit*.



cogue magistrum initis, per tabellionem dicti loci in presentia plurium testium certa carta partita per A. B. C. D. signata solempniter confecta fuerat et dictis actoribus seu alteri eorundem ac magistro dicte cogue distributa, tenorẽ ejusdem carte penes eundem tabellionem remanente, ut ibidem extiterat et est in talibus fieri consuetum ;

Pendant le voyage le navire fut pris par des corsaires dieppoïs.

Quibus sic peractis, nonnulli actorum predictorum, ad evitanda maris pericula et piratarum, eundo ad Selusam in Flandria, coga premissa in prefato portu dimissa, per terram iter arripuerunt ; necnon quod, dum dictam cogam prefatis bonis onerabant, insidiis a predictis defensoribus aut eorundem aliquibus excogitatis, ut eam accipere et depredare valerent, prima die dominica martii anno supradicto, qua magister illius cogue, una cum paucis hominibus de Britania, Flandria et Almaniam dumtaxat oriundis in eadem existentibus, a[b]sque quocumque Anglico, pro eundo ad Selusam predictam recto tramite cum coga predicta sic onerata mare intraverat, per ipsos defensores aut eorum aliquos velis levatis remigrando cum quadam barga Normanica hominibus armorum armata seu munita ipsa coga prosecuta fuerat ; ac, die lune sequenti, tam per tractum sagitarum quam alias invadendo et alta voce clamando ad mortem nonnullos existentium in eadem letaliter vulneraverant defensores antedicti aut eorum aliqui ; et illa die lune a dicta coga, ea non capta, licet tribus vicibus fortissime et hostile invasa, circa solis occasum alta voce clamantes : « Crastina die mala morte omnes moriemini ! » recesserant ; ac nautis et magistro ejusdem per noctem totam sequentem velocissime transfretantibus versus Selusam rectum tramitem per mare tenendo multumque formidantibus de eorundem iterato accessu propter verba prelibata, dieque martis sequente ipsi magister et naute predicti, quasi circa horam prime percipientes duas bargas gentibus armorum munitas versus ipsos venien-

tes, ac verisimiliter credentes invasores predictos in eisdem existere, mortis timore juste perterriti, eandem cogam cum omnibus bonis predictis existentibus in eadem in mari anchoratam dimiserant, corpora sua propria rebus preferendo ; quam dicti defensores occupaverant, vim publicam, furtum, predam, mutilationem, homicidium et alia plura delicta committendo, eandemque ad portum de Dieppa transfretaverant, ac ipsam una cum bonis sepedictis detinebant et adhuc detinent minus juste ;

Dicebant insuper quod ad Petri Thorelli et Johannis Regnardi pro aliis certis negotiis in predicta villa de Dieppa existentium pervenerat notitia dictam cogam una cum bonis antedictis in portu dicte ville fuisse et esse transfretatam ; quam una cum bonis antedictis per ballivum dicti loci fecerant arrestari. prelibati pro proseguendo jus suum, justificando dictum arrestum per ipsum ballivum factum ac stando juri offerendo se in carceribus detineri ; ipsoque arresto per spatium duorum dierum durante ante exonerationem dictorum bonorum in ipsa cogua existentium et eisdem defensoribus per prefatum ballivum notificato, procuraverant ipsi ex parte admirallis nostri dicto ballivo inhiberi ne de hujusmodi arresto cognoscere quovismodo se intromitteret, ac ipsum arrestum locum tenens admirallis nostri predicti adnullaverat, dicta bona in prefata coga existentia ad manum nostram ponendo et ipsos Petrum et Johannem ad emendandum dictum arrestum atque pro expensis dictorum defensorum in summa viginti sex francorum cum quarta parte unius excessive condemnando ;

Nec non quod, dum premissa agebantur, aliquos dictorum actorum per littora maris de Flandria ad patriam remeando decurrentes, nova de dictis coga et bonis perquirentes ac multum dolentes de eorum impedimento ad ipsam villam de Dieppa venisse et ibidem locum tenentem nostri prefati admirallis instanter requisivisse, ut dicta bona et maxime totum

Les marchands firent saisir le navire par le bailli de Dieppe.

Le lieutenant de l'amiral à Dieppe fit défense au bailli de connaître de l'affaire.

Les marchands agirent alors devant le lieutenant de l'amiral qui fit trainer l'affaire en longueur.

bladum in dicta cogua existens, certa portione excepta ad prefatum magistrum illius cogue spectante, arrestarentur, offerendo cautionem de stando juri, ut alii obtulerant prelibati, petendo instantius ut ipsum bladum et alia bona in manu nostra ponerentur et sub eadem per certam ydoneam personam, ad utilitatem eorum qui in fine litis obtinerent, regerentur et custodirentur absque aliquali diminutione eorundem a quocumque inter aliquos facienda; quibus supradictis et dictis locum tenente et receptore nostri admirallis prefati nitentibus eosdem actores in pluribus involvere processibus omnimodo neglectis, licet pluries ipsi fuissent certificati per litteras et alias ipsa bona ad ipsos actores spectare et pertinere, opportuerat ipsos a nobis litteras impetrasse, per quas eidem locum tenenti mandabatur prefatam causam ad nostram parlamenti curiam remitti, pro quibus remissionis causa et aliis supradictis inquam plurimis pecuniarum summis extiterant dampnificati actores memorati;

Conclusions des  
demandeurs.

Quare petebant ipsos defensores, et quemlibet ipsorum in solidum, ad restitutionem dictorum bonorum sub valore et estimatione duodecim milium francorum, si essent in rerum natura, et si non, dictam summam pro valore et estimatione eorundem una cum estimatione qua valuerant..... lite pendente condemnari; ac ipsos dampnabiliter et sine causa prefata bona accepisse et occupasse declarari, impedimentumque per eosdem in prefatis bonis indebite appositum amoveri necnon oppositionem per ipsos factam adnullari et ab eadem expelli, ipsaque bona ad plenum eisdem actoribus tradi et deliberari; ac eisdem, probata violentia, super quantitate et valore dictorum omnium bonorum juramentum debere deferri predictamque cartam partitam, qua usi fuerant in presenti processu, fore bonam et validam pronuntiari ac eidem carte fidem debere adhiberi; necnon ipsa bona, inventario sufficienter ex eisdem facto, realiter et de facto ad manum nostram poni et sub

eadem per certam ydoneam personam rationabiliter regi et gubernari, vendendo ea queservando servari non possent et servando que servari possent ad conservationem ipsorum ; ac ipsos defensores per captionem corporum et bonorum eorundem ad reponendum ad manum nostram realiter et de facto certa bona in dicta coga tempore captionis ejusdem existentia, ab eisdem inter semet ipsos distributa et alienata, seu valorem ipsorum, necnon in dampnis interesse et expensis hujus cause factis et faciendis condemnari et compelli ;

Dictis defensoribus ex adverso proponentibus quod [erat] certum inter nos et regem Anglie ab anno citra guerram fore et extitisse apertam, ac in nostro magno consilio contra ipsum regem, tam per terram quam per mare, faciendam bonam guerram ordinatum extitisse ; pro qua in mari facienda nobis nantum fuerat et nostro regno habere admiralem maris cum maxima hominum armorum copia in actu maritimo bellicoso expertorum, pro nostra et totius rei publice utilitate sua propria corpora et bona fortune exponentium, ac pro custodiendo ne Anglici regnum nostrum intrarent et acquirendo super ipsos benivolosque eorundem et amicos aut eisdem confederatos ac pro capiando eosdem et dampnificando ; necnon in dicto consilio fuisse ordinatum quod in casu, quo super inimicos prefatos contingeret admiralem nostrum aut ejus gentes armorum aliquid acquirere, certa portione acquisitorum penes ipsum admiralem nostrum remanente, reliqua portio inter suas gentes armorum predictas distribueretur secundum qualitatem personarum et merita earundem ;

Dicebant etiam quod anno millesimo ccc<sup>o</sup> lxxix<sup>o</sup>, quadragesima ultimo preterita, cum duabus bargis, vexillis floribus liliis depictis atque signatis, ducentis quinquaginta hominibus armorumque munitis mare intraverant usque ad certam costam seu partem Anglie versus portum de Porillano transfreta-

**Réponse des dé-  
fendeurs.**

Les corsaires dieppois invoquent l'état de guerre entre la France et l'Angleterre.

En 1369 ils ont pris la cogue des demandeurs portant la bannière d'Angleterre.

verant atque prope portum ipsum ad tres aut quatuor tractus baliste coguam predictam, armis et vexillis regis Anglie signatam, perceperant, et illuc navigare tendentes ; videndo quod existentes in eadem coga ab eadem certas navicellas seu batellos extrahebant, alta voce clamaverant iteratis vicibus dicendo : « Si vos estis Gallici, non recedatis, quia nos sumus Gallici et hoc videre potestis per arma nostra et intersignia » ; quibus non obstantibus et spretis, ad partes Anglie se transtulerant in navicellis antedictis ; ac postmodum eandem coguam, sic deputatam, ut premititur, et quadraginta pavaisiis armis regis Anglie predicti ornatis munitam, intraverant, nullam personam in eadem inveniando, et eandem tanquam suam et legitime super Anglicos aut eorum amicos et benivolos acquisitam ad portum de Dieppa adduxerunt defensores memorati ;

Deux jours auparavant les gens de la cogue avaient attaqué un barge de Harfleur au cri de Saint-Georges.

Nec non quod, per spatium duorum dierum vel circiter ante captionem ejusdem cogue, certas gentes nostras armorum in quadam bargia de Harflore nostris armis depicta existentes hostiliter invaserant actores antedicti et in insultam faciendam clamantes : « Sancte Georgi, sancte Georgi ! », quod est signum Anglicorum in actu bellicoso, credentesque nostras dictas gentes capere et interficere nonnullas ex eisdem ex tractu canonum et sagitarum vulneraverant ; ex quibus et aliis verisimiliter patebat existentes in eadem cogua fore et fuisse veros Anglicos, qui ad Angliam iverant et eandem coguam ibidem ducebant pro munitione regis Anglie contra nos facienda et jam erant prope Angliam ad tres vel quatuor tractus baliste, ut premititur ;

Néanmoins la cogue fut réclamée devant le bailli de Dieppe puis devant le lieutenant de l'amiral.

Et nichilominus prefati Petrus Thorelli et Johannes Regnardi procuraverant per ballivum de Dieppa eandem coguam cum bonis existentibus in eadem arrestari, licet illud arrestum per locum tenentem admirallis nostri dictum fuisset fore nullum et minus validum ; coram quo locum tenenti, die



certa partibus assignata pro ulterius procedendo, in causa dixerant actores predicti certam se cartam habere partitam, expressam facientem mentionem de bonis existentibus in ipsa cogua, quam ostendere noluerant, licet pluries fuissent super hoc requisiti ;

Nec non quod, causa ipsa pendente coram dicto locum tenente et partibus antedictis ad scribendum super principali per ipsum appunctatis ac omnibus bonis predictis, excepto blado, in quo nichil petebant antedicti, de consensu ipsorum partium ad manum nostram positis, a nobis litteras obtinuerant, per quas mandabatur eidem locum tenenti ut predictam causam cum partibus adjornatis ad nostram parlamenti curiam remitteret ; qua remissa alias a nobis impetraverant litteras dilecto nostro Petro de Villaribus militi dirigendas, per quas eidem mandabatur ut ad plenum omnia bona predicta eisdem restitueret et traderet, ipsis defensoribus non auditis, eosdem enormiter vexando et in bono suo jure perturbando ac in pluribus..... necnon contra dictam causam in nostra curia pendentem attemptando ;

Quare petebant defensores antedicti prefatam coguam, una cum bonis existentibus in eadem tempore captionis ejusdem, bene juste et licite et per bonum factum guerre ab ipsis et eorum sociis captum extitisse ac eandem una cum bonis predictis ad eos debere pertinere declarari, ipsosque ad omnia proposita per eosdem debere admitti, necnon prefatos actores de dicta carta partita non posse se adjuvare pronuntiari, et eosdem in expensis hujus cause factis et faciendis condemnari, protestando de suis injuriis in futurum prosequendis ;

Super quibus omnibus et pluribus aliis tam replicando quam duplicando hinc inde propositis, facta inquesta ac de consensu partium in statu in quo erat, salvis reprobationibus per dictas partes hinc inde traditis, ad judicandum recepta,

Les demandeurs ont ensuite obtenu des lettres royaux renvoyant l'affaire au Parlement.

Conclusions des défendeurs.

**Dispositif de l'arrêt.**



primitus jure facto an certe depositiones, contente in certo papiri rotulo, sigillo dilecti admirallis nostri predicti sigillato, et alia confessio seu depositio coram ballivo de Augo facta contentaque in certa altera [carta], sigillo ballivi sigillata, a presenti processu reiterentur aut non, tandem omnibus supradictis et multis aliis visis et diligenter examinatis consideratisque omnibus que nostram curiam monere poterant et debebant, reperto quod dicta inquesta sine reprobationibus poterat judicari, rejectis primitus a processu supradictis depositionibus in rotulo papiri et litteris predictis contentis, delatoque eisdem actoribus super quantitate dictorum bonorum in dicta cogua tempore captionis ejusdem juramento existentium, et ex causa ipsa curia nostra per arrestum dictos defensores ad reddendum et restituendum dictis actoribus, videlicet cuilibet ipsorum pro portione sibi contingente, omnia bona superius designata et declarata, tempore captionis cogue predictae in eadem existentia, si sunt in rerum natura, et, si non, valorem eorundem sub majori estimatione, quam valuerunt a tempore arresti, per ballivum de Dieppa predictum de eisdem bonis facti, et in expensis hujus cause a quo dicta causa ad curiam nostram fuit evocata, taxatione earundem ipsi curie reservata, condemnavit et condempnat.

Pronunciatum die xxj<sup>a</sup> martii lxx<sup>o</sup>.

## II

1447-8, 5 mars.

*Arrêt du Parlement de Paris ordonnant la restitution de navires portugais qui avaient été pris par des corsaires de la*

*Rochelle dans des ports du royaume de Castille alors allié de la France et en trêve avec le Portugal (1).*

Action en restitution contre les veuves et les héritiers des corsaires. —

Alliance entre la France et la Castille. — Roi de France compris

dans les trêves conclues entre la Castille et le Portugal. — Sauvegarde

du roi de Castille sur les navires stationnant dans ses ports. —

Navires portugais attaqués par des corsaires français dans des ports

castillans. — Lettres du roi de Castille au roi de France. —

Demande d'entérinement de ces lettres. — Commissaires chargés

de connaître souverainement de l'affaire. — Demande de renvoi à

l'amiral. — Appel des commissaires au Parlement. — Lettres

royaux y renvoyant l'affaire. — Importance commerciale de la

Rochelle. — Armement de navires par le gouverneur et les autres

officiers de la Rochelle. — Navires portant la croix rouge d'An-

gleterre. — Anglais à bord des navires saisis. — Marchandises

prohibées à destination d'Angleterre. — Interrogatoire des pri-

sonniers devant un notaire public. — Inventaire et partage des

prises — Dixième de l'amiral. — Subrepticité des lettres du roi de

Castille.

Lite mota, in nostra Parlamenti curia, inter : Turribium Fernandes de Sancto Facondo, scutiferum, familiarem ac portitorem litterarum patentium serenissimi principis Johannis, Dei gratia regis Castelle et Legionis, fratris nostri carissimi, ac ut requirentem dictarum litterarum integrationem, necnon Ludovicum Martini, Martinum Petri, Gondissalvum Johannis dictum Pixota et Egidium Salvatoris, mercatores regni Portugalie, nominibus quibus procedebant et prout quemlibet eorum tangebant seu tangere poterat, tam conjunctim quam divisim, generali nostro procuratore cum eis adjuncto, actores, ex parte una, — et dilectos nostros Petrum de Villaines, militem, guber-

**Noms des parties.**

1<sup>o</sup> Demandeurs.

2<sup>o</sup> Défendeurs.

1. Arch. nat. X<sup>1A</sup> 63, f<sup>o</sup> 47.

natorem, Guillelmum de Han, tunc majorem ville nostre de Rupella et nunc militem, Raymundum Ytier, Johannem Arrenault, Johannem Gombaut, Evrardum Cat, Petrum Gayet, Marotum Vigier, Baudon Barbigot, Naudinum Bardeau, Giletum Bonnefin, Johannem de Cruce, Marcum de Venetia, Motinum Salomonis, Perrotum Theobaldi, Guillelmum Maynard, Stephanum du Drain, Andream Niquemore, Michaellem Bellesent, Johannem Baudon, Johannem le Clavierier, Petrum de Cargouet, dictum du Bouclier, Johannem Mahon, Rodigonem de Castre, Johannem Picardi, Guerinum Audover, Johannem Perix, Guillelmum Sommadet, Stephanum Tizon, Guillelmum Montaut, Johannam Marguerie, defuncti Michaelis Thesaurarii relictam, suo nomine, Andream Berneville et Johannam Agnese, ejus uxorem, dicti Michaelis Thesaurarii ad causam dictæ Johanne heredes, Ludovicam Loyselle, dictam la Jolivet, defuncti Johannis Darcon relictam, tam suo nomine quam habentem baillum, gardiam et administrationem Johannis et Bartholomei, dictorum Darcon et Ludovice liberorum communium, Honoratam de Quercu, Guillelmi Audover relictam, nomine suo, et dictum Guerinum Audover et Andream Audover fratres, Hugonem du Fau et Jametam ejus uxorem, dicti defuncti Guillelmi Audover heredes, Petrum de Cugy scutiferum et Johannem Mercerii, dictum Tambullant, ac eorum complices et confederatos et quemlibet eorum, defensores, parte ex altera ;

**Prétentions des  
demandeurs.**

Rappel des alliances  
existant entre la France  
et la Castille.

Super eo quod dicebant predicti actores quod inter prefatum regem (1) Castelle et Legionis, fratrem nostrum et suos predecessores, ex una parte, et nos et predecessores nostros, ex alia, bone amicitie et alligantie seu confederationes hactenus inite facte et habite extiterant, ac per hoc subjecti nostri et subjecti

1. Le texte porte par distraction de copiste : prefatam reginam.

dicti fratris nostri in bona pace et tranquillitate simul vixerant et conversati fuerant ;

Quodque nos in certis treugis jam pridem inter predictum fratrem nostrum, ex una parte, et serenissimum principem Johannem, regem Portugalie et Alguerpii, ex altera, sub certa forma et usque ad certum tempus factis et initis, tanquam dicto fratri nostro confederati et alligati, secundum dictarum treugarum tenorem et formam comprehendi volueramus, quemadmodum per litteras nostras super hoc confectas ac in dictis regnis nostro ac Castelle et Portugalie solemniter, adeo quod nullus super hoc ignorantiam pretendere poterat, publicatas et alias apparere poterat, dictasque treugas bene et legaliter observare abstinendo ab omni guerra contra dictum regem Portugalie et suos subditos juraveramus ;

Dicebant insuper dicti actores, quod, temporibus preteritis, mercatores dictorum regnorum Castelle et Portugalie, et maxime dicti Ludovicus Martini, Martinus Petri, Gondissalvus Johannis et Egidius Salvatoris, actores, qui, toto tempore suo, simplices homines, boni et veraces mercatores ac bone vite et honeste conversationis erant, dictis treugis durantibus, magnas quantitates diversarum mercantiarum seu mercimoniarum in dicto regno nostro in magnum commodum nostrum et totius reipublice dicti regni nostri adduci fecerant, absque hoc quod nobis vel alicui subjectorum nostrorum aliquam injuriam seu dampnum aliquod et specialiter dictis defensoribus irrogarent ;

Quodque, anno Domini millesimo cccc<sup>o</sup>v<sup>o</sup>, prefati Ludovicus Martini et Martinus Petri, intentione exercendi factum bone et legalis mercantie, duas bargias diversis mercimoniis inferius designatis super mare oneraverant, in quarum bargiarum altera, de « Santa Maria de Bargente » nuncupata, cujus magister erat Alphonsus Martini, prefatus Martinus Petri, dicte bargie mercator, xxvj dolia cum dimidio vini bastardi de Lepa cum

Le roi de France a été compris dans les trêves conclues entre la Castille et le Portugal.

A la faveur de ces trêves les marchands portugais sont venus faire du commerce en France.

En 1405 ils ont chargé deux barges de marchandises diverses.

certa marcha seu signo, in processu de scripto signata, ac septingentas quinquaginta pecias ficuum et racemorum seu unarum passarum cum certa etiam marcha, in processu de scripto signatas, que vina, ficus et racemi seu une passe, dicto Martino Petri pertinentia, pretio  $\text{iiij}^m$  el scutorum auri nostre regalis monete appretiabant... [*Suit l'énumération des autres marchandises appartenant aux autres marchands*]; posuerant et imbarchaverant, adeo quod dicte due bargie, una cum predictis mercantiis et aliis bonis superius designatis, ad valorem  $\text{xx}^m\text{viii}^l$  scutorum dicte nostre monete ascendebant et tantumdem valebant et appretiari debebant;

Ces deux barges se sont arrêtées dans le port castillan de Vivero.

Quodque dicte bargie, predictis Ludovico Martini et Martino Petri, cum mercantiis et aliis bonis supradictis, pertinentes, ad bonam et legalem mercantiam exercendum super mare equipate, ad portum ville de Viverio (1), dicti regni Castelle dicto nostro fratri pertinentem, in mense novembri anni predicti applicuerant et in dicto portu spatio octo vel novem dierum in et sub tuitione, securitate, defensione, gardia et periculis dicti fratris nostri, tam per medium dictarum treugarum, quam alias, de ratione, more et consuetudine notorie in dicta patria Castelle et alibi observatis, steterant et pausaverant;

Elles ont été mises sous la sauvegarde du roi de Castille par l'alcade de Vivero.

Que bargie, sic onerate, etiam ad maiorem securitatem, eo quod ad magnum valorem, ut predictum est, ascendebant, ac in eis omnes facultates dictorum mercatorum et plurium sociorum amicorum, a quibus pecunias pro predictis bargiis onerandis mutuati fuerant, extabant, per dictum fratrem nostrum seu ejus in dicta villa de Viverio pretorem sive alcadem in speciali salva gardia, protectione dicti fratris nostri posite, et duo servientes ejus ad dictarum bargiarum et bonorum in eis existentium custodiam deputati et positi extiterant; \*

1 Vivero, port de Galice.



Quibus, ut suprädictum est, in dictis portu, securitate et periculis dicti fratris nostri existentibus, dicti Guillelmus Erboy, dictus Marbuef, alias Picardi, Guillelmus Sommadet, Stephanus dictus Treblet, Stephanus du Drain, Petrus, alias Perrotus, Gayet, Johannes de Hispania, dictus de Valle, Guillelmus de Sancto Macloniö, Marcus de Venetia, Guioninus, seu Guiötus, Marc Brito, Stephanus Faulcement barbitonsor, Johannes Mercerii, dictus Tambullant, et alij supra nominati, aut eorum aliqui, et eorum complices et malefactores, usque ad numerum centum personarum vel circa in quodam balnerio armato, de « Sancto Jacobo » vulgariter nuncupato, existentes, defunctis Johanni Darcon, Michaeli Thesaurarii et dicto-Guillielmo Marbuef, dicte ville nostre de Rupella tunc habitatoribus, pertinentē, ad dictum portum de Viverio etiam applicuerant ;

Quod videntes predicti mercatores, timentes a predicto balnerio et gentibus armorum, in eo existentibus, depredari seu impedimentum aliquod pati, ad predictum pretorem seu alcadem dicte ville de Viverio accesserant, eundem, quatinus eos et eorum bona et bargias ex parte dicti fratris nostri, in cujus portu et regno extabant, a predicto balnerio, maxime attentis treugis, securitate et protectione predictis, assecurare vellet, requirentes ;

Qui pretor, sive judex, in presentia dicti Guillelmi Marbuef, alias le Picard, capitanei dicti balnerii et talem se asserentis, dictos mercatores et eorum bona predicta ex parte dicti fratris nostri assecuraverat ; cui assecurationi dictus Marbuef, pro se et omnibus suis sociis, consentierat, pro se et dictis suis sociis dictam securitatem inviolabiliter servare et tenere, mediante juramento ad sancta Dei evangelia prestito, in manibus dicti pretoris pure et simpliciter promiserat ;

Quibus treugis, securitate, juramento et promissione non obstantibus, adversus ea expresse veniendo dictus Guillelmus

Pendant leurs séjour,  
arrivent des corsaires  
de la Rochelle.

L'alcade de Vivero  
fait promettre aux cor-  
saires de respecter la  
sauvegarde du roi de  
Castille.

Cependant les cor-  
saires attaquent les  
barges portugaises.



Marbuef et dicti sui socii, modo hostili, dictas bargias invaserant aut eas, cum omnibus bonis predictis in eis existentibus, vi et violentia de dicto portu rapientes et extrahentes, ad dictam villam nostram de Ruppella aut alio quo voluerant xx<sup>a</sup> die dicti mensis novembris vel circa transduxerant ac transportaverant ac predicta bona inter se diviserant et butinauerant ;

In qua divisione seu butinatione predicti Johannes Darcon Michael Thesaurarii, tunc viventes, dictam depredationem et rauberiam dampnabilem esse et injuste fuisse factam scientes, et multi alii, qui predictæ depredationi cum dicto Marbuef interfuerant, et quorum dicti actores nullam notitiam postmodum habere potuerant, participaverant seu partem in predictis bonis habuerant ;

Quodque, occasione dicte rauberie et ex dampnabili facto dictorum delinquentium, prefati Ludovicus Martini et Martinus Petri multipliciter dampnificati fuerant et quasi destructi et vagabundi, tam occasione dicte depredationis, quam dampnorum et interesse hac de causa per eos passorum et sustentorum, ad summam iiij<sup>m</sup> coronarum seu scutorum auri dicte nostre monete per eos estimatorum ;

La sauvegarde du roi de Castille est ensuite enfreinte à Laredo.

Dicebant insuper dicti actores, quod postmodum, dicto anno mccccv, circa mensem februarii sequentem, dictus Gondissalvus Johannis certam navem, de « Sancto Spiritu » nuncupatam, cujus magister erat dictus Egidius Salvatoris, frumento seu tritico, pannis laneis, jocalibus, auro, argento et aliis pluribus mercanciis in maxima quantitate, ad summam v<sup>m</sup> scutorum auri estimatis, absque dicta nave, que per se ad summam mille scutorum auri estimabatur, super mare oneraverat ac eam sic onustam ad portum ville de Laredo regni Castelle, etiam dicto fratri nostro pertinentis, intentione exercendi bonam et legalem mercanciam et in dicta villa de Laredo seu portu predicto dictas suas mercancias vendendi seu venditioni exponendi, transduxerant ;

In dictoque portu sub simili securitate dicti fratris, quemadmodum dictum est de aliis duabus bargiis respectu portus de Viverio, per septem vel octo dies pacifice steterant atque pausaverant, qua securitate non obstante prefati Johannes Perix, magister « Galiote de Ruppella », Johannes le Clavierier, Petrus de Cargonnet, dictus du Bouclier, Radulphus Pere, Rodigo de Castre... et omnes alii supranominati, vel eorum aliqui, et alii eorum confederati et complices in tribus vasis seu navigiis armatis ville de Ruppella (videlicet : in dicto balnerio ad dictos Johannem Quenaut et Johannem Darcon, Michaelem Thesaurarii et Guillelmum Marbuef, una bargia, nuncupata « Juliana » seu « Magdalena » de Sancto Petro, ad dictum Petrum de Villaines et una galliota, vocata « Galliota Ruppelle », ad dictos Guillelmum de Han, Raymundum Ytier et defunctum Guillelmum Audover pertinentibus), mense martii sequente in dicto anno mccccv, repente ad dictum portum de Laredo venientes, dictam navem, in dicto portu sub securitate et salva gardia dicti fratris nostri et mediis quibus supra existentem, spretis treugis et securitatibus predictis, hostilit̃er invaserant ac eam cum omnibus bonis predictis, in ea existentibus, de dicto portu vi et violentia rapuerant et extraxerant, non obstante quod prepositus sive pretor dicte ville de Laredo eisdem malefactoribus dictas treugas, securitatem et portus libertatem, ex parte dicti fratris nostri, significasset ipsis, ne eas violarent aut infringerent, seu aliquod impedimentum dictis mercatori et magistro in personis vel in bonis darent seu facerent, inhibendo ; dictamque navem ad prefatam villam nostram de Rupella dicta tria navigia seu vasa, se invicem juvando et confortando in dicta depredatione notorie, transduxerant bonaque predicta in dicta navi existentia inter se, sicut eis bonum visum fuerat, diviserant et distribuerant ; . . .

Ces prises ont été faites en violation de la sauvegarde du roi de Castille et des privilèges des villes de V. vero et de Laredo ;

Dicebant ulterius dicti actores, quod predictæ depredationes et violentie in magnam lesionem, contemptum et vituperium justicie et dominationis dicti fratris nostri, attento quod dicti mercatores dictas mercantias per regnum suum, sub sua securitate et protectione, tributa et alia jura regia, ad causam dictarum bargiarum navis et mercantiarum debita, solvendo, adduxerant, in maximam offensam et injuriam villarum predictarum suarum de Vivero et de Laredo libertatumque et franchisiarum earumdem et portuum predictorum, temerariam violationem dictorumque mercatorum omnimodam destructionem et desolationem, infringendo notorie et violando bonas firmitates, benivolentias et alligantias, inter dictum fratrem nostrum et nos, ut predictum est, existentes, et treugas inter dictum fratrem nostrum et prefatum regem Portugalie, in quibus comprehendi volueramus, et alias multipliciter delinquendo, per prefatos malefactores et eorum complices dampnabiliter facte fuerant ;

Le roi de Castille a fait faire une enquête.

Et ob hoc prefatus frater noster, lamentabili querela dictorum mercatorum, ab eo super premissis justitiam et dictorum bonorum suorum, cum dampnis interesse et expensis, restitutionem instantanter postulantium, et alias excitatus, volens circa premissa, sicut ratione dictarum treugarum et alias tenebatur, providere, suum processum bonum et autenticum seu facti adverificationem, plures testes fide dignos super hoc examinari faciendo, litteras etiam et alia documenta negotio subsequenter recipiendo, bene et solemniter fieri fecerat, per quem processum de predictis depredationibus et aliis superius enarratis clare sibi constiterat et apparuerat, ut dicti actores dicebant ;

Il a ensuite écrit au roi de France pour lui demander la restitution des prises.

Qui frater noster, attento quod prefati delinquentes et alii defensores in regno nostro morabantur, per dictas suas litteras patentes, suo magno sigillo sigillatas, nos summaverat atque instantanter requisierat, quatenus dictos bargias, navem, fretum,

emparementa, mercantias et alia bona supradicta per dictos delinquentes et alios de dicto regno nostro, quos hoc tangere poterat, dictis mercatoribus, si erant in rerum natura, restitui, et, si non erant in rerum natura, summam  $\text{xxvj}^{\text{m}}\text{viiij}^{\text{o}}$  scutorum auri predictae monete pro valore et estimatione bargiarum, navis et bonorum predictorum, una cum dictorum mercatorum dampnis interesse et expensis, occasione dicti negotii factis et in posterum faciendis, restitui et reddi sive persolvi faceremus, taliter quod dicti mercatores causam amplius querelandi non haberent, alioquin, dictas depredationes et rauberias dissimulare non valens, predictis querelantibus in suis, ut predictum est, portubus et regno depredatis providere et justitiam ministrare cogeatur, quemadmodum hec et alia per dictas litteras fratris nostri apparebant; dictumque Turribium Fernandes, scutiferum et familiarem suum, una cum dictis litteris, ad nos pro dicti negotii prosecutione destinaverat seu transmiserat;

Et demum, visis predictis litteris, ad cognoscendum et determinandum, omni appellatione remota, de dicto negotio in dicto loco de Ruppella dilectos et fideles consiliarios nostros Robertum de Braquemont, militem, et Gaufridum de Perucia, magistrum requestarum hospitii nostri, commiseramus; coram quibus inter partes predictas interim processum extiterat quod litiscontestatio et certe informationes contra dictos defensores facte fuerant, et alias interim processum extiterat, quod dictum negotium in brevi terminari poterat;

Et nichilominus prefati defensores, aut eorum aliqui, sub umbra hujus quod dicta causa factum maris concernebat, erga admiraldum, qui tunc erat, aut ejus locum tenentem, qui partem de predictis bonis et mercantiis habuerat, ut dictam causam ad se, tanquam ad suam jurisdictionem pertinentem, advocaret seu ad eum remitti postularet, dolose et cause diffu-

Le roi de France a chargé deux commissaires de connaître de l'affaire.

Les corsaires roche-lois ont demandé le renvoi à l'amiral.

gii procuraverant ; qui admiralus noster a predictis commissariis predictam causam ad eum remittere denegantibus, ad impediendum et differendum dictum negotium, ad dictam curiam nostram Parlamenti appellaverat dictamque appellationem relevaverat ;

L'affaire traînant en longueur, le roi de Castille menace de délivrer des lettres de marque.

Ac ob hoc prefati Turribius et mercatores, in litigiis et stilis placitandi seu litigandi regni nostri se minime cognoscentes, quasi de dicti negotii expeditione desperantes, ad dictum fratrem nostrum, ad sciendum qualiter ulterius in dicto negotio per viam marche aut alias procedere haberent, querulosi redierant ; qui frater mature procedere cupiens marcham dictis actoribus adhuc concedere noluerat suosque solemnes ambaxiatores, videlicet unum episcopum et duos doctores, cum dicto Turibio destinaverat, per quos iterum de predictis nos instantur summabat et requirebat cum intimatione, ut supra, quod, nisi justitiam super predictis depredationibus faceremus, amplius dissimulare non poterat quin dictis mercatoribus per viam marche aut alias, ut ratio suaderet, provideret ;

Le roi de France charge deux autres commissaires de terminer l'affaire.

Quibus ambaxiatoribus, ut decebat, auditis, nos, dicto negotio secundum Deum et justitiam finem imponi cupientes, causam predictam dilectis et fidelibus consiliariis nostris, magistris Symoni de Nanthodoro et dicto Gauffredo de Perucia, summarie et de plano per modum reformationis, si opus esset, appellationibus quibuscumque non obstantibus, volendo quod facta per eos valerent ac si per dictam curiam nostram parlamenti facta forent, terminandam et diffiniendam per nostras litteras in mense decembri anno Domini mcccceij datas, ut per eas constare poterat, commiseramus ;

Les corsaires font appel de ces commissaires au Parlement.

Qui commissarii nostri certam super premissis excessibus informationem fieri fecerant, per quam dicti defensores culpabiles reperti fuerant et ob hoc coram dictis commissariis, personaliter, exceptis predictis Guillelmo Marbuef, Johanne Darcon,



Michaele Thesaurarii, tunc defunctis, quorum heredes, sui causam habentes, simpliciter comparituri, adjornati extiterant;

Coram quibus inter partes predictas interim tantum processum extiterat, quod dicti defensores a certo predictorum commissariorum appunctamento ad prefatam nostri parlamenti curiam frivole et causa diffugii appellaverant ac tot impedimenta et appellationes in dicto negotio et ejus expeditione se apposituros et predictos actores interim fatigatos, quod compellerentur cum dictis defensoribus et ad eorum libitum tractare et componere, se jactaverant, et ob hoc ad dictorum actorum instantiam predictis commissariis, quod in dicto negotio, secundum predictum eorum appunctamentum, non obstante predicta appellatione, partes predictas procedere facerent, per alias litteras nostras mandaveramus;

Quarum litterarum virtute, predicti commissarii dictos defensores ad domicilia suorum procuratorum, in quibus domiciliis antea sua domicilia elegerant, ad comparandum coram eis adjornari fecerant; coram quibus, dicti defensores, minime comparere curantes, in duobus defectibus positi fuerant; et demum certas litteras, per quas predictae curie nostre mandabamus, quatinus, appellatione et defectibus adnullatis, dicta curia nostra partes predictas super principali procedere faceret, dicti defensores a nobis obtinuerant, ac earum integrationem in predicta curia nostra requisierant, quarum integrationi, maxime in quantum dictorum defectuum adnullationem concernebant, dicti actores se opposuerant;

Quare petebant dicti actores prefatos defensores, dictas litteras fratris nostri integrando, ad solvendum et emendandum predicta delicta, excessus et infractiones treugarum, salve gardie, immunitatis, franchisie et libertatis supradictarum, ac illas seu illa reparando et emendando, dictos Guillelmum Sommadet, Stephanum du Drain. , et alios defensores supradictos,

Conclusions des demandeurs.



vel eorum aliquos, et alios eorum complices et malefactores, et quemlibet eorum in solidum, ad reddendum et restituendum dictis actoribus dictas bargias, de « Sancta Maria de Vagante » et de « Sancta Maria Caudacuniculi » nuncupatas, una cum mercimoniis et bonis in eis tempore depredationis et violentie predictarum existentibus, si in rerum natura extarent, alioquin ad reddendum et solvendum pro valore et estimatione bargiarum et mercimoniarum supradictarum summam xx<sup>m</sup>viiij<sup>l</sup> scutorum auri regni nostri, necnon omnes et singulos defensores, aut saltem illos ex ipsis, quos de depredatione et spoliatione predictae navis, de « sancto Spiritu » nuncupate, et honorum in ea tunc existentium culpabiles et consentientes fuisse appareret, et eorum quemlibet in solidum, ad reddendum et restituendum dictis actoribus dictam navem, cum mercimoniis et aliis bonis in ea depredatis, si in rerum natura forent, et, si non, ad reddendum et solvendum eisdem actoribus pro valore et estimatione dictae navis et honorum in ea existentium summam sex milium scutorum auri monete et regni predictorum, deductis de duabus summis xx<sup>m</sup>viiij<sup>l</sup> et sex milium scutorum, ad summam xxvj<sup>m</sup>viiij<sup>l</sup> scutorum ascendentibus, summa ducentorum scutorum per dictos actores a predictis Hugone Guibert et Johanne Guibert et summa trecentarum librarum turonensium a predictis Johanne Quenaut, ratione compositionis per dictos actores cum ipsis facte, receptis, condempnari et compelli.. ;

**Réponse des  
défendeurs.**

Prefatis defensoribus, quatinus quemlibet eorum tangebatur seu tangere poterat, protestato primitus per eos expresse, quod dicta seu proposita per eos ad singulorum aut aliquorum ex ipsis particulares defensiones aliis ex ipsis non nocerent, dicentibus in contrarium et proponentibus quod villa nostra de Ruppella notabilis villa, super portu maris et in frontieria inimicorum nostrorum situata, ac super facto mercantie principaliter

Les corsaires roche-  
lois rappellent l'importance commerciale de  
la Rochelle.

fundata erat, et ex hoc ipsa et tota patria circumvicina gubernabatur et totum etiam regnum nostrum exinde meliorabatur, adeo quod, tempore pacis, de omnibus patriis seu regionibus, necnon tempore guerre, de nostro et Hispanie ac aliis regnis, Anglicis non confederatis, mercatores ad dictam villam et ejus portus causa mercandi affluebant ;

Quodque, finitis treugis inter nos, ex una parte, et adversarium nostrum de Anglia et suos confederatos, ex alia (videlicet anno Domini mcccii<sup>o</sup> vel circa), Anglici et Portugalenses, eorum confederati, super mare adeo potentes se posuerant et fortificaverant, quod nulli mercatores undecumque, sive de Britania, sive de Hispania, aut alia regione quacumque, ad portus dicte ville de Ruppella vel aliorum locorum circumvicinorum venire audebant, propter quod predicta villa de Ruppella et patria circumvicina, que, ut dictum est, de mercantia sustentabatur, multum desolata et ad magnam necessitatem redacta, ac domanium nostrum, ratione ejus plura jura et proficua ad causam mercantie, que ibi exercere solebat, habebamus, multum diminutum extiterat ;

Et ob hoc prefatus Petrus de Villaines, tunc predictæ ville nostre de Ruppella gubernator, tanquam bonus preses provincie, ad obviandum predictis inconvenientibus et aliis, que ex hoc evenire poterant, ac pro bono dicte patrie et totius reipublice regni nostri, cum aliis officiariis nostris dicte ville de Ruppella et civibus seu habitatoribus dicte ville et specialiter aliquibus ex dictis defensoribus super provisione habenda consilium et deliberationem habuerat ; qui gubernator, officiarii et cives, quod navigia armata super mare, ad resistendum Anglicis et Portugalensibus, inimicis nostris, et ad tenendum mare securum, ponere necesse erat, deliberaverant et concluderant ; ac, predictam eorum deliberationem et conclusionem ad effectum deducendo, dictus gubernator

Après l'expiration des trêves entre la France et l'Angleterre, les Anglais et les Portugais interceptaient tout commerce.

Les Rochelois ont alors armé des navires pour lutter contre les ennemis.

unam pulcram et notabilem bargiam, vocatam « Magdalenam Ruppelle », emerat, emparaverat atque armaverat, in quo summa mille scutorum auri dicte monete nostre et amplius pro primo viagio exposuerat ; et dictus de Han, tunc major predictæ ville nostre de Ruppella, ac defunctus Guillelmus Audover, Johannes Guibert et Hugotus Guibert, fratres, et Raymundus Ytier unam aliam bargiam, « Galliotam Ruppelle » nuncupatam, fieri emparari et armari ac super mare poni fecerant, in quo etiam summam sexcentorum scutorum pro primo viagio et amplius exposuerant ; dicti etiam Johannes Quenaut, Johannes Darcon et Michael Thesaurarii unum balnearium, qui de « sancto Jacobo » nuncupabatur, fieri armari et emparari ac similiter super mare poni fecerant, in quo etiam summam sexcentorum scutorum pro primo viagio et amplius exposuerant ; ac dictum Guillelmum Marbuef, qui nobilis homo et bene expertus in facto et guerra maris erat, eo quod in talibus se minime cognoscebant, pro quarta parte in dicto balenerio associaverant ac eum capitaneum dicti balenerii ordinaverant et constituerant ;

Ces navires ont débarrassé les environs de la ville des pirates ennemis.

Qui Marbuef cum sociis suis in dicto balenerio et etiam magistri et socii aliarum bargiarum predictarum multa notabilia servitia et proficua nobis et reipublice regni nostri et specialiter predictæ ville de Ruppella et patrie circumvicine, mediantibus tribus navigiis predictis, fecerant, predictis inimicis et aliis piratis et predonibus marinis resistendo, adeo quod, fugatis predictis inimicis et predonibus, cum quibus sepe varios et periculosos conflictus habuerant, mare tam securum tenuerant, quod omnes mercatores de quacumque regione, sive regno, secure ad predictæ ville nostre de Ruppella portus venire poterant ac iterum venire et mercantiam in dictis portibus exercere, ut ante consueverant, continuabant ; predictique defensores, qui, magnis periculis et propriis sump-

tibus pro patria pugnaverant, in hoc recommandandi et favorabiliter quoad hoc tractandi erant ;

Dicebant ulterius dicti defensores quod prefati Johannes Quenaut, Johannes Darcon, Michael Thesaurarii, predicti balnerii domini, et dictus Guillelmus Marbuef, in suo bono et laudabili proposito perseverantes, anno domini millesimo cccc<sup>o</sup>v<sup>o</sup> in mense augusti, predictum balenerium, de « sancto Jacobo » nuncupatum, armatum et emparatum, super mare posuerant et dicto Marbuef, dicti balenerii capitaneo, quod ipse cum suis sociis in dicto balenerio ad costam Anglie se transferret, ad gravandum Anglicos et alios impredientes ne mercatores ad predictos portus Ruppelle venire volentes applicarent, ordinaverant ;

Ils ont arrêté ensuite sur les côtes d'Angleterre les navires réclamés par les Portugais.

Quodque dictus Marbuef, cum predictis suis sociis marinariis, in predicto ballenerio ad predictam costam Anglie et Illandie, in dicto mense augusti se transtulerant ac super mare, serviendo rei publice et predictis inimicis resistendo, usque ad festum beate Katharine virginis proximo sequens, manserant ac steterant ;

In quo viagio quandam navem de Bristo in Anglia, pannis laneis onustam, super Anglicos ceperant ac etiam unam bargiam et unum carostonem seu bargiam (et carostonem predicti Ludovicus Martini et Martinus Petri eis pertinere pretendebant), vinis de Lepa, ficibus et racemis oneratos, ad Angliam directe euntes et in signis suis et banneriis crucem rubeam, more Anglicorum, deferentes super mare longe a terra per unam ventam, que est vij leucarum et amplius, reperierant, et ob hoc dictus Marbuef et sui socii signum Francorum, videlicet crucem albam, deferentes, de predictis bargiis, quo ibant et quorum erant scire volentes, appropinquaverant, adversus quos illi, qui in dictis bargiis erant, confestim sanctum Georgium, more Anglicorum, invocantes signumque predictum Francorum, videli-

cet crucein albam, videntes, ad aggressionem armatam se posuerant et demum illi, qui in dictis bargiis erant, vita salva et quod non essent prisonarii, predictis Marbuef et suis sociis se reddiderant ;

Dans ces navires se trouvaient des Anglais ainsi que des chartes parties montrant que les marchandises étaient à destination de l'Angleterre.

Predictaque prisia facta, dicti Marbuef et sui socii in altera dictarum bargiarum quatuor et in alia tres Anglicos, quorum alter erat Lomant., j. magister, nauta, ac plures cartas partitas reperierant, per quas dictas bargias fretatas esse ad ducendum mercantias predictas in Angliam, videlicet ad Londoniam, Arthammutam et Hantonam, villas regni Anglie, et illas certis mercatoribus Anglicis (videlicet mercantias in dicta prima bargia existentes, in alia bargia seu carostone Esquereto de Pleunic et Johanni Mundet mercatoribus de Arthammuta) pertinere apparebat ; qui septem Anglici per dictos Marbuef et suos consocios interrogati, quo ibant et ad quos predictae mercantie spectabant per fidem eorum et juramentum et sine quacunque violentia sive fraude conformiter, sicut in predictis cartis cavebatur, responderant quod ibant ad predictas villas regni Anglie aut earum alteram et quod mercatorum Anglicorum superius nominatorum dictae mercantie erant et juste capte fuerant ;

Au retour des corsaires leurs armateurs ont fait interroger les prisonniers devant un notaire public.

Et ob hoc predicti Marbuef et sui socii, de dicta prisia valde leti, dictas bargias, cum mercantiis et Anglicis supradictis, ad dictam villam de Rupella adduxerant ; et postmodum predicti Quenaut, Darcon et Thesaurarii, predicti ballenerii domini, ad securius in dicto negotio procedendum et veritatem facti melius investigandum, licet predicti Marbuef et sui socii, quod juste et modo supradicto predictam prisiam fecerant, eisdem affirmarent, predictos Anglicos per certum notarium publicum, in presentia multorum testium, ut in tali casu fieri consuetum erat, super predictis examinari fecerant, qui, juramento mediante, in sua prima affirmatione perseverando, sicut supra dictum est, deposuerant et affirmaverant, quemadmodum hec



et alia per instrumentum publicum, super hoc confectum, latius apparere dicebant ;

Post quam examinationem, bona in predictis bargiis existentia, ut melius et justius distribuerentur, inventariata fuerant : in dictaque prima bargia, xxiiij dolia vini de Lepa et xvij<sup>e</sup> xliiij cabatia ficuum et racemorum et, in alia bargia, sive carostone, xxij dolia similis vini et v<sup>e</sup> lii<sup>ix</sup> cabatia ficuum et racemorum, vel circa, reperta extiterant ; de quo vino, tam in expensa marinariorum quam in repletionem aliorum doliorum, decem dolia, vel circa, expensa et consumpta fuerant, dictusque admiralus noster pro sua decima quatuor dolia habuerat ; ac, de aliis xxxij doliis restantibus, dicti marinarii seu socii dicti Marbuef jure suo xvj dolia et predicti domini dicti balenerii et Marbuef alia xvj, videlicet quilibet quatuor, habuerant ; quorum doliorum quodlibet pretio x librarum turonensium duntaxat, exceptis duobus doliis, quorum unum xxviiij et aliud xxij librarum turonensium pretio vendita fuerant ; et cum hoc, pro quolibet dolio x solidos nobis et predictae ville de Ruppelle, pro corratagio, et ij solidos vj denarios, pro celeragio, vj solidos, pro botagio, xx solidos, pro gabarris, xv denarios, pro impositione, x solidos, pro dialore, qui predicta dolia reparaverat, ij solidos vj denarios solvere oportuerat ;

Et similiter de predictis ficibus et racemis, ad summam ij<sup>m</sup> iij<sup>e</sup> xxiiij peciarum in universo ascendentibus, ducenta putrida, et centum ac decem per marinarios expensa et consumpta, et in aliorum cabatorum repletionem xxiiij cabatia consumpta et distributa extiterant ; dictus etiam admiralus noster, pro sua decima, ducenta et xx cabatia habuerat ; et de residuo marinarii predicti mediam et dicti domini balenerii predicti et Marbuef reliquam mediam (que, pro quolibet dictorum quatuor, ad ducenta duntaxat cabatia, pro eorum quolibet, et non ultra, ascendebat) habuerant : quodque dictorum

La prise a été inventoriée et partagée.



cabationum chargia sive sarcinata, tria regulariter cabatia continens, pretio xv solidorum turonensium duntaxat, una chargia cum altera compensata, comiter vendita extiterat ; de quibus etiam ficubus et racemis, sicut dictum est de predictis vinis, plura jura et redibentias solvere oportuerat, adeo quod, tam de vinis quam ficubus et racemis predictis, deductis supradictis, portio cujuslibet <sup>iii</sup><sup>or</sup> dominorum et Marbuef predictorum ultra summam centum francorum non ascendebat ; quodque in hoc vera bonorum predictorum declaratio et predictae prisie veritas consistebat ;

Les corsaires roche-lois ont ensuite repris la mer pour lutter contre une flotte anglaise partie de Bordeaux.

Uterius dicebant predicti defensores quod, anno Domini mccc<sup>ev</sup> supradicto, predicti de Villaines, de Han et alii predictorum trium navigiorum, seu vasorum, de Ruppella domini dicta tria navigia, seu vasa, et unum alium balenerium, Johanni Bitron civi de Ruppella pertinentem, ad debellandum unam flotam seu quantitatem navium de Anglia, magnam mercimoniatarum quantitatem in villa Burdegalensi et patria circumvicina oneratarum ad Angliam ducentem, ac fortuna temporis ad Paliciam prope dictam villam de Ruppella dejectam, armaverant ac super mare equiperauerant dictamque flotam diu in mari prosecuti, obstante magna quantitate balneriorum armatorum dictam flotam conducentium, capere minime potuerant ; dictumque balenerium, dicto Bitron pertinentem, cum quinquaginta bellatoribus in eo existentibus, dicti Anglici ceperant ;

Deux des leurs ont arrêté en dehors du port castillan de Laredo un navire portugais chargé de contrebande de guerre à destination de l'Angleterre.

Et postmodum, dicta « Galiota de Ruppella », predictis de Han, Ythier Guibert et Audover pertinente, ad villam seu portum sepedicte ville nostre de Ruppella redeunte, dicta bargia, vocata « Magdalena », et balenerius de « Sancto Jacobo » predicto, super mare ad gravandum dictos inimicos nostros remanentes, quamdam navem, « Hetere » vulgariter nuncupatam, et quam predicti Gondissalvus Johannis et Egidius Salvatoris

« Sanctum Spiritum » seu de « Sancto Spiritu » fraudulenter nuncupabant et ad eos cum mercantiis in ea existentibus pertinere dicebant, ferrum, calibem et alias merces, ad inimicos deferri prohibitas, ad Angliam deferre solitam, super mare, extra portum de Laredo, per magnum spatium reperierant ; ac, eo quod signum Anglicorum, videlicet crucem rubeam, in suis banneriis et vexillis deferebat, ad magis sciendum ejus statum appropinquaverant, adversus quos confestim existentes in dicta navi, signum Francorum, scilicet crucem albam, videntes, se Anglicos, seu Anglicis confederatos, dictamque navem pro Anglicis fretatam fuisse demonstrantes, statim « Sanctum Georgium » clamare seu invocare et dictam bargiam et balnerium invadere ceperant ac plures de existentibus in eisdem occiderant et crudeliter vulneraverant ; et demum, gravi pugna hinc inde commissa, predicti de Rupella victores extiterant ac in dicta navi unam litteram Henrici regem Anglie se dicentis, continentem quod Johannes Laurentii, seicens magistrum dicte navis, decem pannos in portu de Hantona acquittaverat et unam quartam partitam, apud Arthammutam in Anglia anno predicto decima die februarii vel circa datam, inter cetera continentem quod dicta navis pro eundo ad Angliam, illuc ferrum, calibem et alias merces, ad inimicos deferri prohibitas, vehendo seu ducendo fretata erat, reperierant ;

Et ob hoc dictam navem, in qua viginti dolia tritici seu frumenti, pro magna parte putridi seu aqua consumpti et deteriorati, et xvij panni lanei cum dimidio duntaxat sive grana octuagentalibras turonensium vel circa valentes, reposita erant, ad Ruppellam adduxerant ; quorum tritici et pannorum predictus noster admiralus suam decimam et de residuo marinarii in dictis bargia et balenerio existentes mediam partem et domini dictorum bargie et balenerii aliam mediam, que pro

La prise a été partagée au retour à la Rochelle.

eorum quolibet ultra duos francos non ascenderat ; dictorumque bonorum declaratio et facti veritas sic et non aliter se habebat, per quod etiam de dicta navi et mercantiis in ea existentibus, respectu excessive estimationis per dictos actores pretense, modicum esse clare apparebat ;

Les défenseurs prétendent que les lettres du roi de Castille sont subreptices.

Ulterius dicebant predicti defensores quod dicti actores in prefatis bonis nichil habebant ; et, si quid in eis habuerant, illud forefecerant et perdiderant, dictamque prosecutionem fictitie seu calumpniose et sub falsa posta ad utilitatem Anglicorum faciebant, dictos defensores vexando dampnificando et injuriando ; familiaritatemque et amicitiam predicti Turribii captaverant, ac medio ipsius certas litteras nobis directas, sub umbra hujus quod dictas bargias et navem in portubus de Vivero et de Laredo predictis extitisse falso expresserant, a dicto fratre nostro surreptitie obtinuerant, inter cetera continentes quod dictis actoribus bona predicta aut eorum predictam estimationem cum dampnis interesse et expensis restitui faceremus ;

Des commissaires sont envoyés à la Rochelle pour connaître de l'affaire.

Nosque, dictis litteris receptis, more nostro solito justitiam cuilibet ministrare ac dicto nostro fratri complacere cupientes, ad faciendum rationem et justitiam inter partes predictas, prefatos consiliarios nostros Robertum de Bracquemonte et Gaufridum de Perucia per litteras nostras commiseramus ; qui commissarii ad villam de Ruppella se transtulerant, coram quibus dicti actores prefatos de Villaines de Han, Johannem Guibert etc... adjournari fecerant ; dictique actores, per procuratorem minus sufficienter fundatum coram dictis commissariis comparentes, proponi fecerant bargiam et carostonem predictos, una cum bonis et mercimoniis in eis existentibus, in portu de Viverio per dictum balenerium, cujus dictus Marbuef capitaneus erat, captas et depredatas fuisse et predictis Martino Petri et Ludovico Martini pertinere, dictam vero navem « Sancti Spiritus », predicto Egidio Salvatoris, et bona, in ea existentia,

dicto Gondissalvo Johannis pertinere, ipsamque in dicto portu de Laredo regni Castelle captam fuisse, predictas mercimonias, una cum predictis bargia, carostone et navi, excessive estimando, in supradictos adjornatos et quemlibet eorum, in id quod ad eos de bonis predictis duntaxat pervenerat, condemnari concludendo ;

Qui commissarii, dictis partibus ad plenum auditis, easdem ad scribendum per modum memorie appunctaverant ; et demum dicti defensores, die assignata, suas, dicti vero actores nullas memorias, sive scripturas, tradiderant, nullamque diligentiam fecerant, et, salaria dictorum commissariorum pro sua rata solvere non curantes, dictum processum per xv menses et ultra interrompi permiserant ;

Et postmodum, ad instantiam et prosecutionem dicti Turribii, predictam causam per certas litteras nostras predicto magistro Gaufrido de Perucia et magistro Symoni de Nanthodoro consiliario nostro terminandam commiseramus ;

Coram quibus, virtute dictarum litterarumstrarum, predicti defensores, pro majore parte ad comparendum personaliter, et alii simpliciter, ad diem mercurii septimane penitentialis tunc sequentis, ad magis eos vexandum et injuriandum et ad compositionem inducendum, ac eorum bonis ad manum nostram positis eorumque alienatione eisdem interdicta, adjornati extiterant ;

Contra quos ad diem assignatam comparentes, dicti actores, pluribus factis et rationibus allegatis, ac certis conclusionibus electis, adjunctionem procuratoris nostri ibi presentis instanter requisierant ; qui procurator noster, visis informationibus super dictis depredationibus factis, non habere causam se adjungendi dictis actoribus responderat ;

Dicti vero defensores ad finem congedii et expensarum,

ratione interruptionis processus, plura facta pluresque rationes proposuerant;

Qui commissarii, partibus, predictis ad plenum auditis, easdem ad scribendum hinc inde per modum memorie appunctaverant, et demum certam interlocutoriam adversus dictos defensores, in eorum magnum gravamen, pronuntiaverant;

Les défendeurs ont appelé au Parlement d'une sentence interlocutoire de ces commissaires.

A qua interlocutoria dicti defensores ad nostram parlamenti curiam appellaverant, ac, pro provisione habenda super dicto gravamine, in cancellaria nostra relevamentum dicte sue appellationis, obstante dicti Turribii importunitate, habere non valentes, ad dictam curiam nostram, que in talibus providere consueverat, recursum habuerant, se per peremptorias in dicta curia super dicto negotio, si dicti actores vellent, processuros et responsuros offerendo;

Qui actores, hoc facere seu consentire recusantes, coram dictis commissariis duos defectus, ad prosecutionem dicti Turribii, contra dictos defensores, in contemptum curie et appellationis predictarum, properum obtinuerant;

Et ob hoc prefati defensores certas litteras, per quas, narratione de predictis facta, predictae curie nostre mandabatur, quatinus, predictis actoribus ad personas suorum procuratorum adornatis, dicta appellatione adnullata, ac rejectis omnibus defectibus processibus coram dictis commissariis agitatis litteris et mandatis post dictam appellationem impetratis, dictas partes super principali per peremptorias procedere facerent ac eis justitiam summarie et de plano ministrarent, a nobis obtinuerant;

Conclusions des défendeurs.

Quarum litterarum virtute, dicti actores in dicta curia adornati facta sua proposuerant, conclusiones suas superius recitatas contra dictos defensores et eorum quemlibet in solidum eligendo; adversus que dicti defensores predictos actores seu



eorum aliquem causam seu actionem faciendi dictas conclusiones contra dictos defensores veleorum quemlibet non habere, et, si causam vel actionem haberent, dictos defensores et eorum quemlibet ab impetrationibus et demandis dictorum actorum absolvi... concludebant...

La Cour, après une enquête faite à l'étranger, condamne les défenseurs à restituer les navires par eux pris.

### III

1462-3, 19 février.

*Arrêt du Parlement de Paris refusant l'élargissement provisoire de marchands se disant de Cologne pris avec leur navire (1).*

Appel de la Table de Marbre. — Mise en liberté des prisonniers sous caution. — Serment des demandeurs pour l'évaluation de leurs dommages-intérêts. — Lettres royaux impétrées par les demandeurs. — Caution *judicatum solvi* fournie par les demandeurs. — Emprisonnement des prisonniers à la Conciergerie du Palais.

Cum in certa causa, mota et pendente coram admiraldo Francie, seu ejus locum tenente ad tabulam marmoream, inter : Hermandum de Vauvezel et Geraldum de Vauvezel, ejus filium, mercatores civitatis Colonie se dicentes, actores, ex una parte, et Guiller mum de Casenouve, alias Colon, Johannem Fourgattier et Petrum Larchier, defensores, ex altera ;

Pro parte dictorum actorum plura facta et rationes propositæ extitissent ad finem seu fines quod, mediis et causis in processu declaratis, diceretur et declararetur certam captionem de

**Procès en première instance devant la Table de Marbre.**

**Propositions des demandeurs.**

1. Arch. nat. X<sup>1A</sup> 93, f° 174.



eorum personis, mercantiis et aliis eorum bonis per dictos defensores super mare in quadam dicte civitatis, ut dicebatur, nave, cujus navis Guido Blomart nuncupatus magister erat, factam, malè et indebite fuisse et esse factam, dictosque actores et eorum quemlibet non fuisse aut esse dictorum defensorum prisonarios, ipsique ab eorum prisonibus seu captivitate liberarentur, necnon ad restituendum dictis actoribus dictas eorum mercantias et bona, si sint in rerum natura, sin autem xv<sup>m</sup> scutorum auri summam pro dictarum mercantiarum ac bonorum valore et estimatione, de quorum valore et estimatione, attenta violentia, eorum juramento staretur et in eorum damnis interesse et expensa condemnarentur ;

Et insuper, quia per dilectum nostrum magistrum Petrum de Chasteaupers, commissarium in hac parte a nobis deputatum, usque ad sex menses dumtaxat ad cautionem domini Frederici de Wietem, militis, elargati extiterant, quod ipsi saltem usque ad diffinitivam cause elargarentur ; et casu quo presens processus magnum tractum seu dilationem acciperet, quod eorum bona et mercantie, cautionem tamen de ipsis bonis dando, eisdem actoribus redderentur aut in loco tuto deponerentur ;

Réponse des défenseurs.

Pro parte vero dictorum defensorum plura etiam facta et rationes in contrarium propositæ extitissent ad finem seu fines quod, causis et mediis in processu declaratis, diceretur et declararetur dictos defensores in huiusmodi causa seu processu, nisi prius de personis dictorum actorum, de quibus spoliati fuerant et erant, restituerentur, saltem cautionem bonam et sufficientem in hoc regno pro eorum financia prestitissent, minime cum eis procedere debere in eorumque expensa dicti actores condemnarentur ;

Présentation de lettres royaux par les demandeurs.

Tantum processum extitisset quod, dictis partibus auditis et in iure ad fines predictos appunctatis, prefati actores certas lit-

teras, a nobis obtentas, per quas dicto admiraldo aut ejuslocum tenenti, quatinus partes predictas in hujusmodi processu summarie et de plano sine figura et strepitu judicii, taliter quod infra annum finis hujusmodi processus haberetur, procedere faceret, dictumque Colon ad dandam bonam et sufficientem cautionem de judicatum solvendo primitus et ante omnia sub pena perditionis cause, non obstantibus oppositionibus vel appellationibus, compelleretur, mandabatur, presentassent ac earum integrationem petiissent et requisiissent ;

Super integratione quarum ac nonnullis provisionibus hinc inde requisitis, dictis partibus auditis, dictus locum tenens per suum appunctamentum, quod dicti defensores super demandis dictorum actorum procedere tenerentur absque de dictorum actorum personis restitutionem pro tunc faciendo, dixisset et declarasset, salvo tamen ac dictis defensoribus reservato quod post lapsum sex mensium ad quod tempus dicti actores per dictum commissarium elargati extiterant restitutionem de personis dictorum actorum ipsis fieri aut cautionem sufficientem de eorum restitutione, si in fine dicte cause prisionarii bone guerré dicerentur et declararentur, ipsis dari petere et requirere possent ; et insuper quod dicti actores cautionem usque ad ducentorum scutorum auri summam pro expensis dicti processus ipsis defensoribus traderent, cum certis modificationibus in dicto appunctamento contentis, expensis hujusmodi instantie in diffinitiva reservatis, ordinasset ;

Appointement de l'amiral.

Post quod quidem appunctamentum ac nonnullas processuras in dicta causa factas, ac elapsis dictis sex mensibus, dicti defensores restitutionem de personis dictorum actorum, antequam ultra procedere tenerentur, petiissent et requisiissent, dictis actoribus in contrarium, attenta cautione alias per eos data ac aliis causis et mediis in processu declaratis, id minime fieri debere dicentibus et proponentibus ;

Demande faite au bout de 6 mois par les défendeurs de la restitution de la personne des demandeurs.

Sentence de l'amiral.

Super quibus dictis partibus auditis, ac in jure super hoc, nec non provisionibus hinc inde requisitis, ac integratione supradictarum litterarum appunctatis, supradictus locum tenens per suam sententiam respectu integrationis dictarum litterarum, a nobis pro parte dictorum actorum obtentarum, quod in hujusmodi causa seu processu summarie et de plano, omnibus dilationibus et subterfugiis rejectis, procederetur, et insuper quod dictus Colon cautionem, ad quam dandam dicti actores ipsum compelli requirebant, non daret seu prestaret ac quod nunquam dicti defensores ulterius in dicto processu procedere compellerentur, predictique Hermandus de Vauvezel et Geraldus de Vauvezel, ejus filius, manibus dictorum defensorum in statu quo tempore elargamenti, de suis personis per sepedictum Chasteaupers commissarium nostrum facti, erant, reponerentur aut restituerentur, aut cautionem sufficientem de valore finacie, ad quam dicti Hermandus et Geraldus positi extiterant, darent seu prestarent, expensis hujusmodi instantie in diffinitiva reservando, dixisset et declarasset;

Appel au parlement.

Fuit a dicta sententia pro parte dictorum actorum ad nostram parlamenti curiam appellatum.

**Dispositif de  
l'arrêt du Parle-  
ment.**

Auditis igitur in dicta curia nostra partibus antedictis in causa appellationis predictae, processuque an bene vel male fuerat appellatum ad judicandum, salvo de primitus faciendo jus super integratione certe requeste civilis per sepedictos actores obtente, per quam ad nonnullas litteras de novo producendas ac dicto processui injungendas certasque informationes a dicto processu reici petebant et requirebant, recepto eoquē viso et diligenter examinato ;

Prefata curia nostra per suum judicium, supradictae requeste civili quoad litteras dumtaxat dicto processui injungendas obtemperando, supradictam appellationem [recepit] ac etiam sententiam, quatinus per eam dictus locum tenens, quod supra-

dicti Hermandus de Vauvezel et Geraldus de Vauvezel ejus filius in manibus dictorum defensorum in statu, quo tempore supradicti eorum elargamenti erant, reponerentur, dixerat et declaraverat, absque emenda et expensis, dicta sententia in ceteris firma remanente, annullavit et annullat et ex causa Et per idem judicium eadem curia nostra, quod dicti Hermandus de Vauvezel et Geraldus de Vauvezel, ejus filius, prisionarii in con- cergeria palatii nostri regalis Parisius eorum sumptibus de principali negotio, [quod] cognitum et discussum extiterat, remanebunt, aut cautionem supradictam prestabunt, ordina- vit et ordinat. Remisitque et remittit eadem curia nostra par- tes predictas coram dicto locum tenente ad primam diem ins- tantis mensis martii processuras ulterius, ut fuerit rationis.

Pronuntiatum xix<sup>a</sup> februarii anno m<sup>o</sup>cccc<sup>o</sup>lxij<sup>do</sup>.

#### IV

1474-5, 31 janvier.

*Extrait d'une lettre de Louis XI au roi de Sicile, lui annon- çant la restitution de galères siciliennes prises par le corsaire Colombo (1).*

Commerce d'ami avec des amis ou des rebelles. — Contrebande de guerre. — Droit de la guerre des mers d'Occident. — Confiscation de marchandises ennemies à bord d'un navire ami en payant le fret. — Sauf conduit. — Restitution à titre gracieux.

. . . . .

Quando autem, cum ipso Columbo et aliis inquiri dispitique mandavimus, quenam causa eos ad captionem hanc preter

(1) Bibl. nat. ms. fr. 3882, f<sup>o</sup> 12.

mentem nostram, nobis non jubentibus, impulisset hoc profecto respondendum duxerunt se propter ea ad illam tractos incitatosque fuisse quod gentes vestre contra nostras in agro nostro Rossilionensi se iniecerant, quodque ipse vestre triremes ab oris et ditionibus Anglorum, nostrorum et corone Francie inveteratorum hostium, nec non etiam a patriis per Carolum de Burgundia, nostrum utique rebellem et inobedientem subditum, occupatis tunc reverterentur et illic plura detulerant que adversus nos auxilio favori et fortificationi forent nostrorum hostium et rebellis predictorum, aliaque dehinc similiter reportarent quibus multa ad nostram et regni nostri jacturam tractabantur.

Allegatum insuper extitit per Columbum et alios pro ratione sua quod per usum belli notorie et inconcusse huc usque in hoc occidentali freto servatum omnes triremes, naves aut alie fustes a regionibus et dominiis hostium quomodovis demigrantes, maxime cum res apud ipsos gestassent, quibus vel potentiores aut fortiores essent effecti vel aliter adjecti, lege et observantia bellorum maris licite capi possunt et impune.

Et quoniam ipse vestre triremes quamplures etiam merces hostium et rebellum nostrorum suorumque subditorum deferrent, nulla super hoc a nobis securitate habita, quemadmodum nostre gallice triremes, quotiens ad vestras ditiones et dominia profiscuntur, hactenus semper habere solite sunt, his de causis impulsus Columbus et ceteri pretendunt lege et observantia predictis suadentibus rite recteque ipsas triremes posse adoriri.

Tantus tamen fuit et est apud nos dilectionis et amicitie vestre zelus ut, his omnibus alleguationibus et excusationibus postpositis, omnia vestra subditorumque vestrorum ex templo fecerimus restitui, tristes admodum hanc rem a nostris in vestros uti prescribitur obtigisse. Sed, ne deinceps produci similia videantur et ut eo amplius nostra sit apud serenitatem ves-

tram amicitia precognita, nos ipsis triremibus illarum capitaneis, patronis, mercatoribus, remigibus et ceteris amicis aut inimicis nostris in eis transfretantibus, cujuscumque status qualitatis nationis aut conditionis extiterint, cum eorum bonis et mercaturis plenam securitatem et salvum conductum ad unius anni spatium libere concessimus, quo res et bona ipsa intra regnum nostrum et extra ubique terrarum mercationis exercende causa possint in tuto et securo, quantum nos nostrosque subditos concernit, devehi, velut per nostras securitatis litteras ad quas nos in hac parte referimus poteritis edoceri.

Quantum autem ad merces hostium et bona que vestris in triremibus adinventae captaeque esse dicuntur, habet hoc usus in hoc occidentali mari indelebiter observatus res hostium et bona, etiam si infra amicorum aut confederatorum triremes seu naves posita sint aut recondita, nisi tamen obstiterit securitas super hoc specialiter concessa, impune et licite jure bellorum capi posse, naulum propterea debitum exsolvendo.

. . . . .  
Datum apud urbem nostram Parisius die ultima mensis Januarii.

V

1491-2, 6 et 10 avril.

*Plaidoiries au Parlement de Paris sur la prise à partie d'un procureur de l'amiral accusé d'inimitié personnelle par le corsaire Bastondu (1).*

Saufs conduits. — Obligation d'avoir l'original ou le *vidimus* du sauf-conduit à bord. — Blancs seings pour saufs conduits. — Emprisonnement du corsaire. — Arrêt sur les biens du corsaire. — Appel con-

1. Archives nationales X<sup>1A</sup> 8321 f<sup>o</sup> 328.



tre un procureur de l'amiral. — Congé du roi ou de l'amiral pour aller en armes sur mer. — Caution à fournir par les corsaires avant leur départ. — Procédure extraordinaire contre les infracteurs de saufs conduits. — Nécessité d'une obligation ou d'une condamnation pour arrêter les biens d'autrui. — Grand nombre de corsaires allant en armes sur mer sans avoir un congé ou sans avoir fourni une caution.

[6 avril]

Entre Jehan Bastondu, appellant de Jehan le Viel, sergent de l'admiraulté, et Guillaume Pineau, procureur de l'admiral a la Rochelle et demandeur en matière de provision, et ledit Guillaume Pineau, intimé et defendeur en ladite matière de provision, d'autre part.

POULAIN, pour Bastondu, dit qu'il est notable escuier bien famé et renommé en guerre sur mer, ou de long temps a eu charge et esté capitaine de plusieurs navires pour le Roy, monseigneur des Cordes et autres, et puis aucun temps lui et autres, advertiz qu'il y avoit aucuns navires de Bretagne, lors party contraire, sur la mer près de la Rochelle, se transportèrent à la requeste de Jaques Remy, serviteur de l'admiral, sur la mer devers iceulx Bretons et navires, pour savoir s'ilz avoient sauf conduit; visitèrent lesdis navires : les aucuns monstrèrent sauf conduit, *ut moris est*, furent laissez; mais en trouvèrent une nommée le *Saint Val de Benander*, qui n'en avoit point; et dirent les frère du maistre et mateloz qu'ilz n'en avoient point, s'il n'estoit dedans ung coffre, qui estoit dedans ledit navire, qui fut par eulx ouvert en leur presence, et tous les autres cofres; n'en fut trouvé. Et *sic* ledit navire fut de bonne prinse par les loix et usage de la mer : car il fault que l'original ou le *vidimus* soit trouvé dedans.

Depuis le maistre du navire se tira vers ledit appellant, qui vult avoir ledit navire et les biens, disant que ledit sauf conduit

estoit en ung coffre carré, combien qu'il n'y en eust point de tel ; et ne le sceut monstrier. Si s'adreça a Guillaume Pineau, receveur et procureur de l'admiral, qui a hayne ancienne contre l'appellant, et autres ses semblables, qui ont trouvé des faultes contre lui. Fist ledit Pineau avoir ung sauf conduit au Breton qui avoit esté prins et dist a l'appellant qu'il ne l'avoit laissé au navire, mais le *vidimus, quod erat falsum*. Croit que ledit sauf conduit avoit esté antidaté ou depuis la prinse baillé audit Breton chaudement : car ledit Pineau a des blancs signez, ou il ne fault que mettre les noms et la quantité du port du navire.

Trouva moien Pineau de faire mettre prisonnier l'appellant, qui poursuivoit en justice la delivrance dudit navire et marchandises : fist Pineau elargir partie, qui estoit de party contraire ; et ne peut l'appellant estre elargy, quelque caucion qu'il offrist. Si fist adjourner Pineau pour apporter lettres et exploiz, par vertu desquelz il l'avoit fait constituer prisonnier et pour dire pourquoy il ne devoit estre elargy, mesmement qu'il offroit caucion et que sa partie l'estoit.

Au jour assigné, Pineau demanda absence. Neantmoins avant que l'appellant feust elargy, qui fut xv jours detenu, il fut contraint de consigner ce que le Breton disoit avoir perdu. Après l'appellant, voyant qu'il ne pavoit avoir expedicion, obstant ledit Pineau, voyant aussi que force lui estoit de s'en aller pour ses autres affaires, mesmement equiper ung navire pour monseigneur des Guerdes, fut contraint composer au Breton et fut dit que la consignacion lui demourroit et fut condamné l'appellant en xl sols d'amende pour toutes choses, qu'il aima mieux paier que demourer.

Ledit Pineau, non content, depuis sachant que l'appellant avoit deux mulles et de l'argent et s'en alloit sans lui riens donner, les fist arrester et sa male et sa boete ou il avoit de cent a

vj<sup>xx</sup> livres, lettres d'acquisition, obligations, et scedules et fit dire a son hoste que, s'il trouvoit l'appellant, le feroit derechief mettre prisonnier pour ladite cause, disant contre verité qu'il n'estoit que elargy, supposé que partie ne demandast plus rien. L'appellant envoya son procureur savoir pourquoy on avoit fait ledit arrest ; lui fut dit que pour ce qu'il s'en estoit allé *hospite insalvato*. Requist ses biens a caucion : lui furent refusez ; en appella.

Ce non obstant et depuis l'appel relevé et defenses faites, furent vendues les deux mulles, comme dit partie. Mais l'une le lieutenant de l'admiral l'a, l'autre le maire de la ville l'a ; et dient que l'une a esté vendue xiiij francs, qui valoit xv ducatz, l'autre dix francs, qui valoit xxx ducatz.

Conclud a mal et abusivement procedé par Pineau et autres, qui firent l'exploit, au moins bien appellé ; demande ses biens par provision et offre caucion, se besoing est ; requiert estre creu par serment de la valeur et quantité et, pour la reparacion des attemptas, que partie soit condamné en v<sup>e</sup> francs d'amende et tienne prison jusques a plaine satisfaction. Et si demande despens dommaiges et interestz.

Au premier jour a venir par l'intimé ; *alias* provision sera faicte à l'appellant.

[10 avril] (1).

MICHON, pour l'admiral et ses officiers, presuppose une ordonnance tenue et gardée sur la mer entre gens de guerre : c'est assavoir qu'il n'est permis a aucun, s'il n'a congé du Roy ou de l'admiral, d'aller en armes sur mer et encores fault-il bailler caucion de mil livres tournois pour les dommaiges que pourroient faire ceulx qui iroient a ceulx du party du Roy.

Ce presupposé, deffend et dit que l'admiral a toute jurisdiction tant a la table de marbre que a la Rochelle et ailleurs, y a

ses lieutenans; sergens et officiers Or partie adverse a fait infiniz maux a ceulx qui frequentent la mer, tant en enfreignant les sauf conduiz de l'admiral que autrement. Et pour ce le Roy et l'admiral, advertiz de son mauvais gouvernement, ont ordonné que l'on se donnast garde de lui et qu'on en feist telle justice que ce feust exemple a tous autres.

Dit qu'il est descendu aucuns navires de Bretagne qui avoient sauf conduit du Roy ou de l'admiral, n'a partie eu regart au sauf conduit; car il est allé sur mer et s'est adrecé à ung navire nommé *Sadac* arrivé au port du Plone, entra dedans et pillà les biens et marchandise qui estoient dedans, ne peut emmener le navire, car la mer n'estoit assez forte. Si demoura jusques a ce que ceulx qui estoient dedans l'amenèrent a la Rochelle. Lors se plaignit celui a qui estoit le navire au lieutenant, a Pineau procureur et autres officiers dudit admiral; et se rendit partie contre Bastondu, remontra les pilleries que partie avoit faictes; se firent parties l'un contre l'autre. Si furent mis prisonniers, fut interrogué l'appellant et confessa le cas, promist rendre tout dedans le lendemain. Si fut eslargy, pourveu que s'il ne fournissoit il seroit remis prisonnier; mais le lendemain au lieu de fournir, parce qu'il arriva d'autres navires, il y alla; distrent ceulx ausquelz il s'adreça qu'ilz avoient sauf conduit; ce nonobstant, il les pillà.

Ce venu a la congnoissance des officiers de l'admiral a la Rochelle, firent faire informacion; icelle veue, furent arrestez ses biens estans a la Rochelle, dont il s'est porté appellant.

Dit que partie ne fait a recevoir, car il s'est porté appellant du procureur de l'admiral, qui estoit tenu et obligé *ex debito officii* de se rendre partie contre lui et contre tous infracteurs de sauf conduit. Partie a esté trouvé chargé par informacion; et *sic*, a bonne cause, il fut constitué prisonnier et depuis ont esté ses biens saiziz et pavoit bien demander provision devant le lieutenant de l'admiral, ce qu'il n'a fait.

Il y a plus, car il est infracteur de sauf conduit et *sic* devoit estre puny de peine capital et ne devoit estre oy en procès ordinaire, mais lui devoit on faire son procès extraordinairement et fault bien que la cour y donne provision.

A ce qu'il dit qu'il est homme de guerre, dit qu'il est pour piller navires des marchandz. A ce que ceulx qui furent prins n'avoient sauf conduit, dit que si et en est apparu au lieutenant de l'admiral. A ce qu'on l'a emprisonné et qu'on ne l'a voulu delivrer etc., dit qu'il avoit bien gagné a estre prisonnier. A ce que on lui a prins sa boette et autres biens, dit que *nichil est*. A ce qu'on a prins ses mulles, dit qu'il est vray qu'on a prins deux mulles vallans chascune xvij ou x frans.

Si conclud a mal appellé et demande despens.

POULAIN, pour l'appellant, requiert que Gaucher procureur de partie advoue ou desadvoue Michon de ce qu'il a dit.

Et après que Gaucher l'a advoué, selon le contenu en ses memoires, qu'il a mis devers la court, Poulain, pour l'appellant, a dit que son entencion est bien fondée : car, selon droit commun, on ne peut arrester les biens d'autrui, s'il n'y a obligation ou condamnacion, or n'y en a point; et neantmoins, après qu'il a esté fort vexé et contraint de tout quitter, ont esté ses biens saiziz et arrestez sans requeste de partie et *sic* est bien fondé.

Et touchant les attemptas, est aussi bien fondé : car, puisqu'il avoit appellé, le juge ne devoit plus prendre de congnoissance, neantmoins on a prins ses biens et ne les lui a l'on voulu rendre ; qui pis est, on les a venduz.

Et touchant la provision, il est bien fondé, pendant son appel, joinet qu'il n'est obligé ne condamné, et, quand ores il seroit tel que partie a voulu dire, que non, si fauldroit il que ses biens lui feussent renduz. Si dit que, veu qu'il n'y a accusacion ne condamnacion, la provision s'en va sur le champ.



A ce qu'on ne peut aller en armes sur mer sans le congé du Roy ou de l'admiral etc., dit qu'il nye ladite supposicion. Aussi est-il au mareschal des Cordes et a charge soubz lui et est capitaine de navires passé a xv ans. Et, s'il n'y alloit que ceulx qui baillent caucion a l'admiral et au Roy, il n'y en iroit la xx<sup>e</sup> partie de ceulx qui y vont et qui sont bien necessaires et qui souvent y vont, veuillent ou non.

A ce qu'il a fait infiniz maulx et pilleries sur la mer, dit que *nichil est* et n'en a esté accusé d'un cas, qu'il ne se soit bien defendu et qu'il n'ait obtenu a son entention contre ceulx qui l'auroient voulu charger; si ce n'est *novissime* que Pineau l'a contraint, *ut supra*.

A ce qu'il est arrivé ung navire a la Rochelle, dit qu'il est vray; y fut l'appellant avec ledit Remy, *ut supra*; et le trouva garny d'artillerie de guerre et avoit esté rebelle aux officiers du Roy et n'avoit sauf conduit, par quoy estoit de bonne prinse; et si, fut requis par les officiers de l'admiral d'y aller. Or il falloit, s'il y avoit sauf conduit, qu'il feust au navire. Fut visité ung coffre et autres lieux et coffres ou l'en disoit qu'il estoit et n'y fut trouvé. Et, se depuis y avoit esté trouvé, ce seroit *a posteriori* et autrement que deuement et ne serviroit, combien que l'appellant pour se mettre hors des mains de Pineau, en appoinctant, laissa mettre en l'appoinctement ce que Pineau y voult mettre; et y a mis ce qu'il a voulu, combien qu'il ne feust vray.

A ce qu'il est venu ung autre navire qu'il a prins etc., dit que le procès en est pendant à la Table de Marbre et ne se trouvera que ledit appellant ait fait aucunes pilleries, mais s'est gouverné comme ung bon capitaine et jamais n'en fut condamné et chassé ledict procès, ou l'intimé n'a que veoir.

Dit outre que, veu que partie confesse avoir eu ses biens, ils lui doivent estre baillez par provision et partie a ce contraint.



A ce qu'il devoit plaider devant le lieutenant de l'admiral, dit qu'il estoit sa partie et conclut *ut supra*.

MICHON dit qu'il est bien fondé; et a ce que partie dit que sans obligacion ou condannacion on ne peut proceder par arrest dit que si, en matière criminelle.

A ce qu'il est capitaine de guerre et qu'il peut entrer en mer sans congé, dit que les ordonnances sont au contraire; peut bien estre que le mareschal des Cordes peut donner congé sur terre, mais non sur mer.

A ce que le premier navire n'avoit sauf conduit, dit que si et en apparut au lieutenant de l'admiral.

A ce qu'il requiert provision de ses biens, dit que ce n'est raison.

Appointé est : a mettre par devers la court et au conseil et sur la provision au conseil et pourront les parties adjouster a leur plaidoyé.

## VI

1492, 11 mai.

*Plaidoiries en Parlement entre des marchands d'Espagne et Guyon Leroy vice-amiral de Bretagne sur l'exécution d'un arrêt du Conseil ordonnant la restitution de marchandises de prise (1).*

Exécution d'un arrêt sur la restitution de marchandises de prises. —

Alliance entre la France et l'Espagne. — Piraterie. — Sommes obtenues des marchands déprédés par menace. — Restitution par provision sous caution. — Exécutoire adressé au gouverneur de la Rochelle. — Difficultés sur la réception des cautions. — Sergent royal chargé de la recherche des biens. — Prise de corps des défendeurs refusant d'exécuter le jugement. — Association entre

1. Arch. nat. X<sup>1</sup><sup>a</sup> 8321, f° 339.

navires pour faire des prises. — Présence d'ennemis à bord d'un navire ami. — Séparation des effets des amis d'avec ceux des ennemis. — Ami domicilié en pays ennemi. — Affaire renvoyée par le Grand Conseil à la Table de Marbre pour le fond. — Pirate, terme injurieux. — Condamnation *in solidum* des preneurs en cas de mauvaise prise. — Jugement de bonne prise du lieutenant de l'amiral à la Hougue.

Entre Diago de Villedieu, marchand d'Espagne, en son nom et comme procureur des autres marchands dudit pays d'Espagne, demandeur en matière d'exécution d'arrêt et d'emprisonnement, d'une part ; et Guion le Roy, escuier, défendeur en ladite matière d'exécution et d'emprisonnement, d'autre part.

POULAIN, pour Diago de Villedieu, en son nom et comme procureur des autres marchands du Royaume d'Espagne, demandeur en matière d'exécution d'arrêt et d'emprisonnement, dit que la matière est grande et qu'elle concerne l'honneur du Roy, du Royaume, le bien de paix et de justice et de toute la chose publique.

Et pour venir à la matière, presuppose le *c. pretere* xxij<sup>a</sup> q. v<sup>a</sup>, *secundo* presuppose *quod miles fractor pacis capite puniri debet*, presuppose aussi que, depuis que une sentence est donnée, il faut qu'elle soit exécutée et par plus forte raison un arrêt, *maxime* quant il est question de provision ; et n'y a fidejusseur, pleige, ne caution, qui puissent empêcher, ne retarder l'exécution, ne acheteur de biens : car, par ce moien, jamais exécution ne se paracheveroit, mais tousjours evaderoit le condamné et illuderoit l'exécution, *pretextu* d'acheteur de biens ou caution : aussi la partie, qui a jugement pour elle, ne pourroit vivre d'une caution ou d'un acheteur, ne entretenir le cours de sa vie et marchandise, comme elle feroit de son argent ou de ses biens.

Ce presupposé, dit qu'il y a aliénation entre le Roy et le Roy

d'Espagne et leurs subjectz de tout temps, et toute notoire : aussi la faut il presumer, qui ne monstreroit guerre indiete et ouverte ; tous les marchans d'un royaume et de l'autre [ont] acoustumé de converser. Se sont lesdis marchans, les navires et capitaines du royaume de France et d'Espagne souvant rencontrez, mais on ne trouve que les navires, ne gens d'Espagne aient mal fait a ceulx de France, ne enfrainct l'aliencie.

Dit que, neantmoins, en aoust ou en septembre derreniere-ment passé, les marchans d'Espagne, qui peu par avant avoient fait charger a Villebau (1) en Espagne une navire de marchandises pour les porter en Engleterre, la navire, arivée a Londres, fut deschargée et rechargée de laines, draps et estain, jusques a la valeur de dix mille escus, en sort principal seulement ; après s'en vouldrent ceulx qui estoient dedans retourner ; en retournant oudit moys d'aoust et estans sur la mer vers le costé d'Angleterre, furent rencontrez par Guyon le Roy, soy disant visadmiral de Bretagne, et aucuns autres, ses aliez et complices, aians petites barques et navires de guerre, qui assaillirent et invadèrent et prindrent ladite navire d'Espagne, nommé la navire de Villebau, nonobstant qu'on leur remonstrast qu'elle estoit d'Espagne et que c'estoit enfraindre l'aliencie ; prindrent les biens et personnes, et leur firent plusieurs insolences, et dissipèrent les marchandises ; et les emmena ledit Guion le Roy a la Hocgue, et illec persuada et traveilla les gens dudit navire pour leur cuider faire confesser que lesdites marchandises appartenoient à Anglois, print tout et en fit la distribution (2), telle que bon lui sembla ; et print cedula et obli-

1. Bilbao.

2. Ainsi qu'il résulte de la plaidoirie de Michon pour Guyon Leroy, il y eut une sentence du lieutenant de l'amirauté à la Hougue, déclarant le navire et une partie de sa cargaison de bonne prise.

gacions de ceulx, ausquelz il dit qu'il en bailla, par lesquelles ilz le promettoient rembourser, s'il estoit dit qu'il faulst rendre lesdites marchandises : car luy et les autres savoient bien qu'il le faudroit faire.

Depuis, luy mesmes fit mener à Nantes iiij<sup>xxviij</sup> pièces de draps et l'estain, qui estoit oudit navire ; congneurent aucuns marchans estans a Nantes la marchandise et firent dessus adveu, congnoissance que c'estoit piraterie ou marchandise mal prinse. L'adveu fait, furent les Espaignaulx et marchans, qui avoient fait ledit adveu, fort molestez et menez par menaces et persuasions, tellement que force leur fut accorder de bailler et prester deux cens escus audit visadmiral et que les draps par ce moien demouroient es mains de Brinant de Grain, capitaine de Nantes ; baillerent les deux cens escus audit Guion, qui s'obligea à entretenir l'accord par foy et serment et rendre la somme. Après il se evada et emporta les deux cens escuz et lesdit draps et marchandises.

En fut bruyt en Espagne, tellement que le Roy d'Espagne en rescrivit au Roy. Lors ordonna le Roy que justice en fust faicte, bailla la commission adreçant au juge de Nantes pour contraindre ceulx qui avoient eu les biens a les rendre par prinse de biens et de corps, se mestier estoit, à tout le moins qu'il les recreust en baillant caucion d'autres marchans d'Espagne demourans en ce royaume, menans fait de marchandise.

Ne vult partie comparoir par devant ledit juge et se laisse mettre en default, non obstant qu'il fut adjourné a sa personne et qu'il eust menassé le juge.

Ce fait, s'en vint devers le Roy pour cuider avoir quelque provision pour brouiller la matière et la congnoissance dudit juge de Nantes. Y vindrent les marchans qui trouvèrent que, soubz son donné a entendre par le moien d'une requeste, qu'il avoit baillée au Roy, vouloit obtenir lettres. Fut requis au Roy

qu'il luy pleust congnaistre de la matière *brevi manu* ou faire provision ausdits demandeurs de leursdites marchandises.

Cependant seurvindrent aucuns chevaucheurs d'Espagne ; se presentèrent les marchans devant le Roy, qui ordonna a ceulx du grant conseil sur la requeste mesmes dudit defendeur d'en congnoistre et oyr les parties sur la requeste dudit Guion le Roy et sur la provision desdis Diago et consors ; furent commis conseillers et commissaires, tellement que, les parties au long oyes, fut dit par arrest, sur ladite requeste dudit defendeur et celle desdis demandeurs, que ledit demandeur auroit sa marchandise et provision en baillant caucion des marchans d'Espagne demourans en Royaume et seroient contrains parties, *eciam* par prinse de corps, a rendre lesdis biens ou la valeur, s'elles n'estoient en nature, et non obstant appellacions.

Fut l'executoire adrecé au gouverneur de la Rochelle et autres juges ; fut présentée audit gouverneur ou son lieutenant, fist appeller partie pour veoir recevoir les caucions et mettre l'arrest dudit seigneur et son conseil a execucion. Luy furent offerts plusieurs marchans fort solvables pour caucion ; partie, qui ne vouloit que delayer, l'empescha et defendit a ladite execucion requise, tellement que ledit juge et executeur appointa que les parties escriproient et informeroient *super sufficiencia vel insufficiencia* et sur tout leur plaidoyé. Et ce fait les appointa en droit et produire. Et print le juge jour pour adonner sa sentence ; partie defaillit et se absentia. Le gouverneur donna sa sentence, en ensuivant les ordonnances royaulx, par lesquelles on ne doit differer le jugement d'un procès qui est en droit pour oppositions, defaulx, ne appellacions ; et ordonna que l'arrest seroit executé et parties contrains a rendre la marchandise ou la valeur, selon l'arrest dudit seigneur ou sondit conseil.

Après que sept ou huit marchans eurent caucionné les



demandeurs qui offrirent encore renforcer de caucion, se mes- tier estoit, combien que lesdis marchans fussent recreans, fut la sentence présentée a Chaulmont sergent royal. Fut informé que partie, qui avoit prins lesdis draps les avoit transportez a Angers, en partie en l'ostel d'un chanoine, nommé Beauvau, auquel fit le sergent commandement que il les baillast. En fut refus; vult proceder a l'execucion de la sentence, dont ledit Beauvau, instruit par partie, appella pour brouiller et delayer, non obstant qu'il confessast avoir ladite partie desdis draps et qu'on luy donnast delay d'envoyer devers partie, ainsi qu'il fit, qu'il ne vult consentir l'exploit; ains fist appeler ledit Beauvau.

Et fault noter que, par avant, on avoit fait commandement a Brinant Grain de rendre lesdis draps; mais il fit responce qu'il ne le feroit, se le defendeur et l'admiral ne le consentoient.

Depuis se transporta le demandeur vers le Roy, qui oyt le gouverneur de la Rochelle, estant en court, qui testiffia les caucions suffisantes, ordonna au chancelier luy bailler telle provision et si grande qu'il seroit possible. La provision et l'execucion faicte, luy furent baillées lettres adreçans au premier maistre des requestes, au premier des conseillers de la cour de ceans et autres juges : estoit mandé, s'il apparoissoit de ce que dit est, ou de tant que suffire deust, on contraignit partie, *eciam* par prinse de corps, a bailler lesdis biens ou l'estimacion d'iceulx.

Fut ladite provision présentée a Chauvreux (1) qui, le tout veu par escript et autrement, bailla sa commission pour proceder contre Guion le Roy, qui fut trouvé reffusant et desobeissant, ainsi qu'il est encores de present et a esté constitué prisonnier, a baillé requeste pour estre elargy; a esté dit que les parties seroient oyes.

1. Conseiller au Parlement de Paris.



Si conclud a ce que la court face tenir et sortir effect les arrestz, sentences et execucions, requiert que partie tiegne prison, jusques a ce qu'il ait rendu les deux cens escus et, pour l'offence d'avoir commis les eas et enlevé la porcion des draps, qui estoient entre les mains de Grain, qu'il soit condamné en une bonne amende de deux mil livres et a tenir prison jusques a plaine satisfacion et que, se mestier est, soit contrainct rendre ce qu'il en a, que partie luy a baillé.

MICHON, pour Guion le Roy, defendeur en matière d'emprisonnement, dit que Poulain par sa plaidoirie a chargé de crime et l'admiral et ledit le Roy. Si requiert qu'il se face advouer.

Et après que Diago a advoué Poulain, a dit Michon que l'admiral a droit de garder la mer et le royaume et y expleter son navire. Or, puis naguaires, la navire de l'admiral, celle du seneschal (1) des Querdes et du visadmiral se trouvèrent sur la mer, pour ce qu'il estoit bruit des Anglois; eulx estans sur la main, trouvèrent l'admiral et des Querdes, ou leurs gens, une navire venant d'Angleterre.

Or Guion le Roy, ne son navire n'y estoient point, ne de la prinse de navire de partie adverse Guion ne scut riens de plus de xxiiij heures après; mais toutesfoys lesdis trois navires abutinèrent l'un l'autre aux prises l'une de l'autre.

Dit que oudit navire de partie adverse y avoit plusieurs Anglois qui trouvèrent façon d'eschaper et y estoit Diago, lequel demeure a Londres en Angleterre, et ne demoura ou navire que les Espaignaulx, parce que tous les Anglois gaignèrent la terre en petis barques, sitost qu'ils apperceurent les navires de l'admiral et dudit mareschal. Fut ledit navire amené en Normandie, près de la Hougue, furent interrogez par le lieutenant de l'admiral ceulx, qui estoient dedans, quelles marchandises et quelles gens il y avoit oudit navire a

1. Le manuscrit porte *seneschal*; il faut corriger *mareschal*.

l'heure de la prinse et a qui la marchandise appartenoit : dirent qu'il y avoit de la marchandise appartenant à Anglois et aussi à des Espaignaulx. Les parties oyés, ordonna le lieutenant de l'admiral audit lieu de la Hogue que ce qui appartenoit aux Espaignaulx leur seroit rendu, mais ce qui appartenoit aux autres marchans d'Angleterre et ennemis du Roy seroit confisqué, sauf le droit de l'admiral.

La declaracion faicte, fut baillée partie des biens a l'admiral, partie audit des Querdes et une petite partie audit Guion le Roy, pour ce que les trois navires abutinent l'une à l'autre.

Depuis, parties se tirèrent au grant conseil. Et, pour ce que ilz avoient chargé ledit Guion le Roy, il y vint et bailla requeste pour estre oy touchant la charge que on donnoit ; car il n'estoit a la prinse du navire, ne pareillement sa navire n'y estoit pas. Les parties oyés devant le chancelier, on remontra que la congnoissance de ceste matière devoit appartenir a l'admiral et estre renvoyée a la table de marbre sans tendre a autre fin. Toutesfoys, avant que ledit Guyon le Roy eust defendu, fut ordonné que le principal y seroit renvoyé ; neantmoins, par provision, fut ordonné, touchant la marchandise, que le lieutenant de l'admiral, nommé Fermentin, et ledit Guyon le Roy et autres, qu'il appartiendrait, seroient contraincts de bailler et rendre les biens appartenans a ceulx d'Espagne, en baillant caucion des marchans de la nacion d'Espagne demourans en ce royaume, faisant fait de marchandise, d'autant que la marchandise valloit.

Et ne furent lesdites parties condamnées seul et pour le tout ; et pour ce on ne les peut contraindre à rendre, sinon chacun ce qu'il a receu.

Fut l'executoire adrecé a certains juges. Fut ledit Guion le Roy adjourné pour venir proceder à l'exécution par devant le gouverneur, comparut. Offrit partie bailler gens, qui ne sont

facteurs et n'ont riens pour caucion qui n'estoit souffisante Dist ledit Guion qu'on nè le pavoit contraindre a rendre, sinon ce qu'il avoit receu, que *primitus* il falloit premier vérifier combien il en avoit eu, et oùltre falloit aprecier la marchandise, aussi que il n'en pavoit estre tenu que pour sa part et que on le estimast et ilourniroit en baillant souffisante caucion. Furent les parties appointées a escripre par advertissement ; et depuis par sentence le gouverneur le condamna, sans declairer *pro qua parte* et sans soy informer combien il en avoit receu ; et fut condamné en plus grant generalité que l'arrest ou provision du grant conseil portoit ; et ne fut receu a informer de l'insuffisance des pleiges ; et ordonna qu'il seroit contrainct. Combien que par arrest luy, Fermentin et autres auroient esté condamnez a les rendre, luy demanda partie xxviiij paquetz de draps, combien qu'il n'en eust pas receu la quarle partie.

Ce venu a sa congnoissance, il appella et a relevé et fait relever et faire defense a partie tant au moien de son adjournement en cas d'appel que de la commission de ceans. Est venu en ceste ville de Paris poursuivre son appel. Neantmoins Chauvreux, conseiller ceans, au moyen de certaines lettres royaulx par partie obtenues, a baillé, sans oyr ne appeller Guion le Roy, sa commission a ung sergent ; et ne croit pas qu'il feust adverty de ladite appellacion et des defenses, en le circonvenant, et a ordonné qu'il seroit prins au corps et constitué prisonnier ; a esté constitué prisonnier en grant scandale ; a requis estre delivré ; a esté ordonné que les parties seroient oyés.

Dit que l'appellacion interjectée dudit gouverneur ou son lieutenant est bien fondée ; car par devant luy remonstra l'appellant qu'il ne pavoit devoir que sa part ; ne vould le juge declairer quelle part, mais le vould contraindre a tout rendre ;

et *sic* d'avoir appellé il est bien fondé. Aussi partie adverse n'a baillé caucion souffisante.

Conclud en ladite appellacion mal ordonné et appointé et bien appellé.

Et touchant l'emprisonnement, dit qu'il n'est recevable : *primo*, car puisqu'il estoit appellant ceans et avoit relevé, et defences faictes par la court, Chauvieux devait soubz sa correction laisser faire la court sans y besongner par lettres de chancellerye et devoit appeller Guion le Roy, lequel eust remonstré ledit appel et autres choses dessusdites ; et avoir fait ledit emprisonnement est decider de l'appel.

Et, pour respondre au fait de partie, a ce qu'il dit qu'il a esté refusant, dit qu'il n'est point refusant de bailler ce qu'il a receu en baillant par declaracion et en baillant bonne et souffisante caucion.

A ce que partie dit que de tous pirates de mer l'en doit faire punicion capital, dit que ledit Guion le Roy n'est point pirate ; mais est ung notable gentilhomme et s'est bien gouverné en son office de visadmiral durant le temps qu'il l'a esté, et a vaillant plus de douze cens livres de rente, et n'est pirate ne a mette du renc des pirates, mais a adveu de l'admiral et mareschal des Querdes.

A ce que les aliences de France et d'Espaigne seroient enfrainctes etc., dit qu'il ne les vouldroit enfraindre : aussi elles portent que, es marchandises qui se feroient sur mer, n'y aura marchans d'Angleterre. Or partie, par son propos, a mené son navire en Angleterre, l'a deschargé et rechargé, et confesse qu'il y avait des Anglois, que ilz laissèrent aller en de petits coquetz ; qui plus est, Diago est demourant a Londres, en Angleterre, par quoy, veu la guerre, qui est ouverte, on ne le devroit oyr.

A ce que le Roy a comandé que on luy baillast provision si

ample et si grosse qu'on pourroit, dit que cela ne sert de riens : car ledit visadmiral n'estoit a la prinse, mais les gens de l'admiral et autres.

A ce qu'il a eu deux cens escuz, dit qu'il ne doit riens a partie ; bien dit qu'il doit ij<sup>e</sup> escuz a ung autre.

Si dit, comme defendeur en matière d'emprisonnement, que l'emprisonnement ne se peut soustenir et que a tort a esté fait en circonvenant ledit Chauvieux et demande provision de sa personne.

Et touchant la reparacion de l'injure, en tant qu'il l'a appelé pirate et escumeur de mer, requiert que Diago soit contrainct et condamné a le luy reparer d'amende honorable a la discrecion de la court, soit aussi condamné en l'amende de iiij<sup>un</sup> livres tournois et a tenir prison jusques a plaine satisfacion et qu'il soit declairé estre encouru es peines a luy indites ; et demande despens, dommages et interestz.

POULAIN dit, pour ledit Diago que son intencion est bien fondée et dit que *rebus judicatis standum est*. Il est jugé et condamné que ledit defendeur restitura : si dit qu'il doit obeir au juge, sans ce qu'il y ait caucion ne acheteur qui le puisse retarder.

Et a ce que partie dit que les marchandises appartiennent a Anglois et a autres marchans estrangiers, qui avoient [deu estre] confisqué, dit que *nichil est*. Aussi partie par son plaidoyé a dit que l'on avoit rendu ceulx qui n'estoient de prinse : *igitur* le reste se doit rendre, que partie veult dire contre verité estre de prinse ; car pour le differend baille ledit demandeur caucion ; *alias* n'eust esté besoing d'en bailler. Aussi est-il dit indifferemment que tout se rendra et sera recreu *quousque sit cognitum*. S'il y a riens qu'il soit de prinse, que non aussi estoit ce raison que tout feust recreu a caucion, *ymo* mesmement sans caucion *per notata in c. cum secundum, lege de habenti ljo vjo*.

A ce qu'il n'a tout prins, dit que si ; et en a fait la distribution ou bon luy a semblé et si a fait obliger ceulx a qui il en a baillé de les luy rendre ou il en seroit attainct ou poursuivy par justice. Il est aussi question *de delicto quo omnes tenentur in solidum, ymo contra quemlibet jurari debet in litem*. Et fut a la prinse, quelque chose qu'il die, et estoit en une petite barque ; et si a eu le delict pour agreable, l'a soustenu et nourry et participé ; et encores fait de present : si fault qu'il en responde.

A ce que on devoit apprecier les biens, dit que l'apreciacion devroit venir du costé de partie, si aucun en falloit : car il avoit et a les biens et marchandises, de la quantité et valeur desquelz on doit estre creu contre luy, veue sa forme de les avoir prins discipez et retenuz. Qui plus est, lesdis demandeurs ont baillé caucion de x<sup>m</sup> livres et offert renforcer.

A ce qu'il dit qu'il a appellé du gouverneur de la Rochelle, dit que *nichil est*, comme appert par la sentence, et ne le peut on dire, recevoir ne reputer appellant, *si non constiterit* qu'il ait appellé *illico signanter*, qu'il avoit procureur qui par l'ordonnance devoit appeller ; *alias* jamais l'appel n'est receu ; et si en seroit appellant, ce seroit ung procès par escript, ou il devroit conclure. Veue qu'il y a appointement d'oyr droit, apres lequel partie, [voiant] clairement qu'il perdoit sa cause, il se absentia malicieusement en se rendant *verus contumax, qui non auditur appellans*.

A ce que Chauvieux a esté circonvenu et qu'on ne luy a donné à entendre l'appel et que Dyago et autres demeurent en Angleterre, dit qu'il n'a esté circonvenu et a procedé, ainsi qu'il devoit ; et si n'estoit question seulement que de provision, par quoy, quant il eust sceu ce que dit partie, n'eust delaissé de ordonner et decreter ce qu'il a ordonné et decreté, dont n'est appellé, mais est passé en force de chose jugée et executée ; et



partant fault qu'il sortisse effect *signanter*, que ce n'est que provision reparable *in diffinitiva*.

A ce que on l'a appellé pirate et escumeur de mer etc., dit qu'il ne le voudroit appeller pirate, mais dit que la forme de la prinse, de la retenue et discipacion des marchandises n'est pas bonne et est, se besoing estoit de le dire, une forme de piraterie. Ne sert de dire que ledit demandeur et ceulx pour qui il est sont Anglois, et par ce confisquerent, car il n'est pas vray. Qui plus est, sur la confiscation y faudroit declaracion don ou prinse subsequens et procès fait *parte audita*, dont il n'y a point : car ilz sont Espaignaulx.

A ce que ledit demandeur et ses consors resident et demeurent a Londres, *non est verum*, et n'y sont *causa perpetue more* ; mais vont et viennent de Angleterre en Espagne et ailleurs, et ne sont à Londres que pour le fait de leurs maistres et parens avec le leur, qui demeurent en Espagne ; et n'y a nacion que autant n'en face partout soit à Paris, à Bruges et ailleurs ; mais pourtant ne se preignent, ne pillent les marchandises des aliez, *dato* qu'elles passent par les mains de leursdis facteurs ; et n'ont que faire, ne se meslent les Espaignolz du different des Anglois.

A ce qu'il requiert provision, dit que ce n'est raison, car il est condamné.

A ce que, la navire arrivée à Hocque, fut fait le procès par le lieutenant de l'admiral, dit qu'il n'y eut procès ; et si aucuns procès y auroit esté fait par partie adverse, seroit le jugement et provision de Diago subsequent.

A ce qu'il est Anglois, dit que *nichil est*.

Conclud *ut supra* et requiert estre mis ou sauf conduit de la court.

Miction, pour le visadmiral, duplique. Et à ce que partie dit que ledit visadmiral a fait la prinse et distribucion des biens,

dit que *nichil est*, mais l'on faîte les gens de l'admiral : c'est assavoir Fermentin et les gens dudit mareschal des Querdes ; ne n'y estoit Guion le Roy, ne sa navire ; et, s'il eust esté oy en ses defenses au Grant Conseil, jamais n'eust esté condamné, car il n'y plaïda qu'a fin de renvoy, par quoy on ne se doit prendre a luy, mais a celui qui a fait la prinse.

A ce qu'il n'a appellé, dit que si, comme apparra par son relievement.

A ce que Chauvreux n'a esté circonvenu, dit qu'il n'est pas vraysemblable qu'on luy ait donné a entendre ledit appel et le relievement et les defenses de la court : car s'il en eust esté adverty, il ne s'en fust meslé, mais eust laissé faire la court.

A ce qu'il ne vult assister a veoir donner la sentence et estre contumax, dit que il bailla son advertissement, mais parce qu'il disoit que les pleiges estoient povres et que le fait de marchandise, qu'ilz menoient, n'estoient a eulx, mais estoient facteurs, et qu'il n'avoit comme riens eu de ladite marchandise, il s'en alla ; fut donnée ladite sentence en son absence, dont il appella.

A ce qu'il ne l'a appellé pirate, dit que si, comme il appert par le plaidoyé.

Si dit par ces moiens que ses conclusions luy seront adjudées et qu'il aura provision de sa personne, laquelle il requiert et demande despens, dommaiges et interestz.

Appointé est : a mettre par devers la court et au conseil sur tout dedans trois jours, sans contredictz.

## VII

1493, 15 mai.

*Arrêt du Parlement de Paris rendu sur appel d'une sentence de l'amiral et accordant par provision à des marchands de la*

*Hanse restitution de leurs marchandises prises par Louis de Bournel (1).*

Traité entre le roi de France et les villes hanséatiques. — Lettres royaux. — Caution juratoire. — Caution *de lite prosequenda* fournie par les demandeurs. — Restitution par provision sous caution.

**Procès en première instance devant la Table de Marbre.**

Noms des parties.

Propositions des marchands de la Hanse.

Cum in certa causâ mota et pendente coram admiralidô nostro seu ejus locum tenente apud tabulam marmoream palatii nostri Parisius inter : Henricum Smede, Johannem Carpentarii, Johannem Couve et Hermannum Sondebelre, mercatores ville Edanensis de Ancha Teutonica, actores ex una parte, et dilectum nostrum Ludovicum de Bournel, militem, dominum de Bouchain, defensorem ex altera ;

Pro parte dictorum actorum plura facta et rationes propositae extitissent ad finem seu fines, quod certe littere per eos a nobis obtente ipsis integrarentur et eas integrando insequendo tractatum pacis et confederationis inter nos et proconsules, consules, mercatores et incolas civitatum Anche Teutonice initum ac privilegia per nos et predecessores nostros mercatoribus dicte Anche Theuthonice concessa ;

Quod ipsis actoribus de quadam nave, trecenta dolia vel eo circa continente, eisdem actoribus spectante, in portu vel littore de Crottoy ad requestam dictorum actorum arrestata, una cum bombardis ac aliis instrumentis addictam navem conducendam necessariis, in dicta navi tempore violente captionis ac arresti existentibus, nec non de trecentis modiis siliginis ac aliis bonis eciam in dicta navi existentibus per vim et violentiam perpre-fatum defensorem captis, si dicta bona in rerum natura extarent, sin autem, eorum justum valorem seu extimacionem,

1. Arch. nat. X<sup>1a</sup> 127, f<sup>o</sup> 146.

videlicet sub extimacione octo mille scutorum et ultra, de quorum valore seu extimacione dictis actoribus eorundem juramento crederetur, tradendo per eosdem actores caucionem juratoriam seu talem qualem ipsi tradere possent, oppositionibus ac appellationibus quibuscumque non obstantibus, provisio fieret ;

Quodque dictus defensor ad hoc faciendum et paciendum per capcionem sui corporis et bonorum suorum et omnibus aliis uno et modis rationabilibus per modum provisionis, processu principali pendente et donec aliter foret ordinatum, certo fine non procedendi per eundem defensorem allegato ac litteris per eum a nobis obtentis non obstantibus, cogereetur et compelleretur et in eorundem expensa condemnaretur ;

Pro parte vero dicti defensoris plura etiam in contrarium facta et rationes propositae fuissent ad finem seu fines quod diceretur et declararetur eundem defensorem in dicta causa minime procedere teneri debere, donec et quousque dicti actores qui extranei erant caucionem de lite prosequenda interesse et expensis litis, si in fine cause malam causam eosdem actores fovisse constaret. solvendo prestitissent ac domicilium in civitate nostra Parisiensi elegissent ;

Réponse de Louis de Bournel.

Necnon quod dicta navis cum suis instrumentis per modum provisionis, pro ea sub manu nostra, dicto processu pendente, donec per justiciam aliter foret ordinatum, utendo et gaudendo, bonam et sufficientem caucionem de valore seu extimacione ejusdem navis, si opus esset, tradendo dicto defensori, certas litteras per eum a nobis obtentas integrando, traderetur et deliberaretur, dictique actores in ejus expensa condemnarentur ;

Tantumque processum extitisset quod, dictis partibus auditis et ad scribendum earum facta et rationes per modum advertisamenti producendumque quicquid partes ipse tradere et pro-

Sentence de l'amiral.

ducere vellent, dictisque advertissementis, litteris et munimentis per utramque dictarum parcium, una cum contradicionibus litterarum et earumdem salvacionibus traditis et productis, in jure appunctatis ;

Supradictus admiraldus noster seu ejus locum tenens per suam sentenciam quod dictus defensor super integracione dictarum litterarum coram eo procederet, caucionem per dictos actores infra limites regni nostri de judicio, fisci, de judicatum expensas damna et interesse solvendo, si invenire possent, et, si non caucionem juratoriam tradendo, et domicilium in civitate Parisiensi eligendo, dixisset et declarasset ;

Et insuper, in quantum provisiones per dictas partes petitas tangebant, quod dicti actores provisionem et deliberanciam de dicta navi cum suis instrumentis, bombardis, necnon de siligine et aliis bonis, in dicta navi tempore capcionis existentibus, si in rerum natura extarent, sin autem eorumdem valorem seu extimacionem, caucionem per eosdem actores de valore bonorum ipsius deliberatorum tradendo, expensas instancie in diffinitiva reservando, haberent, ordinasset ;

Appel au Parlement  
par le défendeur.

Fuit a dicta sententia pro parte dicti defensoris ad nostram parlamenti curiam appellatum.

Dispositif de  
l'arrêt  
du Parlement.

Auditis igitur partibus antedictis in causa appellacionis predictae processuque an bene vel male fuerit appellatum, junctis gravaminibus dicti appellantis ac responsionibus dictorum intimatorum ad judicandum, recepto, ex dictis gravaminibus minime traditis viso et diligenter examinato,

Réformation partielle  
de la sentence de  
l'amiral.

Per judicium, prefate curie nostre dictum fuit predictum admiraldum seu ejus locum tenentem, in eo quod dictis actoribus provisionem dicte navis cum suis apparatibus instrumentis et bombardis, nec non siliginis et aliorum bonorum, in dicta navi tempore capcionis existentium, prestando caucionem simpliciter et indistincte, fecerat, male, in ceteris vero bene judi-

casse et dictum appellansem bene appellasse. Et per idem iudicium eadem curia nostra, supradicti admiraldi seu ejus locum tenentem sententiam corrigendo et emendando, dictis actoribus provisionem dicte navis cum suis apparatibus instrumentis et bombardis, caucionem juratoriam seu talem qualem tradere possent dumtaxat tradendo, necnon provisionem dicti siliginis ac aliorum bonorum et mercanciarum in dicta navi tempore violente capcionis existencium, si in rerum natura extent, sin autem eorumdem valorem seu extimationem, bonam et sufficientem caucionem infra limites regni nostri tradendo, adjudicavit atque adjudicat; remisitque ac remittit eadem curia nostra partes predictas coram dicto admiraldo nostro seu ejus locum tenente ad primam diem instantis mensis junii ulterius facturas et processuras prout fuerit rationis.

Pronunciatum xv<sup>a</sup> maii m<sup>o</sup>cccc<sup>o</sup> nonagesimo tercio.

## VIII

1493, 14 août.

*Arrêt du Parlement confirmant une sentence de l'amiral qui avait ordonné la rescision d'une obligation contractée par des marchands de la Hanse avec leurs capteurs et la restitution des marchandises à eux prises (1).*

Lettres royaux. — Rescision d'une obligation passée entre les marchands déprédés et leurs capteurs. — Privilèges de la Hanse teuto-nique. — Serment déferé aux demandeurs pour l'évaluation de leurs marchandises. — Mise en liberté des otages donnés par les

1. Arch. nat. X<sup>1A</sup> 127, f<sup>o</sup> 246 v<sup>o</sup>.



demandeurs pour le paiement de la somme à laquelle ils s'étaient obligés.

**Procès en première instance devant la Table de Marbre.**

Noms des parties.

Cum in certa causa mota et pendente coram dilecto et fideli consiliario nostro admiraldo Francie, seu ejus locum tenente, ad tabulam marmoream in palacio nostro regali inter : Rogarium d'Avesnes, procuratore et procuratorio nomine Hermani Massoen, Lamberti Van der Herne, Martini Voherne, Hermani Harecerf, Jacobi Claisson, dicti Nicolai, et Bernardi Claisson, civium et habitatorum oppidi Campensis de magna Hanza Theutonica, actorum, ex una parte, — et Waterium du Gardin, Johannem Gosselin, Vincenotum Eude, Colinetum d'Yel, Johannem de Grosmenilet Robinetum Paisible, defensores, ex altera ;

Propositions des marchands de la Hanse.

Pro parte predictorum actorum plura facta et rationes propositae extitissent ad finem seu fines quod, mediis et causis in processu declaratis, certe littere, per dictos actores decima nona die januarii anno Domini millesimo cccc<sup>o</sup> nonagesimo primo a nobis obtente, integrarentur et hoc faciendo certa obligacio, anno predicto octuagesimo sexto xxj<sup>a</sup> julii per dictos Jacobum et Bernardum Claissons in villa nostra de Dieppa facta et passata, et per quam prefati Jacobus et Bernardus Claissons erga predictos defensores in summam nongentarum librarum turonensium se obligaverant, rescinderetur, cassaretur et adnulletur, littereque de super confecte et passate tanquam casse et nulle nulliusque roboris et effectus ac per vim extorte et sine causa, antiquas confederaciones inter carissimos genitores nostros etnos, ex una parte, et civitates et oppida de dicta magna Hanza Theotonica, ex alia, initas et contractas, privilegiaque eidem Hanze a nobis et progenitoribus nostris concessa infringendo et violando, prefatis actoribus restituerentur et redderentur ;

Necnon Johannes Suymesson, Regnerius Josson et Claiz

Jacobson, per dictos Jacobum et Bernardum pro dicte summe nongentarum librarum aut ejus quod de ea solvendum restabat securitate in obsidium traditi et relictī, una cum eorum plegiis caucionibus ac bonorum emptoribus, liberarentur et exonerarentur ;

Et una cum hoc prefati defensores et eorum quilibet in solidum eisdem actoribus omnia et singula bona mercancias, machinamenta seu artillerias, pulveres, victualia et alia per eos capta et a predictorum colqua seu navi ablata restituere, si in rerum natura extarent, alioquin, pro eorum vera extimacione, decem mille scutorum auri summam solvere per suorum corporum et bonorum detencionem cogerentur et compellerentur ; ac predictorum actorum sacramento, attenta violencia eisdem per dictos defensores illata, staretur ; ipsique defensores in eorum expensis damnis et interesse usque ad summam decem mille aureorum condemnarentur, donec et quousque omnibus et singulis supradictis satisfecissent carcerem tenere cogerentur ;

Pro parte vero predictorum defensorum plura in contrarium facta et rationes propositae fuissent ad finem seu fines quod, mediis et causis in processu declaratis, predictos actores ad supradictas requestas demandas et conclusiones faciendum inadmissibiles fore et esse dicerentur et declararentur, et, si admittebantur, ab eorum requestis demandis et conclusionibus absolverentur ac in eorum expensis condemnarentur ;

Réponse des défenseurs.

Tantum processum extitisset quod, dictis partibus auditis et in factis contrariis et inquesta ipsaque postmodum hinc inde facta et ad judicandum recepta litterisque et munimentis parcium predictarum necnon contradictis et salvacionibus earumdem traditis et productis et tandem in jure appunctatis,

Sentence de l'amiral.

Prefatus consiliarius noster, seu ejus locum tenens, per suam sententiam, predictas litteras per prefatos actores a nobis

obtentas integrando, quod dicta obligacio, per prefatos Jacobum et Bernardum Claissons passata, rescinderetur et ad nichilum poneretur, ac prefati Johannes Suymesson, Regnerius Josson et Claiz Jacobson, una cum eorumdem caucionibus plegiis et honorum emptoribus, liberarentur et exonerarentur; memoratos Waterium du Gardin et Robinetum Paisible, et eorum quemlibet in solidum, ac eisdem actoribus, omnia et singula bona, mercancias, machinamenta seu artillerias, pulveres, victualia capta et ab eorum colqua seu navi ablata, ad sexcentorum septuaginta octo librarum summam extimata, predictosque, Eude, d'Yel, Gosselin et Grosmenil quicquid ex dictis bonis et mercanciis habuerant et ulterius pro tali parte, quam in navi appellata *la Magdelaine* tempore capture predictæ colque habebant, si dicta bona et mercantie in rerum natura extarent, reddendos et restituendos, alioquin justum valorem et extimacionem, super quo dictorum actorum juramento, in quantum prefatos du Gardin et Paisible dumtaxat tangebatur, usque ad dictam sexcentorum septuaginta octo librarum turonensium summam staretur et crederetur, salva ejus, quod antedicti defensores redditum et restitutum fuisse probare et ostendere possent, deductione ac distractione, condemnando, eisdem tamen defensoribus per dictos actores jura et actiones, que ipsis contra et adversus reliquos particularios victualarios et predictæ capture socios competere poterant et possent, cedendo et transportando, neenon antedictos du Gardin et Paisible dumtaxat in quinquaginta librarum turonensium summa pro emenda erga dictos actores et usque ad predictorum omnium plenum adimplementum carceres tenendos, ac in eorumdem actorum expensis damnis et interesse predictos defensores condemnando, dixisset et declarasset ;

Fuit a dicta sententia pro parte sepedictorum defensorum ad nostram parlamenti curiam appellatum.

Appel de la sentence  
de l'amiral.

Auditis igitur in prefata curia nostra partibus antedictis in causa appellacionis predicta, processuque an bene vel male fuerit appellatum ad iudicandum recepto, eo viso et diligenter examinato,

Dispositif de  
l'arrêt  
du Parlement.

Per iudicium prefate curie nostre dictum fuit supradictum consiliarium nostrum, seu ejus locum tenentem bene judicasse et dictos appellantes male appellasse (et emendabunt iidem appellantes unica emenda) ipsos in expensis hujusmodi cause appellacionis condemnando, earum taxatione prefate curie nostre reservata.

Pronunciatum xiiij<sup>a</sup> die augusti anno m<sup>o</sup> cccc<sup>o</sup> nonagesimo tercio.

## IX

1584, 6 septembre.

*Requête adressée au Parlement de Paris par des marchands espagnols, dont le navire a été saisi en vertu de lettres de représailles, pour être autorisés à faire une information sur ladite prise (1).*

Veue par la cour la requeste, a elle présentée par Guillaume Anoyaux, Laurent Valeso, Antoine Jouben, Emmanuel del Selle del Rio et consors, Espagnols et Castillans, bourgeois marchans et habitans de la ville et cité de Seville en Espagne, narrative que pour raison de la volerie et depredation faicte en mer d'un grand navire, nommé *Nostre Dame de l'Esperance*, chargé de plusieurs marchandises, comme perles, or, argent, cuirs et autres marchandises, chargées au mois de may, juin et juillet cinq cens soixante-dix-sept, par permission du

1. Collection Lenain, Registre 71 f. 393 v<sup>o</sup>.

roy d'Espagne, en la cité et port de Santo Domingo en l'isle espagnole (1), le tout jusqu'à la valeur de plus de six-vingt mille escus, duquel navire, qui estoit du port d'environ trois cens tonneaux, estoit capitaine Hernand de Santo, Espagnol, maistre, Jean de Ma, demeurant a Triennes près ladicte cité de Seville, aussy Espagnol.

Lequel navire, le cinquiesme jour dudit mois de juillet mil cinq cens soixante-dix-sept, partit dudit port de Santo Domingo, accompagné de douze autres navires espagnols, desquels estoit general dom Rodrigue de Bastile et capitaine Henrique Melier, aussy Espagnols, et ayant ledict navire faict voile pour aller en ladicte cité de Seville et estant separé dans la mer des douze autres navires, desquels il estoit accompagné, le treize ou xiiij<sup>e</sup> septembre audict an mil cinq cens soixante-dix-sept, seroit advenu qu'après l'isle de Fleurs yceluy navire, nommé *Nostre Dame de l'Esperance*, fut rencontré par un autre navire nommé le *Pelican* de la Ville François et Håvre de Grace de Normandie (2) du port d'environ cent cinquante tonneaux, équipé en guerre, duquel estoit capitaine François le Molinier le jeune et Jean Duperray ; et en iceluy navire y avoit environ cent cinquante hommes armez et equippez en guerre, par lesquels ledict grand navire fut assailli, et d'iceluy furent tuez et jettez en mer plusieurs hommes de l'equipage dudit navire de *Nostre Dame de l'Esperance* ;

Et estant iceluy navire pris et toutes les marchandises, qui estoient en iceluy, et tous les hommes, qui estoient dans ledict navire vivans, furent mis en une barque par lesdicts pirates pour se retirer en l'isle Gratieuse, qui est en l'isle de la Tercere, ou ailleurs, fors etexcepté Rodrigo Alves et Francisco de Victorio, qui estoient dans ledict navire de *Nostre Dame de l'Espe-*

1. L'ile de Haïti était alors appelée Hispaniola.

2. Le Håvre.



rance, lesquels furent retenus par ceux de l'équipage dudict navire du *Pelican*.

Lesquels de Victorio et Alves furent emmenez avec ledict grand navire de *Nostre Dame de l'Esperance* et autres marchandises estant en iceluy au port Blanc de Lanyon, situé en l'evesché de Treiguier, au pais et duché de Bretagne, en la juridiction de Lanyon et Treiguier, qui est un port de mer non frequenté ny habitué de marchands, ains seulement y abordent et se retirent les voleurs et pirates, comme auroient faict ceux qui ont volé et depredé ledict navire de *Nostre Dame de l'Esperance*, pour l'intelligence, qu'ils ont avec les officiers dudict lieu, qui sont a leur posté; et de faict, pour couvrir leur meffaict et volerie, auroient, auparavant que se presenter en justice, faict tirer et emporter de nuit dudict navire la meilleure et la plus grande partie des marchandises, estans en iceluy navire, par collusion et intelligence que lesdicts pirates avoient avec maistre Fiacre le Rouge, juge et seneschal dudict Lanyon et Treiguier, officiers et greffiers dudict lieu.

Et tant auroit esté procedé par devant ledict seneschal de Lanyon, que, par sentence du xvj novembre audict an mil cinq cens soixante-dix-sept, il auroit déclaré ladite prise avoir esté bien et deuement faicte sous pretexte de quelques pretendues lettres de marque et represailles, que François le Moulinier l'Aîné, Toussaincts Puchot, Charles Paviot, marchands demourans a Rouen, et leurs associez pretendoient avoir obtenues sur aucuns marchands portugais et sujets du royaume de Portugal; et auroit ledict seneschal ordonné qu'il seroit procedé a la vente desdictes marchandises et navire, ce qui auroit esté faict le xix<sup>e</sup> du mois de novembre audict an en une chapelle, située sur ledict port Blanc, et icelles marchandises vendues en gros sans aucune solemnité de justice, ainsy qu'il est requis, et delivrées a Guillaume Fer de Moulin et autres compagnons associez desdicts



Puchot Paviot, le Moulinier l'Aîsné, qui les avoient pris a la moitié moins que ne valoient lesdites marchandises et sans les faire descendre dudict navire ; et davantage ledict seneschal de Lanion, pensant couvrir sa faute auroit commis son greffier pour faire la livraison desdictes marchandises, la plus grande partie desquelles ledict Fer de Moulin et autrés des associez auroient à l'instant revendus la moitié davantage qu'ils ne les avoient acheptées a des gentilshommes, marchans et autres personnes dudict Treiguier, qui les auroient favorisez et aidez de touz moyens et faveurs envers ledict seneschal de Lanyon pour faire declarer ladicte prise bonne et valable ; et les deniers qui seroient provenus de la vente desdictes marchandises, ledict seneschal de Lanyon les auroit faict delivrer audict Fer de Moulin et autres.

Et sitost que lesdicts Rodrigo, Alves et Francisco de Victorio auroient esté mis en liberté et seureté hors les mains desdicts le Moulinier et Du Perray, ils se seroient retirez en la ville de Morlaix, païs de Basse-Bretagne, auquel lieu par devant deux notaires roiaux ils auroient déclaré que ledict grand navire de *Nostre Dame de l'Esperance* et toutes les marchandises en iceluy appartennoient a marchands espagnols et qu'il avoit esté chargé en ladicte ville de Santo Domingo, comme dict est, et que toutes les declarations par eux faictes par devant ledict seneschal de Lanyon avoient esté faictes par force, contraincte, intimidation de mort et seulement pour sauver leurs vies ; et se seroient portez pour appellans de la sentence donnée par ledict seneschal de Lanyon ledict jour xvij novembre 1577 ; lequel appel ils auroient relevé au Parlement de Bretagne, comme y ressortissant de sa nature et y auroient faict intimer lesdicts le Molinier, le Rouge, un nommé le Boulanger et autres associez, ou, estans les parties respectivement comparues par procureurs et ayans esté ouïes sur ladicte appellation, elles

auroient esté réglées sur icelles, et cependant commission de ladicte cour de Parlement de Bretagne octroyée ausdicts supplians pour faire informer plus amplement de la verité d'icelle depredation et volerie dudict navire de *Nostre Dame de l'Esperance* et marchandises estans en iceluy appartenans a iceux supplians.

Et cognoissans par lesdicts le Rouge, le Molinier l'aisné, tant pour luy que pour leurs associez, que ladicte depredation estoit decouverte et les fautes par eux commises, ils auroient obtenues lettres patentes du Roy pour faire evoquer le procès et differeud d'entre les parties en la cour de Parlement de Paris en la quatriesme chambre des enquestes, sur laquelle evocation, autres longueurs et fuites par eux pratiquées, ils auroient tenus lesdicts supplians pendant sept ans et plus et constituez en grands frais et despens, en laquelle chambre la cause auroit esté retenue du consentement des parties.

Et depuis auroient les supplians fait apporter au greffe de ladicte cour de Parlement de Bretagne les charges et informations faictes par autorité de ladicte cour de Parlement de Bretagne, tant en Espagne, Bretagné, que ailleurs, lesquelles informations, mesmement faictes en Espagne, auroient esté traduites de l'ordonnance de ladicte cour en langue françoise et sur toutes icelles auroit esté decreté adjournement personnel tant allencontre desdits le Rouge, le Moulinier l'aisné, du Perray que autres leurs complices, la plupart desquels, mesmement ledict Rouge, le procureur du Roy audict lieu et lesdicts le Moulinier, avoient souffert interrogatoire.

Mais d'autant que ledict procès ne se peut bonnement juger sans que les tesmoins, ouïs et examinez esdictes informations faictes sur le fait de ladicte depredation et volerie, soient recolez en leurs depositions et, si besoing est, confrontez ausdicts le Rouge, le Moulinier l'aisné et autres leurs complices, qui se

trouvent chargez de ladicte depredation et volerie, et sans qu'il soit plus amplement informé d'ycelle, a ces causes, afin de faire cognoistre plus amplement la verité, requeroient lesdicts supplians leur estre permis informer d'abondant et plus amplement, tant en cette ville de Paris, qu'en Bretagne et Normandie et ailleurs, si besoing est, sur le contenu cy dessus ; et quant aux tesmoins, qui desja ont este ouïs et examinez au procès par simples informations, qu'ils seront recollez et, si besoing est, confrontez ausdicts depredateurs et leurs complices et qu'a ceste fin trois des conseillers de ladicte cour se transporteront sur les lieux, si mieux il ne plaist a la dicte cour commettre les juges roiaux et enquesteurs sur les lieux, pour, le tout rapporté vers ladicte cour, estre faict droict aux parties, ainsy que de raison ; et tout considéré.

Ladicte cour a permis et permet ausdicts supplians informer plus amplement et faire recoller et confronter les tesmoins ja ouïs et pour ce faire a commis maistre Jean Huault conseiller en icelle ; et sur le surplus, concernant l'information a faire hors le royaume, a ordonné et ordonné que les supplians aurent commission rogatoire.

X

1607, 15 septembre.

*Ordonnance de Henri IV contre les pirates (1).*

Henry, par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre, a tous ceux qui ces presentes lettres verront, sallut.

Estans bien informez que la navigation des mers et le com-

1. Bibl. nat. ms. Duchesne 43, f. 71.

merce quy s'y faict est maintenant plus incommodé de perils; qu'il n'a point esté, all' occasion de la frequence des volleryes et piratteryes qui s'y commettent, et que cella advient principalement de ce que les pirattes et corsaires sont amis et receuz dans les portz et havre des Estatz ou ilz abordent et y peuvent vandre et debitter les danrées et marchandises qu'ils ont pillées et desrobbées indifferemment, comme sy elles leur estoyent justement acquises, est cause de cette grande diminution, qui se recognoist estre audit trafficq et commerce, qui faict consequence a la société et bonne union de tous les Estats, dont il est l'ung des liens plus ferme et sollide, a quoy instant point necessaire que juste et raisonnable aux princes souverains de pourvoir chascun en ses Estatz et desirant d'en donner de nostre part tout bon exemple, pour faire cognoistre que nostre intention est tousjours de proteger soustenir la justice et nous opposer au mal de tout nostre pouvoir, ne voullant ausy aucunement permettre que ce royaume, qui de tout temps a esté le reffuge de tous ceux qui ont esté injustement opprimez, serve de retraicte a ceux qui oppriment les autres, et que les meschantz, qui ont tousjours aultant ou plus aprehendé la justice qui s'administre en cest Estat que nul autre, y trouvent protection a l'impugnité de leurs faultes, nous avons resolu d'establiir ung bon ordre, a ce que lesdits pirattes et corsaires ne soyent admis et receuz en noz portz et havres pour y desbitter et vandre les depredations qu'ilz pouroyent avoir faictes.

A ces causes, nous avons dit, desclaré et ordonné, disons, desclarons et ordonnons par ces presentes, nous faisons très expresses inhibitions et deffenses a tous pirattes, corsaires et autres de rapporter en noz ports ou havres ny autres lieuz de nostre obeissance aucuns vaisseaux danrés ou marchandises qu'ils auront prises contre noz ordonnances ou depredés sur ce que ce soit sur peine de confiscation d'icelles; et, affin que nos

susdictes deffences puissent estre plus exactement executées et que aucun abus ne se puisse commettre, nous voullons et ordonnons que nul vaisseau chargé de danrées et marchandises ne soit receu et admis dans nōz portz et hayres que en faisant apparoir par enseignementz, bons et vallables du lieu ou ils auront chargé lesdictes marchandises sy elles auront esté trocquées ou eschangées ou que legitiment elles appartiennent au maistre dudict vaisseau, pareillement que lesdictes marchandises ne pourront estre debittées et vandues que ladicte justification n'ait precedé ; et, en cas qu'elle ne se puisse vallalement faire, nous voullons et ordonnons que lesdictes marchandises et danrées demeurent sequestrées et consignées par l'espace de deux mois pendant lesquels, s'ils se presante aucun qui les réclame et veriffyé suffisamment qu'elles luy ayent esté pillées et depredees, nous ordonnons en ce cas qu'elles luy soyent restituées ; comme aussy nous faisons inhibitions et deffences a tous noz subjectz et tous aultres d'armer en guerre aucun navire, gallère ou autre vaisseau pour aller en cours contre qui que ce soit, ou pour traicter ou negotier, ny faire aucun avitaillement de vivres et munitions pour lesdicts vaisseaux dans les lieux de nostre obeissance, sy ce n'est par nostre exprès commandement et permission de nostre très cher et très amé cousin le sieur Dampville admiral de France et de Bretagne. Voullons et ordonnons qu'il soit procedé contre ceux qui a ce contreviendront scellon qu'il est porté par noz edictz et ordonnances.

Sy donnons en mandement a noz amez et feaux conseillers les gents tenantz nostre court de Parlement en Bretagne, noz admiraux, visadmiraux, leurs lieutenans et officiers des sièges de l'admiraulté, que les presentes ils facent lire, publier et enregistrer et le contenu en icelles soigneusement garder et exactement executer scellon leur forme et teneur. Car tel est nostre plaisir.

En thesmoing de quoy nous avons facit mettre nostre scel a cesdites presentes.

Donné à Paris le quinziesme jour de septembre l'an de grace mil six centz sept, de nostre règne le dix-neuviesme.

*Signé : Henry.*

*Sur le reply : Par le Roy, Pottier.*

*Scellée du grand sceau de cire jaulne sur double queue.*





## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Pages |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 1     |
| Fondements juridiques de la course maritime du xiii <sup>e</sup><br>au début du xvii <sup>e</sup> siècle : 1 <sup>o</sup> prises de représailles ;<br>2 <sup>o</sup> prises de guerre . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 1     |
| Coup d'œil sur l'histoire de la course maritime : Représailles et guerres du xiii <sup>e</sup> siècle et du début du xiv <sup>e</sup> .<br>— La guerre de Cent Ans : pirateries en temps de trêves, déprédations au détriment des Hanséates. — Guerres contre les seigneurs rebelles au xv <sup>e</sup> siècle. — Lettres de représailles délivrées aux xiv <sup>e</sup> et xv <sup>e</sup> siècles.<br>— Les courses du xvi <sup>e</sup> siècle : guerres d'Italie, question d'Amérique, guerres de religion. — Efforts de Henri IV pour réprimer la piraterie . . . . . | 5     |
| Objet et sources de la présente étude . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 22    |
| CHAPITRE PREMIER. — ORIGINES DU JUGEMENT DES PRISES MARITIMES ET DE LA JURIDICTION DE L'AMIRAL.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 28    |
| § 1. <i>Commencements du jugement de prises.</i> — Hypothèses sur le xiii <sup>e</sup> siècle. — Recours ouverts au début du xiv <sup>e</sup> siècle aux victimes des corsaires ; recours par                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| la voie diplomatique et recours judiciaires : 1 <sup>o</sup> le roi ;<br>2 <sup>o</sup> le Parlement ; 3 <sup>o</sup> les baillis et sénéchaux ; 4 <sup>o</sup> les sei-<br>gneurs justiciers. — Caractère accusatoire de la pro-<br>cédure et exceptions . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 28    |
| § 2. <i>Origine de la charge d'amiral</i> . — Les amiraux<br>des croisades. — Les amiraux de Philippe le Bel et<br>de ses fils : caractère temporaire de l'office, pluralité<br>de titulaires, contrats conclus par ces amiraux avec le<br>roi, leur subordination à l'égard du connétable. —<br>L'amirauté au début de la guerre de Cent Ans : un<br>seul titulaire, son importance croissante, reconnais-<br>sance de l'indépendance de l'amiral vis-à-vis du con-<br>nétable en 1342. Droit de l'amiral sur le dixième des<br>prises maritimes . . . . .                                                                                                                                                                                                                                              | 41    |
| § 3. <i>Développement de la juridiction de l'amiral en<br/>matière de prises</i> . — Sous Philippe le Bel et ses fils<br>l'amiral est soumis à la juridiction ordinaire et à la<br>juridiction du connétable. — Du droit de correction<br>de l'amiral sur les « soudoiers » de la mer sortit son<br>droit de connaître des prises maritimes. — Organisa-<br>tion de la justice de l'amirauté en Normandie avant<br>1350 ; la Table de Marbre. — Origine de la procédure<br>inquisitoire en matière de prises : surveillance de la<br>perception du dixième ; défense des intérêts des arma-<br>teurs de navires, des gens de l'équipage et des mar-<br>chands déprédés. — Conflits de compétence avec les<br>baillis et les seigneurs ; Appel au Parlement. —<br>Ordonnance du 7 décembre 1373 . . . . . | 56    |
| CHAPITRE II. — RÉGLEMENTATION DE LA COURSE MARI-<br>TIME . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 70    |
| Sources de cette réglementation : ordonnances de 1373,                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1517, 1543-4, 1584 ; traités franco-anglais de 1497, 1498, 1518, 1525 . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 70    |
| § 1. <i>Mesures préparatoires du jugement des prises.</i> —<br>1° Avant le départ : lettres de marque et congé de l'amiral ; serment des gens de l'équipage ; caution. —<br>2° En mer : formes du droit de visite ; obligation pour le corsaire de ramener des prisonniers et de prendre les papiers du bord ; prohibition du pillage. . . . .                                           | 74    |
| § 2. <i>Navires et marchandises susceptibles de capture.</i> —<br>1° Prises de représailles. — 2° Prises de guerre :<br>a) Biens de l'ennemi ; b) Biens des amis. Notion de l'amitié. Principe de la séparation des biens des amis d'avec ceux des ennemis. Marchandises prohibées. Marchandises à destination de pays ennemi. Commerce entre les ennemis et les amis. — Saufs-conduits. | 94    |
| <br>CHAPITRE III. — ORGANISATION DES SIÈGES D'AMIRAUTÉ, LEUR COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE PRISES MARITIMES . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                         |       |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 117   |
| § 1. <i>Organisation de l'amirauté de France.</i> — Personnel des sièges. — L'amirauté juridiction royale. — Nomination des officiers d'amirauté ; leur dépendance vis-à-vis des gens de mer. — La Table de Marble du Palais . . . . .                                                                                                                                                   | 119   |
| § 2. <i>Compétence de l'amirauté en face des juges ordinaires.</i> — 1° Conflits avec les juges royaux ; 2° Conflits avec les seigneurs justiciers. — Recrudescence de ces luttes au moment des guerres de religion . . . . .                                                                                                                                                            | 132   |
| § 3. <i>Les trois amirautés provinciales.</i> — 1° Amirauté de Guyenne : le lieutenant de l'amiral de Guyenne à la                                                                                                                                                                                                                                                                       |       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Table de Marbre ; rôle de l'amirauté de Guyennedans les guerres de religion. — 2° Amirauté de Bretagne : exercice de la juridiction de l'amirauté par les juges ordinaires ; lutttes de l'amiral avec le gouverneur. — 3° Amirauté de Provence ou du Levant : l'amiral gouverneur d'abord juge souverain, puis soumis à l'appel au Parlement. Le lieutenant général des galères . . . . .                | 144   |
| CHAPITRE IV. — INSTRUCTION ET JUGEMENT DES PRISES DEVANT LES AMIRAUTÉS. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 164   |
| Distinction entre la procédure ordinaire et la procédure extraordinaire. — Obligation pour le corsaire de retour de faire la déclaration de ses prises à l'amirauté ; mise des biens pris sous la main du roi. . .                                                                                                                                                                                       | 164   |
| § 1. — <i>Procédure en l'absence de réclamants.</i> — Rôle du ministère public. — Interrogatoire des preneurs ; visite du navire. — Conditions auxquelles la prise était délivrée aux preneurs . . . . .                                                                                                                                                                                                 | 170   |
| § 2. <i>Procédure en présence de réclamants.</i> — Interrogatoire des prisonniers. — Citation des défendeurs. — Cautions demandées par les parties au début de l'instance. — Preuves : 1° Preuves non écrites ; 2° Preuves écrites : chartes-parties, lettres certificatoires, saufs-conduits. — Emploi de lettres royaux dans la procédure. — Jugements par provision et jugements définitifs . . . . . | 174   |
| CHAPITRE V. — JURIDICTIONS SUPÉRIEURES ET JURIDICTIONS EXTRAORDINAIRES. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 196   |
| Caractère politique des juridictions supérieures. —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Intervention des agents diplomatiques des puissances étrangères . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 196   |
| § 1. <i>Le Parlement.</i> — Le Parlement juge d'appel des amirautés. — Sa bienveillance pour les étrangers. — Manières dont il pouvait être saisi : 1 <sup>o</sup> appel ; 2 <sup>o</sup> lettres de <i>committimus</i> ; 3 <sup>o</sup> prise à partie des officiers d'amirauté. — Provision faite aux demandeurs pour la durée de l'instance. — Mise des biens sous la main du roi. — Enquêtes ordonnées par la cour : enquêtes internationales. — Entérinement des lettres des souverains étrangers. — Jugements par provision. — Intervention moins fréquente du Parlement de Paris dans les affaires de prise à partie de la fin du xv <sup>e</sup> siècle ; les Parlements de province . . . | 200   |
| § 2. <i>Le Conseil du roi.</i> — Le Conseil ne statue pas toujours comme juge. — Affaires renvoyées à d'autres juges et affaires sur lesquelles le Conseil statue lui-même. — Commission du Conseil chargée de rapporter les affaires de prises . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 220   |
| § 3. <i>Conservateurs de la paix et commissions extraordinaires.</i> — 1 <sup>o</sup> Conservateurs de la paix : au xiii <sup>e</sup> siècle, pendant la première partie de la guerre de Cent Ans ; l'amiral conservateur de la paix ou des trêves à partir de la fin du xiv <sup>e</sup> siècle ; disparition des conservateurs de la paix ou des trêves au xvi <sup>e</sup> siècle. — 2 <sup>o</sup> Commissions extraordinaires : réformateurs du xiv <sup>e</sup> et du xv <sup>e</sup> siècle ; commission envoyée à Bordeaux en 1459 ; commissions créés au xvi <sup>e</sup> siècle pour juger les déprédations commises sur les Anglais . . . . .                                           | 230   |
| Dumas . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 23    |



|                                                                                                                                                                                                                                                                       | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE VI. — EXÉCUTION DES JUGEMENTS DE PRISES . . . . .                                                                                                                                                                                                            | 245   |
| § 1. <i>Jugements de bonne prise.</i> — Effet suspensif de l'appel. — Intervention du lieutenant de l'amiral dans les opérations de l'exécution. — Vente. — Partage.                                                                                                  | 246   |
| § 2. <i>Jugements au profit des réclamants.</i> — Exécution des jugements contre les tiers détenteurs de biens pris. — Contrainte par corps contre les défendeurs. — Jugements exécutoires sous caution. — Difficultés sans fin éprouvées par les réclamants. . . . . | 254   |
| CONCLUSION, — TRANSFORMATION DU JUGEMENT DES PRISES SOUS L'AMIRAL HENRI DE MONTMORENCY . .                                                                                                                                                                            | 264   |
| Résumé des inconvénients du mode de jugement des prises. — Jugement des prises par l'amiral entouré de conseillers d'Etat sous Montmorency. — Suppression de l'office d'amiral (janvier 1627) . . . . .                                                               | 264   |

#### PIÈCES JUSTIFICATIVES

|                                                                                                                                                                                                                                                       |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. — 1370-1, 21 mars. — Arrêt du Parlement ordonnant la restitution des marchandises appartenant à des marchands bretons prises par des corsaires dieppois sur une cogue flamande frétée par lesdits marchands . . . . .                              | 273 |
| II. — 1417-8, 5 mars. — Arrêt du Parlement ordonnant la restitution de navires portugais qui avaient été pris par des corsaires de la Rochelle dans des ports du royaume de Castille, alors allié de la France et en trêve avec le Portugal . . . . . | 282 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                 | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| III. — 1462-3, 19 février. — Arrêt du Parlement refusant l'élargissement de marchands se disant de Cologne pris avec leur navire . . . . .                                                                                                                      | 305   |
| IV. — 1474-5, 3 janvier. — Extrait d'une lettre de Louis XI au roi de Sicile lui annonçant la restitution de galères siciliennes prises par le corsaire Colombo. . . . .                                                                                        | 309   |
| V. — 1491-2, 6 et 10 avril. — Plaidoiries au Parlement de Paris sur la prise à partie d'un procureur de l'amiral accusé d'inimitié personnelle par le corsaire Bastondu. . . . .                                                                                | 311   |
| VI. — 1492, 11 mai. — Plaidoiries au Parlement de Paris entre des marchands d'Espagne et Guyon Leroy, vice-amiral de Bretagne, sur l'exécution d'un arrêt du Conseil qui avait ordonné la restitution par provision de marchandises de prise . . . . .          | 318   |
| VII. — 1493, 15 mai. — Arrêt du Parlement de Paris rendu sur appel d'une sentence de l'amiral et accordant par provision à des marchands de la Hanse restitution de leurs marchandises prises par Louis de Bournel. . . . .                                     | 331   |
| VIII. — 1493, 14 août. — Arrêt du Parlement de Paris confirmant une sentence de l'amiral qui avait ordonné la rescision d'une obligation contractée par des marchands de la Hanse avec leurs capteurs et la restitution des marchandises à eux prises . . . . . | 335   |
| IX. — 1584, 6 septembre. — Requête adressée au Parlement de Paris par des marchands espagnols, dont le navire a été saisi en vertu de lettres de représailles,                                                                                                  |       |

|                                                                                | Pages |
|--------------------------------------------------------------------------------|-------|
| pour être autorisés à faire une information sur ladite prise . . . . .         | 339   |
| X. — 1607, 15 septembre. — Ordonnance de Henri IV contre les pirates . . . . . | 344   |

VU :

*Le Président,*  
A. ESMEIN.

VU :

*Le Doyen,*  
CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris*  
L. LIARD.











